

LA « GUERRE DES ÉTOILES »

Difficile dialogue
entre Moscou
et Washington

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde
de l'économie »

Pages 17 à 20

• Conventions collectives : vers
un régime plus contractuel
des rapports sociaux ?

• Renault : le Japon, un
succès de marketing

Un président
kidnappé

Avec un compte, réussi ou non, tous les neuf mois en moyenne depuis son indépendance acquise en 1825, la Bolivie a la réputation, méritée, d'être l'un des pays politiquement les plus instables de la planète. Pour avoir donné dès le début dans le rocambolesque et finalement sombré dans le ridicule, l'épisode de l'enlèvement du président Siles Zuazo, le 30 juin à La Paz, n'en est pas moins extrêmement préoccupant pour tous ceux que passionne le sort des démocraties.

Il n'y a guère que vingt mois, en effet, que la légalité constitutionnelle a été rétablie en Bolivie, après quasiment deux décennies de régime militaire et quelques intermédiaires civils sans gloire. Une coalition de gauche dirigée par M. Siles Zuazo, un des auteurs de la révolution de 1952 devenu plus sagement social-démocrate au fil des ans et des épreuves, s'était enfin vu confirmer cette victoire électorale dont à deux reprises ses adversaires politiques conservateurs, puis des militaires liés à la mafia de la cocaïne, avaient entrepris de le priver.

Le chef de l'État avait en octobre 1982 constitué un gouvernement dans lequel — événement rarissime en Amérique latine — figuraient, et figuraient aujourd'hui encore, deux ministres communistes. Mais l'état de grâce à La Paz avait été de courte durée : moins de trois mois plus tard, le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), pourtant beaucoup plus modéré que son homonyme chilien, faisait défection, faute d'avoir pu obtenir de M. Siles Zuazo la radicalisation qu'il réclamait dans le domaine économique et social. L'affaire était d'autant plus sérieuse que le leader du MIR, M. Paz Zamora, est vice-président de la République.

Ce coup n'était qu'un avertissement. Depuis lors, en effet, dans un contexte de grave crise économique, M. Siles Zuazo s'est vu sans cesse assailli par une triple opposition : politique, de la part d'une droite solidement représentée au Parlement ; syndicale, en raison de l'opposition maximaliste de la puissante centrale ouvrière (COB), hostile à la politique d'austérité ; « saguée » au gouvernement par le Fonds monétaire international ; et militaire, parce qu'en Bolivie tout officier à partir du grade de colonel a dans son paquetage une écharpe présidentielle.

Le chef de l'État a donc consacré tout son talent de vieux politicien mûri à sauver la démocratie, quitte à mettre quelque peu en veilleuse son programme socialiste. Son analyse (finalement acceptée par le MIR, revenu au gouvernement) est qu'un coup d'État de droite signifierait pour le mouvement populaire un recul infiniment plus grave qu'une « pause » décrétee, et donc modérée, par la gauche elle-même. C'est une problématique dont la Bolivie n'a pas l'exclusivité par ces temps de crise.

Sans prétendre faire de La Paz un laboratoire planétaire, on peut au moins être assuré que la trajectoire incertaine du président Siles Zuazo est observée avec intérêt et anxiété dans tout le sud de l'Amérique latine. L'Argentine, où la démocratie est encore balbutiante, l'Uruguay, où elle teste difficilement de se frayer un chemin, le Chili et le Paraguay, où elle est reportée aux calendes grecques : autant de pays où l'on a appris douloureusement que, en tout pouvoir légitime qui meurt, c'est un peu de la liberté de chacun qui s'en va.

(Lire nos informations page 5.)

Les partis de gauche à l'heure des révisions

Sans contester la politique de rigueur
le PS souhaite que le gouvernement
réponde à l'exaspération de l'électorat

« Au Parti socialiste qui a réuni, samedi et dimanche, son comité directeur et son conseil national, après la réunion du comité central, s'engageant des débats sur l'avenir des deux formations principales de la majorité et, dans la perspective des élections législatives de 1986, sur l'avenir de la gauche tout entière. Les débats ont ouvert la voie, pour l'un et l'autre, à d'importantes révisions.

« Au cœur de la difficulté, la France s'agitait. M. François Mitterrand, auteur de ce propos samedi dans la Nièvre, a le goût du paradoxe.

La France est effectivement au cœur des difficultés économiques. Le pouvoir, malgré les résultats obtenus sur ce terrain, au détriment de l'emploi, est au cœur de difficultés politiques spectaculairement confirmées par les élections européennes du 17 juin. Et l'on ne voit guère s'épanouir qu'une opposition impatiente de prendre la revanche qu'elle pressent à portée de la main. Tellement impatiente que M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, voit la France plongée dans une « situation révolutionnaire ».

Le choc du 17 juin — déclin historique du Parti communiste et recul du Parti socialiste, l'un et l'autre ne représentant au total qu'un peu moins de tiers des suffrages

exprimés — a provoqué, à gauche, la prise de conscience de la gravité de la situation politique. Ainsi ont commencé de s'épanouir les cent fleurs des débats internes et, pour ce qui concerne le PCF, de la « révolution culturelle » souhaitée par M. Marcel Rigout.

La question posée aux uns et aux autres est simple : comment conserver le pouvoir, lorsque l'on est tombé si bas en termes électoraux ? Au Parti socialiste, comme au Parti communiste, il s'agit de se battre « à gauche ». Les socialistes ont confirmé, ce week-end, à l'occasion de la réunion de leur comité directeur leur peu de goût pour la recherche de l'élargissement vers un centre dont les élections européennes, de toute manière, n'ont pas permis l'émergence. La seconde question découle donc de la première : comment peut-on, chacun pour soi, enrayer les défections électorales et commencer une remontée vers le niveau de représentativité atteint en 1981 ? Le problème, pour le Parti communiste, est plus grave que pour son partenaire qui s'efforcera, dans un premier temps, d'éviter que retombe l'élan militant acquis pendant la campagne européenne.

Les réponses que chacun, pour son propre compte, commence d'élaborer à ces interrogations portent en elles-mêmes de profondes révisions. Ainsi, le Parti communiste

s'interroge-t-il publiquement — la résolution de son comité central en porte témoignage — sur l'adaptation de son discours à l'évolution de la société française. Son mode de fonctionnement — tout débat passe par l'étouffement de la hiérarchie des permanents — sa vision des droits de l'homme et son attachement à l'Union soviétique sont soumis à discussion.

JEAN-YVES L'HOMEAU.
(Lire la suite page 7.)



MANIFESTATION A AJACCIO

Les antiséparatistes corses dans la rue

De notre envoyée spéciale

M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, s'est rendu, lundi 2 juillet, en Corse, où il devait confirmer que l'élection de la nouvelle assemblée régionale aurait lieu le dimanche 12 août, après la dissolution de l'Assemblée élue en août 1982.

Ajaccio. — « Ah ! Qui reconnaît notre Corse aujourd'hui ? Quand je vois tout un peuple assailli par un groupe... Animé du désir de nous mettre un garrot... »

Le poète s'est fait tribun pour appeler la cité impériale à bouter les hors-la-loi séparatistes de l'ex-FLNC. Crâne au et profil de médaille, Pierre Barbaud lance le cri d'alerte ouvrant la manifestation organisée par la CFR, l'Association pour la Corse française et républicaine, à Ajaccio, le samedi 30 juin à 15 heures. « La Corse défigurée » indique le poète.

Place de la Gare, le défilé CFR s'ébranle. « FLNC assassin. Basta ! Ça suffit ! », crient les marcheurs. Magasins et trottoirs sont presque vides. Des bannières tricolores héraissent le cortège, qui enfle en rang serré en remontant le cours Napoléon. On attendait une multitude pour ce dernier rassemblement de la CFR après ceux de Calvi, de Porto-Vecchio et de Bastia. Certains ne sont pas venus au rendez-vous. Méfiance, peur ou plaisirs de la plage ? Les organisateurs annoncent 25 000 participants, les renseignements généraux en comptent 12 000 et le badaud en voit légèrement moins. Sur l'île, qui se compte que 240 000 habitants, ce rassemblement est important.

Les hôteliers du Golfe sont venus en masse. Les absents se sont fait excuser. Le collectif professionnel de Bastia avait tenu à prévenir ses collègues d'Ajaccio de la nécessité de manifester contre la violence, qui effraie le touriste (1). Enseignants et commerçants, retraités et mères de famille, sont descendus dans la rue. Pour beaucoup, c'est la première fois. L'action-commande de l'ex-FLNC sur la prison d'Ajaccio au début de juin a fait basculer les hésitants. Contre le terrorisme, « le peuple corse, c'est nous », clame le cortège de la CFR. On chante tour à tour la Marseillaise et le Dio vi salvi Regina, l'hymne corse cher aux nationalistes.

On accuse les « lâches cagou-lards ». On ose nommer les « héros » détestés, enfin incarcérés. Dans les rangs du défilé, les élus font masse. Présence remarquée, celle des radicaux de gauche de Haute-Corse. A cette exception près, les représentants de la majorité gouvernementale ont refusé de participer au défilé de la CFR, la jugeant « trop marquée à droite ». Parmi les manifestants, on se soucie peu de ces citations. On a vu sans réserve avoir voté pour Le Pen ou pour Jospin. « Qu'importe ! Le problème principal est de refuser le séparatisme ». Des jeunes ont rejoint les rangs du cortège. Ils avaient « boude » le rassemblement de Calvi. Ils sont venus à Ajaccio. « Il est temps de répondre aux terroristes, au lieu de leur offrir un pot de vin ».

Mais la majorité des jeunes insulaires ne sont pas au rendez-vous. Leur cœur bat, semble-t-il, pour les nationalistes. « Ce défilé est idiot. Je n'ai rien à dire de plus », commente, tendue, une adolescente postée derrière les palmiers de la place de l'Hôtel-de-Ville.

AU JOUR LE JOUR

Malus

La réforme du « bonus-malus » est en vigueur depuis dimanche. Il s'agit, dit-on, de faire payer plus cher les chauffards et d'être plus exigeants avec les bons conducteurs.

A l'heure où la gauche se penche sur sa conduite passée et s'interroge sur les conséquences du cruel malus du 17 juin, cette réforme fait rêver. Imaginons un parti aux commandes qui ne commettait aucune faute de parcours : il aurait automatiquement un bonus de 50 % de l'électorat après quelques années.

Mais ce serait compter sans les accidents, toujours nombreux, dans la traversée de l'histoire.

BRUNO FRAPPAT.

Sous le signe de la légalité républicaine, que de discours frisant la rébellion ! L'ex-FLNC et les organisations sympathisantes n'ont jamais jusqu'ici été aussi violemment villanés. Chantage, crise du tourisme, effondrement de la construction : les terroristes « conduisent l'île à la ruine ».

« Plastiquons
les plastiqueurs ! »

« Vous n'avez pas le monopole de la folie et nous n'avons pas celui de la sagesse », lance du podium aux séparatistes M. Charles Ornano, sénateur, maire bonapartiste d'Ajaccio. « Si vous persistez, vous allez devoir rendre des comptes. Aussi, je vous en conjure, sachez vous arrêter à temps ». Est-ce un appel à la raison ou une mise en garde ? Le public qui fait face à l'orateur ne semble guère hésiter. « Plastiquons les plastiqueurs ! On les connaît ! », menacent même les plus déterminés. Les chefs de la CFR refusent vigoureusement de telles « déviations ». Légalité oblige.

De fait, l'association, fondée à Cargèse en novembre 1983, est à un tournant de sa brève histoire. Le tour de Corse organisé pour « vaincre la peur de l'opinion » est terminé. Bientôt la diaspora corse sur le continent sera invitée, elle aussi, à affirmer son attachement à la France. Déjà, à Marseille, Nice, Lyon et Paris sont prévues des manifestations. Sur l'île, la CFR veut franchir une « nouvelle étape » dans son action contre le terrorisme. Aux élections régionales du 12 août, la CFR ne présentera pas de candidats, mais accordera « évidemment » sa préférence aux candidats plaçant le maintien de la Corse dans la France au premier plan de leurs préoccupations.

Les partis de gauche et de droite sont ainsi sommés d'être « nets et sans ambiguïté ».

DANIELLE ROUARD.
(Lire nos informations page 9.)

(1) Selon les chiffres officiels de l'Agence pour le tourisme, la chute, dans le secteur du tourisme, atteindrait 4 à 5 % cette année, après avoir été de 10 % l'an dernier. Cependant, à l'aéroport et aux transports maritimes, on signale une diminution de 17 % des réservations.

AU PARC DE SCÉAUX

Bob Dylan retrouvé

Soixante mille personnes ont assisté dimanche 1^{er} juillet au concert réunissant Bob Dylan, Carlos Santana et Van Morrison au parc de Scéaux.

Bob Dylan n'a contrarié ni exaspéré personne. Rarement la magie et le mythe et la légende auront si bien marché. Les spectateurs — toutes générations confondues — se sont levés à son apparition sur scène et ont écouté avec une exceptionnelle attention l'étonnante voix fluide et rocailleuse, sauvage et repousée, d'un homme sensible livré à l'état brut, chanter des chansons existentielles, surréalistes qui explosent avec une avouglante clarté mais à l'intérieur desquelles une source conscience tragique ne cesse de veiller. Le chanteur, le poète, le saltimbanque à la solitude sans nom et sans bornes est là. Aucun artifice, aucun jeu de lumières sophistiqués ne

fait obstacle. Il y a simplement, fortement présente, une exigence sans limite à l'égard de soi-même, une manière éclatante d'être toujours devant soi avec sa propre vérité, et alors tout s'y inscrit : l'humanité et la simplicité.

Car, avec Dylan, la musique renoue avec la vie, nous en parle constamment dans un mouvement sans fin, avec sa désespérance et l'espoir porté malgré tout. L'universalité de l'auteur de *The Times they are a-changin'* a depuis longtemps rejoint celle des plus grands. Mais voici que son charisme fonctionnel, aujourd'hui comme dans les années soixante, et son efficacité envoûtante retrouvée coupe de nouveau le souffle des spectateurs.

Entouré de Mick Taylor et de Greg Sutton aux guitares, d'Ian McLagan aux claviers et de Colin Allen à la batterie, Dylan, avec le même profil

les militants, ne serait pas seulement constituée par le rapport du bureau politique, comme il est d'usage, mais par l'ensemble de la discussion à laquelle ce texte avait donné lieu.

Certains membres du comité central ont estimé que M. Georges Marchais n'avait pas respecté cette décision lors de son passage, le 28 juin, au journal de la mi-journée sur TF 1. Le secrétaire général du PCF n'aurait donc, selon eux, qu'une version tronquée des travaux de l'instance dirigeante du parti. L'attitude de M. Marchais contraindrait donc ceux qui avaient pris la parole au comité central pour critiquer le rapport du bureau politique à s'exprimer, cette fois, publiquement.

M. Marcel Rigout en a pris, le premier, le risque. La façon dont ses propos ont été rapportés a contraint M. Charles Fiterman, en tant que premier des ministres communistes, à sortir du silence qu'il observait depuis le 17 juin, afin de se laver de tout soupçon de complicité avec les déclarations de son collègue.

La mise au point du ministre des transports, membre du secrétariat du comité central du PCF, constitue, pour M. Marchais, un atout sans doute inespéré. Le secrétaire général réagit aux mises en cause dont il est l'objet, depuis les élections européennes, en s'identifiant au parti tout entier et en attribuant aux « milieux bourgeois » (déclaration à l'Antenne 2, le 21 juin) les attaques qui le visent. Cette position a été accompagnée de démonstrations de solidarité de la part de plusieurs membres du bureau politique.

M. Pierre Juquin explicitement, M. Roland Leroy et Guy Hiermer implicitement, avaient tenu d'écarter du débat interne la question du secrétaire général.

Cette fois, c'est M. Fiterman lui-même qui dénonce la « chasse à l'homme » dont M. Marchais est victime de la part des « adversaires de classe » des communistes. En outre, M. Amice Le Pors, secrétaire d'Etat à la fonction publique, qui avait évoqué, au lendemain des élections européennes, les « persécution de personnes » posées au PCF, a rendu hommage à son tour, dimanche, à M. Marchais, et M. Rigout a opposé un démenti à la version de ses propos rapportée par l'AFP.

PATRICK JARREAU.
(Lire la suite page 8.)

Histoire
d'amour

de Konk

PAGE 34

هذا من الأصل

Le Monde

idées

LETTRES AU Monde

Les élections européennes et la querelle scolaire

17 juin, 24 juin... Deux dates qui ont compté dans la vie publique française. Les élections européennes ont fait jaillir Le Pen de sa boîte et la manifestation pour l'école privée a fait descendre dans la rue, à Paris, plus d'un million de personnes.

Ces deux événements ont provoqué un très abondant courrier portant sur la signification de ces phénomènes et parfois sur la manière dont nous en avons rendu compte. Nous donnons ici des extraits significatifs de cette correspondance.

LA MANIFESTATION DU 24 JUIN

Vu du Morbihan

Vu du Morbihan, le défilé du 24 juin, à Paris, prend une tout autre dimension. Un million de personnes ? Après tout le battage des journaux, de la radio et de la télévision, est-ce si énorme ? Un Français sur six... Qui a défilé ? Nous pourrions citer, renseignements pris, quelques personnes parties de la région et venues surtout pour leurs idées très conservatrices...

Un détail de l'article de M. Frappat : la pancarte dans le défilé « Pas touche à nos enfants ». Ma Doué ! se vantera-t-il, le pauvre homme, de garder, vingt-quatre heures sur vingt-quatre sous son aile protectrice et paternellement vigilante sa chère progéniture ? Est-ce bien son droit, d'ailleurs ? En voilà un qui a le sens de la propriété ! Et ne s'écarter-il pas du spectacle, des spectacles aux quels ces mêmes chers petits assistent dans la rue, à l'école (quelle qu'elle soit), à la télé (à, par exemple, la publicité... délicate, toute en nuances et directement inspirée des préceptes évangéliques), au cinéma, qui propose des films, tout à fait dans la ligne de la « catéchèse ». Plus tard, les « boîtes » où les jeunes vivent la saine morale à eux inculquée dans leurs bonnes écoles, et la caserne et les bars... A notre avis, ce bon père de famille ne manquera pas de tourments.

Quant à rappeler 1968 à propos de cet aimable défilé... Il faut apporter beaucoup d'imagination. 1968 fut un frémissement énorme, le soubresaut d'un monde, vaguement conscient d'une totale dérive. Une fébrilité. Un signe avant-coureur. Affaire de jeunes ? Même pas. Ce souffle n'épargna ni les adultes, ni les châtiments, ni les bureaux, et chacun le ressentit...

Lundi, le 25, à Vannes, à Auray, à Hennebont, aucun signe particulier de l'intérêt porté à la manifestation de Paris. Pas le moindre commentaire. N'étaient les médias, la chose serait passée quasi inaperçue, et à juste titre parce que à l'analyse, elle

ne dit pas grande nouveauté, ne prouve rien, ne résout rien...

MARIE-ANNICK
et J.-F. LE GALLOUDEC
(Auray).

Les livres penseurs

La manifestation du 24 juin en faveur de la libre pensée passe mes espérances. Dans mes rêves les plus fous, je n'avais jamais osé imaginer qu'une telle foule puisse venir de tous les coins de France pour clamer nos droits et ceux de nos enfants à la liberté. « La liberté n'est pas divisible » se sont même écrits les évènements. Si les mots ont un sens, cela signifie que la libre pensée jadis honnie doit être maintenant honorée et que le devoir sacré des éducateurs, dans nos écoles libres, est d'apprendre à nos enfants à devenir de bons petits livres penseurs.

PH. MICOUIN
(Paris).

Petit calcul

Un million cinq cent mille manifestants en faveur de l'école privée : impressionnant ! L'enseignement public accueille au moins 10 millions d'élèves. Chacun a deux parents dont au moins un peut manifester. Conclusion : « De 10 à 20 millions de parents d'élèves n'ont pas manifesté en faveur de l'école privée. » Impressionnant !

JEAN TAVLITZKI
(Paris).

Trop d'Etat ?

L'article du 26 juin signé de Bruno Frappat met l'accent sur une explication au succès de la manifestation de l'école libre : « Trop d'Etat, c'est trop d'Etat. » Je tiens à vous faire part de mon point de vue sur ce sujet.

Je suis fils d'ouvrier agricole d'origine immigrée et ma mère « faisait des ménages » pour payer les fournitures scolaires de ses cinq

enfants. J'ai toujours été bourgeois et je peux affirmer que je suis aussi un « enfant de l'Etat » (comme le Citron Kane était l'enfant des banques) et que, sans les allocations familiales et les bourses, je ne serais jamais devenu professeur certifié d'anglais, passant les épreuves orales de l'agrégation d'anglais justement ce 24 juin !

Je suis bien placé pour vous dire les limites des interventions de l'Etat, ayant dû travailler chaque été pour suppléer à la minceur de l'aide de l'Etat et sachant que les fils

d'ouvriers agricoles (ou autres) représentent 6 % du corps étudiant !

Professeur dans un collège public rénové, je m'efforce surtout d'aider les enfants des classes populaires qui, elles, ne se plaignent pas trop du « trop d'Etat ». Je ne défends pas « l'Etat » : je défends les conquêtes sociales et laïques, je me bats pour l'extension de ces conquêtes face à ceux qui veulent séparer leur progéniture des « autres », des enfants des immigrés (au fait, combien l'école privée en

accueille-t-elle ?). Je suis donc profondément opposé aux écoles privées, à la réduction du rôle égalisateur de l'Etat.

LUCIEN DOLJAC
(Saint-Etienne).

Faire confiance aux jeunes

Je voudrais exprimer mon accord en tant que mère de famille et professeur avec l'analyse que Bruno Frappat fait de la situation dans son article du 26 juin 1984.

En tant que professeur, j'ai été soulagé de constater qu'il y avait la possibilité d'un tournant, d'une ouverture dans un débat gauche-droite que la crispation sur le problème de l'école représentait, celui de la tolérance, du respect de la diversité des individus et des projets éducatifs.

Je me suis toujours jusqu'ici considéré de gauche et j'en garde au moins la nostalgie pour ce qu'elle représente d'idées généreuses. Mais la critique stérile des désastres personnels lorsqu'il s'agit d'éducation, l'enfermement dans des idéologies plaquées sur la réalité, ne me satisfont pas.

Je pense en effet que l'élan généreux reste avant tout le propre de la jeunesse et non des théoriciens, mais que, dans un monde de remise en question de toutes les valeurs, il faut faire confiance au réalisme et au bon sens des jeunes et de leur famille : chaque enfant, chaque adolescent, chacun de ces jeunes adultes que sont devenus nos élèves différents, revendiquant leur différence et ne pouvant s'inscrire dans un même projet. Il faut qu'il y ait initiative personnelle, choix personnel, projets personnels ; c'est de là que sortira la plus grande richesse, pour chacun ainsi que pour la nation.

M=BARJONET
(Sonnay).

Militantisme enfantin

A proximité de la porte d'Orléans, j'ai croisé deux enfants, âgés d'une

dizaine d'années, fort occupés à répartir sous les essuie-glaces des voitures en stationnement... des tracts appelant à manifester le 24 juin. Cette touchante scène de militantisme enfantine m'a étonné. Par produit de l'enseignement laïque, public et libre, donc, fils, petits-fils et arrière-petits-fils d'enseignants, futur enseignant moi-même, je n'ai ni souvenir ni connaissance de pédagogues ou de parents partisans de l'enseignement qui est le mien tenant d'enfants pour diffuser leur point de vue de quelque façon que ce soit.

PHILIPPE CURE,
élève de l'Ecole normale
supérieure (Paris).

Concert spirituel ?

Combien d'hôpitaux, écoles, œuvres humanitaires de survie auraient pu fonctionner pendant une année dans le tiers-monde, grâce à l'argent, au temps, à l'intelligence et aux talents mis en jeu au cours des manifestations de l'enseignement privé de ces dernières mois ? Les catholiques ont-ils agi pour leur catholicisme spirituel intellectuel et social ?

JACQUELINE ROULET
(Lagny).

Avec une bonne organisation...

La conclusion la plus importante de cette manifestation, c'est que, avec une bonne organisation, on peut faire marcher des centaines de milliers de gens, croyant qu'ils défendent la bonne cause. On a souvent constaté le même phénomène : par exemple, en 1914, quand des millions de gens de par le monde exigeaient la guerre, et en 1933, au début de l'ère hitlérienne.

Aujourd'hui, en France, de telles manifestations portent de l'eau au moulin de Le Pen.

J.G.
(Paris).

La journée des dupes

Notre histoire est marquée d'un certain nombre de journées des dupes, bien que toutes n'en portent pas le titre. Celle du 24 juin le mérite : un million de dupes derrière dix mille « menteurs », tout simplement parce que les motifs de la convocation étaient faux et, par conséquent, les slogans sans valeur, les banderoles sans portée, et les armoiries aux pieds sans nécessité.

L'école libre en danger ? Allons donc ! Aucune loi, depuis celle de Jules Ferry — dont on ne constatera tout de même pas la nécessité profonde ! — ne lui a été plus favorable : ni celle de Pétain, ni Beranger-Barrachin, ni même Debré.

Jamais la qualité scolaire n'a été mieux assurée, le droit à la vie et les conditions d'existence des établissements dits « libres » mieux garantis, l'avenir de ses maîtres mieux protégé. Et cela, lie le savoir, les dix mille animateurs d'hier : dirigeants politiques, leaders des associations, parlementaires, maires, académiciens, tous ayant à quelque niveau que ce fut, participé aux interminables et minutieuses négociations nécessaires par le pro-

jet comme par la vigueur des moyens qui lui ont été opposés.

L'école libre, dimanche ! Des mots prétextes !

La vérité est que les promoteurs qui ont jeté sur les chemins et dans les rues ces centaines de milliers de pèlerins en une croisée qui — on est Occident, ou on ne l'est pas — ne rappelle celle des Albigeois, ne peuvent tolérer que la gauche, de temps en temps, gouverne, ils nous ont avertis des catastrophes qui ne sont pas produites. Ils s'ingénient à les provoquer. Ce qu'ils appellent l'émancipation, c'est leur retour, jamais leur départ.

La gauche, on veut bien qu'elle existe, qu'elle ait une presse — et encore ! — qu'elle manifeste, mais pas qu'elle accède au pouvoir qu'elle s'en tienne à ses 49 %. Elle les dépasse ? C'est un scandale. Elle s'y maintient ? C'est de l'infamie. Cela mérite le fouet.

Tout est bon pour la revanche : les carnets chiffrés connus les chiffres du 24 juin.

RENÉ JEAN CAZANAVE,
avocat à la Cour et ancien
instituteur public
(Paris).

L'IRRUPTION DE M. LE PEN

Lui retourner sa gifle !

Puis-je espérer que vous accepterez de dire la honte que ressent un Français au lendemain de ces élections ? Nous sommes nombreux, hors des clivages politiques, à vouloir que soit lavé cet affront le plus vite possible afin que notre pays retrouve son honneur. Ne nous trompons pas : ce succès xénophobe risque d'être durable tant un électeur victorieux peut se sentir conforté dans ses idées.

Nos députés doivent immédiatement faire front. Il faut qu'une loi donne la citoyenneté française aux immigrés de la seconde génération. Cette réponse à M. Le Pen est à mon sens le seul moyen de terrasser les démons qui agitent ce pays. Reporter une telle loi, c'est laisser la xénophobie faire son chemin... Il

fant dire tout, fort et vite, aux jeunes immigrés qu'ils sont français. C'est le devoir urgent de nos élus. Ce sera le meilleur effet Le Pen : lui retourner sa gifle !

M. D'VIDIO,
Gouvillier-sur-Mer (Ménage).

Des solutions simples

On peut lire le Monde et voter Le Pen. C'est ce que je fais. Permettez-moi, en cette double qualité, de vous dire qu'il existe effectivement des solutions relativement simples à nos maux, en particulier à ceux mis en évidence par Le Pen : l'insécurité et les immigrés.

Pour l'insécurité, des peines dissuasives peuvent être appliquées sans surcharger les prisons, entre autres obliger le condamné à réparer

les dégâts qu'il a commis — que ce soit par son travail ou les indemnités qu'il versera. Pour les immigrés, beaucoup de mesures sont possibles : expulser les gens en situation irrégulière en faisant davantage de contrôles, rendre impossible les transferts d'argent des immigrés dans leurs pays d'origine (pas moins de 30 milliards de francs en 1983), ne plus verser d'indemnités de chômage aux immigrés après un certain temps.

Bref, appliquer aux immigrés le même régime que leurs pays d'origine appliquent en gros à nos ressortissants lorsqu'ils sont amenés à y travailler. Y a-t-il là-dessus quelque chose de choquant ?

CLAUDE ROLLIER
(Paris).

La mémoire courte

Le Front national a obtenu 11 % des suffrages lors de la dernière consultation électorale. Est-ce un cauchemar ou une plaisanterie de mauvais goût ? Non, cela est bien vrai : après Drouot, Autrey, maintenant les européens. Jusqu'où cela ira-t-il ?

Certains vous diront que cela était pour rire, afin de sanctionner la gauche, et lui donner un avertissement. Eh bien, moi, je dis non, je ne pratique pas cet humour. Les Le Pen, Marie et compagnie ne me font pas rire du tout, ils auraient plutôt tendance à me faire pleurer sur la France des bouffes, celle des racistes. Français ! Plus que jamais « vous avez la mémoire courte ».

De célèbres et sinistres fascistes aimant également la poésie, les oiseaux, et même certains d'entre eux avaient un goût prononcé pour l'approvisionnement en énergie, surtout lorsque celui-ci reposait sur un matériau peu onéreux, l'être humain.

Ah, où tout cela nous mènerait-il ? Bien inutile qu'il pourra le dire, l'histoire nous apprend (encore faudrait-il la consulter de temps à autre) que dans le passé fort lointain (au moins un demi-siècle !) des groupuscules ont commencé avec bien moins de 11 % et ont fini où l'on sait. Certains d'entre eux étaient très corrects et pleins de délicatesse mais se sont transformés par la suite. Que voulez-vous, avec l'âge, on change, on s'agrip.

B. BENSADOUN,
professeur
(Paris).

Où est la France de la liberté ?

La poussée de Jean-Marie Le Pen aux élections européennes est qualifiée de « victoire d'une droite radicale et brutale ». Cette montée inquiétante de l'extrême droite dans notre pays est expliquée par certains par « la politique catastrophique et sectaire de la gauche au pouvoir », par d'autres comme étant le fruit d'une « politique mise en œuvre par la droite parlementaire, qui tend à normaliser en France des propos racistes et simplistes, tout cela sous le couvert d'un anticommunisme primaire ».

Quoi qu'il en soit, plus de 11 % de l'électorat français ont mandaté auprès du Parlement européen des députés d'extrême droite. Quelle image vont-ils donner de notre pays ? Certainement celle d'un pays et d'un peuple intolérant et violent, face aux problèmes véritables que sont certes le chômage et l'immigration. Un pays qui n'a eu ni pacifistes ni écologistes... Où est la France de la liberté ?

FREDÉRIC MOLOSSI,
avocat aux
(Montreuil).

La crise des droites

Comment les droites ne peuvent-elles pas se méfier de cet étrange révélateur de leur crise que représente l'émergence du parti de M. Le Pen ?

Si les droites dans leur état actuel ne s'ouvrent pas aux rénovations idéologiques qui sont indispensables à leurs crédibilités futures (tout comme le Parti socialiste fait de son côté l'apprentissage du pragmatisme économique... ou le Parti communiste qui paye son insouciance historique) ; si les droites continuent de cultiver l'infertilité et l'impuissance politique ; si elles préfèrent (conserver) la vieille tactique du débat entre les hommes à celui des idées ; alors, il y a fort à croire que des personnalités virulentes comme M. Le Pen viendront occuper les devant de la scène aux dépens de l'UDF et du RPR.

CHRISTOPHE TISSOT
(Paris).

Un bon émissaire

Les électeurs ont, à tort ou à raison, l'impression que les libertés sont imminente menacées. Et comment n'auraient-ils pas été confortés dans cette impression en voyant à la télévision les images des réunions du Front national constamment perturbées par des manifestations intempestives et qui ne faisaient pas honneur à leurs instigateurs ? Ceci expliquerait peut-être en partie le succès remporté par M. Le Pen. Car de deux choses l'une : ou le parti de M. Le Pen est interdit, ou il est autorisé. Si l'on craint de passer pour antidémocratique en interdisant, on doit avoir au moins le courage de le laisser s'exprimer comme les autres. On se demande si les grands partis ont besoin d'un bon émissaire pour exorciser leur navrant manque d'idées. Un Grand Satan sert de point de ralliement et le bon peuple oublie ses véritables motifs de

mécontentement. L'imam Khomenei fait des miracles !

J. MIALHE
(Paris).

Qu'en le laisse parler...

Comment satisfaire la bonne conscience de tous ceux qui ont favorisé l'apparition du « phénomène Le Pen » tout en désamorçant le danger qu'il représente ? La solution : il vent son temps de parole. Qu'en le lui donne ; pleinement, abondamment. Ses idées, enfin ses slogans, percutants une fois, seront simplistes à la troisième. Enfin, son visage suant (selon le portrait de Nicolas Beau dans le Monde du 19 juin 1984), jugé comme une présence à petite dose, sera peut-être indigeste aux heures des repas, surtout en période de canicule.

SEYMOUR MORSY
(Gordons).

mélange blond

MS
FILTRE
KING SIZE

Le Monde

4, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 658572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER	ABONNEMENTS
Algérie, 3 DA ; Maroc, 420 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 170 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 120 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 55 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1.500 L. ; Liban, 375 p. ; Libye, 5.500 dr. ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 6,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Thaïlande, 150 b. ; Yougoslavie, 110 ml.	3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
	FRANCE
	341 F 605 F 859 F 1080 F
	TOUS PAYS ÉTRANGERS
	PAR VOIE NORMALE
	661 F 1245 F 1819 F 2360 F
	ÉTRANGER (par messagerie)
	L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
	PAYS-BAS
	381 F 685 F 979 F 1240 F
	IL - SUISSE, TUNISIE
	454 F 830 F 1197 F 1530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : les abonnés doivent adresser leurs demandes de modifications de leur adresse à l'administration, en joignant la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 51437

ISSN : 0395-2037

Le Monde

étranger

EUROPE

Italie

Notre soutien à des pratiques violentes nous a empêchés de créer un véritable mouvement alternatif nous déclare M. Toni Negri

Comment M. Pierre Mauroy pouvait-il déclarer, à Rome vendredi dernier, ignorer que M. Toni Negri se trouve toujours en France (le Monde daté 1-2 juillet) ?

La présence depuis septembre sur le territoire français de cet intellectuel italien, très pensant du mouvement Autonomie ouvrière, libéré de prison après son élection en juin 1983 comme député du Parti radical, est un secret de polichinelle. M. Negri lui-même, qui de son propre aveu ne prend pas de précautions importantes, a le sentiment de bénéficier en France d'un « asile informel » : « J'ai l'impression, dit-il, de ne pas être recherché. La France a une grande tradition de terre d'asile. Si la police italienne veut le retrouver, elle ne pourra obtenir aucun résultat sans une collaboration de la police française, collaboration à laquelle il ne croit pas : « L'époque Ben Barka, c'est terminé. »

La condamnation à trente ans de prison pour activités terroristes qui l'a frappé le 12 juin dernier avait un jugement de Salomon : « C'est un compromis entre les « culpabilistes » et les « innocents ». S'ils ne considéraient responsable moralement de deux homicides et de quantités d'autres délits, trois ans, en un sens, c'est peu. La cour devait me donner la perpétuité. » Et M. Toni Negri, une fois encore, dénonce la « barbarie juridique italienne » : « Un Etat démocratique, concède-t-il, peut recourir face au terrorisme, à des lois d'exception ; mais je ne peux pas comprendre qu'on emprisonne une génération entière, une opposition sociale. Les magistrats italiens, tellement exagérés en me présentant comme le chef des Brigades rouges qu'ils étaient obligés de charger ensuite les chefs d'inculpation. »

Se reconnaît-il pour autant une responsabilité quelconque dans le terrorisme ? « Aucune, répond-il. Je suis en de responsabilité que dans le développement continu d'un mouve-

ment social, d'une subversion sociale dans les années 70. Les Brigades rouges étaient marxistes-léninistes, et nous ouvertement libertaires. Les BR étaient un parti, et nous un mouvement alternatif décalé ; la violence chez eux était la raison même de l'organisation, alors que pour nous elle était intervenue comme une forme traditionnelle de lutte ouvrière, qui en aucun cas ne pouvait aller au meurtre. »

« Trop extrémistes »

Qu'en est-il de la « violence diffusée » des autonomes et la violence ouverte des terroristes il n'a pu y avoir quel que glissement. M. Negri ne le nie pas : « En prison, explique-t-il, nous avons fait notre propre autocritique pour avoir soutenu idéologiquement certaines pratiques. Occupations illégales d'usines, vols, appropriations : nous avons peut-être été trop extrémistes, et cela nous a empêchés de créer un véritable mouvement alternatif comme l'ont fait les Verts en Allemagne, ceux qui en Europe s'en sont les mieux sortis. Nous n'avons pas toujours compris l'importance d'un enracinement plus fort dans les masses et de certaines médiations avec les institutions. » Et cet aveu, après quatre ans et demi d'emprisonnement « dans les caves du palais » : « J'avais sous-évalué la puissance destructrice de l'Etat. »

Cette réflexion collective a abouti, rappelle-t-il, mais seulement en 1981, à une campagne officielle de dissociation avec la lutte armée. Aurait-il pu la mener plus tôt ? « Bien sûr, avoue-t-il, le terrorisme était le symptôme du mouvement social, et nous ne nous en fions pas suffisamment aperçus. » Sa conviction, pourtant, reste entière : « La violence est présente dans tous les rapports sociaux, et on ne peut l'éviter. »

La démocratie italienne lui apparaît toujours « bloquée » et

asphyxiante, et la société à sa suite, réduite à ses espaces de liberté : « Beaucoup aujourd'hui sont nostalgiques des années 70, où il y avait de la violence certes, mais de la vie aussi. Maintenant, cette énergie s'est transformée en corruption, en drogue, en délinquance pure. » Seul signe d'espoir, selon lui : le gouvernement de M. Craxi, qui a essayé de « déstabiliser l'alliance institutionnelle entre le parti communiste italien et la Démocratie chrétienne (...) ». « Vous, Français, vous ne connaissez pas la réalité du PCI. Vous voyez Marchais, et c'est certain que le Parti communiste italien est lui, contrairement au Parti communiste français, un parti sérieux. Mais cela reste un parti communiste. La répression aurait été impossible sans la détermination du PCI. »

Le tableau est sombre, mais Toni Negri pourtant, d'un ton calme et déterminé, fait preuve d'un étrange optimisme : « L'atonie ne correspond pas à la réalité italienne. Une génération nouvelle s'est mise à travailler, qui refuse la classe dirigeante actuelle. Une situation politique nouvelle ne va pas manquer de se créer, c'est inévitable. » Et de répéter comme pour s'en convaincre : « C'est inévitable. La transformation est peut-être déjà posée dans l'esprit des gens. Il suffira pour nous de la dévoiler. » Et de cette « reprise du mouvement social » dépend son retour en Italie.

NICOLAS BEAU.

URSS

M^{me} BONNER ET SON « ESCORTE » CHEZ LE BOULANGER

M^{me} Elena Bonner, femme de l'académicien Andreï Sakharov, a été aperçue, le 12 juin, faisant ses courses à Gorki, à l'annonce, dimanche 1^{er} juillet, M. Kronid Loubarsky, rédacteur en chef de l'USSR News Brief, lettre d'information bimensuelle publiée à Munich en langue anglaise sur la situation des droits de l'homme en URSS.

M. Loubarsky a reçu une lettre d'un de ses correspondants soviétiques, auquel il a accordé foi, selon laquelle plusieurs personnes ont vu M^{me} Bonner dans la rue et dans une boulangerie de la ville. Apparemment en bonne santé, la femme du prix Nobel de la paix était accompagnée de trois agents du KGB, qui la suivaient afin de l'empêcher de prendre contact avec les passants. En revanche, personne n'a vu l'académicien.

Le quotidien ouest-allemand Bild Zeitung avait publié, le 19 juin, une photo de M^{me} Bonner censée avoir été prise une semaine plus tôt, dans une rue de Gorki. Une autre photo, datée du 15 juin, représentait M. Sakharov dans un parc de la ville. L'académicien, seul, voûté et amaigri, semblait marcher sans aide. Les deux documents avaient été remis au journal par M. Victor Louis, journaliste soviétique et intermédiaire habituel du KGB. (AFP.)

« L'ancien champion d'échecs Boris Goukko » a lancé un appel aux « grands maîtres » de dix pays non communistes leur demandant de l'aider à obtenir une autorisation de quitter l'URSS pour lui-même et sa famille.

Yougoslavie

NOUVEAU SIGNE DE DURCISSEMENT Le procès du sociologue Vojislav Seselj s'ouvre à Sarajevo

Sarajevo (AFP). - Le sociologue Vojislav Seselj devait comparaître à partir de ce lundi 2 juillet devant le tribunal de Sarajevo : accusé de « menées contre-révolutionnaires » et passible de dix ans de prison, ce jeune contestataire (il est âgé de vingt-neuf ans) observe une grève de la faim, résistant quotidiennement, selon son avocat, aux infirmeries qui le nourrissent de force. Il aurait déjà perdu 16 kgs.

Son procès - le premier grand procès politique intenté depuis la mort de Tito à un représentant de la dissidence intellectuelle - confirme le durcissement actuel du régime, déjà marqué le 20 avril dernier par l'interpellation dans un appartement privé de 27 personnes, dont M. Seselj, en compagnie de M. Milovan Djilas, ancien dauphin de Tito, entré en dissidence en 1954.

Présenté comme une opération de routine, ce coup de filet devait se solder par la mort de l'un des participants à cette réunion, le syndicaliste Radomir Radovic, dans ces circonstances mal éclaircies, bien que les autorités affirment qu'il s'agit d'un suicide. Il était également suivi de l'arrestation à Sarajevo de M. Seselj et de l'incarcération à Belgrade de six intellectuels, dont deux, à l'instar de leur collègue de Sarajevo, poursuivent depuis plus d'un mois une grève de la faim.

Maître-assistant de sciences politiques à l'université de Sarajevo, récemment révoqué, M. Seselj a été arrêté le 15 mai dernier. Il accuse les autorités d'avoir fabriqué les charges retenues contre lui.

Au début de mai, alors qu'une campagne de presse se développait

contre lui, le sociologue yougoslave avait demandé la protection de l'Association des philosophes de Serbie, révélant que les nombreuses citations utilisées pour l'accabler provenaient de ses écrits et manuscrits inédits saisis à son domicile lors d'une perquisition faite au cours des Jeux olympiques d'hiver.

L'essentiel de l'accusation repose, en effet, sur un texte que M. Seselj a écrit en septembre 1983, en réponse au questionnaire d'un journaliste de *Komunisti* (l'organe théorique du parti) adressé à une cinquantaine de personnes. Le sociologue devait accuser directement la police de « distribuer par de mystérieux canaux » cet article qui n'a jamais atteint son destinataire.

Dans ce texte, le jeune enseignant réclamait la « déstabilisation » du système yougoslave, qu'il qualifiait de bureaucratique et stalinien, et reprochait, notamment, à Tito de s'être entouré d'un luxe « aujourd'hui encore seulement accessible aux souverains féodaux des riches Etats pétroliers ». Il demandait, par ailleurs, que le parti, devenu un « facteur de régression », cède la place à l'intelligentsia humaniste porteuse de « changements radicaux ».

Relevant, en outre, le système fédéral actuel responsable des explosions récurrentes de nationalisme, le sociologue proposait la suppression des deux provinces autonomes et la réduction du nombre des républiques de six à quatre (Macédoine, Slovaquie, Serbie et Croatie) avec, notamment, une répartition de la Bosnie-Herzégovine entre la Serbie et la Croatie.

Portugal

Un « parti du président Eanes » est en cours de formation

De notre correspondant

Lisbonne. - Un groupe de personnalités qui, en 1980, avaient appuyé la réélection du président Eanes à la présidence de la République a décidé, lors d'une réunion tenue en province le samedi 30 juin, de créer prochainement une formation politique favorable à la personnalité du chef de l'Etat.

Dans un document de 40 pages qui circule actuellement dans le pays, les promoteurs de l'initiative affirment que « la pratique des partis actuels ne correspond pas aux souhaits de la majorité des Portugais ». Ils manifestent leur préoccupation face à la « dégradation du régime démocratique et des conditions de vie des Portugais ». La nouvelle formation fera sienne « les principes de la démocratie politique pluraliste et de la démocratie économique, sociale et culturelle ».

Les promoteurs de l'initiative se proposent de structurer un projet d'abord au niveau des départements et des comarques. Une réunion à l'échelle nationale devrait avoir lieu avant le 30 septembre.

Les premiers déclarations favorables à la création d'un « parti présidentieliste » datent de juillet 1978, lorsque le général Eanes avait renvoyé le premier ministre socialiste, M. Mario Soares, alors à la tête du deuxième gouvernement constitutionnel. Ces intentions avaient aussi été dénoncées, surtout par les socialistes. Le général Eanes lui-même avait tenu à se démarquer de ces projets. Deux ans plus tard, plusieurs personnalités politiques réputées « éanistes » avaient créé la CNARPE : Commission nationale d'appui à la réélection du président Eanes. Les relations entre le général et le secrétaire du PS, M. Soares, commencent une nouvelle phase difficile - le leader socialiste ayant retiré son appui à la nouvelle candidature du chef de l'Etat sortant.

Vainqueur le 7 décembre 1980, au premier tour, le général Eanes avait entrepris une série de voyages à l'intérieur du pays. Dans toutes les localités visitées, il vantait les mérites du pouvoir local. Partout, il était soutenu par les structures de la

CNARPE, qui n'avait pas été dissoute après les présidentielles.

M. Mario Soares a naturellement senti le danger, et la lutte contre les « tendances éanistes » à l'intérieur du PS, est devenue son objectif principal.

Au fur et à mesure que s'approchait la fin du mandat de l'actuel président de la République, ceux qui voient dans le général Eanes la seule personnalité capable de mettre fin à l'« impasse » qui à leurs yeux caractérise la vie politique portugaise ont intensifié leur action. La Constitution interdit d'exercer trois mandats consécutifs. En conséquence, le général Eanes ne pourra pas se représenter à l'élection de 1985. N'appartenant à aucune formation politique, il risquerait de tomber très vite dans l'oubli : une situation que ses amis ont sans doute voulu éviter.

Le mouvement dont les bases ont été lancées samedi dernier est parti de la province : parmi les 120 « éanistes » qui se sont réunis à Abrantes, ne figure aucune personnalité de renom national. Volontairement, les organisateurs de l'affaire ont voulu exclure, dans cette première phase de l'opération, les « politiciens de Lisbonne ».

Le nouveau parti soutiendra un candidat « éaniste » à la prochaine élection présidentielle. D'aucuns pensent cependant déjà à d'autres cas de figure. Ainsi, une crise très grave pourrait, pensent-ils, se déclencher au sein de la coalition socialiste-social-démocrate au pouvoir. Le Parlement serait alors dissous et de nouvelles élections législatives pourraient amener à la Chambre une large majorité de députés élus sous l'étiquette du « parti du président ». Avec le soutien des communistes, la Constitution serait alors modifiée, et l'article qui interdit le troisième mandat consécutif serait supprimé. Le général Eanes resterait, dans ces conditions, au Palais de Belem.

Selon les sondages, le parti présidentiel va recruter ses adhérents surtout dans le PS et le Parti social-démocrate, mais aussi au PC. Il compte aujourd'hui avec l'appui de 22 à 24 % de l'électorat portugais.

JOSÉ REBELO.

MEUNIER PROMOTION groupe BNP
PROMOTEUR DE L'ÉVÉNEMENT,
CONSTRUIT LE SIÈGE D'ARIANESPACE A ÉVRY.

Les grandes entreprises font l'événement :

Réussite du lancement commercial de la fusée ARIANE, MEUNIER PROMOTION construit le siège social d'ARIANESPACE et les bureaux de la division des lanceurs du CNES, à ÉVRY.

Le Ministère des Finances quitte les Tuileries. Pour assurer cette grande opération, MEUNIER PROMOTION relogé le MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS au PÉRIPOLE DE FONTENAY-SOUS-BOIS.

L'ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES projette de s'installer à MARNE LA VALLÉE. MEUNIER PROMOTION établit la première antenne à la rentrée prochaine dans CENTRAL 2 à Noisy le Grand.

MEUNIER PROMOTION est le partenaire des grandes entreprises qui veulent réussir leur nouvelle implantation immobilière.



Maquette du nouveau siège social d'ARIANESPACE à ÉVRY. Architecte : cabinet ATRA

MEUNIER PROMOTION
GROUPE BNP
10, place de la Madeleine - 75008 Paris
Tél. : (1) 296.15.63

مكتبة الدكتور

AMÉRIQUES

Bolivie

L'échec du putsch renforce provisoirement le gouvernement de gauche de M. Siles Zuazo

Le gouvernement de gauche de M. Siles Zuazo sort provisoirement renforcé de l'échec de la tentative de putsch du samedi 30 juin. Le chef de l'État, élu par une assemblée constituante, a été réélu par un groupe de politiciens et de militaires, à la tête d'un nouveau conseil.

L'armée, dans sa majorité, et les syndicats se sont ralliés à la légalité. De bonne source, on indiquait ce lundi 2 juillet que de hautes personnalités politiques et militaires étaient impliquées dans cette tentative de

coup d'État, la troisième depuis que M. Siles Zuazo est au pouvoir. Le président a promis de punir « les vrais coupables » mais a accordé un sauf-conduit aux révoltés. De Lima, notre correspondant fait le récit de la journée des dopes de samedi.

De notre correspondante

Lima. — Au petit matin du samedi 30 juin, le président bolivien, le social-démocrate Hernán Siles Zuazo, a été surpris en plein sommeil par un groupe d'hommes armés venus de l'extérieur. Ils n'ont pas franchi la porte du véritable blocage où logent les chefs d'État, dans ce pays, où le putsch est chose habituelle. Le chef de commandement, le lieutenant César Camacho, a aussitôt déclaré à l'époque et à la fille du président : « Il ne lui survivra rien... »

Dix heures plus tard, des coups de feu étaient échangés dans le quartier résidentiel de Miraflores. Des soldats et des ouvriers encerclaient un édifice qui servait d'hélicoptères de l'armée. Bientôt, une silhouette apparaissait derrière les vitres : celle du chef de l'État, qui, pouce levé, indiquait que les négociations avec les responsables de son enlèvement étaient en bonne voie. Quelques minutes plus tard, six hommes en uniforme des commandos paramilitaires (les « leopards »), escortaient jusqu'à une camionnette le chef de l'État, une grenade suspendue au cou, encadré par les deux « médiateurs », le ministre de l'économie, M. Oscar Bonifaz, et un photographe.

Encore vingt minutes et le président était libéré. Il se dirigea vers la place Murillo pour adresser un message à la foule euphorique qui s'était rassemblée devant le palais Quemado, siège de la présidence.

Les auteurs de cet étrange coup de main entendirent les applaudissements des officiers de l'école des commandos de Cochabamba, les seuls à avoir depuis une semaine le renvoi de chef de l'armée de terre, le

général Simon Sesay. S'agissait-il pour eux d'obliger le chef de l'État à donner sa démission ? Ou plus simplement, n'était-ce pas un nouveau jeu de la température, chez les civils comme chez les militaires, dans le pays comme hors des frontières, avant de déclencher un véritable putsch contre le régime démocratique au pouvoir depuis vingt mois seulement ?

Quels qu'aient été leurs mobiles, les auteurs du coup de main ont rapidement été obligés de se rendre à l'évidence : ils avaient échoué. Il ne leur restait plus qu'à obtenir la clemence du chef de l'État. Elle leur fut immédiatement accordée par M. Siles Zuazo parce que « ces hommes ne sont pas fautifs selon l'expression qu'il a utilisée du balcon présidentiel. Les véritables coupables les ont manipulés... Mais pour ces derniers, le châtiment sera exemplaire ».

Des heures durant, on a assisté à une vaste mobilisation de la population bolivienne, retrouvant un semblant d'unité autour du gouvernement, des forces armées et de la Centrale ouvrière (COB).

En l'absence du vice-président, M. Jaime Paz Zamora, qui participait à une conférence à Lisbonne (notre encadré), c'est le ministre des affaires étrangères, M. Gustavo Fernandez, qui a pris l'initiative de former avec le cabinet, l'État-major et la COB, un « commandement politique et militaire » chargé de défendre le régime démocratique. Les chefs de l'armée de terre, de l'aviation et de la marine ont rapidement

condamné le coup de main et affirmé leur « inébranlable respect à la Constitution ». Les commandants des régions militaires et des principales garnisons du pays se sont rangés derrière leurs chefs, mobilisant dans toutes les casernes les soldats afin de défendre l'ordre légal. A La Paz, cependant, la police militaire a dû prendre d'assaut l'école des gardiens de la paix, et, à Cochabamba, l'école des officiers des commandos a été encerclée.

De son côté, la COB lançait un ordre de grève générale, et demandait aux ouvriers de se réunir dans les usines et aux mineurs de marcher sur la capitale.

Même les forces de l'opposition conservatrice, qui avaient tout mis en œuvre depuis un an pour éliminer le président Siles, ont condamné l'enlèvement. A l'étranger, les pays du pacte andin, l'Argentine et les Dix du Marché commun n'ont guère tardé à réagir dans le même sens. Les États-Unis n'ont pas hésité à manifester leur soutien au chef de l'État. Ces heures dramatiques auront donc servi à recoller une nouvelle fois les morceaux de la chaire démocratique bolivienne.

La COB, en effet, avait appelé une nouvelle fois à une grève générale de durée indéfinie pour ce lundi 2 juillet, en signe de protestation contre le gouvernement, qui avait violé, selon elle, certains accords signés trois semaines plus tôt, et qui devait mettre fin à une véritable paralysie de la production, qui durait depuis près de deux mois. Ces accords prévoyaient essentiellement le gel des prix des aliments de pro-

mettre nécessité, une augmentation des salaires de 130 % et un moratoire de la dette extérieure contractée envers les banques privées.

Or, depuis, le gouvernement avait élevé le prix du sucre, gelé les rémunérations et nommé un porte-parole de l'économie un démocrate-chrétien, M. Oscar Bonifaz, qui avait déjà été l'objet d'attaques de la COB alors qu'il était chargé de l'industrie et du commerce.

Le gouvernement était également dangereusement défilé par le soulèvement de l'école des commandos, dont les officiers exigeaient la destitution du commandant en chef de l'armée de terre, lui reprochant de saborder les intérêts de l'armée à ceux de la coalition au pouvoir, de fomenter la contrebande d'armes et de s'opposer au procès de huit personnes soupçonnées d'être liées à la guérilla d'extrême gauche. L'état-major n'a eu aucune difficulté à convaincre les rebelles de renoncer à leur attitude.

Le président Siles Zuazo sort donc fortifié de cet enlèvement, qui a créé une véritable commotion en Bolivie. État-major militaire et dirigeants de la COB ont discuté autour de la même table, et ont approuvé ensemble un régime démocratique de centre-gauche. C'est un événement historique pour le pays.

NICOLE BONNET.

A Lisbonne

TOUS LES REGARDS Tournés vers la Paz...

(De notre correspondant.)

Lisbonne. — Pour tous les participants au colloque sur le « rôle démocratique en Amérique latine », organisé par la Fondation des relations internationales du Parti socialiste portugais, la journée du samedi 30 juin a été particulièrement agitée.

Première nouvelle à sensation : M. Felipe Gonzalez, le chef de gouvernement socialiste espagnol, qui devait participer à la séance de clôture était retenu à Madrid : une alerte à la bombe avait empêché son avion de décoller. Pourtant, à l'heure convenue, le premier ministre socialiste portugais M. Soares, qui dirigeait les travaux, prenait place à la tribune. A son côté était installé M. Jaime Paz Zamora, vice-président de la République bolivienne.

La cérémonie venait de commencer lorsque le leader socialiste portugais était appelé d'urgence au téléphone. L'air grave, M. Soares regagnait peu après la salle pour annoncer qu'un coup d'État était déclenché en Bolivie et que le président Siles Zuazo était enlevé.

Sous les applaudissements des participants, M. Jaime Paz a pris alors la parole. « La majorité du peuple bolivien, y compris les forces armées, est profondément attachée à la poursuite du processus démocratique », s'est-il exclamé. Faut-il d'informations concrètes, que pouvait-il dire de plus ? A son tour, M. Soares condamnait le coup de force de La Paz : « Une procédure illégitime et anticonstitutionnelle ». Puis fut approuvé un document de solidarité avec le peuple bolivien.

Le colloque qui avait réuni à Lisbonne 119 personnalités socialistes et démocrates chrétiens de l'Europe et de l'Amérique latine, ainsi que plusieurs dirigeants politiques et syndicaux nord-américains, comme MM. Lane Kirkland et Irving Brown, respectivement président et directeur du département international de la centrale AFL-CIO, venait ainsi de se terminer. Mais tous les regards demeuraient tournés vers la Bolivie. Des communications avaient été établies, via Madrid et Paris, avec certains pays latino-américains, notamment l'Argentine et le Venezuela. La préoccupation dominante était de permettre à M. Jaime Paz de rentrer le plus vite possible en Bolivie, car il fallait « éviter le vide du pouvoir ». Le président Mitterrand avait même mis un avion à la disposition du leader bolivien. Puis la nouvelle de l'échec du coup d'État parvenait à Lisbonne, le 2^e juillet. M. Jaime Paz repartait à bord d'un avion des lignes commerciales à destination de Caracas, avant de rejoindre La Paz.

J.R.

Canada

SUCCESSION DE M. TRUDEAU

M. John Turner a formé une équipe restreinte fondée sur la continuité

Montréal. — Déjouant toutes les prévisions des milieux politiques, qui s'attendaient à une rupture nette avec le passé, le nouveau premier ministre du Canada, M. John Turner, a annoncé, samedi 30 juin, la composition d'un gouvernement dont la seule originalité réside dans la réduction substantielle du nombre de portefeuilles. Le nombre de ministres passe de trente-six à vingt-huit. Deux ministres de l'ancien gouvernement de M. Trudeau sont confirmés dans leurs fonctions et deux ministres changent de portefeuille. Le gouvernement ne compte que cinq nouvelles personnalités.

On s'attendait généralement — et M. Turner lui-même avait contribué à alimenter la rumeur — à un véritable bouleversement avec l'entrée au gouvernement de personnalités originaires de régions sous-représentées, en particulier l'ouest du pays. Or les francophones comptent un tiers des portefeuilles, tandis que les quatre provinces de l'Ouest n'ont plus qu'un seul ministre, M. Lloyd Axworthy, qui conserve les transports.

Le Parti libéral n'ayant obtenu que 2 sièges sur 76 dans l'Ouest aux dernières élections en 1981, M. Trudeau s'était permis une entorse à la Constitution en nommant trois sénateurs au gouvernement (pour être ministre il faut normalement avoir été élu député à la Chambre des communes). On pensait que M. Turner nommerait de nouvelles personnalités de l'Ouest en particulier la présidente du Parti libéral, Mme Iona Campagnolo, qui avait fait forte impression sur les militants libéraux lors du congrès du Parti organisé à la mi-juin.

M. Turner a préféré ne pas jouer avec la Constitution, sans doute pour ne pas décevoir les régions qui ont voté pour le Parti libéral. Il se chargera personnellement de la « conquête de l'Ouest » en se présentant dans une circonscription de la Colombie-Britannique où il a vécu plusieurs années.

Le premier ministre a défendu ses choix en déclarant qu'il avait voulu « répondre aux préoccupations des Canadiens » en réduisant les effectifs pléthoriques du gouvernement. « Dans la situation économique actuelle », a-t-il ajouté, il faut prendre des décisions qui démontrent une certaine forme de continuité et notre sens des responsabilités ».

La continuité sera assurée par le maintien au gouvernement des principaux ministres de M. Trudeau.

De notre correspondant

M. Jean Chrétien, qui fut le principal adversaire de M. Turner pour le leadership du Parti libéral, obtient tout ce qu'il voulait. Il devient vice-premier ministre et ministre des affaires extérieures. Il présidera également un comité de trois ministres qui sera responsable des questions politiques touchant le Québec. M. Chrétien, qui se veut l'héritier spirituel de M. Trudeau, est persuadé de la manière forte à l'égard du gouvernement indépendantiste du Québec.

Le nouveau ministre des affaires extérieures a indiqué qu'il voulait maintenir la ligne diplomatique de M. Trudeau, en particulier poursuivre sa mission pour la paix mondiale. Mais, a-t-il ajouté, sa « façon de faire reflète les différences de personnalité ». Les relations avec les États-Unis (70 % du commerce extérieur du Canada), qui s'étaient refroidies depuis l'arrivée au pouvoir du président Reagan, seront améliorées. « Les Américains sont nos meilleurs amis », a déclaré M. Chrétien, et nous devons entretenir de bonnes relations avec eux ».

Les relations avec la France

Pour ce qui est des relations avec la France, qui restent difficiles à cause du problème québécois, il faudra attendre pour en savoir davantage. M. Turner a en effet annoncé, le jour même de sa prise de fonction, que le voyage officiel du chef de gouvernement français, prévu pour cette semaine, était reporté. « M. Mauroy, a déclaré le Premier ministre, considère que la situation en France requiert sa présence dans son pays ».

Les réactions de l'opposition à la composition du nouveau gouvernement ont été dans l'ensemble négatives. « Il n'y a rien de neuf », a affirmé le chef du Parti conservateur, M. Brian Mulroney. On ne trouve pas de nouveaux visages ni de nouvelles idées. L'opposition a surtout critiqué le maintien de M. Lalonde au ministère des finances. Elle le rend responsable de l'incapacité du Canada à suivre le rythme de la reprise économique aux États-Unis. Elle l'accuse de ne pas avoir réussi à rétablir un climat de confiance chez les investisseurs, ce qui se traduit par un maintien du chômage à un niveau élevé (près de 12 %) et par le glissement du dollar canadien par rapport à la devise américaine.

Une des rares surprises dans la composition du gouvernement est le

retour de M. Allan Rock, quarante-huit heures après qu'il ait annoncé son retrait de la vie politique. L'ancien vice-premier ministre et ministre des affaires extérieures exercera des fonctions plutôt honorifiques en devenant président du groupe majoritaire au Sénat. M. Turner a sans doute besoin de lui en vue des prochaines élections, qui La partie risque en effet d'être difficile pour les libéraux dont la popularité s'est effritée en vingt et un ans de pouvoir.

BERTRAND DE LA GRANGE.

LE NOUVEAU CABINET

Voici la composition du gouvernement canadien formé, le samedi 30 juin, par M. John Turner :

Premier ministre : M. John Turner ; Leader parlementaire au Sénat : M. Allan Rock ; vice-premier ministre et ministre des affaires extérieures : M. Jean Chrétien ; Président du conseil du Trésor : M. Herb Gray ; Président du conseil privé, également chargé du développement économique régional et du travail : M. André Ouellet ; Finances : M. Marc Lalonde ; Emploi et Immigration : M. John Roberts ; Santé et Bien-être : M. Monique Bégin ; Défense : M. Jean-Jacques Blais ; Commerce international : M. Francis Fox ; Énergie : M. Gerald Regan ; Solliciteur général (police) : M. Robert Kaplan ; Ministre d'État au transport : M. William Rompkey ; Travaux publics, approvisionnement et services : M. Charles Lapointe ; Expansion industrielle régionale, science, communications : M. Ed Lumley ; Justice : M. Lloyd Axworthy ; Ministre d'État pour le développement social et statut de la femme : M. Judy Ertis ; Environnement : M. Charles Caccia ; Secrétaire d'État : M. Serge Joyal ; Anciens combattants : M. Bennett Campbell ; Multiculturalisme : M. David Collette ; Petite entreprise et tourisme : M. David Smith ; Revenu : M. Roy MacLaren ; Pêches : M. Herb Gray ; Ministre d'État pour le développement régional : M. Rémi Bujold (*) ; Jeunesse, condition physique et sports : M. Jean Lapierre (*) ; Agriculture : M. Ralph Ferguson (*) ; Affaires indiennes : M. Doug Fitch (*)

(*) Nouveaux ministres.

Deux traits distinguent les confidences murmurées de Prokosch : l'étrange constance avec laquelle apparaissent tour à tour, au point d'exclure tout autre personnage, les figures les plus imposantes du siècle — de Gertrude Stein à Nabokov, via Mann, Pound, Gide, Joyce ou Colette — n'a d'égale que le naturel et l'évidence (légèrement incroyables) de leur apparition ; comme si, en somme, Prokosch avait voulu teinter ses mémoires des couleurs du magique.

Patrick Mauries, Libération.



Frederic Prokosch, Américain d'origine autrichienne, chasse les lépidoptères. Il collectionne aussi les visages, Virginia Woolf, Thomas Mann, Gertrude Stein... Et brosse, sans avoir l'air d'y toucher, une ironique galerie de monstres sacrés.

Angelo Rinaldi, L'Express.

Prokosch a inauguré le genre « réalisme magique » : un doigt de réalisme, deux doigts de fantastique.

Gilles Barbedette, Les Nouvelles.

Il y a du Goya dans ces portraits tracés de main de maître... «Voix dans la nuit» allie ces deux qualités rares : le plus grand talent et une générosité sans complaisance. C'est un livre qu'on aime d'amour et qu'on ne quitte qu'à regret.

Jean-Pierre Enard, VSD

368 pages 98 F FAYARD

AFRIQUE

Zimbabwe

« Des exactions très graves ont été commises contre la population » dans le Matabeleland

estime un rapport de la Fédération internationale des Droits de l'homme

Le gouvernement du Zimbabwe doit lever sans délai, sur l'ensemble du territoire, l'état d'urgence proclamé en 1965 lors de la déclaration unilatérale d'indépendance de M. Ian Smith, déclare la Fédération internationale des Droits de l'homme (FIDH), à l'issue d'une mission d'information effectuée du 9 au 18 juin par son secrétaire général, M. Yves Laurain. Pour celui-ci, les troubles du Matabeleland, qui ont à la fois pour origine les agissements de « petits groupes d'hommes armés et entraînés en Afrique du Sud » et ceux « de bandes d'anciens soldats démobilisés des deux armées de libération (ZIPRA et ZANLA), qui attaquent et pillent les villages pour leur propre compte » ont donné lieu à une répression sévère, des « exactions très graves ayant été commises contre la population ».

mori, écrit M. Laurain. Par ailleurs, les forces de la 5^e brigade ont ouvert le feu sur des populations entières dans plusieurs villages. Le nombre des personnes tuées pendant cette période est estimé entre mille cinq cent et trois mille.

Une seconde opération menée en février et mars dernier dans la partie sud du Matabeleland par les forces de la 5^e brigade et d'autres unités de l'armée (2^e et 6^e brigades) a été, écrit M. Laurain, à nouveau dirigée contre la population qui a été l'objet de mauvais traitements (coups et internement dans les camps). Des exactions sommaires, dont le chiffre peut être fixé au moins à cinq cents personnes, ont également eu lieu dans les villages. La 5^e brigade en est essentiellement responsable.

Lors de l'opération menée durant les trois premiers mois de 1983 dans le nord du Matabeleland par les forces de la 5^e brigade (formée par des instructeurs nord-coréens) (le Monde du 11 mars 1983), « Des centaines d'hommes et de femmes arrêtés et interrogés sur les activités des « dissidents » ont été battus (avec des bâtons, des cordes et des fils de fer), parfois jusqu'à la

mort, écrit M. Laurain. Par ailleurs, les forces de la 5^e brigade ont ouvert le feu sur des populations entières dans plusieurs villages. Le nombre des personnes tuées pendant cette période est estimé entre mille cinq cent et trois mille.

nement de M. Ian Smith, qui a établi l'état d'urgence dans le pays.

« Les peines prononcées contre les personnes poursuivies au seul motif qu'elles n'ont pas renoncé les forces armées sont en général assorties d'un sursis et les personnes comparaisant du chef de détention d'armes (exclusivement des armes légères, le plus souvent un fusil ou une grenade), sont condamnées à une peine de deux à cinq ans d'emprisonnement. En revanche, la loi sur l'état d'urgence prévoit que les forces armées ne peuvent être poursuivies pour les actes délictueux qu'elles commettent à l'occasion de leurs opérations. »

La FIDH demande aussi au gouvernement du Zimbabwe de concrétiser son « attachement au respect des Droits de l'homme inscrits dans la Constitution en adhérant aux deux pactes internationaux sur les droits civils et politiques et sur les droits politiques et sociaux qui n'a pas encore ratifiés. »

« Enfin, la FIDH souligne que des mesures pressantes devraient être prises à l'encontre de l'Afrique du Sud qui soutient militairement l'intervention de groupes armés dans le sud du Matabeleland. »

Angola

Le retrait des troupes sud-africaines marque le pas

Johannesburg. — Les troupes sud-africaines sont toujours dans le Sud angolais. Pourtant, il y a un mois, les responsables gouvernementaux affirmaient que le retrait n'était plus qu'une question de jours. C'est, en tout cas, ce qu'avait déclaré, le 21 mai, à Lusaka, M. « P. K. » Botha, ministre des affaires étrangères, précisant même qu'il s'agissait de « quelques jours plutôt que de quelques semaines ». Le chef du gouvernement, M. Pieter Botha, avait, lui, le 30 mai, laissé entendre au contraire que c'était une question de semaines. Depuis, le silence.

De source officielle, on indique simplement que si le retrait n'est pas encore advenu, c'est en raison de la présence continue de maquisards de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) dans le Sud angolais. Des escarmouches auraient encore lieu, si l'on en croit les communiqués publiés régulièrement par les autorités, qui font état de deux cent quarante-six morts dans le Sud de la SWAPO depuis la signature des accords de Lusaka, le 16 février dernier, avec l'Angola.

De notre correspondant en Afrique australe

La signature des accords de Lusaka, le 16 février dernier, avec l'Angola.

« La zone opérationnelle », espace situé de part et d'autre de la frontière namibienne, ne serait donc pas « nettoyée ». La commission conjointe, créée lors des accords de Lusaka, composée de six cents hommes (trois cents soldats des deux camps) et de douze diplomates, n'aurait pas achevé son travail. Elle a pour mission de faire place nette dans le Sud angolais, afin que les Sud-Africains puissent se retirer, assurés qu'ils seraient d'être tranquilles, du moins au nord de la frontière de la Namibie. Cela ne serait pas encore suffisant. Le ministre des affaires étrangères a en effet clairement fait savoir qu'il souhaitait que cette commission devienne permanente et protège ainsi les arrières-gardes des troupes sud-africaines. Il a affirmé que des pourparlers étaient en cours à ce propos avec l'Angola.

de Pretoria auraient quitté le sol de l'ancienne colonie portugaise le 30 mars. Deux jours plus tard, c'était le comité central du MPLA qui revenait à la charge.

La présence de 30 000 Cubains

Le récent déplacement, au début du mois de mai, de Jonas Savimbi en Afrique du Sud n'a pas, non plus, été apprécié à Luanda. Ce dernier y aurait rencontré M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires africaines, en compagnie de M. « P. K. » Botha. L'entretien aurait eu lieu au Cap, mais il n'a pas été confirmé officiellement.

Une vaste partie diplomatique est engagée dans ce secteur de l'Afrique australe, avec, toujours au centre de l'équation, l'indépendance de la Namibie. L'équation est en fait assez simple : pour Luanda, se débarrasser de Jonas Savimbi et s'assurer la présence d'un bon voisin sur sa frontière de ses vœux. Pour Pretoria, éloigner « le danger communiste » sur son aile gauche en exigeant, d'une part, que les Cubains s'en aillent, et d'autre part, qu'une Namibie indépendante ne lui soit pas hostile. Le 27 juin, le chef du gouvernement sud-africain a souligné devant le Parlement qu'« il ne pouvait accepter de solution politique pour ce territoire (la Namibie) qui serait élaborée par 30 000 soldats cubains en Angola ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

Guinée

UN BILAN DU RÉGIME DE SEKOU TOURÉ

Jeune Afrique Plus vient de réaliser un petit tour de force : publier, deux mois après la mort de Sekou Touré, un dossier assez copieux sur ce que fut la Guinée de Sekou Touré. Témoignages, analyses et reportages forment un ensemble que Sébastien Audinard, rédacteur en chef de Jeune Afrique, a su ordonner et mettre en valeur.

Le témoignage de l'ambassadeur André Lewin — le premier Français en poste à Conakry (1976-1979) depuis l'établissement des relations diplomatiques — est d'autant plus intéressant qu'il s'agit, en fin de compte, d'un portrait de Sekou Touré par l'un de ses étrangers qui l'ont bien connu.

L'ensemble de l'ouvrage pêche un peu par un manque d'analyse de ce que fut le « système » Sekou Touré. Mais peut-être est-il encore trop tôt pour montrer à quel point le dictateur guinéen avait tout calculé et que seule la maladie — ou un accident — pouvait logiquement l'abattre.

« Sekou Touré et la Guinée après Sekou Touré. Editions Jeune Afrique, Paris, 208 pages, illustr. 30 F.

Luanda n'y paraît cependant guère disposé, de même qu'à la signature d'un pacte de bon voisinage et de non-agression du type de celui de Komati passé entre le Mozambique et Pretoria et auquel les Sud-Africains sont très attachés. L'Angola ne semble pas très attaché à la Pax presbiteriana, à laquelle le premier ministre a déclaré, le 30 mai, à Lisbonne, être favorable, à la condition que les Cubains basés dans ce pays se retirent. Pas de pacte de non-belligérance tant que l'Afrique du Sud ne cessera pas son soutien aux rebelles de l'UNITA. Le 22 juin dernier, Luanda a encore accusé Pretoria « d'armer, d'entraîner, et de financer » les troupes de Jonas Savimbi, « en les aidant à s'infiltrer à travers la frontière namibienne ». Cette mise en garde émanait directement du président José Eduardo Dos Santos, cité par l'agence officielle ANGOP. La dépêche ajoutait que la situation « continuait de se détériorer, et que, dans certains endroits, elle était même extrêmement sérieuse ».

A propos du retrait sud-africain, le président Dos Santos déclarait que deux bataillons à l'intérieur du territoire angolais, malgré la promesse faite à Lusaka que les troupes

MICHEL BOLE-RICHARD.

Tchad

● MISE AU POINT. — A la suite de notre article paru dans le Monde daté 26 juin, M. Tidjani Thiam, représentant du CDR (Comité démocratique révolutionnaire) en France et en Europe, nous a envoyé la mise au point suivante : « En tant que porte-parole d'un mouvement de libération nationale, le CDR rejette totalement l'idée d'une négociation séparée avec les FAN. Face à la lassitude que connaît le peuple tchadien dans cette guerre « sans fin », nous entendons estimer des négociations dans un cadre global réunissant toutes les parties en conflit. La prochaine conférence de Brazzaville est bienvenue pour cela. »

RDA

● VINGT-CINQ ALLEMANDS DE L'EST ONT QUITTÉ LA REPRÉSENTATION DE LA RFA. — Le gouvernement de Bonn a officiellement confirmé samedi 30 juin à Bonn que vingt-cinq ressortissants est-allemands réfugiés à la représentation de la RFA à Berlin-Est ont quitté de plein gré « cet insupportable » et s'est refusé à donner d'autres détails sur la poursuite des négociations avec les autorités est-allemandes pour régler le problème des trente personnes toujours réfugiées dans la mission diplomatique. (AFP.)

République sud-africaine

● PRETORIA SE DÉCLARE PRÊT À DISCUTER AVEC LES MOUVEMENTS ANTI-APARTHEID. — A l'issue d'une visite qu'il a effectuée, samedi 30 juin, à Maputo, au cours de laquelle il a rencontré le président mozambicain, M. Sáenzo Machuel, le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « P. K. » Botha, a déclaré que son gouvernement serait disposé à avoir des discussions avec tout parti opposé au système d'apartheid, à condition que ce parti ne fasse pas usage de la violence. A propos de la place que pourrait occuper l'ANC (Congrès national africain) dans le développement futur du pays, M. Botha a ajouté : « Tout parti, quelle que soit sa couleur politique, qui est prêt à participer au dialogue en Afrique du Sud pour arriver à des solutions pacifiques à nos problèmes est bienvenu. »

Philippines

● REMANIEMENT MINISTÉRIEL. — Le président Marcos a procédé, samedi 30 juin, sept semaines après les élections législatives, à un remaniement ministériel partiel. La femme du chef de l'Etat, M^{me} Imelda Marcos, conserve le ministère des affaires sociales. Quatre personnalités font leur entrée dans le gouvernement du premier ministre, M. Cesar Virata, qui demeure également ministre des finances : M. Arturo Tolentino devient ministre des affaires étrangères en remplacement de M. Carlos Romulo, qui a pris sa retraite en janvier, M. Rodolfo Del Rosario (ressources naturelles) et Simon Datomanong (communauté culturelle). Ces trois derniers remplacent des ministres battus aux élections du 14 mai.

Pologne

● M. BOGDAN BORUSEWICZ REMPLACE M. BOGDAN LIS A LA DIRECTION CLAUDELINE DE SOLIDARITE. — M. Bogdan Lis, le numéro deux de la direction clandestine de la Solidarité, arrêté début juin, a été remplacé par son adjoint à Gdansk, M. Bogdan Borusewicz, trente-cinq ans, qui se trouve dans la clandestinité depuis l'instauration de l'état de guerre en décembre 1981, a annoncé un communiqué de la TKK parvenu à la presse occidentale à Varsovie. Militant d'opposition depuis la révolte étudiante

● LA PEINE DE MORT DES ÉPOUX CHIRWA COMMUEE EN PRISON A VIE. — M. Or-

Le Monde

HORS SÉRIE

LES DEUXIÈMES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

LA CAMPAGNE ET LES RÉSULTATS LES INSTITUTIONS ET LE BILAN DE LA CEE

Une longue chronologie (depuis le 9 mai 1950, date de la déclaration de Robert Schuman sur l'idée du pool charbon-acier), une importante bibliographie, des graphiques et des tableaux permettant de mieux situer la CEE dans l'ensemble international donnent aux lecteurs le moyen d'« aller plus loin » dans leur connaissance des affaires européennes.

UNE BROCHURE DE 124 PAGES

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 30 F, ET AU « MONDE »

BON DE COMMANDE « LES DEUXIÈMES ÉLECTIONS EUROPÉENNES »

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
NOMBRE D'EXEMPLAIRES(S) x 32,50 F (FRAIS D'EXPÉDITION INCLUS) = F

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE
SERVICE DES VENTES AU NUMÉRO, 6, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Monde

« Je souhaite que le genre humain à l'exaspération de... »

TELÉCOPIEUR PARIS

DESUP

PHARMACIE

LA FRANCE

Le PS souhaite que le gouvernement réponde à l'exaspération de l'électorat

(Suite de la première page.)

En lisant ses « confidences », à une dizaine de journalistes, et avec insistance, M. Rigout a probablement cherché à faire évoluer la conversation que M. Marchais, au lendemain de la réunion du comité central, s'était efforcé de refermer. Que le PCF apparaisse, à ses yeux, trop lié à l'Union soviétique, laquelle, au moins sur les libertés, fait office de repoussoir au France, n'est pas la moindre de ses confidences. Il s'agit à l'heure d'une révision, tentée au milieu des années 70 puis avortée. M. Marchais n'a jamais révisé... mais le fait est que l'opinion publique française retienne les critiques lancées du PCF à l'égard de l'URSS plutôt que l'hommage rendu au « bilan global positif » des pays de l'Est. L'image d'un PCF strictement attaché à ce bilan s'est imposée, celle du socialisme aux couleurs de la France s'est effacée.

Bousculée sur le terrain des libertés, la gauche tout entière a souffert de cette tare qui a dérangé, bien malgré eux, sur les socialistes. Ceux-ci observent donc avec intérêt les débats engagés par leur allié et prennent garde de déclencher, au PCF, un réflexe de défense qui conforterait la direction actuelle. On ne touchera pas à M. Georges Marchais, c'est promis ! D'autant que ce réflexe, à la suite des déclarations de M. Rigout, dont certaines ont été déformées, commence à jouer (lire l'article de Patrick Juvénat).

Les socialistes sont en charge d'importantes révisions. Jusqu'au respect formel d'institutions qui paraissent les servir en assurant la durée de l'action et le souci de ne pas gêner le gouvernement les avaient conduits : à l'exception des amis de M. Jean-Pierre Chevènement.

M. Pons : nous sommes dans une situation révolutionnaire

De notre correspondant régional

Marseille. — M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, qui participait, samedi 30 juin, à Marseille, à la Fête de l'Espoir organisée par la fédération RPR des Bouches-du-Rhône, a prononcé un bref mais violent discours presque essentiellement consacré à l'initiative prise par le Sénat pour l'organisation d'un référendum sur l'enseignement privé. « Le président de la République, son gouvernement et sa majorité légale qui n'est pas légitime vont commettre une forfaiture à l'égard de la France, a-t-il déclaré. Si comme je le crois, l'Assemblée nationale utilise un artifice de procédure pour rejeter la proposition de référendum du Sénat, plus rien ne sera comme avant et nous sortirons de la légalité. Nous sommes, à partir de ce soir, à-t-il ajouté, dans une véritable situation révolutionnaire. Nous sommes en présence d'un pouvoir qui a été installé normalement par le suffrage universel mais qui, depuis une dizaine de jours, le bafoue et le trahit ».

Soulignant lui-même la « gravité » de ses paroles, M. Pons a conclu : « Il y a d'un côté, les marxistes au pouvoir, M. Mitterrand et ses amis socialistes et communistes, et de l'autre, tous les républicains, tous, où qu'ils se situent. Alors, sachez que nous sommes mobilisés, nous, les républicains, pour reprendre le pouvoir aux marxistes et pour le faire dans l'intérêt de la France, le plus rapidement possible ».

GUY PORTE.

TÉLÉCOPIEUR PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TELEX - TÉLÉCOPIE 3345.21.62

Institut privé de Préparation aux Études Supérieures
16, rue du Colonel Notre Dame
75004 Paris - 325.63.30

pesup
1^{re} classe préparatoire aux concours
HEC + ESSEC

médecine pharmacie
→ stages de préparation au concours
→ Enseignement par petits groupes

MÉDECINE, PHARMACIE, SCIENCES-PO, HEC, ESSEC

UNE CARTE UN TÉLÉPHONE
EQUITATION A VOLONTÉ
608.19.19
Tennis Express - le Sport à la carte

LA RÉUNION DU COMITÉ DIRECTEUR DU PS

Les socialistes demandent au gouvernement de se préoccuper d'abord de l'emploi

Le comité directeur du PS, qui s'est réuni le samedi 30 juin et le dimanche 1^{er} juillet, devait avoir valeur de test.

Test de la capacité du parti lui-même à sortir du langage « codé » des courants pour valoriser des convergences nées à la fois de la révolution du paysage économique et de l'évidente prise de conscience de la gravité de la

situation pour la gauche (le Monde du 30 juin).

Test aussi de la capacité du PS à affirmer son existence de façon relativement autonome face au gouvernement et au président de la République, comme il a commencé de le faire pendant la campagne européenne.

La première convergence qu'il a révisée, à propos de la politique économique, le comité directeur est celle des inquiétudes. Si les socialistes, à l'exception du CERES, ne renouaient pas leur soutien à la politique de rigueur, ils sont amenés pour estimer, comme M. Jean Poperen dans son rapport (le Monde du 1^{er} et 2 juillet), que la rigueur ne doit pas profiter aux seules entreprises.

Tous courants confondus, les intervenants ont souligné que la lutte contre le chômage devait constituer la priorité du budget pour 1985. Les socialistes inversent la formule de M. Yvon Gattaz, président du CNPF, qui estime que les entreprises créeraient des emplois si leurs charges étaient allégées et voudraient que les allègements fiscaux prévus pour les entreprises dans le cadre de la baisse des prélèvements obligatoires ne soient accordés qu'à condition qu'ils soient utilisés pour des investissements créateurs d'emplois.

Pour sa part, M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, a rappelé qu'il n'y a pas le seul impasseur de la politique de rigueur. Il a réaffirmé que le chômage, pour les deux tiers, est lié aux mutations industrielles et qu'une reprise de la croissance n'améliorerait pas sensiblement la situation à court terme. En revanche, M. Delors a souligné qu'il est possible d'agir sur la partie du chômage due à la déflation.

Le ministre de l'économie, qui a estimé que « l'autre politique » du CERES est irréalisable, non stimulante et incompatible avec la politique étrangère menée, a aussi estimé que le gouvernement avait accompli, à ce niveau macro-économique, tout ce qui est en son pouvoir pour faire repartir l'investissement. Pour le ministre de l'économie, la balle est maintenant dans le camp des chefs d'entreprise. Il a affirmé qu'il avait, pour sa part, choisi de « calmer le jeu », les entreprises étant d'autant plus incitées à lever dans un environnement stable et calme.

M. Delors, qui pense toujours que le gouvernement n'a pas de politique syndicale, a de nouveau évoqué la nécessité d'une protection sociale supplémentaire pour les 5 à 7 % de population en voie de marginalisation (chômeurs au fin de leur carrière) et a affirmé qu'il avait mieux dégagé des ressources que réduire les impôts. Interrogé par des journalistes, il a toutefois affirmé que cette phrase ne devait pas être

mise en relation avec le débat sur la baisse des prélèvements obligatoires. Pour le CERES, M. M. Jean-Pierre Chevènement et Didier Marchais ont de nouveau demandé vivement un changement de cap économique : changement dont ils ont souligné l'urgence pour sauver la gauche, tandis que les autres intervenants du CERES s'exprimaient un ton an-dessous.

Au moment de l'élaboration de la résolution finale, le CERES, qui a apprécié la fermeté du rapport Poperen, a déposé un amendement soulignant la priorité absolue à accorder à la lutte contre le chômage. Cet amendement, au prix de certaines modifications, pourrait être accepté. Mais le CERES a estimé, a expliqué M. Michel Charzat, qu'il avait écrit là le texte le plus modéré qu'il puisse signer. Il a refusé de l'adopter, et l'amendement a été repoussé. Le CERES s'est abstenu sur le vote de la résolution. « Les idées avancées, mais le temps aussi ! », a lancé M. Marchais, à la sortie du comité directeur.

De leur côté, les « néo-réformistes » du groupe AGRS se sont également abstenus, après que leurs amendements (portant notamment sur le partage du travail) eurent été aussi repoussés.

Cette abstention des minorités du parti est-elle le meilleur prélude à la recherche d'un « second souffle » pour la gauche ? Les débats du comité directeur ont, en tout cas, fait apparaître, là aussi, des convergences sur la nécessité, pour gagner en 1986, d'un tel « second souffle », qui pourrait naître d'un renouvellement de la capacité de propositions de la gauche. Les socialistes y voient la condition pour un nouveau rassemblement autour du PS, qui doit maintenant devenir « rassembleur pour deux », ont rappelé plusieurs orateurs.

Si M. Delors a fait remarquer qu'un PS à 50 % plus un PC à 12 % ne totalisent que 42 % des voix, les autres socialistes n'ont pas évoqué d'autre possibilité que l'union de la gauche.

Quelles propositions et quel rassemblement ? La solution, pour M. Jean-Pierre Chevènement, passe par un « gouvernement de salut public », dont l'ancien ministre a donné une définition qui ne va sans doute pas au bout de sa pensée, puisqu'il s'agit, en fait, de réunir les bonnes volontés autour de l'idée qu'il faut lutter contre le chômage et assurer la modernisation indus-

Test enfin de la capacité de la direction du parti, et tout spécialement de son premier secrétaire, M. Lionel Jospin, à donner un élan au parti en s'appuyant sur la mobilisation née de la campagne.

Les travaux du comité directeur ont apporté une réponse nuancée à ces trois interrogations.

demandé si la gauche ne pouvait pas, par l'« ingénierie sociale », tourner vers elles cet individualisme au lieu de le rejeter dans les ténèbres des valeurs extérieures à la gauche. Ainsi, M. Françoise Seligmann a-t-elle observé que la gauche, au lieu de donner l'impression de vouloir faire aux privilégiés une chasse « tous azimuts » et d'inquiéter les multiples bénéficiaires de petits privilèges, aurait mieux fait de préciser à quels gros privilèges elle voulait s'attaquer.

Ainsi, M. Geneviève Domenech-Chich s'est-elle demandée si le PS, après avoir été présent dans la « société civile » depuis 1970, n'était pas en train d'y céder la place à la droite, pour avoir survécu dans la politique et négligé d'autant les évolutions culturelles.

L'insistance mise sur la nécessité de l'action gouvernementale contre le chômage, les nombreux appels à un renforcement de l'autorité de l'Etat, constituant de la part de certains intervenants, une critique implicite de l'action de l'actuel premier ministre. Pour tous, cette référence à l'Etat et au gouvernement, reflétait le sentiment que le président de la République, le gouvernement, le parti, forment un triptyque dont le parti n'est pas l'élément essentiel.

Dans les couloirs du comité directeur, tous les socialistes affirmaient, dans le même propos, la nécessité pour la gauche de produire maintenant un « choc » sur l'opinion - plusieurs intervenants soulignant à la tribune la nécessité d'actes « symboliques » - et le sentiment que, quelle que soit la mobilisation du parti, ce choc ne pourrait avoir lieu qu'à l'occasion du remaniement ministériel attendu.

A cet égard, même si les socialistes soulignent publiquement que le parti ne désigne pas le gouvernement, les prémisses d'une certaine impatience semblent perceptibles. Un proche de M. Michel Rocard faisait observer dans les couloirs que la technique du choc est précisément moins dans la manière du président que la technique des petits pas.

M. Mitterrand lui-même a rappelé vendredi, à l'Elysée, lors d'une réception des permanents du PS, la répartition des rôles, en incitant certains de ses interlocuteurs socialistes à produire et à diffuser des idées avant de se préoccuper du remaniement ministériel.

Dernière réponse apportée par le comité directeur, et qui a trait à l'autorité personnelle de M. Lionel Jospin sur les socialistes. Réponse là encore nuancée : la relative position d'attente du parti fait de la rentrée de septembre une échéance plus significative. Dans l'immédiat, M. Jospin a recueilli les fruits de sa campagne européenne, à laquelle ont rendu hommage toutes les composantes du PS.

En prenant, enfin, fermement position sur la nécessité pour le gouvernement de faire de l'emploi la priorité de son action pour les deux années à venir, sans doute s'il aussi exaucé le souhait de M. Poperen, qui, dans les couloirs du comité directeur, définissait ainsi les objectifs de cette réunion : « Pas de pavés dans les vitres, mais il faut se faire entendre ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

La fermeté, garantie de la liberté

La résolution votée par le comité directeur reprend, à propos de la politique de rigueur et du rapport de M. Jean Poperen. Elle y ajoute une référence à la réduction du temps de travail.

A propos de la baisse des prélèvements obligatoires, la résolution affirme : « L'effort qui est en voie d'être réalisé (...) ne peut être laissé à l'écart de l'action nécessaire pour l'emploi. La marge de manœuvre ainsi dégagée autorise des allègements d'impôts dont une partie importante devrait servir de levier en faveur de l'emploi. Il ne saurait être question, quand les résultats commencent à apparaître, de remettre en cause l'effort de modernisation, de désinflation et de réajustement des comptes extérieurs, mais toutes les actions compatibles avec ces objectifs doivent être entreprises pour améliorer la situation du marché du travail ».

« Nos engagements (...) pour la résolution, sont progressivement et pour une bonne part tenus. Il nous faut la faire savoir

avec plus de force, en évitant de nous égarer hors des voies les plus simples, les plus directes, qui parlent aux gens. Mais il est impératif que le gouvernement se donne davantage les moyens nécessaires à l'application de [sa] politique. (...) La fermeté démocratique est une garantie de la liberté ».

Le texte ajoute : « Les socialistes estiment prioritaire d'améliorer la qualité de la vie dans les grandes villes et surtout dans leurs banlieues souvent déshéritées. (...) Il convient d'encourager l'harmonie entre les diverses communautés ethniques et culturelles. La présence de minorités immigrées pose des problèmes dans de nombreuses villes. Ce n'est pas en les ignorant que nous les résoudrons ».

« Nous ne donnerons pas, conclut le texte, de coup d'arrêt à la poussée de l'extrême droite (...) si nous ne reprenons pas une lutte offensive contre le retour en force de l'idéologie de la droite repeinte aux couleurs modernes ».

M. Jospin : ce qui intéresse les gens ce sont les salaires, le logement, l'école, la sécurité...

Dans son intervention, M. Lionel Jospin a affirmé qu'il n'est pas question de changer de politique, bien qu'elle ne soit pas populaire et bien qu'il soit « encore tout à fait sûr de la réussite économique ». « Je ne vois pas, dit-il, comment l'on peut dire qu'il y a une réussite économique si le chômage continue à augmenter aussi fortement qu'il le fait. Il n'est pas question non plus, à son avis, de mener une politique populiste, le sentiment on ne peut pas le faire, en sacrifiant l'économie au politique ».

« Un nouveau dérapage économique nous condamnerait politiquement », estime-t-il. Il réitère aussi l'idée selon laquelle il conviendrait d'agir économiquement sans se préoccuper des élections de 1986, avec même la quasi-certitude qu'elles seraient perdues. Il admet la perspective d'un échec électoral mais refuse de considérer qu'un tel échec en 1986 condamnerait la gauche pour vingt ou trente ans.

M. Jospin traite alors de l'emploi, axe principal de la campagne de la gauche en 1981, rappelle-t-il, et affirme qu'il sera « très difficile de gagner » si le chômage est encore plus important en 1986 qu'actuellement. Il estime qu'il s'agit là de la « principale question économique » sur laquelle le gouvernement devrait travailler. Il suggère au PS d'avancer des propositions sur la diminution du temps de travail, au gouvernement de mettre en œuvre des mesures fiscales ou budgétaires favorables aux investissements. Les sommes dégagées par la baisse des prélèvements obligatoires devraient, à son avis, être utilisées « systématiquement, en tout cas prioritairement », pour l'incitation à l'embauche. « Une de nos difficultés avec l'opinion, c'est que nous avons fait des réformes plus souvent pour des

centaines de milliers de personnes que pour des millions (...). Qu'est-ce qui décide des milliers de voix de gauche dans la société française ? Ce ne sont pas les lois Auroux, même si les lois Auroux sont importantes. Ce n'est pas l'abolition de la peine de mort, même si je suis fier d'appartenir au mouvement qui a réalisé cela. Ce n'est pas la loi sur la presse. Ce sont les salaires, le logement, l'école, la protection sociale, le sentiment on ne peut pas le faire, en sacrifiant l'économie au politique ».

M. Jospin estime que les socialistes mobilisent seulement s'ils mènent une politique « perçue comme allant clairement à gauche ». La réponse, ajoute-t-il, ne sera pas au centre. M. Jospin propose de « mettre en place un dispositif cohérent de réflexion, de propositions et d'action pour la perspective de 1986. Cela suppose que nous retrouvions l'esprit et les méthodes de notre action politique entre 1979 et 1981 (...) ». Les institutions existent. Elles doivent fonctionner, elles ne doivent pas nous empêcher de mener cette action ».

Enfin, le premier secrétaire du PS a encouragé ses amis à engager la discussion « pour lui et avec le pays » sur trois questions : l'emploi, les libertés, la vie dans les grandes villes.

POLITIQUE

LE DÉBAT INTERNE AU PCF

Eviter la mise en cause de M. Marchais

(Suite de la première page.)

M. Marchais, qui est parti se reposer en Roumanie, peut donc estimer que le débat le concernant est verrouillé au niveau du bureau politique et à celui des personnalités du parti qu'on peut considérer comme d'un rang équivalent. Cette situation pourrait, toutefois, n'être que provisoire. Le débat prévu pour septembre, sur les modalités de la préparation du congrès, va être l'enjeu d'une partie serrée pour savoir dans quelle mesure les dirigeants du parti, et donc les membres du bureau politique, seront tenus par le document officiellement soumis à l'examen des militants. C'est alors que se posera, de façon concrète, la question du centralisme démocratique, qui implique, actuellement, la cohésion de la direction dans tout débat interne.

Le problème des modalités de la discussion a été soulevé, dès dimanche, par M. Marcel Karlin, membre de la Haute Autorité de l'audiovisuel, désigné par la direction du parti pour ce poste et jouissant, donc, de sa confiance. M. Karlin a décidé de faire savoir, par le truchement de l'Humanité et M. Marchais lui-même avaient refusé de publier un article, dont il était le coauteur, sur la discussion au sein du parti. Par cette initiative, M. Karlin a fait en sorte que les déclarations de M. Marchais, le 28 juin, ne soient pas la seule référence retenue par les communistes jusqu'à la rentrée, en particulier dans les colonnes du quotidien du parti.

PATRICK JARREAU.

M. Marchais en Roumanie. Le secrétaire général du PCF est arrivé samedi 30 juin à Bucarest, à l'invitation du président roumain, M. Nicolae Ceausescu, annonce l'agence roumaine Agerpres. M. Georges Marchais, qui a été accueilli à l'aéroport par des hauts fonctionnaires du PC roumain, « passera ses vacances » en Roumanie, indique l'agence, sans donner de précisions sur la durée ni le lieu de son séjour. — (AFP.)

Formations MICRO INFORMATIQUE
sessions intensives : 3 à 5 jours

Aide à la décision
MULTIPLAN, VISICALC, SUPERCALC

Traitement de texte
WORDSTAR, EASYWRITER, SIRIUS-WRITER II, TEXTOR

Gestion de données
DBASE II (niveau 1 et 2)

Langages de programmation
BASIC (Niv. 1 et 2), PASCAL

Télécommunications et réseaux

GROUPE SIGMA
spécialiste en formation informatique et microinformatique
(1) 325.63.30

M. Le Pors : nous devons nous interroger sur certaines de nos convictions

Interrogé sur le point de savoir s'il considérait M. Georges Marchais comme « l'homme de l'échec » du PCF, M. Anicet Le Pors, qui était, dimanche soir 1^{er} juillet, l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a répondu : « Georges Marchais a beaucoup fait, notamment au cours des trois derniers congrès, pour donner au PC un visage tourné vers une solution nationale de notre marche au socialisme. Si vous posez par là le problème d'un homme, à propos duquel je veux dire que je considère comme profondément injustes et quelquefois odieuses les attaques qui lui sont portées, la seule réponse que je sois en mesure de vous faire, c'est que le vingt-cinquième congrès du PCF se tiendra du 6 au 10 février 1985 et que, comme chaque fois, il procédera au renouvellement de ses organes directeurs. C'est-à-dire le comité central, le bureau politique, le secrétaire général, mais sans qu'on puisse rien prédéterminer. »

Le secrétaire d'Etat à la fonction publique a déclaré, d'autre part, à propos de sa conception de l'organisation du parti : « Le centralisme démocratique (...), c'est la plus grande liberté pour discuter, pour débattre, mais en même temps assez de responsabilité pour qu'ensemble on s'exprime d'une manière unifiée sur des questions importantes. Donc, c'est un alliage, sur lequel il faut réfléchir, de libertés et de res-

ponsabilité. Bien entendu, il ne faut pas plaquer cela sur toutes les questions. Je ne pense pas que relèvent du centralisme démocratique les grandes questions stratégiques sans lesquelles il n'y aurait pas de parti conséquent (...).

Sur ces grandes idées, sur notre démarche de base, à mon avis, il faut l'unité du parti, sans quoi il n'existe pas. Mais il faut laisser très libre le débat d'idées sur des questions qui ne sont pas de premier rang, qui n'ont pas un caractère stratégique (...). Il faut aussi tenir compte des sensibilités, des tempéraments. Pourquoi voulez-vous que, s'ils appartiennent à un même parti, le PC, le pêcheur de Concarneau, l'agriculteur de Lozère ou bien le professeur de Sorbonne parlent de la même façon ? Nous, nous sommes pour la diversité, parce que nous sommes convaincus que la diversité, c'est la richesse. »

A propos de l'attitude du PCF à l'égard de l'URSS et sur les libertés et les droits de l'homme, M. Anicet Le Pors a souligné : « Je n'ai pas de problèmes avec la liberté. Elle est au cœur de ma conception du socialisme. Certes, notre conception du socialisme souhaite s'inscrire dans ce grand bouleversement qui dans tous les domaines affecte notre planète et cette fin du deuxième millénaire. Et cela doit nous conduire, c'est vrai, à revenir sur ce qui était pour nous les règles intangibles,

immuables de la construction du socialisme. Vous le savez, il y avait essentiellement deux convictions : la propriété sociale des grands moyens de production et le pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés. A la lueur des enseignements, de la science et de la démocratie nécessaires pour construire le socialisme, il faut s'interroger effectivement sur ce que veut dire propriété sociale : il faut s'interroger sur ce qu'est la classe ouvrière aujourd'hui, qui est pour moi l'ensemble des inventeurs, producteurs, gestionnaires qui jouent un rôle décisif au cœur du fonctionnement de notre société. Mais c'est vrai qu'il faut aller plus loin et, dès notre 25^e Congrès, nous avons dit : pour aller au socialisme, il faut tenir compte de l'exigence universelle de démocratie que, pour ma part, j'explique sous les trois formules de la justice sociale, de l'efficacité économique et de la démocratie politique. »

Pour aller au socialisme, il faut marquer dans ces trois domaines des avancées significatives. Telle est ma conception (...). Je conteste tout ce qui nuit à la liberté des hommes, des femmes, dans tous les points du monde, qu'il s'agisse des pays socialistes, qu'il s'agisse des pays en voie de développement, qu'il s'agisse des pays capitalistes car nous ne sommes pas en dehors du champ de l'analyse. »

M. Rigout : mes amis Georges Marchais et Charles Fiterman

De retour d'Italie, où il avait accompagné le premier ministre en voyage officiel, le ministre de la formation professionnelle, M. Marcel Rigout, a déclaré, samedi 30 juin, le compte rendu fait par l'Agence France-Presse des conversations à bâtons rompus qu'il avait eues, à Rome, avec plusieurs journalistes, à propos des débats internes au Parti communiste.

Dans une mise au point adressée à l'A.F.P., M. Rigout a déclaré : « Prenant connaissance, à mon arrivée à Paris, d'une dépêche de l'A.F.P. attribuant des déclarations sur la récente réunion du comité central du Parti communiste français, je tiens à démentir de la façon la plus catégorique les propos qui me sont attribués, et, tout particulièrement, les appréciations concernant mes amis Georges Marchais et Charles Fiterman. »

La dépêche de l'A.F.P. mise en cause par M. Rigout indiquait, notamment : « Pour M. Rigout, M. Marchais est l'homme de l'échec ». Il est évident, a-t-il dit, que l'actualité récente sur la préparation du congrès et l'ouverture du parti, il a exprimé l'espoir que M. Marchais le comprenne car, a-t-il jugé, cette réouverture est indispensable, surtout à l'heure de la jeunesse, pour laquelle le PCF est devenu synonyme d'URSS et de Goulag. »

Cette dépêche ajoutait : « M. Rigout a laissé entendre que M. Charles Fiterman, que l'on présente comme la personnalité la mieux placée pour succéder à M. Marchais, partage les mêmes opinions que lui. Toutefois, a-t-il ajouté, le ministre des transports est actuellement « très gêné » et ne peut se per-

mettre de parler aussi clairement que lui-même. »

Ce résumé des propos tenus par le ministre de la formation professionnelle, en effet, d'une approximation. Interrogé sur le rôle de M. Georges Marchais, M. Rigout avait souligné, ainsi que nous l'avons rapporté dans nos éditions du 1-2 juillet, que, pour une partie de l'électorat communiste, le secrétaire général du PCF apparaît désormais comme l'homme de l'échec et qu'il lui serait, donc, difficile d'apparaître, demain, comme l'homme de la réouverture du parti.

M. Rigout avait ajouté que M. Marchais devrait, évidemment, tenir compte de cette donnée, et qu'il espérait que le secrétaire général du PCF le ferait ; mais le ministre n'avait pas précisé s'il portage, personnellement, le point de vue de ces électeurs. — A.B.

M. Daniel Karlin met en cause l'Humanité et la direction du parti

M. Daniel Karlin, réalisateur de télévision, militant communiste, membre de la Haute Autorité de l'audiovisuel, a critiqué, dimanche 1^{er} juillet, sur Antenne 2, la façon dont l'Humanité rend compte du débat au sein du PCF. M. Karlin a indiqué qu'un article signé par lui-même et un autre intellectuel communiste, le psychiatre Tony Lainé, n'aurait pas été autorisé à paraître dans le quotidien communiste. Roland Leroy (le directeur de l'Humanité) m'a lui-même indiqué, a-t-il dit, que ce texte avait été refusé par la direction du parti, c'est-à-dire par Georges Marchais. »

Dans cet article, MM. Karlin et Lainé, qui ont écrit ensemble plusieurs ouvrages, publiés aux Editions sociales, éditeur du PCF, faisaient état du débat qui a lieu chez les communistes. Dans ma réunion de cellule s'est manifesté un appel passionné à la discussion et à la rénovation du parti », a déclaré M. Karlin. Il s'agit, selon lui, d'un sentiment majoritaire au Parti communiste.

M. DUMAS : un débat souhaitable

Tout en se refusant à intervenir dans le petit contentieux qui semble exister entre Marcel Rigout et les journalistes, M. Roland Dumas, ministre chargé des affaires européennes et porte-parole du gouvernement, qui participait au Forum de RMC, dimanche 1^{er} juillet, a jugé qu'un débat approfondi à l'intérieur du PCF n'est pas « anormal » et même qu'il est « souhaitable ». Il est, à nos yeux, très important, a-t-il déclaré, que les communistes, engagés dans l'union de la gauche, dans une politique difficile à conduire dans la période actuelle, réfléchissent sur l'ensemble des données politiques de notre temps. « Il n'était pas concevable que le PC puisse continuer à avoir un pied à l'intérieur de la majorité et un autre pied à l'extérieur (...). », a-t-il déclaré, avant d'ajouter : « Il est important que ce parti de la gauche de l'union de la gauche mette en question sa participation dans l'union de la gauche, qu'il s'interroge aussi sur l'image du PC aujourd'hui dans la société de la France de 1984. Et, troisième point, qu'il pose en termes vrais le problème de ses relations avec l'URSS et les pays de l'Est. »

M. Fiterman : une écoeuvante chasse à l'homme

M. Charles Fiterman a rendu public, le dimanche 1^{er} juillet, une déclaration, dans laquelle il dénonce les « pressions et manœuvres », qui « se développent autour du Parti communiste français pour tenter de manipuler de l'extérieur les idées et les hommes, de provoquer la division et la confusion. »

Observant que son nom « est utilisé à cette fin », le ministre des transports, membre du secrétariat du comité central du PCF, déclare : « En premier lieu, je n'ai donné mandat à personne et je n'autorise personne à parler en mon nom. Je considère que la réflexion et la discussion que les communistes ont engagée, à la suite des résultats du 17 juin dernier, et qu'ils vont poursuivre, comme en a décidé le comité central de notre parti, est légitime, nécessaire, mais il s'agit — et il doit s'agir — d'une discussion sérieuse, sereine, responsable, conduite sur la base politique définie par notre vingt-quatrième congrès, une discussion refusant aussi bien les diktats ou les amabilités douteuses de l'extérieur que les querelles de personnes, que nous laissons à nos donneurs de leçons toujours prêts à se déchirer entre eux. Nous pensons, nous, communistes, que la politique ne doit pas aller sans sentiments humains, sans morale. »

C'est dans cet esprit que je participe et que j'entends participer à la réflexion engagée avec tous les communistes, y compris, naturellement, avec le plus responsable d'entre eux, le secrétaire général du parti, Georges Marchais, avec qui

j'entretiens les relations personnelles les plus amicales, les plus fraternelles qui soient depuis quinze ans, ce qui me fait me dresser avec indignation contre cette sorte d'écoeuvante chasse à l'homme dont il est l'objet de la part de nos adversaires de classe. »

En second lieu, déclare M. Fiterman, cette réflexion, cette discussion ont déjà conduit et ne peuvent que conduire — même s'il est vrai que nous n'entendons pas nous en tenir là — à une première et forte constatation : des millions d'électeurs communistes, qui ont voté le 17 juin ou qui se sont abstenus, l'ont fait, d'abord, parce qu'ils sont mécontents de la politique actuelle, déçus par la situation qui leur est faite, inquiets pour l'avenir, demandeurs d'une relance de l'action gouvernementale en faveur de la solution des problèmes les plus importants du pays, en premier l'emploi.

Car ils considèrent — et ils ont raison — qu'il n'est ni concevable, ni acceptable, que le chômage et son accroissement puissent être considérés comme une fatalité, comme un prix à payer. C'est inacceptable parce que c'est injuste. S'il on adresse un message au Parti communiste, à qui ils font habituellement confiance, c'est, d'abord, celui-ci : faites plus, faites mieux pour que ça aille mieux et plus vite. Observez, d'ailleurs, que ce message s'est adressé plus fortement encore au Parti socialiste et qu'il a, semble-t-il, agité le comité directeur qui vient de se tenir, ce qui devrait, le s'exprime, primum, celui-ci contre la fausse qui consisterait à vouloir résoudre ses propres problèmes sur le dos du voisin.

Où, cette relance, ce sursaut de la politique de changement doivent avoir lieu. Voilà ce qui est indispensable, prioritaire, urgent, plus haut point. Voilà ce à quoi le m'emploie, à la place qui est la mienne et avec les moyens, malheureusement limités, qui sont les miens. »

Deux élections cantonales

LOIRET-CHER : canton de Romorantin-Lanthenay (2^e tour).

Inscr. 13 744 ; vot., 8 094 ; suff. expr., 7 815. MM. Torset, div. d., 4 551, E.L.U. ; Gery, PS, 3 264.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Lucien Gignat, PS, conseiller général depuis 1967, récemment décédé. Celui-ci avait été réélu au second tour des élections cantonales de mars 1979, avec 5 469 voix contre 3 551 à M. Torset, pour 9 020 suffrages exprimés, 9 302 votants et 13 229 inscrits.]

Le second tour de ce scrutin partiel confirme la prédominance de l'opposition apparue le 24 juin. M. Torset avait obtenu 2 668 voix ; M. Thyraud, R.P., 2 852 ; Gallais, R.P., 1 140 ; Vincent, PS, 345 ; Rosse, PSU, 92.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement d'André Karmann, PC, conseiller général et maire d'Aubervilliers décédé le 31 mai dernier. C'est M. Jack Raitte, ministre délégué, chargé de l'emploi, qui lui a succédé à la tête de la municipalité.]

Cantonales

SEINE-SAINT-DENIS : canton d'Aubervilliers-Ouest (1^{er} tour).

Inscr. 12 413 ; vot., 4 482 ; suff. exp., 4 429 — MM. Karmann, PC, 2 852 ; Gallais, R.P., 1 140 ; Vincent, PS, 345 ; Rosse, PSU, 92.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement d'André Karmann, PC, conseiller général et maire d'Aubervilliers décédé le 31 mai dernier. C'est M. Jack Raitte, ministre délégué, chargé de l'emploi, qui lui a succédé à la tête de la municipalité.]

André Karmann avait été réélu au 2^e tour des élections cantonales de mars 1982 avec 4 302 voix (58,36 %) contre 1 849 à M. Mignot, UDF, 1 049 à M. Vicoen, PS, et 171 à M. Salvatore, PSU, pour 7 371 suffrages exprimés et 7 523 votants. Il y avait 13 389 électeurs inscrits.]

LE SENS DE LA REUSSITE
CONSTRUISEZ VOTRE REUSSITE.
DEVENEZ CE PROFESSIONNEL RECHERCHE.
PREPAREZ UN 3^e CYCLE ISG.

Ingenieurs, diplômés des IEF, Médecins, Pharmaciens, Vétérinaires, Architectes, titulaires d'une MAITRISE, valorisez ainsi vos connaissances et votre expérience par une formation supérieure complémentaire de haut niveau national ou international.

Choisissez parmi ces 3 spécialités :

- 3^eme CYCLE MULTINATIONAL
Des études dans les campus internationaux les plus renommés associés à l'ISG de Paris
ISG PARIS / MIN NEW-YORK / MUA TOKYO / ULI GENEVE
- 3^eme CYCLE BINATIONAL
Des études dans les campus renommés de San Francisco et Paris
ISG PARIS + EUA SAN FRANCISCO
- 3^eme CYCLE NATIONAL
Une formation complémentaire classique de haut niveau associée au campus Parisien de l'ISG
ISG PARIS

Vous obtenez le TITRE ISG (3^eme cycle)

CONCOURS D'ENTREE
1^{ere} session : du 02 au 07 juillet
2^eme session : du 17 au 22 septembre
Inscription avant le 31 juillet 1984

ISG
Nécessaire Supérieure de Gestion
Etablissement agréé d'enseignement supérieur
6, rue de la Vierge, 75016 Paris Tél. (1) 221.96.99

Institut privé de Préparation aux Etudes Supérieures
16, rue du Caire Notre Dame
75004 Paris - 325.63.30

ipesup
1^{re} classe préparatoire aux concours HEC + ESSEC

sciences-po
entrée en AP, et entrée directe en 2^e année
→ cours de sciences
→ cours de français
→ cours de langues
→ stages d'été

MEDICINE, PHARMACIE, SCIENCES-PO, HEC, ESSEC

Lisez
St Mark
PHILATELISTES
JOURNAL DE LA PHILATIE

Le gouvernement contre les to

ments, menaces et rac
discrimination on Cora

مكتبة
الكتاب

Le Monde

société

La marine nationale commandera trois navires de débarquement pour la force d'action rapide

Cols bleus, la revue de l'état-major de la marine, annonce que la marine nationale a prévu de commander, en 1984, à l'arsenal de Brest, le premier exemplaire de trois nouveaux bâtiments dénommés TCD-90, c'est-à-dire des transports de chalands de débarquement destinés aux opérations amphibies de la force d'action rapide. Le premier de ces navires devrait être livré en 1990, et les deux autres, commandés respectivement en 1986 et 1988 pour respecter les prévisions de la loi de programmation militaire, deviendraient opérationnels en 1991 et 1993.

Déplaçant 11 000 tonnes, les TCD-90 devraient être capables, grâce à leurs installations de bord, de mettre à terre, sur une plage non préparée et en zone d'insécurité, la valeur d'un régiment mécanisé, avec ses blindés. Mais ils devraient aussi, à titre de mission secondaire, être capables de secourir les bâtiments de soutien logistique, du type Ouragan et Orage, pour l'assistance auprès des unités stationnées outre-mer.

L'équipage de deux cents dix hommes de ces TCD-90 sera spécialisé dans le support du régiment à leur bord. Des hangars pourront accueillir quatre hélicoptères de manœuvre, du modèle Super-Puma, ainsi que les véhicules (chars et camions) de l'unité de l'armée de terre embarquée. Les TCD-90 disposent d'atouts (mécanique, électronique) et de moyens importants de réparation, de levage et de transfert de charges lourdes.

Dans son radier, à l'intérieur de la coque, accessible au moyen d'une rampe et d'une plate-forme élévatrice, le TCD-90 sera en mesure d'accueillir des patrouilleurs de 400 tonnes, des remorqueurs côtiers ou des bâtiments légers de services.

Cols bleus précise que la construction du premier navire de ce type procèdera à l'arsenal de Brest avec une charge de travail de 2 600 emplois répartis sur cinq ans. Les deux autres chantiers constructeurs n'ont pas encore été désignés par la marine.

L'INDE AURAIT RENONCÉ À FABRIQUER SOUS LICENCE L'AVION MIRAGE-2000

Selon l'agence indienne de presse PTI rapportée par l'Agence France-press, l'Inde aurait décidé d'abandonner l'option, prise en 1982, auprès de la France, de fabriquer sous licence l'avion de combat Mirage-2000 qu'elle a, pour l'instant, commandé à quarante exemplaires. La même agence indienne précise que les six premiers des quarante appareils achetés seront livrés en septembre prochain à l'armée de l'air indienne.

L'accord entre les deux pays a été conclu en avril 1982. La France s'est engagée à livrer quarante Mirage-2000 (une version assez comparable à celle qui doit équiper l'armée de l'air française) pour un montant de 5 milliards de francs. Le même accord ouvrait à l'Inde la possibilité d'acquiescer ultérieurement jusqu'à cent-dix avions supplémentaires : certains devaient être assemblés sur place à partir de morceaux d'avions expédiés de France (assemblage dit en « kit »), et d'autres seraient construits sous licence dans les usines indiennes de Bangalore.

Depuis la signature de ce contrat avec la France, l'Inde a été soumise à de vigoureuses pressions de la part de l'Union soviétique, qui s'est opposée à la mise en application de l'accord de licence sur le Mirage-2000 en promettant de livrer à Delhi les avions soviétiques les plus modernes.

Si l'on en croit l'agence de presse indienne, l'Inde devait confirmer, au plus tard à la fin de juin 1984, sa décision d'une option sur l'assemblage et la construction sous licence des cent-dix Mirage-2000. Cette option aurait été abandonnée. Lors des négociations, cependant, les représentants du groupe Dassault-Breguet, qui fabrique l'avion de combat français, ont eu le sentiment que l'Inde pourrait commander ferme trente à quarante Mirage-2000 supplémentaires si ses responsables choisissaient de renoncer à la licence.

Condamnation des auteurs du vol d'armes de Foix

La cour d'assises de l'Ariège a acquitté samedi 30 juin M. René Marquet, cinquante et un ans, qui, en compagnie de trois autres inculpés, était poursuivi dans l'affaire du vol d'armes du camp Clauzel à Foix. Les trois autres accusés, Francis Emougeon, trente et un ans, Roger Doumenge, trente-deux ans, et Vincent Corona, vingt-sept ans, ont été respectivement condamnés à huit, six et cinq ans de réclusion criminelle. Les quatre hommes avaient été inculpés de vol aggravé pour avoir dérobé dans la nuit du 22 novembre 1981 cent quinze pistolets-mitrailleurs et quatre mitrailleuses lourdes au centre mobilisateur 83, dans l'enceinte du camp Clauzel, aux portes de Foix.

Les hypothèses les plus fantasmatiques avaient été émises à propos de ce vol, notamment celle d'un commando réfugié en Espagne et ayant agi par « opposition violente, farouche, aux communistes ». Il s'agissait plus tard que l'opération avait été menée à bien par des malfaiteurs sans grande aveugerie ni but précis (le Monde du 8 janvier 1982). Devant la facilité avec laquelle ce vol avait été commis, le chef d'état-major de l'armée de terre avait cependant déclaré : « Nous avons subi un échec et nous devons en tirer les leçons. »

La France veut rendre plus cohérente son aide sanitaire au tiers-monde

L'action de la France en faveur de la santé dans le tiers-monde est-elle à la mesure de ses objectifs déclarés et des moyens dont elle dispose ? Pour la première fois, les représentants des grands organismes de recherche médicale française se sont publiquement posés ces questions lors d'une conférence de

presse organisée sous l'égide du ministère de l'Industrie et de la recherche. Les réponses sont nuancées mais font apparaître les débuts d'un effort de portée nationale pour structurer des actions nombreuses, souvent efficaces, mais trop dispersées.

Le professeur Marc Gentilini, chef du service de parasitologie à l'hôpital de La Pitié-Salpêtrière (Paris), a rappelé les données essentielles : sur quatre milliards et demi d'êtres humains, trois milliards deux cents millions - soit plus des trois quarts - ne disposent d'aucun accès aux soins. La moitié des enfants, en Afrique noire, souffrent de malnutrition. Chaque année, cinq cent mille femmes meurent, en Afrique et en Asie, en accouchant.

Dans les pays du Nord sévissent les maladies de la surcharge et de la pléthore, « une pathologie du vieux, du riche, de l'urbain ». Au Sud, règnent les affections liées au dénuement, « une pathologie du jeune, du pauvre, du rural », à laquelle s'ajoutent les troubles liés à la guerre et à l'insécurité. Encore ce schéma doit-il être nuancé : parce que les maladies du Sud ignorent volontiers les frontières et que se développe dans le tiers-monde une pathologie « cosmopolite », fruit du développement ou plus précisément du mal-développement.

Faut-il pour autant abandonner le tiers-monde à sa situation sanitaire ? Assurément non, répondent médecins et chercheurs. La France, dans ce domaine, dispose d'une tradition qu'elle doit développer. Depuis des décennies, le service de santé des armées, les Instituts Pasteur d'outre-mer, les équipes de l'ORSTOM (1), notamment, ont implanté et maintenu une solide infrastructure à laquelle les partenaires, africains en particulier, de la France n'ont cessé de témoigner leur attachement.

Harmoniser les recherches

Mais cette action comporte aussi des faiblesses : dispersion des structures de recherche, donc des efforts, approche trop cloisonnée des problèmes (par maladie, par pays...), abord trop strictement « médical » du développement sanitaire, porteur de préjudice à l'efficacité. Certains grands organismes nationaux de recherche, en outre, ont pendant longtemps baigné à l'écart de ce type d'efforts.

Conscient de ces potentialités mais aussi de ces faiblesses, le ministère de l'Industrie a constitué une

commission « santé et développement », dont il a confié la présidence au professeur André Capron, directeur du centre d'immunologie et de biologie parasitaire de l'Institut Pasteur de Lille et directeur de recherche à l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

Cette commission a entrepris de fédérer l'ensemble des travaux menés en France au profit de la santé dans le tiers-monde, en liaison

	POPULATION %	RESSOURCES %	DÉPENSES DE SANTÉ %	MÉDECINS %	LITS D'HÔPITAL %
Pays industrialisés	25	85	95	75	85
Pays en voie de développement	75	15	5	25	15

avec le ministère de la coopération et les principaux organismes de recherche. Cette « mobilisation », selon l'expression du professeur Capron, a déjà porté des fruits. Ainsi l'INSERM, sous l'impulsion de son directeur, M. Philippe Lazer, s'est fortement accru ses efforts en faveur de la santé dans le tiers-monde et constitué une mission DOM-TOM qui faisait jusqu'à présent cruellement défaut.

L'ORSTOM a créé dans le même sens un département indépendance sanitaire et le CNRS (Centre national de la recherche scientifique) a commencé à développer des efforts de ce type. Enfin la commission a sélectionné trente projets aujourd'hui soutenus financièrement par le ministère de l'Industrie et de la recherche : des programmes interdisciplinaires, établis après consultation des partenaires de la France dans le tiers-monde, menés par les ambassades. Ces projets ont trait à l'évaluation de l'état sanitaire des populations ; aux maladies transmissibles et génétiques ; à la malnutrition ; aux pathologies cosmopolites et aux technologies pharmaceutiques. De son côté, la communauté européenne a créé sur le même thème un groupe de travail, présidé par le professeur Capron. Dix millions d'ECU lui ont été affectés (2).

Une telle organisation, a souligné M. Jean Mouchet, ancien président du comité technique d'entomologie de l'ORSTOM, est indispensable.

EN BREF

Nouvelle querelle justice-police à Nîmes

M. Monique Grégnan, procureur à Nîmes, a démenti « catégoriquement » les propos qui lui étaient prêtés par l'intermédiaire des policiers de cette ville. Ceux-ci l'accusaient d'avoir déclaré pendant une audience : « Je constate une nouvelle fois que la police s'empare de la ville illégalement ». Au cours de cette audience, le 17 juin, M. Ravah Bontine avait été condamné à quinze jours d'empêchement avec sursis pour avoir frappé un policier lors d'une interpellation.

Ce n'est pas la première fois qu'un incident oppose magistrats et policiers à Nîmes. Ces derniers s'étaient plaints l'année dernière d'être soupçonnés par les juges d'instruction de maltraiter les personnes arrêtées - le Monde daté 17-18 avril 1983) et ils n'avaient pas apprécié la nomination, quelques semaines plus tard, comme procureur de la République, de M. Grégnan, membre en vue du Syndicat de la magistrature (gauche). Dans un communiqué publié samedi 30 juin, ce dernier déclare qu'« une nouvelle fois certains n'hésitent pas à manipuler les faits et à exploiter le moindre incident pour attiser, à des fins politiques, les tensions déjà anciennes entre la police et la justice ».

La « Semaine » du barreau de Paris

L'audience de rentrée de la Conférence du stage des avocats à la cour de Paris a eu lieu vendredi 29 juin en présence de M. Robert Badinter, garde des Sceaux. Dans leur discours traditionnel, M. Valérie Malintra, premier secrétaire de la Conférence, a évoqué la mémoire de Paul Reynaud et M. Gilles de Poix, deuxième secrétaire, les procès de la guerre d'Algérie. M. Malintra et de Poix sont les fondateurs du concours d'éloquence qui oppose chaque année les avocats stagiaires.

Au cours de cette cérémonie, le bâtonnier Guy Denet a notamment déclaré : « Demain, si, comme nous l'espérons, s'applique effectivement la réforme de la détention, prisonnière, le barreau de Paris devra susciter tous les jours environ douze avocats de permanence, sept jours sur sept, soit plus de quatre-vingts avocats par semaine, plus de trois cents vingt par mois, plus de trois mille cinq cents par an. Une fois encore, nous relevons le défi et nous serons prêts, mais au prix d'efforts considérables. »

SELON DES CHERCHEURS SUÉDOIS

La France reste le troisième exportateur d'armes

Stockholm, (AFP). - La France a vendu pour 32 milliards de francs d'armes dans le monde en 1983 et demeure le troisième pays exportateur d'armes derrière l'Union soviétique et les Etats-Unis, indique l'annuaire 1984 de l'Institut international de Stockholm de recherches sur la paix (SIPRI), publié à Stockholm.

« Malgré sa rhétorique électorale, le gouvernement socialiste au pouvoir depuis trois ans n'a pris aucune mesure pour diminuer les exportations françaises d'armes », lit-on dans l'annuaire du SIPRI.

Selon l'Institut de Stockholm, dont les crédits de fonctionnement sont votés par le Parlement suédois, la baisse des ventes d'armes françaises (33,9 milliards de francs en 1981, et 41,6 milliards en 1982) n'est pas due à une volonté politique, mais au contexte économique mondial.

« Le gouvernement français a jugé nécessaire d'essayer d'augmenter les ventes d'armes », note encore l'annuaire, qui souligne « le pragmatisme économique » de la France, qui ne subordonne, selon le SIPRI, ses ventes d'armes à aucune condition, politique ou autre.

Le SIPRI indique que la France cherche à renverser la tendance à la baisse de ses ventes d'armes en ouvrant des bureaux dans certains points du monde et en intensifiant ses efforts de marketing, notamment dans les équipements navals.

Sur le plan des dépenses militaires, le SIPRI note que la France leur a consacré plus de 28 milliards de dollars (valeur 1980) en 1983, ce qui représente le quatrième budget militaire après ceux des Etats-Unis (186 milliards), de l'Union soviétique (estimée à 137 milliards) et de la Grande-Bretagne (29 milliards).

(En réalité, les primes de commandes reçues de l'étranger par les

industries françaises de l'armement ont atteint, en 1983, le total de 29 100 millions de francs répartis : 75,9 % pour les armements aéronavals, 19 % pour les armements terrestres et 5,1 % pour les matériels navals. Ce total des commandes à l'exportation a été de 37,3 milliards de francs en 1980, de 33,9 milliards en 1981 et de 41,6 milliards en 1982.

En 1983, la répartition par zones géographiques a été la suivante : 56 % en Méditerranée-Moyen-Orient ; 14,9 % en Amérique latine et dans les Caraïbes ; 13,5 % en Europe de l'Ouest et en Asie du Nord ; 6,9 % en Extrême-Orient ; 3,5 % en Afrique noire et 1,3 % pour le reste du monde.

Si les ventes d'armements aéronavals ont été assez importantes en 1983, ce ne fut pas le cas des commandes d'avions Mirage F-1 et Mirage 2000 par les Etats arabes, la Libye et le Pérou. De même, l'exportation de sous-marins géoprécédents Andromède, Caravelle et 1983 s'explique par l'achat de Mirage 2000 par le Pérou.

Espionnage au profit de l'Iran : trois arrestations

Trois musulmans chérites, MM. Abdelmajid Chraïbi, commerçant marocain, Yahia Goussini, citoyen algérien, et Hafd Regadi, un iranien domicilié à Dunkerque (Nord), ont été écroués à la maison d'arrêt de Loos-les-Lille (Nord), sous l'inculpation d'espionnage au profit d'une puissance étrangère, en l'occurrence la République islamique d'Iran. Les trois hommes, qui avaient été expulsés de Grande-Bretagne au mois de mai dernier, après avoir été soupçonnés de préparer un attentat contre un journaliste iranien réfugié à Londres et opposant notoire au régime khomeiniste, avaient été appréhendés la semaine dernière par des inspecteurs de la Direction de la surveillance du territoire (DST).

ET ZIP BERLITZ

VACANCES:

ET ZIP. Les vacances commencent bien chez BERLITZ. Pour apprendre une langue étrangère, des stages semi-particuliers pour les jeunes. Deux semaines ou plus au rythme de trois heures par jour. Des cours dont les prix vous font aimer les langues étrangères. 3 à 4 élèves : 3.051,40 F TTC par élève. Départ des stages les 16 - 30 juillet et 20 août. * 2 semaines. Livre d'exercice inclus.

Le bon et le mauvais fils

De notre correspondant

Nice. - Deux frères : Jean-Claude, trente-trois ans, et Georges, d'un an son aîné, condamnés respectivement à vingt ans et dix ans de réclusion criminelle pour « homicide volontaire » et « complicité » après le meurtre d'un jeune cuisinier en novembre 1979, à Lyon. Sur fond de drogue et d'alcool, la victime s'était laissé emporter dans une aventure homosexuelle qui devait lui être fatale. Elle sera retrouvée, le lendemain, dans une poubelle. Le verdict a été rendu le 22 décembre 1982 par les assises du Rhône. Jean-Claude est incarcéré à Mekou (Seine-et-Marne). Georges à Meuzac (Haute-Garonne).

Rebondissement : le 26 mai 1983, Georges, dans un long courrier adressé à son avocat, s'accuse du meurtre. Il n'avait pas su jusqu'à quel point il était coupable d'avoir tué. Mais il est mis par le procureur et ne peut plus que son frère s'opposer pour lui. Il veut réparer le mal qu'il lui a fait tout au long d'une instruction et d'un procès où il se sent trahi. Celle-ci - la décision est toute récente - est refusée et les choses, sauf surprise, suivront leur cours.

Depuis trois mois que cette lettre d'aveu a été écrite, leur mère vit dans les tourments de l'incertitude. Lequel de ses fils est-il le vrai coupable ?

L'amour sans partage

A Nice où elle habite, M^{me} Bonnetier veut savoir. Elle ne condamne pas, pas plus qu'elle ne s'élève contre la sanction, mais elle est déçue à tout pour que l'innocence soit reconnue. Devant le dossier de l'affaire, qu'elle nourrit pièce après pièce, lettre après lettre, avec une minutie qui en dit long sur la place qu'il tient dans sa vie, elle répond inébranlable : « Je veux savoir. »

« Je pardonne tout. Je peux tout comprendre. Mais je veux savoir. J'y passerai ma vie s'il le

MICHEL VIVES.

Chastouk

VICTOR TECHNOLOGIES
Tour Horizon - 52, quai de Dion-Bouton - 92800 Puteaux
Tél. : 778.14.50

SPORTS

LE TOURNOI DE TENNIS DE WIMBLEDON

Les tribulations de Paul Annacone et de Boris Becker

Wimbledon. - Le Centre court de Wimbledon, qui est appelé la « maison des dames », en raison de la qualité du jeu féminin déployé sur son gazon, devait pleinement justifier son surnom, lundi 2 juillet, à l'occasion de la cinquième manche du tournoi féminin qui avait été joué gracieusement pour la première fois, en un jour, par treize ladies, en 1984, et qui confronte actuellement, pendant deux semaines, cent vingt-huit concurrentes se disputant quelque 600 000 livres sterling au total.

Le public britannique, qui s'était passionné jeudi pour Dorothea Douglass-Chambers, Suzanne Lenglen, Helen Wills-Moody et, naguère, pour Maureen Connolly, Margaret Smith-Court, Billie Jean King, s'est enthousiasmé, cette année, pour l'Anglaise Virginia Wade, championne 1977, qui, à trente-neuf ans, a éliminé l'Américaine Garrison, tête de série

numéro 5 et a été battue seulement au troisième tour, après un match pathétique contre la Suédoise Corina Karlsson (6-2, 4-6, 11-9). Il a aussi été quelque fier de la qualification, pour la seconde semaine, de la Lendonsienne Ann Hobbs, qui a battu la Canadienne Carling Bassett, tête de série numéro 16 (7-6, 3-6, 6-4) et celle, plus logique, de la jeune de Bristol Joe Davis, qui est tête de série numéro 10.

Pour le reste, le public a appris avec un petit air choqué les dernières « révolutions » de la presse à scandale sur les vies privées des Américaines Martina Navratilova et Chris Evert-Lloyd, championnes respectivement en 1983 et 1981, qui sont les favorites avec la Tchèque Hana Mandlikova, qualifiée pour les huitièmes de finale, en dépit de la belle résistance de la Française Cathy Tanvier (6-4, 7-6).

L'année du centenaire du tournoi masculin en 1977, un jeune Américain, sorti de l'enfer des qualifications de Rochester, avait créé la surprise à Wimbledon en parvenant jusqu'aux demi-finales. C'était John McEnroe, qui était encore amateur. En cette année du centenaire du tournoi féminin, un autre jeune Américain a fait un parcours analogue en gagnant sa place en deuxième semaine dans le « carré des seize derniers », comme disent les Britanniques. Il s'appelle Paul Annacone.

Le garçon, âgé de vingt et un ans, est d'origine sicilienne. Il y a quelques semaines, il poursuivait encore des études de sociologie à l'université du Tennessee lorsqu'il décida de passer professionnel, encouragé par ses bons résultats, l'année passée, dans le Grand Prix où il avait notamment atteint les quarts de finale à Newport et à Bâle. Encore amateur, ce champion universitaire des Etats-Unis n'avait pourtant pas gagné le moindre dollar avec ses raquettes avant de s'inscrire pour les qualifications de Wimbledon.

« Quand j'ai vu la centaine de gens qui étaient là avec la même idée que moi, je me suis dit que ça allait être une véritable bagarre de chiens », a-t-il expliqué. Avec son faux air de Al Pacino, il s'en est bien tiré de ses trois matches de qualification et a pris dans le tableau la place la plus libre par le forfait de Yannick Noah.

Notoriété

« Il a du cœur au ventre », a assuré un journaliste américain qui a suivi ses premières performances dans les tournois de Long Island, à New-York. Annacone n'est pas manqué, en effet, pour faire le parcours qu'il aurait pu accomplir à sa place le numéro un français. Il a battu successivement le Britannique Smith en trois manches, son compatriote Dickson en quatre manches, enfin le Sud-Africain Van Rensburg, qui était lui aussi qualifié en quatre manches. « Je me suis dit qu'il allait y avoir un inconnu en huitièmes de finale et que je devais être cet inconnu », a-t-il déclaré, après une victoire qui lui a ouvert les portes de la notoriété.

Pour son premier tournoi professionnel, il est maintenant assuré d'être à la tête d'un petit capital de 6 850 livres sterling (environ 82 200 F), et son jeu agressif, dérivé avec une raquette à grand tamis,

De notre envoyé spécial

a commencé à être comparé à celui de Jimmy Connors, bien qu'il soit drôlier. Sans doute conscient des difficultés qui l'attendaient, lundi 2 juillet, devant le Néo-Américain Johan Kriek, tête de série numéro 12, Annacone s'est contenté de dire : « J'ai commencé à rêver de jouer à Wimbledon à douze ans, quand je me suis mis sérieusement au tennis ».

Le rêve du jeune Boris Becker s'est, lui, terminé de façon assez dramatique. Premier véritable espoir ouest-allemand depuis l'élégant Wilhelm Bungert, qui a disputé la finale des « championships » en 1967, il a fait une première semaine époustouflante. Le bibliothécaire en chef du musée de Wimbledon, Alan Little, n'a pas trouvé dans ses statistiques un garçon de seize ans s'étant qualifié pour le troisième tour sans perdre un set. C'est pourtant le tour de force qu'a réalisé le joueur d'Heidelberg sous la houlette de Horst Bosch, en éliminant l'Américain Willemberg et le Nigérian Odior. Et il aurait bien pu devenir le véritable héros de cette première semaine face à l'Américain Bill Scanlon.

Devant la tête de série numéro 14, Becker s'est d'abord montré d'une nervosité extrême. Il a manqué des coups faciles et on l'a entendu marmonner : « Je ferai mieux d'aller lui servir la main tout de suite ». Le champion d'Europe cadet a semblé en effet complètement à la dérive après avoir perdu la première manche 6-2. Il a débuté la deuxième tout aussi mal, perdant d'abord son service pour laisser Scanlon mener 2-0. Mais, après avoir sauvé une nouvelle belle de break au troisième jeu, la formidable machine qu'on avait vu démolir Odior se remit en marche : Becker aligna sept jeux. C'était un régal de regarder le jeune colosse délivrer des aces au ralenti, surclasser son adversaire dans l'échange et conclure au filet en prenant des risques insensés.

Complètement déconcerté par un tel changement de rythme, l'Américain perdit la deuxième manche (6-2) et il dut se faire violence pour ne pas tomber de la même façon dans la troisième. « J'avais plus d'expérience que lui », dit-il pour expliquer sa victoire (8-6) dans le tie-break du troisième set. En fait, il a recouru, en la circonstance, à toutes les ficelles des vieux « pros » pour casser la cadence du jeune météore qui servait avec la vitesse de Tanner, frappait en fond de court à la

manière de Lendl et prenait le filet comme Noah.

Un tel mélange de qualités chez un garçon de cet âge était proprement extraordinaire. Et il les a confirmées en faisant à nouveau le break au début de la quatrième manche. Becker a donc mené 2-1 et le public du court numéro deux retentait son souffle lorsqu'il tribuait en se précipitant au filet pour conclure le quatrième jeu. « Quand j'ai vu qu'il restait à terre, je me suis précipité et il m'a semblé qu'il avait des balles de golf à la place de la cheville », dit Scanlon. Le jeune Allemand, qui quitta le court sur une chaise roulante, souffrait en fait d'une forte entorse qui a nécessité la pose d'un plâtre.

Cet accident devait permettre à Scanlon de retrouver comme l'an passé, en huitième de finale, McEnroe avec lequel il entretenait les plus mauvaises relations. Mais il était aussi inquiétant pour la suite de la carrière du jeune prodige qui avait été victime d'un incident analogue en décembre dernier, lors de la finale de l'Orange Bowl, à Miami, cet officier championnat du monde des jeunes. Il serait fort dommageable pour le tennis qu'un joueur aussi complet et aussi précoce soit victime d'une mauvaise préparation physique comme le sont trop souvent les filles. Car il ne faut pas de doute que ce Becker est d'ores et déjà sur un registre infiniment supérieur à celui, par exemple, de l'ancien champion du monde junior français, Guy Forget, qui, au début de ses récents progrès, a été éliminé par l'Equatarien Gomez.

ALAIN GIRAUDO.

● La Coupe Davis. - Jean-Paul Lott, capitaine de l'équipe de France, a annoncé dimanche 1^{er} juillet qu'il avait retenu Henri Leconte, Pascal Portes, Guy Forget et Thierry Tulasne pour rencontrer la Tchécoslovaquie en quatre de finale de la Coupe Davis du 13 au 15 juillet, à Brno-Kralov.

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Histoire de bonifications

Louvroil. - Le Français Marc Madiot du groupe Renault a remporté, dimanche 1^{er} juillet, la deuxième étape du Tour de France, Bobigny-Louvroil (Nord), avec une avance de deux secondes sur l'Australien Anderson et sept secondes sur la première partie du peloton.

Jusqu'à Pau, avant d'aborder le montagne, le 3 juillet, le Tour de France sera fortement influencé par les bonifications attribuées non seulement aux arrivées des étapes, mais encore à l'occasion des sprints intermédiaires. Ainsi, l'épreuve a changé deux fois de leader entre Bobigny et Louvroil, distants de 250 kilomètres. Sans terminer parmi les vingt premiers, Hanegeas s'est emparé du maillot jaune que Van Der Poel avait virtuellement porté en cours de route. Il succède à Ludo Peeters, qui s'était installé en tête du classement général, samedi, sans réussir sa longue échappée, à travers la banlieue parisienne.

De notre envoyé spécial

Les organisateurs ont adopté le régime des bonifications afin de stimuler l'action. L'idée n'est pas nouvelle. Henri Desgranges, fondateur du Tour, avait accordé autrefois « une prime » de 4 minutes aux vainqueurs d'étape dans le but insouvent de favoriser Charles Pellissier, qui en avait remporté huit en 1930, sans gagner l'épreuve pour autant.

Aujourd'hui, ce privilège serait inacceptable. Le barème des bonifications est modifié. 30, 20, 10 secondes aux arrivées et aux étapes volantes ; 12, 8 et 4 secondes

Il s'était habilement détaché à un kilomètre du but, après avoir protégé l'échappée de son équipier Pascal Jules, en fin de parcours. Le Néerlandais Jacques Hanegeas, ancien champion des Pays-Bas, a déposé Ludo Peeters du maillot jaune.

aux rushes. Cependant, ce système entretient la confusion et ne contribue pas à dégarer les vérités de la course. Bernard Hinault, qui avait réalisé le meilleur temps lors du prologue, occupe la 13^e place à 18 secondes tout en ayant gardé le contact en permanence. Ne prend-on pas ainsi de singulières libertés avec le sport de la bicyclette en modifiant arbitrairement les temps réels ? Certes, le Tour de France se jouera probablement sur des minutes et non sur des secondes. Mais s'il devait en être autrement...

JACQUES AUGERRE.

PROPOS D'UN SUIVEUR

Les tables de la loi

Louvroil (Nord). - Que faire pendant cinq heures occupées à cavaler devant un peloton trié sur le volet on ne connaît rien sinon les péripéties anodines signalées par « Radio-Tour » dont chaque voiture a la réception obligée. La lecture s'écroule et c'est assurément un excellent exercice que celui du règlement de l'épreuve publique, cette année, le Tour ordinaire se double d'une épreuve réservée aux femmes. On ne saurait fier pour les professionnels le cyclisme exactement le même loi que celle qui doit régir les championnes amateurs réparties en six équipes nationales. Pour les premiers, les étapes peuvent atteindre 250, voire plus de 300 kilomètres. Pour les secondes, elle ne dépasseront jamais 72 kilomètres. Les premières n'auront droit qu'à une journée de repos ; les secondes bénéficieront de quatre journées. Voilà qui est bel et bon ; cette différence de traitement ne saurait faire croire à un quelconque ostracisme.

De notre envoyé spécial

grus envers les organisateurs, les officiels ou le public. C'est encore, notion plus large, le fait d'une indiscipline, en course ou à l'étape, « de nature à porter atteinte à la bonne renommée du sport cycliste ». Cela vise, non seulement les concurrents, mais aussi leurs directeurs sportifs. S'y ajoute, mais seulement pour les hommes, l'interdiction de participer à des manifestations commerciales ou publicitaires autres que celles autorisées par les organisateurs et à des manifestations politiques, sous peine d'exclusion immédiate. C'est sans doute parce qu'on s'est refusé à prêter à des demoiselles qui paraissent encore talentueuses d'être là la capacité d'avoir d'aussi nos dessins, qu'on ne les a pas envisagées à leur encontre.

Du PDG au smicard

Si le plupart des infractions sont tout à fait identiques, les pénalités qui les sanctionnent sont différentes. Ainsi cette fameuse interdiction « de nature à porter atteinte à la bonne renommée du sport cycliste » coûte à un routier professionnel 375 F à la première infraction, 750 F en cas de récidive et 1 125 F, avec cette fois mise hors course, si le fait se reproduit une troisième fois. En revanche, pour les demoiselles du Tour féminin, ces mêmes écarts de tenue, de langage ou de geste ne coûteront jamais plus de 100 F d'amende.

accompagnée de pénalités qui n'excéderont malgré tout jamais plus que la bonification de trois minutes dans les temps de classement. L'histoire ne dit pas les raisons de cette indulgence. Les organisateurs ont-ils estimé que la condition féminine pouvait inquiéter par sa nouveauté que l'homme, lui, serait plus apte à dominer ?

En fait, on comprend que les amerces promises aux femmes soient moins lourdes que celles suspendues sur les hommes. Les règlements, toujours eux, en font la vraie raison. Le gagnant d'une étape du Tour féminin empoche 600 F, alors que le même vainqueur masculin en recevra 10 000. Quant au classement général final, celui des hommes, Hinault, Lemoine ou autre Stephen Roche, qui en sortira vainqueur, il se verra attribuer un succès d'un valeur de 120 000 F accompagné d'un chèque de 140 000 F. En regard des 5 000 F promis pour la même performance à la demoiselle qui y parviendra, c'est assurément un rapport de PDG à smicard.

Finalement, il est assez juste quand il s'agit de sanctionner ces écarts que ce soit à la proportionnelle. Resté avec ce Tour féminin une question bien délicate. On avait jusqu'à présent des courses. Pour y ajouter aujourd'hui des courses ? Les règlements, eux, ont tourné la difficulté, ils ne connaissent que les concurrents et les concurrentes.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

RÉSULTATS

Cyclisme

TOUR DE FRANCE

Première étape

BONDIY-SAINTE-DENIS

1. Franck Hoste (Bel.), les 148,5 kilomètres, en 3 h 27 mn 18 s, avec bonification, 3 h 26 mn 48 s ; 2. Jean-François Rault (Fr.), 3 h 27 mn 18 s ; 3. Greg Lamon (Bel.), 3 h 27 mn 18 s ; 4. Phil Anderson (Aus.), 3 h 27 mn 18 s ; 5. Sean Kelly (Ir.), 3 h 27 mn 18 s.

Deuxième étape

BOBIGNY-LOUVROIL

1. Marc Madiot (Fr.), les 249,5 kilomètres, en 7 h 0 mn 31 s, avec bonification, 7 h 0 mn 01 s ; 2. Kim Andersen (Dan.), 7 h 0 mn 53 s, avec bonification, 7 h 0 mn 13 s ; 3. Stephen Roche (Ir.), 7 h 0 mn 34 s, avec bonification, 7 h 0 mn 24 s ; 4. Ray Rogers (Bel.), 7 h 0 mn 34 s.

Classement général. - 1. Jacques Hanegeas (P-B), 10 h 34 mn 17 s ; 2. Adri Van Der Poel (P-B), 11 h 1 s ; 3. Kim Andersen (Dan.), 11 h 8 s ; 4. Marc Madiot (Fr.), 11 h 8 s ; 5. Jean-Luc Van-

denbroeck (Bel.), 11 h 9 s ; 6. Ludo Peeters (Bel.), 11 h 9 s ; 7. Allan Peiper (Aus.), 11 h 13 s ; 8. Frank Hanegeas (P-B), 11 h 13 s ; 9. Greg Lamon (Bel.), 11 h 14 s ; 10. Phil Anderson (Aus.), 11 h 15 s.

La Néerlandaise Havi Nieke a gagné les deux premières étapes Bobigny-Saint-Denis (64 kilomètres), samedi 30 juin, et Louvroil (61 kilomètres), dimanche 1^{er} juillet. Elle occupe la première place du classement provisoire du Tour de France féminin.

Motocyclisme

GRAND PRIX DE VITESSE DES PAYS-BAS

L'Américain Randy Mamola sur Honda a gagné samedi 30 juin à Assen le Grand Prix des Pays-Bas dans la catégorie des 500 centimètres cubes devant le Français Raymond Roche également sur Honda et l'Américain Eddy Lawson sur Yamaha. Le champion du monde en titre, Freddy Spencer, a abandonné à la suite d'une panne d'allumage. Lawson est toujours en tête du classement provisoire du Championnat du monde avec 99 points devant Spencer, 72 points.

Dans la catégorie des 250 centimètres cubes, le Vénézuélien Carlos Lavado sur Yamaha a terminé à la première place devant le Suisse Jacques Cornu sur Yamaha. Christian Sarron, qui a abandonné à la suite d'une fuite d'huile, occupe, avec 72 points, la première place du classement provisoire du Championnat du monde devant les Allemands de l'Ouest Manfred Herweh (53 points) et Anton Mang (54 points).

Dans la catégorie des 125 centimètres cubes, l'Espagnol Angel Nieto sur Garelli a remporté l'épreuve devant l'Italien Eugenio Lazzarini sur Garelli et le Suisse Hans Müller sur MZ. Nieto avec 75 points devance Lazzarini (48 points) au classement provisoire du Championnat du monde.

CHAMPIONNAT DE FRANCE A LA FOSSE OLYMPIQUE

Quatre fois champion du monde et médaille d'argent aux Jeux olympiques de Munich en 1974, Michel Carreza est devenu, le 1^{er} juillet à Antibes, champion de France de tir à la fosse olympique pour la première fois. Il a réuni 199 points sur 200, score jamais atteint lors d'un championnat de France.

FOOTBALL

Le transfert de Maradona

L'Argentin Diego Armando Maradona, présumé meilleur footballeur du monde, qui jouait la saison dernière au Football Club de Barcelone, portera désormais les couleurs du club italien de Naples. Le président catalan, M. Josep Lluís Nunez, le président napolitain, M. Antonio Juliano, et l'intéressé lui-même ont signé, samedi 30 juin, un contrat, conclu pour deux saisons, qui pourrait bien constituer le transfert du siècle.

La transaction financière s'élève à 13 milliards 900 millions de francs (environ 79 millions de dollars). Cinq milliards de francs ont été payés comptant ; 3 milliards 400 millions seront payés avant le 15 septembre 1985 et 3 milliards 700 millions avant le 15 septembre 1986. Au titre des intérêts, une somme de 544 millions sera également versée.

Maradona a reçu pour sa part un chèque de 1 milliard 785 millions, et son revenu annuel sera de 1 milliard 300 millions. Barcelone avait acquis le célèbre footballeur pour 9 millions de francs.



WIMBLEDON AU BOUT DU FIL : 369.22.22

EN DIRECT PERMANENT

GENY-SPORTS

LE SPORT AU BOUT DU FIL

La « set par set » des principaux matches.
24 h sur 24, les résultats immédiats du Tournoi.
Mais aussi, l'actualité sportive, les dernières informations, les résultats, « en direct » au bout du fil.

Appel en Régime Prépayé à partir de 100 francs par appel.



JAMBOREE MONDIAL
1937 et 1947
recherche
badges et insignes
Bernard B. MILLER, 695 West End Ave.
New York, N.Y., 10024 (U.S.A.)

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
+ d'autres marques
Matériel
GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier
15/10
+
4 goupilles d'acier
anti-dégondage
+
3 cornières
anti-pince
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte
OFFRE EXCEPTIONNELLE
3.500 F TTC
Pose et dépose, compte
PARIS-BOULEVARD
Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Issy-les-Moulineaux
☎ 854.53.08
854.41.95
CREDIT GRATUIT
3 MOIS

jeunes preni

Le jeune homme qui a gagné le Tour de France...
Le jeune homme qui a gagné le Tour de France...
Le jeune homme qui a gagné le Tour de France...

impress

Le jeune homme qui a gagné le Tour de France...
Le jeune homme qui a gagné le Tour de France...
Le jeune homme qui a gagné le Tour de France...

ENALUT A

Le jeune homme qui a gagné le Tour de France...
Le jeune homme qui a gagné le Tour de France...
Le jeune homme qui a gagné le Tour de France...

OPÉRATION « KAIKO »

Français et Japonais explorent ensemble un fossé du Pacifique

A quatre semaines des Jeux olympiques de Los Angeles, trente-neuf athlètes - vingt-sept hommes et douze femmes - ont réussi les performances minimales demandées par la Fédération française d'athlétisme pour participer à cette compétition. Jean Poczbart devrait rendre public, lundi 2 juillet, la liste des sélectionnés olympiques après avoir obtenu l'aval de la commission du sport de haut niveau.

renouvellent constamment en effet. Les nouveaux fonds océaniques se mettent en place dans la zone axiale des dorsales, cette chaîne de montagnes longue de quelque 60 000 kilomètres qui serpente sous tous les océans. A l'autre bout des « plaques » rigides, dont la mosaïque constitue la croûte de la Terre, les fonds océaniques disparaissent dans les fossés océaniques.

Le SM-97, qui est en cours de finition, pourra plonger à la profondeur de 6 000 mètres (1), ce qui lui donnera accès à la plus grande partie des fossés bordant le Japon. Une trentaine de plongées devraient avoir lieu en 1985.

YVONNE FIEBEYROL

(1) Ce nouveau sous-marin a été appelé SM-97, car 97 % des fonds océaniques sont situés sous des profondeurs d'eau inférieures à 6 000 mètres.

**180 000 IVG EN FRANCE
CHAQUE ANNÉE**

En réponse à une question émise de M. Pierre Bas (RPR, Paris), M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a fourni à l'Assemblée nationale des données statistiques relatives au nombre d'interruptions volontaires de grossesse pratiquées en France. Le ministre précise qu'il s'agit là d'estimations, car l'exploitation statistique des dernières données n'apparaît qu'avec un certain décalage.

Les chiffres recueillis depuis 1979 font apparaître les données suivantes :

- 1979. - Total : 156 810 (secteur public : 100 584 ; secteur privé : 56 208) ;
- 1980. - Total : 171 218

(secteur public : 107 284 ; secteur privé : 63 912) ;
- 1981. - Total : 180 237 (secteur public : 115 053 ; secteur privé : 65 184) ;
- 1982. - Total : 180 507 (secteur public : 118 701 ; secteur privé : 61 806) ;

— Premier semestre 1983.
— Total : 93 489 (secteur public : 61 437 ; secteur privé : 32 052).

Les chiffres fournis à partir de 1983 sont considérés comme non définitifs.

La deuxième phase de « Kaiko » aura lieu en juin et juillet 1985. Elle sera essentiellement consacrée à des plongées du tout nouveau sous-marin français de recherche, le SM-97 dans les zones reconnues cette année. Ce sera la première fois que des spécialistes des sciences de la Terre étudieront *in situ* un des grands fossés océaniques qui dessinent des festons tout autour du Pacifique.

Trois fosses:

La direction de l'opération « Kalko » est assurée conjointement, pour la France par l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer, pour le Japon par l'Institut de recherche océanographique de l'université de Tokyo. « Kalko » est financée à parts égales (11 millions de francs pour chaque pays) par la France et par le Japon. En outre, les apports « en nature » français (*Jean-Charcot* en 1984, *Nadir* et *SD-97* en 1985) seront compensés par des paiements « en espèces » japonais.

Depuis une vingtaine d'années, il est apparu que les fonds océaniques, contrairement aux continents, qui sont passifs, jouent un rôle actif dans la dynamique de la Terre. Ils se

un battant : Thierry Vigneron, qui a échoué de peu à 5,85 mètres, n'a pas causé de déception, et Serge Ferreira a pris le meilleur sur Patrick Abada. « Les choses sont claires », a conclu le directeur technique national, sans pour autant révéler son choix. Bref, les trois premiers perchistes seront, avec Joseph Mahmoud et Patrick Debacker, respectivement premier et deuxième du 3 000 mètres steeple, les meilleures chances françaises de médailles, à Los Angeles.

Reste que ces championnats ont laissé une impression d'inachevé dans les épreuves de demi-fond, justifiant les propos de Jean-Pierre Perrin, entraîneur des perchistes : « On ne sent pas ici cette force qui permet de propulser une équipe vers les sommets ».

Des ratés incompréhensibles ont en effet été constatés sur 800 mètres, où les concurrents ont semblé curieusement se désintéresser de la performance. La même constatation peut être faite pour le 1 500 mètres, voire pour le 5 000 mètres.

Jean Pocobut a mis ces contreperformances sur le compte du vent qui a soufflé pendant trois jours sur le stade. Est-ce à dire que la règle du *minimum olympique* sera transgressée dans certains cas. Le directeur technique national l'a clairement

affirmé. La commission du sport de haut niveau ne le suivra peut-être pas sur ce terrain-là.

De notre envoyé spécial

espoirs ont apporté une nouvelle preuve de leur talent et de leur détermination. Trois d'entre eux se sont particulièrement distingués. Le Martiniquais Bruno Marie-Rose, splendide athlète - 1,93 mètre et 83 kilos - âgé de dix-huit ans, a dominé le 100 mètres dans le temps de 10 sec 29, 271 s'il avait déjà réalisé en demi-finale; Stéphane Caristan a confirmé son titre de l'an dernier en survolant le 110 mètres haies. Walter Ciofani - 1,85 mètre et 105 kilos - règne, pour sa part, à vingt-deux ans, sans partage, sur la spécialité

du marteau. Jean Poczbout, directeur technique national, peut être rassuré. Les trois jeunes gens n'iront pas seulement aux Jeux pour affronter le chronomètre, mais aussi pour se colleter avec d'autres athlètes.

Cet exercice n'est pas purement de style. Il a été largement pratiqué depuis plusieurs saisons par les per-

chistes : Thierry Vigneron, Pierre Quinon, Patrick Abada et Serge Ferrelra. Le premier et le deuxième étaient, avant les championnats de France, quasiment assurés de leur qualification. Restait à attribuer la troisième place soit à Patrick Abada, dont les performances ont toujours été régulières, soit à Serge Ferrelra qui a, ces dernières semaines, retrouvé tous ses moyens.

Le concours du championnat de France a livré son verdict. Pierre

Pour Los Angeles la Fédération française a fixé le seuil minimum de qualification à un niveau plus élevé que ceux exigés par la Fédération internationale. Dans ces conditions, une trentaine d'athlètes seulement étaient peu ou prou assurés de recevoir leur billet pour les Jeux. Ils avaient déjà réussi le minimum olympique ou étaient susceptibles de l'atteindre. Dernière manifestation que les candidats pouvaient mettre à profit pour parvenir à leur objectif, les championnats de France ont été l'occasion pour une quarantaine d'athlètes de résumer la performance

Pour autant, l'athlétisme français n'a pas rejoint le gratin de l'athlétisme européen et moins encore celui de l'athlétisme américain. Il n'en pourrait pas moins lentement son redressement. Déjà l'an dernier, à Bordeaux, les jeunes avaient laissé apparaître de réelles possibilités. A Villeneuve-d'Ascq, des juniors et des

**PAROLE
FACILE**
COURS
D'EXPRESSION ORALE
HUBERT LE FÉAL
*
documentation
sans engagement
☎ 357 25 00

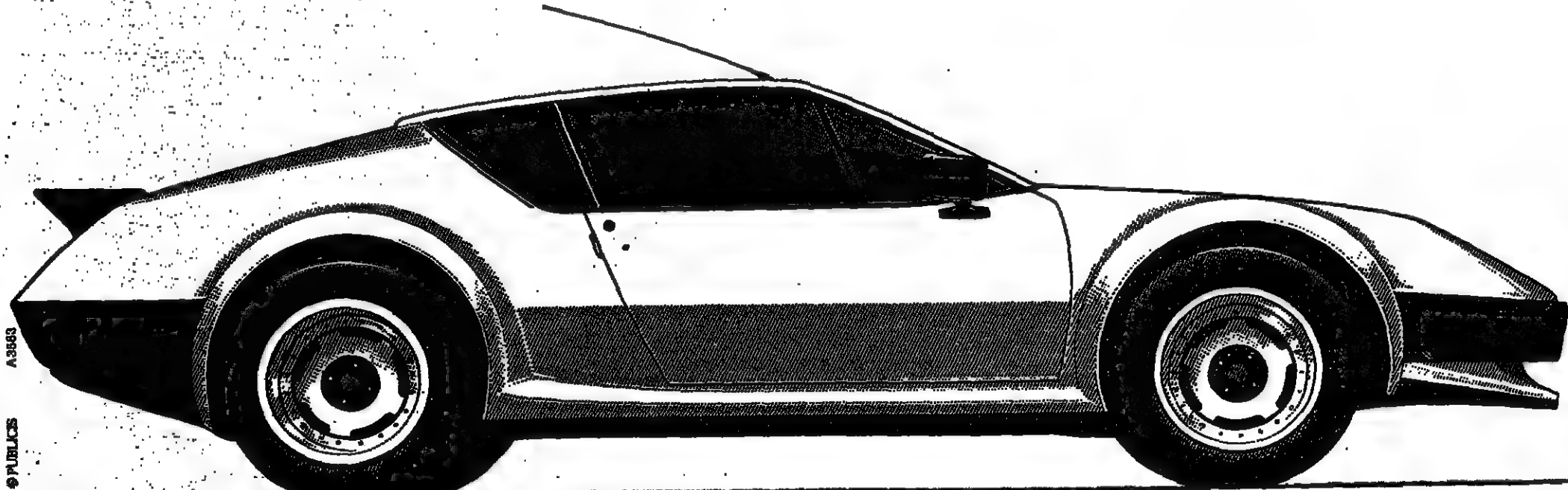
**PAROLE
FACILE**
COURS
EXPRESSION ORALE
HUBERT LE FEAL

documentation
sans engagement.
☎ 387 25 00

30, Rue des Dames Paris 17

GILLES MARTINEAU.

RENAULT ALPINE A 310 V6



PURE ET SIMPLE

RENAULT ALPINE A 310 V6 + 225 KM/H SUR CIRCUIT CONSOMMATIONS NORMES UTAC : 7.4 L A 90 KM/H, 8.7 L A 120 KM/H, 16.6 L EN CYCLE URBAIN
151 000 F. PRIX CLÉS EN MAIN AU 1.07.84. MILLÈSIME 85. MODÈLE PRÉSENTÉ : PACK GRAND TOURISME EN OPTION : 22.500 F.

RENALUIT preconalce **git**

[illegible]

5

**BOREE MONDIAL
1937 et 1947**

Certificat de
étages et enseignes
des M.U.P. des A.M. et
M.U.P. N.Y. 1937-1947

Salte au Vol

Prix à 5 points:

MCARD
Membre titulaire

Membres
MENTE S'ANS

+
Boutique acier
15/10°

+
Boutique d'acier
de décapage

+
Boutiques
d'acier-plaque

Boutiques sur le
côté du M.U.P.

500 F TTC

S.S.P.
Société de
Sécurité et de
Protection

804.54.06
804.51.55

Le Monde

MUSIQUE

FESTIVAL DE VILLE-D'AVRAY

Pages oubliées de Vincent d'Indy

A propos de Vincent d'Indy, Edgar Varèse a dit un jour : « Lorsque l'on a marché devant il faut s'essuyer les pieds ». Cette opinion, dans sa trivialité même, marque assez le discrédit dans lequel tomba l'auteur de la *Symphonie sur un thème montagnard* après sa mort, en 1931, et déjà avant puisque il représentait depuis longtemps, bien que ses positions ne soient pas si tranchées, le courant conservateur qu'on opposait aux audaces de Debussy, du groupe des Six ou de Stravinski. Si l'on ajoute que d'Indy a suivi la pensée wagnérienne jusqu'à pousser tout ce qui pouvait ressortir d'une esthétique prétendument judaïque (désignant par là ce que nous appelons l'art de la consommation, le « commercial »), on comprendra que la seule évocation de son nom provoque encore des réactions d'hostilité dont certaines sont fondées.

Certes, la musique de Vincent d'Indy n'est pas originale au même degré que celle de ses maîtres Franck et Wagner, de ses amis Chabrier, Chausson, Fauré, de ses contemporains Dukas et Debussy, ni même de certains de ses élèves comme Magnard ou Roussel. Cependant, quel qu'en soit le cas, elle est exempte de toute formule wagnérienne et c'est là son mérite. Quant à son style, il est simple, direct, sans fioritures, sans affectation, sans recherche de l'effet. Il est, en somme, une musique de chambre, une musique de salon, une musique de famille. Elle est, en somme, une musique de son époque.

Insurgé en 1879 par un hommage à Claude Debussy, le Festival de Ville-d'Avray se propose d'honorer chaque année un compositeur français : Chausson en 1981, Koeberlin en 1982, Honegger en 1983, l'an prochain ce sera Debussy, puis Florent Schmitt, Milliod, Chabrier... Méconnu et mal aimé, Vincent d'Indy avait donc sa place à un double titre dans ce festival et puisque la musique nous a permis, ces dernières années, de découvrir le symbolisme (1), on était d'autant plus curieux d'entendre ses œuvres de musique de chambre.

Malheureusement la curiosité n'est pas contagieuse et si l'Atelier-musique, dirigé par Jean-Louis Fautoux, n'avait pas à la Ville-d'Avray un public fidèle, ces initiatives originales resteraient de l'insouciance. Toutefois, à défaut d'attirer un large public, il n'est pas inutile que des

interprètes se penchent sur des pages inconnues car s'ils s'y attachent il peuvent beaucoup plus pour la redécouverte d'une œuvre que dix muséographes réunis.

Le dernier des neuf concerts, donné le 21 juin au château de Ville-d'Avray en collaboration avec le Festival d'Ile-de-France, réunissait les membres du Quatuor Parrenin et la pianiste Monique Mercier, dans un programme où figuraient les deuxièmes *Quatuors*, la *Sonate pour violon et piano* et le *Quintette opus 81*. Situé historiquement entre les quatuors de Debussy et de Ravel, celui de Vincent d'Indy, modèle de logique et de cohérence à partir d'une cellule de quatre notes, est d'une écriture essentiellement contrapuntique et prend le dernier Beethoven pour modèle. Cela ne va pas sans des longueurs certaines entre de beaux moments et le souci de faire toujours mieux étouffe souvent les idées avant qu'elles s'épanouissent. Il s'agit en tout cas d'une œuvre difficile dont les interprètes n'ont pu donner qu'une idée assez sommaire.

Monique Mercier et Jacques Parrenin avaient, de toute évidence, mieux mûri la *Sonate* qui culmine dans un final très réussi après des détours, là encore, un peu laborieux. Quant au *Quintette*, composé vingt ans plus tard, en 1924, sous plus grande simplicité d'écriture en rend l'accès moins déconcertant, mais c'est un déclin partiel de la valeur des idées. La question de savoir si ces pages oubliées ont un avenir ne sera pas réglée par cette simple audition. Il n'en demeure pas moins qu'elles appartiennent à l'histoire de la musique, qu'elles représentent la tendance extrême de l'art pour l'art, toujours relative même à son temps, et qu'elles méritent d'être jouées devant des productions plus accessibles.

GERARD CONDÉ

(1) Pathe-Maxa a publié notamment : *Wallenstein* (C.069.14043) ; *Jour d'été à la montagne*, *Tableaux du voyage*, la *Forté amoureuse* (C.069.16301) par l'Orchestre philharmonique des Pays de Loire, dirigé par Pierre Dervaux, puis la *Symphonie n° 2* par l'Orchestre de la Capitale de Toulouse dirigé par Michel Plasson (C.069.73100).

MUSIQUE DE FILM. - Le prix 1984 de musique de film enregistré, attribué par la Société des auteurs, compositeurs, et éditeurs de musique (SACEM) et le Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP), est allé à Maurice Jarre et à Gabriel Yared.

SERGUIE exposera une rétrospective des dessins publiés dans les éditions d'été de la revue *Le Monde*, à partir du 9 juillet, dans le cadre du Festival d'Orange (Mairie Grandjeu, 12, rue Petite-Fusterie, Orange).

ANNULATIONS A L'OPERA. - La première représentation de *Tannhäuser* de Wagner, le 5 juillet au Palais Garnier est annulée. Sont annulées également les représentations de la *Soirée Stokowski* (chœur) les 4, 6 et 9 juillet Salle Favart. Les recettes brutes du ballet et de l'orchestre de l'Opéra de Paris ont été affectées des pertes subies par les spectacles. La première de *Wagner* devrait normalement avoir lieu le 7 juillet et celle de la *Soirée Stokowski* le 11 juillet. Les billets peuvent être remboursés aux guichets ou par correspondance.

(Publié)

SACEM

Société des Auteurs Compositeurs et Éditeurs de Musique

Les assemblées générales annuelles et extraordinaires de la SACEM se sont réunies le 18 juin 1984, sous la présidence de M. Gérard Calvi, président du Conseil d'administration pour l'exercice 1983-1984. Le rapport sur l'activité de la société, présenté par le directeur général-gérant, M. Jean-Loup Tournier, a été approuvé à l'unanimité.

Les résultats 1983 sont en progression modeste : 9,10 % par rapport à l'exercice précédent. 1.441 milliard de francs ont été perçus au titre des droits d'exécution publique (+ 11,42 %) et de reproduction mécanique (+ 5,17 %). A noter la bonne tenue du répertoire français à l'étranger (180 millions de francs) pour la deuxième année consécutive, la somme des échanges entre la SACEM et les sociétés d'auteurs étrangères est positif.

1983 a été une année charnière entre le développement actuel et à venir des nouveaux modes de communication des œuvres (traces locales privées, copie privée par magnétophone et vidéo, cédé, etc.) et l'affaiblissement des médias traditionnels : crise du disque ; stagnation du cinéma, de la musique vivante, des concerts et des bals ; stabilité des recettes discographiques, malgré de nombreux procès gagnés par la SACEM.

L'Assemblée a pris acte avec satisfaction de l'avis du 13 mars 1983 de la Commission de la concurrence qui estime que la SACEM n'entrave pas le fonctionnement normal du marché en fixant ses taxes et assés de redevance de droit d'auteur et en proposant des contrats forfaitaires pour l'ensemble des œuvres françaises et étrangères ; la Commission a donc écarté tout grief à l'encontre de la société.

L'Assemblée a également voté l'adhésion au Conseil d'administration de la SACEM, dès 1985, d'un auteur réalisateur, aux côtés des six auteurs, six compositeurs et six éditeurs qui le constituent.

Enfin, plus de huit cents votants ont renouvelé le tiers des administrateurs.

Le Conseil d'administration de la SACEM pour 1984-1985 se compose ainsi :

Président : Pierre Delanoë (auteur)	Administrateurs :
Vice-Présidents :	Henri Betti (a)
Jack Clavel (compositeur)	Yves Baquet (a)
Robert Tillet (a)	René Boyer (a)
Claude Pascal (auteur)	Mme Raoul Bréton (a)
Secrétaire-général :	Jacques Damamy (a)
Michel Rivgache (a)	Jean Drégo (a)
Secrétaire-adjoint :	Marc Heyral (a)
Roger Desrois (a)	Georges Jouvin (a)
Treasury :	Jo Moutet (a)
René Donorch (a)	Philippe Sallier (a)
Treasury adjoint :	
Francis Benoit (a)	

culture

CINÉMA

Bob Dylan retrouvé

(suite de la première page.)

Des moments particulièrement privilégiés furent montrés à chaque fois d'un cran l'intensité du concert : Just like a Woman, Hard Rain et le blues que Dylan joue vers la fin du spectacle en compagnie de Van Morrison, Carlos Santana et Mick Taylor. Mais tous les autres titres seraient à mentionner, de Highway 61 aux chansons du dernier album, *Infinite*. Et aussi la brève rencontre de Bob Dylan avec Hughes Aufray - qui connaît l'auteur de *Like a Rolling Stone* à New-York au début des années 60 et qui reprit en France ensuite des chansons comme *Mr. Tambourine Man* - sur *The Times they are a-changing'*.

A 17 heures, tout faillit commencer sous la pluie. La crainte ne dura que quelques minutes et le concert s'ouvrit, avec la prestation de Van Morrison, pleine de swing et d'émotion, le blues chanté avec une pureté infinie. Van Morrison dispose à présent d'un groupe qui sonne parfois avec les couleurs des studios Stax de Memphis.

A 18 h 30, et pendant près de deux heures, la féroce énergie du groupe de Carlos Santana fit l'effet d'un électrochoc. Pour Santana, on le sait, le rythme, c'est l'épée de la musique. Plus il y en a, plus la mélodie est soignée et plus la joie est rehaussée. Mais Santana n'est pas qu'une machine à swing latino-américain qui garde sa spontanéité. Il y a les fulgurances de son chef, le guitariste Carlos Santana, le beau travail dans la pureté et la douceur de tout, dans la façon de poser un chant, dans la manière de « tenir » la note. Un bonheur constant.

CLAUDE FLEOUTER.

LES CONCOURS DU CONSERVATOIRE

TROMBONE. - Premier prix : David Lassalle, Stéphan Legas, Jean-Yves Monier. Deuxième prix : Jacques Manger, Gilles Lécuyer.

TROMBONE-BASSE. - Premier prix : Eric Gault, Philippe Bourin. Deuxième prix : Jacky Rivet.

TUBA. - Premier prix : Patrick Berger.

SAXOPHONE. - Premier prix : Jean-Marc Larche, Jacques Baguet, Gérard Candé, Sidé Bel Abbes, Toulou, Catherine Leteff. Deuxième prix : Nicolas Carles, Isabelle Leguina, Benoit Marin, Gilles Delage, Véronique Vaillant.

CHANT (hommes). - Premier prix : Jean-Marie Niroset. Deuxième prix : Hubert François.

CHANT (femmes). - Premier prix : Laurence Monteyrol. Deuxième prix : Florence Katz, Annie Kodri-Ali, Pascale Boudry.

ALTO. - Premier prix : Christophe Gueppe, Nicolas Bone, Sabine Toulou, Catherine Leteff. Deuxième prix : Nicolas Carles, Isabelle Leguina, Benoit Marin, Gilles Delage, Véronique Vaillant.

CLAVESIN. - Premier prix : Pierre Kator, Jean-François Raymond. Deuxième prix : Didier Bernarde.

BASSON. - Premier prix : Jean-Jacques Decaux, Frédéric Bouteille. Deuxième prix : Jean-Paul Blandin.

PERCUSSION. - Deuxième prix : Christian Richet, Jean-Marc Lecoq.

VIOLON. - Premier prix : Guy Commaud, Florence Binder, Marie-Cécile, Nicolas Bone, Sabine Toulou, Catherine Leteff. Deuxième prix : Nathalie Mule, François Polanski, David Volte, Luc Aguer, Luc Renaud Evans, François Hamelle, Jean-Marc Phillips, Jacques Saint-Yves, Sophie Stophanis, Diane Durfour-Malest, Chou-He Gao, Nicolas Sissiz.

aix

FESTIVAL D'AX

13 Juil / 1^{er} Août

Il Barbiere di Siviglia

Rossini

La Finta Giardiniera

Mozart

17 Concerts / Recitals

Location : (42) 23.37.81

Billet d'abonnement sur demande

« LA Déesse » de Satyajit Ray

Démons du culte

On a tendance désormais à recevoir tous les films de Satyajit Ray en fonction du Salon de musique, dont le succès, pour simplifier, était dû à une esthétique de la décadence qui nous était familière. D'où une légère déception chaque fois qu'il nous arrive une œuvre récente, ou inédite : le rythme est le même, lent, musical, mais nous sommes surpris de le voir appliqué à une analyse psychologique classique.

Dans *La Déesse* (1980), comme dans *Gare Baire*, présenté au dernier Festival de Cannes - deux films adaptés du même scénario, interprétés par le même acteur - Satyajit Ray s'attache au destin d'un héros, forgé à la fois par le pouvoir masculin et une rivalité féminine. La structure est familière (personnages, décors), avec de rares échappées vers l'extérieur, où l'on se prend à rêver de ce que Ray aurait fait de Gandhi si Richard Attenborough ne s'était pas emparé du sujet.

Cela est passé au siècle dernier, et repose sur la suite de la déesse-mère. Un couple, uni, heureux, se sépare momentanément : lui, un homme « éclairé », part apprendre l'anglais, et elle, jeune et très jeune, se trouve livrée au chef de famille. Celui-ci a un autre fils, plus faible, lui-même marié et père d'un petit garçon qui aime surtout sa tante.

Une formidable scène montre le vieillard en pleine volée, avec sa belle fille à ses pieds. Lorsqu'elle lui apparaît en rêve, sous les traits de la déesse-mère, il lui est revenu, au réveil, une incarnation divine. Les pieds nus de la victime se rétractent sous l'assaut des désirs protestataires, mais c'en est fait de l'insouciance : elle ne s'échappera plus. La voix de la raison (celle du mari) se révèle impuissante contre l'attraction des croyances inviolées.

Isolant les visages, les regards, Satyajit Ray capte à merveille la dévotion, fait tauter sur une conversation, par le simple limpidité de situations fortes, il rend sensible la construction d'un enfermement, au sein d'une communauté serene devenue folle, criminelle.

CLAIRE DEVARIEUX.

★ Voir les expositions.

« UTU », de Geoff Murphy

Le jeu de la vengeance

« Utu » est le mot pour dire vendetta, chez les Maoris. Le film du Néo-Zélandais Geoff Murphy, raconte les épisodes d'une poursuite qui vire au jeu sanglant, atrocement absurde. Au temps des conquêtes coloniales, vers 1870, un détachement de soldats anglais brûle un village indigène, massacre les habitants. Le chef, qui appartenait à l'armée britannique, fait tauter sur son visage les signes de guerre et s'enferme dans sa vengeance. Chemin faisant, il détruit une maison et tue une femme dont le mari, à son tour, s'enferme dans la folie des armes.

Deux hommes deviennent deux fauves sans autre but que de tuer, par le simple et inexorable entraînement du meurtre. Le pouvoir ne les intéresse pas, le motif premier de leur colère n'est plus en ligne de compte. Ils tuent. Les autres, avec leurs banals besoins de survie et d'aimer sont largués. Personnage nets, confits bien centrés entre les blancs nés là-bas et ceux venus du Royaume, entre les différentes tribus qui se servent des Anglais pour régler des rivalités ancestrales, autant que les Anglais se servent d'eux.

Il y a là tous les éléments d'un récit didactique avec une morale en bout, mais c'est heureusement un film d'actions, austère, malgré les maisons qui brûlent, les cadavres projetés en l'air, les Maoris qui plongent d'une très haute cascade et leurs danses insolites dans des uniformes européens. Un film très anglais, sans avoir de folie pour passionner vraiment. Mais, évidemment, Geoff Murphy n'a pas eu les moyens de Michael Cimino, quand celui-ci a tourné *La Porte du Paradis*.

COLETTE GODARD.

★ Voir les films nouveaux.

FILMS COURTS. - Gérard Pré-Coutier (Le Golem de Jaccot), Jean-Pierre Pymartin (L'Ami), Francis Depuyon (Le Drapeau), ont été les principaux lauréats de deuxième Festival des festivals du film court de Villeneuve-la-Guyonne.

« LE QUATUOR BASILEUS », de Fabio Carpi

Le jeune homme et les trois voyageurs

Il était quatre, Oscar, Alvaro, Guglielmo, Diego, qui, depuis une trentaine d'années, formaient un glorieux quatuor de musique de chambre. Et puis, brutalement, Oscar fut emporté par une crise cardiaque. Et les autres chancelèrent devant leur cinquantenaire stérile. Ils n'avaient vécu que par et pour la musique. Sans Oscar, ils n'étaient plus que des inadaptés. Jusqu'au jour où Edouardo Morelli, dit Edo, un jeune violoniste très doué, et qui voulait réussir, vint leur proposer son talent. Le Quatuor Basileus était reconstitué. Mais pas la « famille ». Car Edo, lui, aimait la vie autant qu'il aimait la musique. Il séduisait les filles, il était joueur, il fumait de l'herbe et rien ne pouvait entamer sa redoublée jeunesse.

Ecrit et filmé comme un roman, où le poids des mots devient celui du temps, où des situations s'ouvrent, suggérées, éclatant en déclarations, en conflits intérieurs dévorants, le film de Fabio Carpi est l'histoire douloureuse de trois « voyageurs » s'apercevant, beaucoup trop tard, qu'ils se sont trompés de train. Ils sont allés de ville en ville, de palais en palais, de salle de concert en salle de concert, sans rien connaître, ou si peu, du monde réel. Au contact d'Edo, ils sont brisés du regret lancinant de ce qu'ils n'ont pas su vivre. Ils ont cultivé des chimères, derrière les paravents de la gloire, dans la grille du jeu musical et des applaudissements.

Ce film aux couleurs d'automne et d'hiver, passe des dorures de la célébrité au crépuscule d'un âge mûr, dont la beauté rayonnante, la vitalité insolente d'Edo (Pierre Melet est admirable dans les comportements du personnage), accentuent les tides, les vains discours, l'échec. L'accompagnement musical, sublimement choisi, rythme les tempêtes sèches ou violentes agitant ces artistes, homme desséchés, les suffocations de poissone tirés de leur aquarium.

François Simon, disparu le premier, annonce la débâcle. Guglielmo (Michel Vitold, obsédé, tragique) ne supporte pas la révélation de son homosexualité, et perd le raison. Diego (Omero Antonutti) préfère le suicide à la déchéance physique. Alvaro (Hector Alterio), fatigué, abandonne la lutte. Peut-on en vouloir à Edo d'avoir causé tant de ruines ? Non, car il existe, lui, hors des illusions, des rêves.

La temps perdu ne se rattrape pas. On ne redevient pas d'homme par les autres. Le Quatuor Basileus est un film lucide et insolite sur un sujet rarement traité au cinéma (en tout cas, pas de cette façon-là), le mal de la vieillesse.

J. S.

★ Voir les films nouveaux.

ENTRETIEN AVEC LE RÉALISATEUR

« Je veux qu'un film soit une œuvre »

La présentation du Quatuor Basileus, au Festival du cinéma italien de Nice en septembre 1982 (il y eut le Prix du public) puis sa diffusion en deux parties sur Antenne 2 pour les fêtes de fin d'année ont été suivies d'un entretien avec Fabio Carpi, cinéaste italien né en 1925 et resté inconnu, sauf par le livre d'Aldo Trionfo, *Le cinéma italien parlé*, publié aux éditions Edilg, et par quelques articles de revues. Il est vrai qu'avant le Quatuor Basileus Carpi n'avait tourné que deux films, *Corpo d'amore* (1977) et *L'été della pace* (1974), non distribués en France. Il ne se complait pas dans un apaisement volontaire mais se consacre au cinéma et les circonstances économiques n'ont pas joué en sa faveur.

« J'ai dit Fabio Carpi, dit critique de cinéma dans la *Libération* à l'Unità, de Milan, ma ville natale. J'y suis resté deux ans, puis j'ai commencé à écrire des romans et des scénarios. J'ai beaucoup aimé les films néo-réalistes de Rossellini, de De Sica, Visconti, mais, par la suite, je n'ai pu m'identifier au cinéma italien. Je n'ai pas voulu de contact avec lui. Pour moi, à part Antonioni, qui j'ai défendu, et quelques œuvres de Bellocchio, Bertolucci, à leurs débuts, ce cinéma a sombré. Aujourd'hui, il est presque mort et je n'ai jamais eu tant tourné... grâce à la télévision.

« Alberto Moravia m'avait choisi pour la réalisation de l'adaptation de son roman, *Les Ambitions déçues* (1), et Antenne 2 a entièrement financé les *Città di Jerusalem* (2), un sujet de moi-même. Luigi Malerba a apporté son concours et que j'ai tourné, avec des acteurs français, en Italie. J'ai souvent cherché des interprètes en France, parce qu'ils correspondent mieux à mes personnages que les acteurs italiens qu'on emploie toujours.

« Mon premier film était une petite production privée, le deuxième une production du cinéma d'Etat (quelque chose comme le système de votre avance sur recettes). Je ne suis, certes, jamais à la crise, mais je ne veux pas

MERCREDI

MCS M. présente

Après « Le Pont de la Rivière Kwé », « Lawrence d'Arabie », « Docteur Jivago ».

L'œuvre maîtresse de DAVID LEAN

LA FILLE DE RYAN

Une rhapsodie irlandaise romantique et spectaculaire

21^e FESTIVAL DU MARAIS

13 JUIN - 13 JUILLET 1984

15 JUIN - 21H15 - ÉLISE ST-MERIN

MUSICA ANTONIA DE COLOGNE

BACH : L'Offrande Musicale

18 JUIN - 21H15 - ÉLISE BILLETES

C. WELLS contre-ténor

P. BOUYER piano-forte

HAYDN : Cantates et Lieder

19 JUIN - 21H15 - ÉLISE ST-MERIN

ELLY AMELING soprano

SCHUBERT - BRAHMS STRAUSS

Programme non exhaustif

Reuss : 887.74.31/278.81.95

théâtre

cinéma

LA FILLE DE RYAN

Une rhapsodie irlandaise romantique et spectaculaire

VERSION INTÉGRALE

COMMUNICATION

LES DIFFICULTÉS DE LA PRESSE PARISIENNE

Le pari du « Matin »

Le *Matin de Paris* vient d'annoncer qu'il « procède à une augmentation de capital de 540 500 F ». Ce quotidien, lancé en 1977 par M. Claude Perdriel, espère ainsi « faire face à ses problèmes de financement », alors que ses ventes baissent depuis 1982.

Le *Matin de Paris* est un malin. Il a beau revendiquer son appartenance à la gauche, estime qu'il est « plus utile que jamais », depuis le vote du 17 juin, le pouvoir le boude. C'est une histoire d'amour déçue entre lui et la gauche.

Un amour déjà ancien puisque M. Gaston Defferre lui avait dit son fait, en 1978, sur fond de querelle entre rattachés et « loyalistes ». « Le *Matin* est devenu le journal des regrets de couleur, essayant de dresser les socialistes les uns contre les autres. » Un amour déjà dur, puisque M. André Henry, ancien secrétaire de la Fédération de l'éducation nationale et ancien ministre du temps libre, ancien sous-secrétaire du *Matin*, peut confier entre deux propos qu'il s'agit d'un journal qu'il « évite de lire ». Une position mal engagée, il est vrai, puisque MM. Mitterrand et Perdriel sont en froid depuis 1974, alors que le second s'occupait de la campagne présidentielle du premier.

Il n'empêche ! Lancé courageusement en 1977, sans le parapluie d'un pouvoir socialiste, le *Matin* avait su faire une remarquable percée. De 104 743 exemplaires quotidiens au départ, ce journal était passé à une diffusion de 178 847 numéros en 1981. Mais l'arrivée de la gauche au pouvoir a, en partie, dégrégé cette belle mécanique. La courbe des ventes s'est fléchie à 175 708 exemplaires en 1982 pour continuer à se tasser en 1983 (172 159 numéros par jour en moyenne, dont 25 000 gratuits). Cette baisse de la diffusion est particulièrement sensible à Paris, où les ventes ont chuté de 25 384 exemplaires en 1983 à 18 354 du 1^{er} janvier au 9 juin de cette année.

1983 : 22 millions de déficit

Pour Vincent Lahu, directeur de la rédaction, « le *Matin* paie très cher sa bataille pour l'alternance ». « Trop de gens l'assistent à la feuille d'avis du PS », explique-t-il. Le quotidien de la rue Herold continue cependant de soutenir la gauche tout en vivant de choix comme un « plectre original ». M. Perdriel écrit : « Il y a à peine un an : « Nous sommes de gauche, mais n'hésitez pas à critiquer durement. Les deux éléments doivent pouvoir être sensibles, de façon à ménager un peu plus notre fonds de lecteurs majoritairement de gauche. »

Entre le soutien pur et dur et le soutien critique, le cœur du *Matin* a balancé. Et ses rapports tourmentés avec la gauche socialiste ont largement alimenté son malheur, ce qu'un homme du pouvoir appelle son « flottement ». Les politiques rédactionnelles, pour ne prendre que les trois dernières années, se sont succédées comme avant de coups d'accordéon. La petite histoire retiendra peut-être le passage de Jean-François Kahn à la tête de la rédaction — du 1^{er} février au 2 mai 1983 — et sa « déviation centriste » sans lendemain.

Pour l'instant, M. Perdriel se satisfait de la rigueur de M. Delors. Il a délégué l'animation de la rédaction à Vincent Lahu, trente-cinq ans. A lui de « sortir » tous les jours un quotidien avec soixante-quinze journalistes, une équipe amalgamée depuis un an par dix-neuf licenciements économiques et de nombreux départs volontaires. Personne ne rêve. La relance tant souhaitée ne peut se faire qu'avec « de petites améliorations », reconnaît M. Perdriel. Vincent Lahu entend surtout donner la priorité à « l'information honnête », permettre une « lecture rapide » du journal, en ne sacrifiant pas « les pages plus » réflexives.

A sa rédaction qui lui reproche, mezza-voce, d'être un homme de magazine et non de quotidien, de gêner parvenement l'information, il répond qu'il faut « mettre en scène l'actualité ». D'où une volonté d'illustration de l'information par la photo, le croquis. D'où une série de « coups », comme ce petit fait divers survenu récemment rue des

Bouffes, à Paris, dans le quartier juif, qui devient sur toute la « une », « La rue de la peur », ou encore un numéro rétrospectif consacré, le 10 mai, aux deux scénarios suivants : « 1986 : La gauche perd ; 1986 : La gauche gagne. » « Être sérieux et gai », tel est le credo de M. Perdriel.

Las ! Cette politique rédactionnelle, conduite depuis juin 1983, n'a pas enravé la baisse des ventes. Au contraire, tout se passe comme si, par un jeu de vases communicants, bien des lecteurs du *Matin* avaient filé vers *Libération*, qui a obtenu, lui, la faveur d'un entretien avec le président de la République le 10 mai 1984. Toujours les malheurs du *Matin de Paris* avec la gauche ! « Je pense que le pouvoir préfère *Libération* », dit M. Perdriel, qui se sent « assez abandonné ».

Ce sentiment est d'autant plus vif que les problèmes financiers dominent la vie du journal. Le *Matin* a perdu 22 millions de francs l'année dernière. Une somme identique aurait été perdue en 1982. L'année 1984 s'annonce mal, avec un déficit pour les mois de janvier et février de l'ordre de 4,5 millions. « Je suis le dieu au noir confie M. Perdriel. Il s'agit de se battre pour s'en sortir. Ce n'est pas amusant, c'est angoissant. » D'autant plus angoissant qu'au fil des années la répartition du capital de l'entreprise a évolué.

Quatorze mille souscripteurs

A l'origine, la SA le *Nouvel-Observateur* — dont M. Perdriel est le PDG — M. Jérôme Seydoux, président de la nouvelle société. Chargé de réunir, quelques quarante-cinq mille souscripteurs de gauche et M. Perdriel à titre personnel avaient contribué financièrement, à hauteur du quart chacun environ, à la naissance du *Matin de Paris*. Mais les déficits se sont accumulés et, avec eux, les appels répétés pour les augmentations de capital. M. Seydoux a décidé de ne plus y participer, voilà un an, après avoir longtemps réclamé l'équilibre des comptes. La SA le *Nouvel-Observateur* a également déclaré forfait depuis deux ans. Reste M. Perdriel, isolé et quel que qu'on lui dise que le *Matin* soit le grand quotidien des années 90.

LAURENT GHELSAVER.

L'AFFAIRE DU SATELLITE LUXEMBOURGEOIS

La CLT veut introduire un recours en justice contre le Grand-Duché

La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), qui domine des intérêts français, a décidé d'intenter un recours contre le gouvernement du Grand-Duché, à la fois devant le Conseil d'Etat et devant les tribunaux civils, pour le cas où cette première instance se déclarerait incompétente. Cette décision, qui fait suite à celle du Grand-Duché d'octroyer une concession à la Société luxembourgeoise des satellites (SLS) formée par l'exploitation du satellite GDL, en projet, ne constitue pas, à proprement parler, une surprise. Avant même la signature de cette concession, le 25 mai dernier, le conseil d'administration de la CLT avait adressé, à l'issue de ses délibérations, une ferme mise en garde au gouvernement luxembourgeois, qui devait nous informer officiellement que la CLT n'est plus l'unique concessionnaire de fréquences de radio-télévision, explique M. Jacques Rigand, administrateur-délégué de la CLT. Mais notre décision est prise.

Formellement, ces recours ne sont pas encore engagés. « Nous sommes obligés d'obtenir, d'abord, une « notification » de la part du gouvernement du Luxembourg, qui devrait nous informer officiellement que la CLT n'est plus l'unique concessionnaire de fréquences de radio-télévision », explique M. Jacques Rigand, administrateur-délégué de la CLT. Mais notre décision est prise.

Le 19 juin dernier, M. Gust Grasse, administrateur-directeur général de la CLT, a donc adressé une lettre au gouvernement luxembourgeois pour obtenir une confirmation écrite des intentions du Grand-Duché et de la SLS. Sur le fond, la CLT, qui juge ses intérêts gravement menacés par le projet GDL, fait plusieurs griefs au Grand-Duché. En premier lieu, elle estime que la concession dont elle jouit depuis 1954, et valable jusqu'en 1995, comprend le monopole de l'exploitation des fréquences de radio-télévision au Luxembourg. Ce point est, bien entendu, contesté par M. Pierre Werner, qui préside encore en titre aux destinées de l'Etat luxembourgeois jusqu'à ce que son successeur, M. Jacques Santer, ait formé un nouveau gouvernement. A plusieurs reprises, M. Werner a déjà eu l'occasion d'invoquer

« l'inaliénable souveraineté » du Luxembourg et s'appuyait sur deux avis récents du Conseil d'Etat, consulté avant l'octroi de la concession à la SLS.

La CLT réplique à cet argument en évoquant les conditions financières « très lourdes » qu'elle a acceptées jusqu'à présent de subside au gouvernement en contrepartie d'un monopole. « En plus d'un impôt de 50 % sur notre résultat d'exploitation, l'Etat luxembourgeois prélève une redevance dont l'assiette tient compte de ce monopole », dit M. Jacques Rigand (1).

Les conditions faites à la SLS aux termes du texte de concession et du cahier des charges sont, en outre, plus avantageuses que celles dont jouit la CLT. Tout particulièrement, le décalage serait en l'occurrence comparable à celui existant en France entre les obligations des chaînes de service public et Canal-Plus. « Il y a là une rupture de principe d'égalité devant les charges publiques », estime-t-on à la CLT. Enfin, la CLT reproche au gouvernement luxembourgeois de promouvoir un projet qui concurrencerait TDF 1, satellite dans lequel elle a l'intention de s'engager avec la France.

Si la décision de la CLT ne constitue pas un signe d'apaisement dans les rapports franco-luxembourgeois plutôt tendus depuis l'annonce officielle du projet GDL, celle-ci ne doit pas nécessairement s'interpréter comme une dégradation des relations entre les gouvernements des deux pays, dont les experts n'ont jamais cessé de travailler ensemble en vue d'un accord pour TDF 1. Il s'agit plutôt d'un épisode supplémentaire d'une négociation « au finish ». Une façon pour la France de dire clairement au Luxembourg sa volonté de faire participer la CLT à son propre projet de satellite, avec ou sans le Grand-Duché.

ERIC RONDE.

(1) Sur un résultat d'exploitation de 3 milliards de francs luxembourgeois en 1983, la CLT a versé au Grand-Duché un total de 1,78 milliard au titre de l'impôt et de la redevance (100 francs luxembourgeois = 15 francs français).

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 2 juillet

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

20.35 *Cinéma* : Le rouge est mis. Film français de Gilles Goupier (1957), avec J. Gabin, A. Girardot, P. Frenay, J. Béraud, L. Ventura (N). Un tramway qui passe pour un honorable gendarme, organise un hold-up qui tourne mal, à cause de son frère et d'une trahison. Tous les points de la « série noire » sont couverts (après *Angèle Le Breton*) et un monde roulerait de Galie.

22.00 *Portrait* : Ettore Pappalardo. De A. Tacchini. Une vie entière consacrée au spectacle, Ettore Pappalardo, de cinéma au théâtre, du rire aux larmes, de la comédie de boulevard à la tragédie antique. Des témoignages de Maurice Druon, André Roussin, Robert Mammé, des extraits de films et de pièces.

23.05 *Journal*.

23.20 *Le jeune cinéma français de court métrage*. « Memento Scorch », de Philippe Roussseau.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

20.35 *Ensemble-moi au théâtre* : Le Trilogie de la villégiature. De C. Goldoni, mise en scène G. Strieder. Avec F. Dux, L. Miquel, D. Genot, F. Seigner, J. Rysse (1^{re} partie). De la comédie de l'ère à la satire féroce, puis en deux heures. Trois pièces de Corré Goldoni sur le thème de la villégiature au XVIII^e siècle. La trilogie a été jouée au Théâtre de l'Odéon en 1978. Mise en scène de Giorgio Strieder, l'un des meilleurs maîtres du théâtre européen.

21.05 *Documentaire* : Campings. De D. Gros, prod. INA. Un camping en Vendée, une œuvre studieuse le traverse. Il ne se passe rien, on ne voit que des femmes, les enfants d'aujourd'hui. Une expérience étrange, une mise à distance de la réalité.

22.00 *Journal*.

22.20 *Bonheur les clips*.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

20.35 *Série* : Kennedy. 244. Jim Goddard. Avec M. Shoen, G. Fitzgerald. Le destin de John F. Kennedy, président des Etats-Unis, de son accession au pouvoir à son assassinat à Dallas. Une dramatique native américaine.

21.35 *Journal*.

21.55 *Théâtre*. Magazine de la mer de G. Puzos. Cap sur Halifax (la course des grands voiliers les Bermudes-Halifax).

22.40 *Montalverna*. Emission littéraire de Jérôme Garcin. Quels livres lisez-vous ? Quelles chansons écoutez-vous ? De 1974 à nos jours, une émission rétrospective, un album de souvenirs.

22.45 *Préface à la nuit*. Trois Fantaisies, opus 11 de Schumann par Hélène Roschi, piano.

FRANCE-CULTURE

20.30 L'entre-soi, en les chants et les danses : Eve au soleil du Paradis (commentaire du tableau de Jérôme Bosch le Jugement dernier).

21.50 *Montage* : Festival de La Rochelle (magazine d'actualité).

22.30 *Nuits magiques* : A. Vainstein et J. Tardit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 *Concert* (Festival de Ludwigsburg 1983) : Sonate pour violoncelle et piano n° 2 en sol mineur, sept variations pour violoncelle et piano n° 3 en ré mineur par Lynn Harrell, violoncelle et Michel Béroff, piano.

22.00 *Cycle symphonique* : C. Rognon-Alain.

22.30 *Les valses de Franz-Mozart* : la musique de Mozart. Ahmed Elmaghrabi.

Mardi 3 juillet

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

11.30 *TF 1 Vision* plus.

12.00 *Bonjour*, bon appétit, magazine de Michel Olivier. La journée avec ses aspects poétiques.

12.30 *Cocinilla maison*.

13.00 *Journal*.

13.30 *Série* : Aux frontières du possible.

14.45 *Cyclisme* : Tour de France (suivi Eurovision), Béchano-Orgy-Pontet.

16.00 *Croque-vampires*. Doux animaux ; bricolage ; variété ; info-magazine ; feuilleton : Matt et Jenny.

18.00 *Dessin animé* : Beary.

18.10 *Votre auto à cent ans*.

18.20 *Série* : Grand-mère. De J. Frayet, Odetta Robert.

18.35 *Emission régionale*.

18.40 *Tour de France (suite)*.

19.00 *Journal*.

20.30 *Musiques* : Polytechnique. De J. Lemaire, L. Barthe.

M. Pierre Mauroy, premier ministre, répond aux questions des journalistes : A. Fontaine (le Monde), J. Boissonnet (l'Expansion), J. Duquesne (le Point) et P.-L. Segallion (TF 1).

21.00 *Paul Delvaux*, courtes de croquis et toiles. De S. Dylman.

Les deux grandes figures du surréalisme au peintre, son évolution du naturalisme à l'angoisse noir influencé par Perleux et Ensor, et puis le Delvaux qui nous est plus familier.

22.15 *Journal*.

22.30 *Cyriane* : le Tourbillon. Film franco-allemand de V. Schlöndorff (1979), avec D. Boursat, M. Adorf, A. Winkler, D. O. Brychski, A. Perrel (v.a. sous-titré). Un enfant, né à Dantzig en 1924, décide, à l'âge de trois ans, de ne plus grandir et traverse tous les événements historiques en étant un enfant, jouant du tambour.

Reflex de la complexité avec le monde riche des adultes, mauvaise conscience de l'Allemagne qui accepta le nazisme : le grand roman de Günter Grass, intelligemment adapté et devenu un grand film pictural aux accents parfois tragiques.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

10.30 *Andoppe*.

12.00 *Journal*.

12.10 *Série* : Les enquêteurs associés.

12.30 *Cyclisme* : Tour de France.

12.45 *Journal*.

13.35 *Série* : Les Enquêteurs.

14.25 *Sports féd.* Tennis : Internationaux de Grande-Bretagne, à Wimbledon.

18.00 *Révisé A 2*. Tcherni : Fie-Fie-Pie ; Tardis des bêtes.

18.30 *C'est la vie*.

18.50 *Jeux* : Des chiffres et des lettres.

18.15 *Emission régionale*.

19.40 *Le théâtre de Bouvard*.

20.00 *Journal*.

20.40 *Les chœurs de l'écran* : *Asphalte*. Film français de D. Azar (1980), avec C. Lemaire, J. Yane, J.-P. Mercier, G. Wilson, P. Oger, D. Lebrun.

La rue des vacanciers sur l'autostrade du sud, un samedi 31 juillet. Accidents, catastrophes, des centaines d'hommes dans une jeune femme partie pour rejoindre son amour (mari) à Montpellier. Film choc, qui donne une vision presque fantastique d'un phénomène de société. Beaucoup de scènes impressionnantes.

22.00 *Débat* : Vivre ou mourir sur la route... un choix de société. Avec le professeur Claude Got, MM. Pierre Meyer, délégué interministériel à la sécurité routière, Jean Manery, journaliste, M. Gervais Jurgensen, président de la Ligue contre la violence routière, un gendarme et un médecin.

22.15 *Journal*.

22.35 *Bonheur les clips*.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

19.05 *Jeux télévisés* : Mots en tête.

19.15 *Emission régionale*.

19.35 *Variétés* : le Jeff's Club de Lindville.

19.55 *Dessin animé* : *Inspector Gadget*.

20.05 *Les jeux*.

20.35 *Cinéma* : la Chloé étoilée. Film américain de J. Hough (1978), avec S. Loren, J. Cassavetes, R. Davison, G. Kennedy, E. Vaughn, M. Von Sydow. Août 1945, en Allemagne. Le triomphe de guerre des nazis, mais par les Allemands, est volé en cours de l'attaque d'un convoi américain. Mis en cause par l'URSS, le général Patton charge un officier de retrouver les coupables et l'or. Ce film d'aventures aux péripéties rocambolesques laisse entendre que Patton fut assassiné à cause de cette affaire. Enquête historique ou pas ?

22.25 *Journal*.

22.45 *La police télévisée*. Emission de René Rosta, prod. INA. Un périple sous forme de fiction tourné au Festival d'Avignon en 1983, autour d'un comédien au chômage. Des extraits de spectacles. Un mélange de réalité et de fiction.

22.45 *Montalverna*. Emission littéraire de Jérôme Garcin. Souvenirs (Souvenirs).

22.50 *Préface à la nuit*. Danes populaires roumaines de Bartok, interprétées par les Solistes de Marseille, dir. Dery Erlik.

FRANCE-CULTURE

7.00 *Regards sur la France 1940-1944* : la collaboration.

8.00 *Les chaînes de la communication* : l'Egypte en quête d'un empire : à 8 h 35, le soir télé ; à 8 h 50, les algues et les vagues.

9.05 *La méthode des autres* : l'histoire de Tahiti.

10.30 *Le texte et le mythe* : « La Poésie Filles à l'écoulement », de Charlotte Croust.

10.50 *Montage* : Festival de La Rochelle (atelier Armand Angster) [et à 14 h 50 et 21 h 50].

12.05 *Agenda*, avec J.-P. Danco.

12.45 *Passerelles* : Afrique-Audiles.

13.30 *Préface des arts* : Chagall et le spectacle de la danse à l'épave.

14.10 *Un jour, des voix* : « Auto-inducteur », de Pierre Danco.

16.00 *Les yeux de la nuit* : portrait de Paul Léautaud ; à 16 h 35, *Mardiocéphale* (la nuit anglaise) ; à 16 h 55, *motus* ; à 17 h 05, l'auto-rive ; à 17 h 40, terre des nouvelles.

18.10 *La vie du monde*.

18.20 *L'Amérique des pionniers* : « la Histoire », de F. Norzi.

19.25 *Jeux à l'ancienne*.

19.30 *Science* : histoire des origines (le propre de l'homme : des premiers primates aux australopithecines).

20.00 *Les œuvres* : Internationaux.

20.30 *Dialogues* : le mythe d'Andropov et le système communiste mondial, avec A. Krieger et J. Yamakishi.

21.45 *Lectures* : Anne Corbin.

21.50 *Musiques* : Festival de La Rochelle, le groupe vocal de France, dir. M. Tranchesi (œuvres de D. Lavalant, Brahms et Xenakis).

22.30 *Nuits magiques*.

FRANCE-MUSIQUE

6.00 *Musiques ligères*.

7.10 *Actualités de clips*.

9.05 *La méthode des autres* : « Glyndebourne jubilé » — Le bonheur d'immortaliser : œuvres de Guy, Britten, Gluck, R. Strauss, Cavalli, Busoni, Prokofiev.

12.05 *Concert* : œuvres de Haydn par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. L. Hagen, sol. H. Herbolzheimer, piano.

13.30 *Rapports contemporains* : H. Rurwiede, H. Dufourt, J. Harvey.

14.30 *Passerelles*.

15.00 *Musiques* : à l'œuvre : Bruno Maderna — L'anthologie et le concerto ; œuvres de Maderna, Messiaen, Brahms, Tarelli.

16.05 *L'histoire*.

19.00 *La vie de la nuit* : portrait d'un jazzman ; Fouillatier.

20.00 *Préface des arts* : œuvres de Weber, Chopin, Liszt, Kravitz, J. Strauss.

20.30 *Concert* : « Rameauisme » de Ligeti, « Le tombeau de Copérnic » de Ravel, « Rhapsodie pour clarinette et orchestre en sol mineur » de Debussy, « Symphonie en ré mineur » de Franck par l'Orchestre national de France, dir. R. Krivine, sol. G. Dégain, clarinette.

22.30 *Les solistes de France-Musique* : programme musical ; à 23 h 10, jazz-club (en direct du Music Hall).

Conventions d'un régime pl

Quel régime d'urgence... (textes juridiques et politiques)

Les conventions d'un régime pl... (suite de l'article)

Les conventions d'un régime pl... (suite de l'article)

Les conventions d'un régime pl... (suite de l'article)

Les conventions d'un régime pl... (suite de l'article)

Les conventions d'un régime pl... (suite de l'article)

Les conventions d'un régime pl... (suite de l'article)

مكتبة الاحمد

Le Monde ECONOMIE

Conventions collectives : une lente évolution vers un régime plus contractuel des rapports sociaux ?

Le bilan 1983 de la négociation collective, présenté récemment par le ministre des affaires sociales pour le compte de la commission nationale donne des réponses assez diverses - ce qui justifie le qualificatif d'« en demi-teinte » employé par M. Pierre Bérégovoy (le Monde daté 24-25 juin). Dans les branches professionnelles, une certaine vitalité de la négociation, avec peut-être des résultats plus limités que les années précédentes en matière de durée du travail. Dans les entreprises, une activité de négociation encore faible, malgré l'obligation.

Celle-ci a été respectée dans les branches professionnelles, si l'on en croit l'enquête du ministère des affaires sociales, portant sur les cent quatre-vingt branches les plus importantes. Mais, comme le rapport le reconnaît, la loi n'y avait pas consacré une pratique bien établie. Dans les entreprises, en revanche, où la pratique était beaucoup plus rare, la loi a été beaucoup moins bien suivie, puisque, sur les 15170 entreprises (346600 salariés) étudiées par les fonctionnaires du ministère, 42 % seulement (réduisant à 62 % des effectifs) ont engagé une négociation. Sans doute est-ce un dépit, mais il laisse une impression mitigée.

D'autre part, l'obligation pour les entreprises de fournir aux syndicats des informations précises sur la situation de la branche professionnelle et des entreprises n'a été suivie que de façon insuffisante : 75 % seulement des branches ont des entreprises l'ont fait ; M. Bérégovoy a voulu « marquer la coup » au cours de la réunion de la commission, en regretant que nombre d'entreprises n'aient pas répondu à l'obligation. L'information a été généralement insuffisante et imprécise. On ne dispose pas de renseignements fiables sur l'ensemble des entreprises, l'obligation de fournir les classifications des cinq ans dans les branches professionnelles.

Pour remédier à ces insuffisances, les inspecteurs du travail doivent à la rentrée prendre contact avec les entreprises susceptibles et leur rappeler les nouvelles dispositions. Mais, comme l'a souligné Mme Martine Aubry, directrice des relations du travail, les syndicats ne se sont pas mobilisés pour obtenir que les obligations soient respectées : alors que près de 60 % des entreprises n'ont pas engagé de négociation, les syndicats ont fait l'inspection du travail que dans quelques cas.

Un nombre d'accords variables selon les secteurs. De ces négociations, quels ont été les résultats ? C'est surtout là-dessus qu'ont porté les critiques des syndicats au cours de la réunion de la commission. Le rapport dénombre 1048 accords ou avenants à des accords antérieurs (1 003 accords et 45 avenants) conclus dans les branches professionnelles, dont 626 ont porté sur les salaires ; et 4830 accords dans les entreprises (2 895 re-

Qu'il s'agisse de rémunérations ou de conditions de travail, la négociation entre employeurs et syndicats de salariés n'est pas en France une règle, une base de la vie collective, comme elle l'est dans d'autres pays - dont l'Allemagne fédérale est considérée comme l'archétype. Dans les entreprises françaises, la négociation est plus souvent le résultat d'une pression des syndicats qu'une réflexion.

latifs au droit d'expression des salariés, 1955 aux salaires et à la durée du travail, intéressant respectivement deux millions et un million de salariés).

Les accords d'entreprise concernent les salaires et la durée du travail ne touchant que 7,5 % des salariés du secteur privé, mais la proportion varie considérablement selon la taille de l'entreprise (de 20 % pour celles de plus de 500 salariés à 1,5 % pour celles de 50 à 149 salariés) et le secteur professionnel (57 % des salariés sont concernés dans l'automobile, 42 % dans la construction navale, l'aéronautique, l'armement, 16 % seulement pour la pharmacie, la pharmacie, la chimie, la métallurgie, les services).

Ancienne confédération syndicale n'est restée hors des discussions, même si certains ont plus souvent signé que d'autres - comme par le passé. Pour les accords de branche, PO a signé 70 % des textes, la CFTC 53 %, la CFTD 50 %, la

CGC 45 % et la CGT 43 %. Dans les entreprises, les proportions différentes paraissent refléter la présence inégale des syndicats sur le terrain : la CGT a signé 59 % des accords, la CFTD 49 %, la CGC 40 %, PO 36 % et la CFTC 14 %.

Le progrès de la couverture conventionnelle. Par rapport à 1982, quelle a été l'évolution ? On peut constater un progrès indéniable sur un point : l'extension de la couverture conventionnelle des salariés. A la fin de 1982, 3,5 millions de salariés ne bénéficiaient pas d'une convention collective. Depuis, 500 000 salariés supplémentaires en ont bénéficié, ce qui porte à 1 200 000 salariés des négociations sont en cours. C'est surtout sur les secteurs des commerces (commerce de détail en particulier) et des services (notamment l'hôtellerie et la restauration) que portent ces progrès.

Mais, si « plus de la moitié du chemin est fait, il reste le plus difficile », comme l'a indiqué Mme Aubry : les salariés qui sont dans des secteurs professionnels très étroits (à spécialisation pointue et effectifs réduits), ou qui peuvent relever de deux conventions. Pour être en situation de bénéficier de la convention collective, l'administration va essayer d'obtenir le ralliement de fédérations patronales à des conventions déjà existantes. Reste aussi que ces conventions collectives sont de valeur inégale : sur les 1193 textes en vigueur au 1^{er} janvier 1984, 53 n'avaient pas été révisés depuis cinq ans. Selon le rapport, faute de temps à leur, plusieurs centaines de conventions sont ainsi « obsolètes ».

Salaires : des orientations gouvernementales saluées. En ce qui concerne les accords conclus en 1983, les comparaisons avec les années précédentes sont assez difficiles. Pour les entreprises, on ne dispose pas d'éléments de comparaison. Dans les branches professionnelles, le nombre d'accords ou d'avenants concernant les salaires a diminué de 30 %. Selon le rapport, cette diminution peut s'expliquer par le report sur 1983 d'une partie des accords salariaux conclus en 1982, après la période du blocage des salaires et d'un accroissement du nombre d'accords portant sur une année complète au lieu de quelques mois. D'autre part, les auteurs de l'étude soulignent que « 154 conventions collectives nationales (sur 280 susceptibles d'enregistrer un avenant salarial) ont connu au moins un relèvement de salaire en 1983 » et 262 conventions sur le plan régional ou local, soit des chiffres à peine inférieurs à ceux de 1982, et identiques à ceux de 1981.

Elément satisfaisant pour les pouvoirs publics, les augmentations de salaires prévues dans les accords sont restées dans la ligne définie par le gouvernement. Ainsi, l'augmentation des salaires conventionnels dans les branches a été de 9,3 % en 1983 et, dans les entreprises, les accords conclus pour 1984 prévoient pour la plupart une hausse des rémunérations sur la base de 5 % au niveau (le Monde daté 13 mars 1984).

On conçoit que ces résultats ne soient pas, en revanche, considérés comme satisfaisants par les syndicats. Ainsi, la C.G.T. a fait remarquer que « le patronat s'est servi des orientations gouvernementales pour enfermer les négociations dans un carcan... 22 des 104 accords conclus en 1983 ont été purement salariaux », et la CGC a affirmé que « les salaires étaient les seuls à contribuer à l'effort de lutte contre l'inflation ».

Thèmes majeurs de la négociation dans les branches professionnelles en 1982 (à la suite de l'ordonnance de janvier 1982), le salaire et l'aménagement du temps de travail ont malheureusement attiré l'attention des partenaires sociaux en 1983 », souligne

le rapport. L'an dernier, en effet, on n'a signé que 9 accords concernant 650 000 salariés : si l'on excepte deux accords dans la métallurgie, qui vont au-delà (notamment pour les salariés travaillant en trois-tour), ils ne font que prolonger et achever le mouvement de négociation de 1981-1982. Ce ralentissement a été enregistré par la CFDT et la CGT : cette dernière a estimé nécessaire d'avancer par voie réglementaire, en abaissant la durée maximale du travail, en réduisant les possibilités d'heures supplémentaires et en étendant le repos compensateur.

Flexibilité : des possibilités mal exploitées. Une étude spécifique a été consacrée aux accords sur la durée du travail : au total, de 1981 au 1^{er} mai 1984, une centaine ont été signés, dans 88 branches professionnelles, couvrant environ 553 000 personnes. Treize seulement prévoient une durée effective inférieure à trente-huit heures (sauf pour les personnes travaillant en continu).

Si le nombre d'heures supplémentaires prévu est très variable, celles-ci étant compensées parfois par une modulation de l'horaire hebdomadaire, l'étude estime que les partenaires sociaux n'ont exploité que « marginalement » les possibilités de « flexibilité » prévues par l'ordonnance de janvier 1982. Ainsi, le système des équipes de suppléance (de week-end) n'a été mis en place que dans trois branches, certes importantes (métallurgie, chimie, textile), mais qui sont loin de couvrir des secteurs dans lesquels on pouvait a priori envisager le développement de tels dispositifs. La modulation des horaires d'une semaine à l'autre « a rencontré un succès plus important », puisqu'elle figure dans 58 accords nationaux. Toutefois, elle concerne surtout l'industrie et des entreprises de taille assez importante : « Les possibilités demeurent encore relativement ignorées des entreprises, notamment petites et moyennes ».

On peut espérer que les discussions (interprofessionnelles) engagées actuellement entre les confédérations ouvrières et la CNPF sur la « flexibilité » aboutissent à une relance de la négociation non seulement dans les branches professionnelles, mais aussi dans les entreprises : cette flexibilité apparaît aujourd'hui comme une des conditions de la réduction de la durée du travail.

L'extension du nombre de salariés couverts par les conventions collectives doit aussi - logiquement - contribuer à développer la vie contractuelle. Pour que les négociations ne soient pas purement formelles, il faut cependant que l'on se rapproche de la réalité. Beaucoup d'accords de branches professionnelles ne portent que sur des salaires conventionnels (des minima) et non sur des rémunérations réelles : nombre de dispositions de conventions collectives non révisées sont obsolètes. Mais le bilan de 1983 montre que c'est surtout « à la base », dans les entreprises, que des progrès restent à faire.

GUY HERZLICH.

Triste an 2000

Aussi hasardeux qu'il soit de prétendre prévoir l'avenir à l'horizon de l'an 2000, certains économistes non découragés s'y essaient, en prenant le risque de faire sourire lorsque, dans quinze ans, leurs enfants pourront confronter ces prévisions avec la réalité.

L'association internationale Futuribles n'a pas hésité pour sa part à rassembler quelques spécialistes de la prospective à long terme (c'était le 21 juin dernier) en prenant pour base de réflexion trois scénarios établis par le Bureau d'Informations et de Prévisions économiques (BIPRE). Dans un premier cas, on voit croître une croissance rapide fondée sur l'insertion de plus en plus forte de la France dans la division internationale du travail, et dynamisée par la reprise mondiale. Dans un deuxième cas, on imagine un scénario volontariste, prévoyant une modification importante du système productif exigeant un gros effort d'investissement et ne négligeant pas les surveillances aux frontières (autrement dit un certain protectionnisme). Dans un troisième cas, enfin, on table sur une croissance lente.

Par ailleurs (à moins que ce ne soit par simple extrapolation du présent), plus que par goût de toute évidence, la plupart des participants à cette journée d'étude se sont référés au dernier type de prévision. Une chose est au moins certaine, si l'on retient cette hypothèse, il nous faudra largement modifier nos comportements, nos habitudes de vie et peut-être aussi notre conception du rôle de l'Etat.

Avec une croissance lente, la crise reste pratiquement sans solution et le chômage continu d'augmenter inexorablement. Qui ne se lasse d'une telle situation ? Mais vouloir en sortir malgré tout suppose une forte rupture avec le passé, d'urgence, pour ceux de l'an 2000, avec le présent du moment. Ce que le BIPRE analyse patiemment. « La permanence de la crise sociale, en effet, de sérieux problèmes de régulation sociale », qui peuvent conduire à une reprise en main autoritaire de l'Etat et à l'échec de la politique de l'égalité.

A moins que... A moins que les citoyens fassent l'apprentissage d'une société « décentralisée, équilibrée, cultivant avec une certaine sérénité les différences, se dégageant du fétichisme PNB et acceptant les conventions collectives comme la meilleure acquisition de la nouvelle donne économique aux normes d'une société fragmentée ».

La convivialité à l'ordre du jour. Non sans que se pose une autre question : ne peut-on qualifier ce scénario, lui aussi, de volontariste ? A moins de croire que les Français développeront d'eux-mêmes ce sens du partage.

FRANÇOIS SIMON.

Le déclin des contrats de solidarité-réduction du temps de travail

Un chapitre du rapport sur la négociation collective en 1983 est consacré aux contrats de solidarité-réduction du temps de travail. Il montre que cette formule - comme un intérêt décroissant avec le temps : en 1983, 167 contrats ont été signés, contre 347 en 1982. Toutefois, grâce à l'apport de quelques grandes entreprises, comme la SNECA, les avions Marcel Dassault, la SNECMA, les effectifs concernés ont été presque aussi élevés : 90 581 salariés, contre 82 920 en 1982. Ces contrats, selon le rapport, ont permis de préserver environ 6 800 emplois.

De fait, les contrats nationaux, qui représentent, avec 89 004 salariés, le plus clair de l'effectif concerné, proviennent de grandes entreprises, essentiellement du secteur de l'aéronautique (dont les trois quarts, qui comptent chacune plus de 15 000). Ces entreprises ont, fort clairement, la volonté de maintenir des pouvoirs publics. Mais elles ont été profitées pour réduire le travail de façon à utiliser plus longtemps les équipements, recourir, selon les cas, au travail posté, aux équipes du soir ou du nuit.

Les contrats signés par des entreprises implantées dans un seul département n'ont concerné qu'un nombre limité de départements : dans 35 départements, aucun contrat n'a été signé ; dans 23, un seul. Là aussi, l'essentiel provient de grandes entreprises, comme en 1982 : les entreprises de moins de 50 salariés ne représentent que 6 % des effectifs concernés, alors qu'elles emploient 48 % des salariés. Parmi les raisons invoquées par le rapport : l'absence de syndicats, ou leur faiblesse, des travailleurs plus préoccupés par le salaire que par la réduction du temps de travail, des directions plus attentives aux problèmes de production qu'à ceux de la gestion du personnel.

Alors qu'en 1982 les contrats concernaient surtout des entreprises de services, en 1983, un contrat sur deux a été signé par une entreprise industrielle et l'industrie a représenté 87 % des effectifs.

Le déclin de la formule s'est accéléré en 1984, puisqu'au 31 mai dernier 34 contrats seulement avaient été signés, touchant 4 149 salariés. C'est pour cette raison que les pouvoirs publics ont augmenté les primes accordées pour ces contrats : c'est le seul des mesures pour les restructurations industrielles qui ait déjà été publiée.

seul département n'ont concerné qu'un nombre limité de départements : dans 35 départements, aucun contrat n'a été signé ; dans 23, un seul. Là aussi, l'essentiel provient de grandes entreprises, comme en 1982 : les entreprises de moins de 50 salariés ne représentent que 6 % des effectifs concernés, alors qu'elles emploient 48 % des salariés. Parmi les raisons invoquées par le rapport : l'absence de syndicats, ou leur faiblesse, des travailleurs plus préoccupés par le salaire que par la réduction du temps de travail, des directions plus attentives aux problèmes de production qu'à ceux de la gestion du personnel.

Alors qu'en 1982 les contrats concernaient surtout des entreprises de services, en 1983, un contrat sur deux a été signé par une entreprise industrielle et l'industrie a représenté 87 % des effectifs.

Le déclin de la formule s'est accéléré en 1984, puisqu'au 31 mai dernier 34 contrats seulement avaient été signés, touchant 4 149 salariés. C'est pour cette raison que les pouvoirs publics ont augmenté les primes accordées pour ces contrats : c'est le seul des mesures pour les restructurations industrielles qui ait déjà été publiée.

Point de vue Inutile, pour freiner la progression des dépenses de santé d'instituer une assurance-maladie à deux vitesses

par BÉATRICE MAJNONI D'INTIGNANO (*)

Le système de santé français est en état de faiblesse. Il est devenu incapable de s'adapter à l'évolution des techniques médicales et aux contraintes financières qu'il ressent comme une agression. N'ayant pas de logique interne, il est conduit à l'écroulement.

Notre système de santé est bitermé car il emprunte à chacun des deux grands types d'organisation des soins une partie de ses caractéristiques. Du vieux système libéral, il nous reste des caisses d'assurance-maladie privées et nombreuses, des cliniques elles aussi privées, une profession médicale indépendante attachée au paiement à l'acte, qu'elle considère comme le gage de la médecine libérale.

Toute l'évolution récente a consisté, au contraire, à adopter certains principes qui appartiennent au système de santé national : un budget annuel pour financer les hôpitaux, la couverture générale du risque maladie, des directives ministérielles pour les dépenses globales de santé, et enfin le contrôle administratif des équipements lourds.

Or, chacun de ces systèmes a une logique et des performances propres. Le système libéral traditionnel (Etat-

Des propos qu'a tenus le mardi 26 juin M. Jacques Delors devant les députés socialistes (sur les effets de la crise sur la protection sociale pour la plus grande partie), on a tiré sans doute un peu vite la conclusion que le système français est plus défavorable que celui des autres pays. En fait, le système français est le plus défavorable, mais pas le plus pauvre. En fait, le système français est le plus défavorable, mais pas le plus pauvre. En fait, le système français est le plus défavorable, mais pas le plus pauvre.

Avant d'élaborer des réformes de ce genre, on finirait-il pas, quitte à rompre avec les habitudes nationales, d'explorer d'autres voies ? L'auteur de l'article qu'on lira ci-dessous expose le projet du professeur Enthoven, considéré comme l'un des plus grands, dans le plus grand, économiste du monde de la santé. Ses idées ne sont certainement pas directement transposables en France. Mais elles peuvent contribuer à suggérer des solutions propres à résoudre un système figé.

Une, Allemagne, Autriche) tente de limiter la demande de soins par des tickets modérateurs (le malade paie une partie de la note). Il impose aussi aux professionnels des nomenclatures d'actes pour modérer les prix. Le corps médical y joue un rôle prépondérant et les pouvoirs publics tentent de réglementer. Les soins dans ces pays sont coûteux (10 % à

journées et remboursent désormais aux hôpitaux une somme forfaitaire pour chaque malade selon l'affection dont il souffre.

Dans les systèmes de santé nationaux, au contraire (Grande-Bretagne, Suède), l'administration est chargée de la production des soins, qui sont gratuits. Les objectifs de santé et le budget sont votés par le Parlement. Le contrôle des dépenses s'opère par le rationnement de l'offre (priorisation des hôpitaux et des cabinets médicaux). Les médecins reçoivent un salaire modulé selon la spécialité, la localité... Ces systèmes sont en principe moins coûteux (8 % du PIB en Angleterre). On y déplore la bureaucratie, les attentes et les gaspillages. Une médecine privée marginale modère ces inconvénients.

La France ne peut espérer éliminer l'indésirable (le coût) et garder les avantages de chaque système. Certes, elle a un acquis appréciable : une machine de santé accessible à tous pour un prix moyen (8,2 % du PIB). Mais il faut donner une cohérence au système, bloqué car il n'a jamais été géré.

(*) Professeur à l'université de Paris-XII.

(Lire la suite page 20.)

LA FORCE INFORMATIQUE

EYROLLES

200 TITRES

LE CATALOGUE LE PLUS COMPLET

- Système d'exploitation
- Bases de données
- Langages
- Microprocesseurs
- Micro-ordinateurs
- Réseaux
- et télématique
- Intelligence artificielle
- Application à la gestion, au calcul, des structures
- à la résistance des matériaux
- etc.

61, Bd St Germain 75240 PARIS cedex 05

RENAULT A TAIWAN

Un succès de snobisme, les Japonais restent moins chers

« VOUS savez, je gagne beaucoup d'argent en vendant des Renault 9. La preuve, je me suis acheté une Mercedes... » Ironique et « chinois », M. Hen Shan Lin, « dealer » Renault dans la capitale de Taïwan, a commandé mille cinq cents véhicules en 1984. En fait, il espère en vendre mille huit cents et attend, dit-il, avec impatience l'arrivée de la R-25 pour ne plus rouler dans sa belle allemande mais, surtout, parce qu'il pense en vendre quelque vingt-cinq par mois.

Dans ce pays réputé pour ses contrefaçons et où l'on vous vend, à peine sous le manteau, dans les passages souterrains des grandes avenues de Taïpeï, tous les (faux) « must » de la terre, la présence de la Régie est le résultat d'un accord de licence en bonne et due forme signé en mai 1981.

Pour l'un des grands de l'automobile dans le monde - et Renault

espère bien le rester, - sa présence hors des frontières nationales peut être le résultat d'une stratégie ou parfois la simple suite d'une occasion. Le rachat d'American Motors aux Etats-Unis et le développement des intérêts mexicains et canadiens, l'implantation dans la péninsule ibérique et autour de la Méditerranée, le choix de l'Amérique latine, la recherche d'une consolidation de positions traditionnelles en Afrique noire, correspondent à des impératifs stratégiques. La venue à Taïwan relève d'un simple concours de circonstances, comme c'est aussi le cas pour Peugeot. Cela dit, les constructeurs français y détiennent plus de 10 % du marché.

Car cette île « merveilleuse » (Formose), selon les Portugais, s'est fortement peuplée jusqu'à devenir dans sa partie occidentale une interminable banlieue. Et les dix-huit millions deux cent mille habitants, dont un grand nombre roulent à moto ou en Vespa, constituent, avec leurs 2 700 dollars de revenu annuel moyen par tête, un marché potentiel non négligeable.

La « qualité européenne »

Il est une autre raison pour laquelle les constructeurs français sont venus dans ce lointain pays, c'est qu'il est l'une des rares nations au monde à avoir vivement réagi contre le Japon en interdisant l'importation de près de mille cinq cents produits nippons. Les Japonais ne peuvent y exporter des automobiles. Contraints, eux aussi, de fabriquer sur place, ils sont donc presque à armes égales avec les autres constructeurs. Voilà pourquoi les principales sociétés taïwanaises sont toutes licenciées de grandes firmes automobiles : Yue Long de Datsun, Ford Lio Ho de Ford US et de Mazda, Sanyang de Honda US, Yeu Tan de Peugeot et Saï Fu de Subaru et de Renault. Les importations - soumises à autorisation - représentent à peine plus de 5 % du marché.

C'était là une condition sine qua non lorsque l'on sait qu'une R-5 vendue à Tokyo - et mise aux normes japonaises - coûte deux fois le prix d'une Honda Civic. Le surcoût ne dépasse pas 10 à 15 %. Une différence que les commerçants peuvent justifier, par la « qualité européenne », un argument surabondant de cadres de bronze à quarante ans, plutôt intellectuels, qui préfèrent ne pas rouler nippon.

Cinq constructeurs pour un marché - petits véhicules industriels compris - de cent cinquante mille véhicules, cela aurait pu être réductible si Renault avait dû s'engager financièrement. D'autant plus que plane, depuis la signature d'un accord-cadre en 1982, la menace d'un projet Toyota d'une capacité de production de trois cent mille automobiles par an.

Mais, c'est là la grande joie de M. Robert Guéry, responsable de Renault à Taïwan (comme de son homologue de Peugeot) : « Il n'y a pas eu de participation financière

française ». L'accord de coopération signé en mai 1981 prévoit simplement la cession de licence de la R-9 GTL - une voiture plus moderne que ce qu'offraient les Japonais ici, ce qui les a obligés à réagir - ainsi qu'une assistance technique et une ingénierie Renault. L'investissement a été l'affaire de M. Shiu Tu Lee, un tout petit homme, président de Saï Fu, dont la vie paraît comme un symbole de l'évolution de l'île, de la production de riz jadis à celle de vélos nagure, premier pas dans le matériel roulant.

Il est vrai que pour profiter d'une main-d'œuvre bon marché (même si celle-ci coûte plus cher désormais que dans beaucoup d'autres pays de la région), l'automatisation est réduite. Point de robots mais des robots : nombreuses sont les tâches manuelles. Et les ouvriers de Taïshung travaillent quarante-six heures par semaine, cinquante et une semaines par an pour un salaire moitié moindre que les Français. Une raison de plus de s'interroger sur le passage aux trente-cinq heures hebdomadaires en Europe si l'on doit rester en compétition avec les

pays du Sud-Est asiatique. Ce qui n'empêche pas M. Guéry d'affirmer que « c'est à Taïwan que Renault obtient la meilleure qualité à l'étranger ». Commencée en juin 1983, la production n'a cessé de croître : 4171 véhicules l'an passé, 8000 prévus en 1984, 17 000 en 1985. Et avec un taux d'intégration locale de 70 % difficile à atteindre même si le mot d'ordre est qu'on se débrouille pour l'obtenir. Une évolution si favorable que la R-9 automatique et la R-11 GTX seront lancées début 1985. Toujours sans apport de capitaux - il y a assez d'argent chinois qui cherche à investir ici - A faible risque, petits profits : quelques dizaines de millions de francs par an.

Si les Chinois ne reprochent pas aux constructeurs français leur timidité financière, ils les amercent plus audacieux commercialement. Sur l'île, grande comme les Pays-Bas (mais partiellement couverte de hautes montagnes), il n'est pas sûr que tous les motocyclistes deviennent des adeptes du volant. D'autant que la circulation dans Taïpeï est déjà de nature à décourager les automobilistes. L'avenir passe donc par l'exportation. Une analyse dont M. Lee aimerait persuader Renault mais qui ne semble pas partagée par la Régie. Les principaux pays de la région implantant une industrie automobile et protégeant leur marché naissant. Et dans ceux qui n'agissent pas de la sorte, les Japonais se présentent avec des prix inférieurs de 30 à 50 % à ceux de Taïwan.

On se contente donc chez Renault d'être là, au contact des Japonais dans leur zone d'influence, et d'attendre que la Chine - ici, on dit « le continent » - découvre peut-être un jour les joies de la voiture particulière. Après tout, les Taïwanais sont chinois.

BRUNO DETHOMAS.

Les plus grands casseurs de navires du monde

Le long d'une interminable jetée, une forêt de mâts de charge pointent leur bras vers le ciel. A quoi, nombre de navires sont dans un état plus ou moins avancé de destruction. La Taïwan-Tre de Panama montre des flancs béants tandis que l'Episkop, un pétrolier grec de 125 000 tonnes, poursuit sa construction récente, commence à peine à être défilé. Des centaines de charbonniers apparaissent à hauteur de l'édifice. Et, régulièrement, les mâts sont utilisés - à l'aide d'un petit moteur Diesel - pour décharger une partie impressionnante de coques ainsi décapées.

Il n'est pas rare que les flancs cassant et que ces larges morceaux d'acier s'écroulent sur le sol à quelques pas d'échappées de bois où les « casseurs » de Kaohsiung sont en train de prendre une soupe. Spectacle étrange que ces armées de portelles dans un nuage de poussière devant des ouvriers apparemment indifférents à tout, au danger qui les guette tant la protection est faible, à la chaleur insupportable qui doit régner dans les coques des navires chauffées par le soleil et les charbonniers.

Bienôt le pétrolier saoudien de 257 000 tonnes *Setina-Al-Arab*, endommagé par un missile dans le Golfe le 26 avril, viendra s'écarter ici. Il a été vendu à Londres par sa compagnie d'assurances pour 4,2 millions de dollars. Le *Pierre-Guillaume*, plus grand tanker français jamais construit avec ses 250 000 tonnes - et inauguré il y a moins de huit ans - gagnera lui aussi un cinquième naval en Corée du Sud. Les bâteaux viennent mourir à Tai-

wan. Et, comme pour mieux faire prendre conscience du cycle de la vie - et des glâches industrielles du monde moderne, - les chantiers de construction à quelques pas de là terminent deux porte-conteneurs, l'Ever Garden et l'Ever Green, qui vont venir casser les cours mondiaux de l'effacement. « On construirait moins si l'on ne détruisait pas », affirme un Chinois philosophe.

Tout se récupère

Si le Japon est le premier constructeur mondial de navires, Taïwan s'est fait la spécialité d'être le premier casseur, avec près de 80 % du marché (loin derrière viennent la Corée du Sud et la Chine). Une tradition qui ramène à l'arrivée par bateau, en 1949, sur l'île du gouvernement de Chiang Kai-shek et des partisans du Kuomintang. Bienôt tous ces navires furent démantelés pour en récupérer les matières premières. Il faut ensuite importer des débris pour alimenter cette activité. Voilà pourquoi, en 1983, 224 bâteaux ont été détruits à Kaohsiung, représentant un peu plus de 3 millions de tonnes. Et cela avec une efficacité sans pareille : il faut moins de six semaines à 300 ouvriers l'activité en compte 10 000, engorgés bateau par bateau en fonction du tonnage de celui-ci pour déblayer un navire de 30 000 tonnes.

L'objectif de ces ferrailleurs d'un genre un peu particulier dans un pays dépourvu de matières premières est bien sûr de récupérer l'acier (près de 80 % de l'acier consommé par Taïwan jusqu'à

présent vient de là), mais aussi d'autres matériaux comme le cuivre (30 000 à 40 000 tonnes de cuivre raffiné sont produites ainsi).

Mais, comme le dit le *Free China Review*, un navire, c'est une petite ville, et ses entrailles recèlent toutes sortes d'articles : de la bibliothèque aux cordages, en passant par les réfrigérateurs, les draps, les ustensiles de cuisine et les merveilleux instruments de navigation, rien ne se perd. Mais l'acheteur chinois se rabat sur tout du pétrole qui reste dans les cales et qui peut parfois à lui seul rembourser le prix d'achat.

Comme dans d'autres activités, l'île commence à souffrir de l'augmentation rapide de ses salaires. La Corée du Sud a détruit l'an passé 500 000 tonnes de plus qu'en 1982 quand la « production » de Taïwan stagnait. Pour faire face à cette concurrence, les entreprises de casse de navires - il y en a 145 de recensées, mais 60 seulement travaillent effectivement, la plus importante étant l'International Ship Breaking Corp. - ont décidé d'unir leurs efforts face aux vendeurs. Des acheteurs groupés, sous l'égide de la Chine Dismantled Vessels Trading Corporation ont, par conséquent, l'an passé, 10 millions de dollars sur l'enlèvement de 38 navires, mais commençant à être fortement critiqués sur ce marché spécifique de la ferraille. Qu'importe aux Taïwanais qui continuent de penser que Kaohsiung est le plus impressionnant cinquième marin.

B. D.

OFFRE SPECIALE INITIEZ-VOUS A LA MICRO INFORMATIQUE

POUR 3990 F TTC (hors de port taxes)

offre exceptionnelle : deux unités (unité CPU et II) (avec petit manuel inclus) La livre "Tout savoir sur l'IBM" Un logiciel "Edition Analyser" (cassette 1 en 5 et 2 en 5)

BON DE COMMANDE à retourner à PROMO DESIGN, 121, Bd J.-Bouvier, 92000 Clichy. (à joindre règlement par chèque bancaire ou CC) Nom, Prénom Adresse Code, Ville

Prêter :

pour nous cela veut dire dialoguer, rencontrer, comprendre, imaginer, prévoir, suivre, réfléchir, encourager, participer, stimuler, innover, oser, développer, conseiller, examiner, expertiser, anticiper, agir.

Pour un chef d'entreprise, cela signifie plus que de l'argent, n'est-ce pas ?

Crédit National

45, rue Saint-Dominique, 75000 Paris - Lyon - Lille - Marseille - Nantes - Nancy - Bordeaux - Strasbourg - Rouen - Dijon - Toulouse - Orléans - Besançon.

Report Méraud : les con

Le report Méraud, c'est un événement. Les responsables de la Régie ont décidé de reporter la mise en service de la R-25. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service.

Le report Méraud, c'est un événement. Les responsables de la Régie ont décidé de reporter la mise en service de la R-25. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service.

Le report Méraud, c'est un événement. Les responsables de la Régie ont décidé de reporter la mise en service de la R-25. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service.

Le report Méraud, c'est un événement. Les responsables de la Régie ont décidé de reporter la mise en service de la R-25. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service.

Le report Méraud, c'est un événement. Les responsables de la Régie ont décidé de reporter la mise en service de la R-25. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service.

Le report Méraud, c'est un événement. Les responsables de la Régie ont décidé de reporter la mise en service de la R-25. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service.

Le report Méraud, c'est un événement. Les responsables de la Régie ont décidé de reporter la mise en service de la R-25. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service.

Le report Méraud, c'est un événement. Les responsables de la Régie ont décidé de reporter la mise en service de la R-25. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service.

Le report Méraud, c'est un événement. Les responsables de la Régie ont décidé de reporter la mise en service de la R-25. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service.

Le report Méraud, c'est un événement. Les responsables de la Régie ont décidé de reporter la mise en service de la R-25. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service.

Le report Méraud, c'est un événement. Les responsables de la Régie ont décidé de reporter la mise en service de la R-25. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service.

Le report Méraud, c'est un événement. Les responsables de la Régie ont décidé de reporter la mise en service de la R-25. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service.

Le report Méraud, c'est un événement. Les responsables de la Régie ont décidé de reporter la mise en service de la R-25. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service.

Le report Méraud, c'est un événement. Les responsables de la Régie ont décidé de reporter la mise en service de la R-25. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service.

Le report Méraud, c'est un événement. Les responsables de la Régie ont décidé de reporter la mise en service de la R-25. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service.

Le report Méraud, c'est un événement. Les responsables de la Régie ont décidé de reporter la mise en service de la R-25. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service.

Le report Méraud, c'est un événement. Les responsables de la Régie ont décidé de reporter la mise en service de la R-25. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service. Cette décision a été prise après une longue réflexion. Les responsables de la Régie ont estimé que la R-25 n'était pas encore prête à être mise en service. Ils ont donc décidé de reporter sa mise en service.

Le rapport Méraud : les conditions d'un retour à la croissance et à l'augmentation du pouvoir d'achat

Le Conseil économique et social a examiné, les 26 et 27 juin, le rapport « Productivité, croissance et emploi ». Nous avons analysé les trois grandes lignes de ce document présenté à la presse par son auteur, M. Jacques Méraud (le Monde du 26 juin).

Dans ce document approuvé le 27 juin par le Conseil économique par 325 voix pour, 16 voix contre (CGT) et 12 abstentions (CFDT), M. Jacques Méraud met d'abord en doute l'efficacité d'une diminution de la durée du travail pour réduire le chômage.

L'auteur met également en lumière un fait important : l'augmentation de la population en âge de travailler (« population active ») n'est pas cause de chômage. En général, plus la population active augmente et plus nombreux sont les emplois créés.

M. Jacques Méraud estime que seule la croissance économique peut réduire, voire stabiliser le chômage (à partir d'un taux d'environ 3 % à 3,5 % l'an). Pour qu'une accélération de la croissance ne

débouche pas à nouveau sur des déséquilibres extérieurs, le rapport insiste beaucoup sur un certain nombre de disciplines à respecter, la plus importante étant que les gains de pouvoirs d'achat doivent être très étroitement proportionnés aux progrès de la productivité. Une condition essentielle : nos prix doivent définitivement cesser d'augmenter plus vite qu'à l'étranger.

L'importance donnée à la productivité est à la fois ancienne et nouvelle : faire dépendre d'elle les

progrès du niveau avait déjà été avancé en leur temps par MM. Michel Debré et Pierre Massé.

Mais, commente M. Méraud, il faudra que syndicats et patronat jouent le jeu, le même jeu, qu'ils le jouent exactement en même temps. Là est le vrai problème.

ALAIN VERNHOLES.

Le rapport consacre un assez long développement à la durée du travail en France et à l'étranger, apportant de nombreuses précisions chiffrées :

« Après avoir augmenté lentement (8 minutes par an) de 1946 (44 heures) à 1962 (46,1 heures), la durée du travail a plafonné jusqu'en 1964. Puis elle a amorcé une baisse, d'abord lente (10 minutes par an en moyenne) jusqu'en 1969, où elle était de 45,1 heures, ensuite beaucoup plus rapide (une demi-heure par an) jusqu'en 1976, où elle n'était plus que de 41,8 heures. Ensuite, le rythme de diminution s'est sensiblement ralenti (un quart d'heure par an) jusqu'en février 1982, où la réduction d'une heure de la durée légale du travail hebdomadaire s'est traduite par une baisse immédiate d'un peu moins d'une heure de la durée « offerte » par les entreprises.

En 1960, la durée du travail se situait en France dans une position moyenne par rapport aux autres pays. Entre 1960 et 1969, elle a diminué moins en France qu'ailleurs (-1,4 heure, contre -2 heures, évolution médiane en huit ans). Entre 1969 et 1976, la réduction de la durée du travail s'est poursuivie accélérée, mais beaucoup plus en France (et plus encore en Belgique) qu'ailleurs (-4 heures, contre -2,75 heures, évolution médiane, toujours en huit ans). Enfin, depuis 1976, la réduction de la durée du travail s'est poursuivie fortement ralentie (-0,5 heure en huit ans, évolution médiane) : la France (-2,6 heures en huit ans) est encore, avec la Belgique, le pays où la durée du travail a le plus diminué.

Les informations dont on dispose sur 1981 et sur 1982 montrent que la réduction de la durée du travail s'est poursuivie dans sept des dix pays figurant dans le tableau ci-dessous :

Nombre d'heures hebdomadaires effectuées par les salariés à temps complet de l'industrie en 1980	
Japon	2 140
États-Unis	1 990
Canada	1 900
Royaume-Uni	1 900
FRANCE	1 790
R.F.A.	1 720
Pays-Bas	1 680
Italie	1 680
Suède	1 580
Belgique	1 580

Mais la dégradation de la conjoncture générale y est sans doute pour quelque chose. C'est en France que la réduction a été la plus forte. En 1983, la reprise de la croissance a entraîné un retournement dans les pays qui ont bénéficié.

La durée annuelle moyenne du travail, compte tenu des absences pour maladie ou autres causes, des congés, des jours fériés, etc., n'a cessé de diminuer depuis 1964 (voir tableau). Dans les industries manufacturières, le rythme de réduction a été moins rapide après 1975 qu'avant : il s'est fortement accentué au contraire dans le bâtiment et dans le génie civil.

Les différences sont très importantes d'un pays à l'autre. Le Japon et les pays d'Amérique du Nord

ont des durées annuelles de travail très supérieures à celles des pays européens. Notons qu'en France, depuis cette époque, la durée hebdomadaire du travail a diminué davantage que dans les autres pays, et que la cinquième semaine de congés payés, qui n'était pratiquée que par une minorité d'entreprises en 1980, a été instituée et est aujourd'hui généralisée.

L'augmentation de la population en âge de travailler n'est pas cause de chômage

Puis le rapport aborde le problème du chômage, résultant de l'évolution relative de l'offre et de la demande d'emploi.

« Le chômage a augmenté partout depuis 1974. Mais deux époques ont été marquées par une poussée particulièrement forte : 1975 et 1981-1982 (...). Les points de départ se situent en réalité en 1974 et en 1980.

C'est au Japon que la pente de la courbe a été la moins ascendante. À l'opposé, la Belgique a connu la montée du chômage la plus forte et la plus continue. Entre ces deux extrêmes, le contraste est net entre les États-Unis et, à un moindre degré, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Pays-Bas, où les deux récessions de 1974-1975 et de 1980-1982 ont été marquées par de fortes montées du chômage, mais où, entre ces deux époques, le chômage n'a guère augmenté ou même a diminué, et la France et l'Italie, où l'accroissement du chômage a été plus modéré qu'ailleurs, au moment des récessions, mais s'est poursuivi dans la période intermédiaire.

Les taux de chômage moyens étaient, en pourcentage de la population active, les suivants pour l'année 1983 (mais les retournements s'est produits indépendamment durant cette période, la situation se dégradant en France, se stabilisant en RFA, s'améliorant aux États-Unis : 14,5% en Belgique; 13,9% aux Pays-Bas; 13,2% au Royaume-Uni; 11% au Canada; 9,6% en Italie; 9,2% aux États-Unis; 8,1% en France; 7,7% en RFA; 5,6% en Suède; 2,7% au Japon.

La proportion des jeunes de moins de vingt-cinq ans parmi les chômeurs est particulièrement faible en Allemagne et au Japon et relativement élevée aux Pays-Bas, en Suède et surtout en Italie. La France se situe dans une position moyenne. Pour les modes de formation professionnelle des jeunes et leurs relations avec ce phénomène.

Les taux de chômage féminins sont partout supérieurs aux taux masculins, sauf au Japon, où ils sont très voisins et au Royaume-Uni, où l'écart est sensiblement inverse. En Italie et en Belgique, les taux féminins sont près de trois fois plus élevés que les taux masculins; en France et en Allemagne près de deux fois.

Avant comme après 1974, les États-Unis, le Canada et la Suède créent toujours plus d'emplois (en pourcentage de leur population ac-

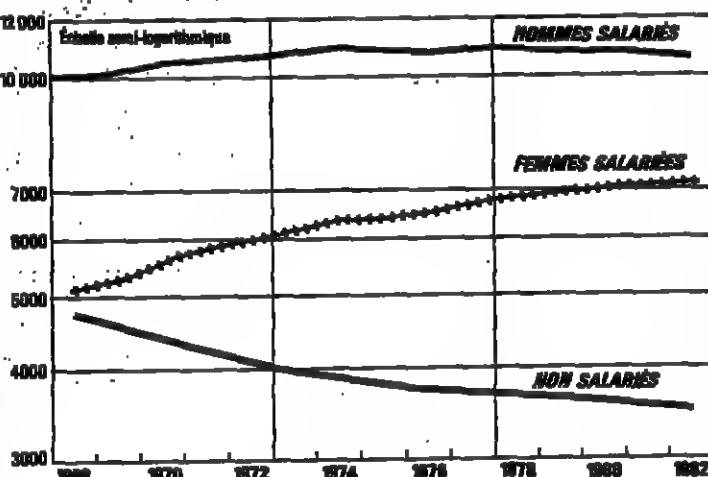
tive) que la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Belgique tous jours moins. Le Japon, l'Italie et les Pays-Bas, qui en créaient moins que nous jusqu'en 1974, en créent relativement plus depuis lors.

Il existe un lien étroit entre croissance de la population active et créations d'emplois. La causalité existe sans doute dans les deux sens. Mais on ne peut en tout cas voir dans l'augmentation de la population active la cause du développement du chômage. On observe même que l'accélération (ou la décélération) du rythme d'évolution de la population active disponible est en corrélation positive avec l'accélération (ou la décélération) du rythme d'évolution des emplois.

Avant 1974, les créations d'emplois se faisaient dans tous les pays à un rythme très voisin de celui auquel évoluait la population active disponible; aussi le chômage s'accroissait-il peu partout; il diminuait même dans plusieurs pays. C'était un simple chômage de « file d'attente ». Après 1974, les créations d'emplois sont insuffisantes dans la plupart des pays pour faire face à l'augmentation de la population active disponible; aussi le chômage augmente-t-il partout, sauf en Suède. C'est un chômage « de creux ».

Si l'on rapproche ces divers pays l'intensité de la baisse de la durée du travail et le rythme des créations d'emplois, on ne voit pas apparaître de corrélation nette entre les deux phénomènes. Cependant, on peut observer que les deux pays où la durée du travail a le moins diminué de 1968 à 1976, les États-Unis et le Canada, sont ceux où les créations d'emplois ont été les plus importantes, tandis que le pays où la réduction des horaires a été de beaucoup la plus forte, la Belgique,

Les emplois salariés continuent de croître, mais très lentement



Ce graphique met en évidence plusieurs phénomènes. Le premier est la baisse continue du nombre des emplois non salariés depuis 1968. Seules les professions libérales ont échappé à cette évolution, accroissant même fortement leurs effectifs. La diminution du nombre des petits commerçants s'est accélérée depuis 1973, mais celle des exploitations agricoles s'est ralentie. Le nombre des emplois dans l'artisanat, qui avait recommencé à augmenter, décline de nouveau.

Un autre phénomène est que depuis 1975 la croissance des emplois salariés est de plus en plus faible (la qualification augmente). Enfin, le graphique montre que la « féminisation » du salariat est aussi un phénomène dont le rythme n'est pas régulier. Le nombre des femmes ayant un emploi salarié a augmenté d'abord fortement (+3,5% l'an entre 1968 et 1974), puis plus lentement (+1,5% l'an entre 1974 et 1983). Le nombre des hommes ayant un emploi salarié a augmenté entre 1968 et 1974 (+1,3% l'an), puis a diminué (de 0,4% l'an).

M. Jacques Méraud montre d'abord, à l'aide de la théorie dite des comptes de surplus, qu'un progrès de productivité se traduit par un supplément de quantité produite par rapport aux quantités de facteurs utilisés. Ce supplément peut aller aux clients sous forme de baisse de prix ou aux facteurs de production sous forme d'accroissement de leurs rémunérations unitaires. « Ce qui frappe surtout (...), c'est qu'on ne retrouve plus guère que la productivité pour financer les progrès du pouvoir d'achat des salaires », note le rapport. Tout ce qui a été répété ou plus a été effacé par l'inflation.

Le rapport souligne ensuite la corrélation existant entre croissance et création d'emplois. Or la demande extérieure est un facteur essentiel de la croissance.

« La France, qui, entre 1960 et 1968, accroissait le volume de ses exportations moins vite que la plupart des autres pays, est passée presque en haut de l'échelle entre 1968 et 1973, exportant alors en volume au même rythme que le Japon. Entre 1973 et 1979, tous les taux d'accroissement deviennent plus modestes, mais la France se maintient presque au même rang qu'avant, n'étant dépassée que par le Japon et par l'Italie, et se situant ainsi de ce point de vue en seconde place dans le Marché commun, avant l'Allemagne. Même entre 1979 et 1981, en pleine récession mondiale, et alors que le Japon accélère considérablement le rythme de ses ventes à l'étranger, et que l'Allemagne — bien que loin derrière — fait un peu mieux que les années précédentes, la France, certes, ralentit son rythme, comme tous les autres pays, mais se situe tout de même au quatrième rang, et à la seconde place dans la CEE, cette fois derrière l'Allemagne.

On ne résoudra pas le problème de l'emploi en diminuant la productivité

La productivité présente en 1974, puis en 1980, un changement de pente très marqué. Dans les années 1960-1973, la productivité de l'ensemble des secteurs au niveau national avait progressé à un rythme de 3,8 % par an. De 1974 à 1979, le taux annuel est tombé à 1,9 % et de 1980 à 1983 à 1 % par an.

Il existe une nette corrélation entre croissance et productivité. Celle-ci peut être regardée comme jouant à double sens : la croissance globale facilite les progrès de productivité des entreprises, qui eux-mêmes suscitent la croissance, par le pouvoir d'achat qu'ils permettent de distribuer aux salariés et aux entreprises elles-mêmes, et par l'investissement qu'ils permettent de financer.

Le ralentissement des progrès de la productivité au niveau national au cours des dix dernières années a tenu principalement à la faiblesse de plus en plus marquée de la croissance, et, corrélativement, de l'investissement. La diminution de la durée d'utilisation des équipements et le poids de plus en plus grand des services dans l'économie ont également joué un rôle.

Le rapport insiste encore sur le point très controversé des relations entre productivité et emploi. Pour M. Jacques Méraud, la productivité ne nuit pas à l'emploi, au contraire : « A condition qu'il y ait un minimum de croissance, les progrès de productivité aboutissent à des créations d'emplois, à la fois par les débouchés qu'ils procurent et par les effets induits sur le reste de l'économie. »

Les progrès de productivité se réalisent en partie grâce à l'investissement. Or, « l'investissement et l'emploi évoluent en général dans le même sens, ils apparaissent plutôt comme complémentaires que comme antagonistes lorsqu'on se place soit à long terme dans le cadre d'une branche, soit au niveau national ».

Le rapport conclut : « L'emploi est et doit être la préoccupation numéro un de la France. » Aussi ajoute-t-il : « On ne résoudra pas le problème de l'emploi en diminuant la productivité : celle-ci, source d'efficacité économique et de compétitivité, est, en définitive, un facteur positif de l'emploi. On ne ré-

soudra pas davantage le problème de l'emploi en freinant l'investissement : investissement et emploi sont, en moyenne et longue période, complémentaires et non concurrents. On résoudra mieux le problème de l'emploi en se plaçant dans une perspective dynamique, avec les objectifs suivants, dont le Conseil économique et social souligne l'interdépendance : croissance plus soutenue et meilleure maîtrise de l'inflation ; orientation plus vigoureuse vers l'exportation ; plus forte productivité ; formation mieux adaptée ; action sur le temps et les conditions de travail. »

Après avoir souligné l'indispensable freinage de l'inflation en France — une condition dont tout dépend, — le rapport note :

« La France doit viser pour elle-même le plus vite possible, dans les années qui viennent, un taux de croissance supérieur à la moyenne de la CEE, et non pas, comme aujourd'hui, inférieur. Cet objectif ne lui est nullement interdit. Elle l'a réalisé dans le passé jusqu'en 1980. Mais il lui faut, pour cela, à la fois renforcer et moderniser son appareil productif, en assurant les changements indispensables, freiner la hausse de ses prix par rapport à ceux de l'étranger, et faire en sorte que l'accroissement du pouvoir d'achat des ménages français ne se heurte plus, comme en 1981-1982, à l'obstacle décisif que constitue le déséquilibre commercial extérieur.

Car le développement des débouchés extérieurs, pour indispensable qu'il soit, ne saurait suffire à assurer à la France le rythme de croissance nécessaire. Il faut que reprenne progressivement, et le plus rapidement possible, l'augmentation du pouvoir d'achat de l'ensemble des ménages, avec une attention particulière pour les catégories disposant des ressources les plus modestes.

Mais il ne faut plus réaliser cette reprise du pouvoir d'achat — comme par exemple en 1981-1982 — par une accélération de la hausse des revenus nominaux, qui s'accompagnerait inévitablement d'une accélération de la hausse des prix et d'une détérioration de notre balance extérieure, le supplément de pouvoir d'achat se tournant dans une trop forte proportion vers des produits importés.

Le seul moyen d'assurer à la fois, d'une part, un accroissement du pouvoir d'achat des salaires, d'autre part, le ralentissement de la hausse de nos prix, permettant le développement de nos exportations et le freinage de nos importations, et enfin l'amélioration de l'auto-financement des entreprises en vue de la modernisation de notre appareil productif, c'est le progrès de la productivité de l'ensemble des facteurs de production.

Le rapport conclut : « La lutte pour l'emploi exige de nous certaines modifications de comportements parfois difficiles, notamment vis-à-vis de l'inflation. La résistance trop fréquente des Français à des changements inévitables et dont le rythme va s'accroître, retarde et rendra encore plus coûteuse notre adaptation au monde de demain, même si le prix à payer aujourd'hui peut paraître élevé. »

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

	FRANCE	ETRANGER (Vale normale)
15 jours	65 F	119 F
3 semaines	95 F	173 F
1 mois	120 F	227 F
1 mois 1/2	175 F	335 F
2 mois	230 F	444 F

(Pour les tarifs d'abonnement à l'étranger par voie aérienne, veuillez nous consulter au 246-72-23 poste 2391.)

Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin, rempli en majuscules, au moins DIX JOURS avant votre départ et adressez-le avec le règlement correspondant à :

LE MONDE - Service des Abonnements
5, rue des Italiens - 75427-PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au Monde du au

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

Chèque mon versement F

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT

HARTFORD UNIVERSITY
NORTHEASTERN UNIVERSITY

une grande école internationale

- Créé et développé en association avec des universités américaines réputées Hartford U., (Conn.), Northeastern U., Boston (Mass.).
- 3 ans de formation supérieure à la gestion (2 ans à Paris, 1 an aux États-Unis).
- 2 diplômes : diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4^e année : obtention du diplôme MBA, Master in Business Administration.

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales
admission parallèle en 2^e année (DEUG, DUT...)

Renseignements : IFAM, 19, rue Cépé, 75015 Paris. Tél. 734-36-23
Etablissement International d'Enseignement Supérieur Privé

Nom : Prénom :

Bac : 1^{re} langue :

Adresse : Tél :

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

2^e CYCLE GESTION DE PERSONNEL

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise.

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS ou 2 ans de Prépa.

Prochaine session de recrutement : 29 juin 1984

Nom :
Age :
Diplôme :
Adresse :

IGS

souhaite recevoir une brochure détaillée du 2^e cycle Gestion de Personnel

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
Etablissement privé d'enseignement supérieur

	la ligne	la ligne T.S.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,88
IMMOBILIER	55,00	66,42
AUTOMOBILES	55,00	66,42
AGENDA	55,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAL	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	la ligne	la ligne T.S.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	56,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,80
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Une des plus importantes entreprises françaises d'Ingénierie et de Construction d'Équipements Industriels lourds de haute technicité recherche son

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Il aura sous sa responsabilité les services de méthodes et des ateliers de fabrication réalisant des produits complexes de mécanique, de chaudronnerie et de mécano-soudure en petite et moyenne série.

Il aura à sa disposition une infrastructure d'équipement technique très complète et comportant notamment des machines outils de haute performance, la plupart à commande numérique, ainsi que des robots.

Ingénieur mécanicien de formation de base, doté d'un fort potentiel caractériel et de personnalité, le candidat aura un très solide bagage d'expérience se rapportant aux disciplines précitées.

Il pourra développer sa carrière dans une entreprise en excellente santé, assurée d'une charge de travail permanente à long terme à la fois en raison de la diversité de ses produits mais aussi de leur très grande technicité.

La situation proposée se situera en rapport avec le potentiel exigé.

Le lieu de travail est attrayant.

Merci d'adresser un dossier de candidature très complet, avec niveau de prétentions sous référence 6442 à

Emplois et Entreprises
18, rue Volney 75002 PARIS

L'un des premiers Groupes Français de Services, Leader européen dans un domaine d'innovations et en forte évolution recherche son

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé, après avoir pris en compte l'application de notre plan informatif, de concevoir l'ARCHITECTURE et le DÉVELOPPEMENT du RÉSEAU TÉLÉINFORMATIQUE de notre Groupe et coordonnera la mise en place et l'application de ces réalisations.

Pour ce poste de première importance, exigeant un potentiel intellectuel élevé et des qualités de contact indiscutables, nous souhaitons rencontrer un INFORMATICIEN ayant une quinzaine d'années d'expérience qui lui ont permis d'acquérir une grande maîtrise dans la conception et la réalisation de réseaux multi-ordinateurs et la conduite de projets importants.

Les dossiers seront traités avec la plus grande confidentialité par Monsieur VERGNES, 149, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA HAUTE-VIENNE
recherche son futur

DIRECTEUR DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES pour assurer la responsabilité des services transférés par l'État au département. Profil recherché : un cadre de haut niveau avec une solide formation en administration et gestion, une expérience professionnelle d'environ 10 ans dans les administrations de l'État ou des collectivités publiques.

SON FUTUR **DIRECTEUR DES FINANCES DÉPARTEMENTALES** pour mener dans l'immédiat des études financières et de trésorerie et pour prendre à court terme la Direction du service des finances départementales. Profil recherché : une formation supérieure dans le domaine comptable et financier, une expérience professionnelle d'au moins 5 ans en ce domaine.

Envoyer avant le 27 juillet une lettre de candidature avec C.V. détaillé à Monsieur le PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL, 43, avenue de la Liberté, 87031 LIMOGES CEDEX.

DIRECTEUR COMMERCIAL POUR UNE JEUNE SOCIÉTÉ DE MICRO INFORMATIQUE.

Notre société, en lancement, et donc de structures légères, est née sous les meilleurs auspices par les noms auxquels il faut associer : ELIP, SMT Group, Renard Electronique. De haute technicité, nos produits micro visent les laboratoires de recherche, mais aussi de façon croissante l'ensemble de l'industrie.

Nous sommes convaincus des succès qu'ils doivent remporter sur de nombreux marchés. Vous seul tiendrez ces objectifs ambitieux si vous êtes d'abord un grand professionnel de la micro et des petits automates (en milieu industriel, et, si, diplômé d'une école d'ingénieurs, vous avez été jugé au cours de vos précédentes expériences professionnelles comme un stratège du marketing et de la vente. Pour MICROLAB maintenant vous allez investir ces compétences auprès de distributeurs (Goupil entre autres), des laboratoires, des grands comptes et sur les marchés OEM.

A 30/35 ans environ, vous avez un très fort désir de donner une dimension toute particulière à votre carrière, vous êtes animé des mêmes motivations qu'un chef d'entreprise. Nous n'excluons d'ailleurs pas, si vous en manifestez le souhait, une association.

Contactez directement notre Conseil ALPHA CDI au 747 64 67 pour des plus amples renseignements ou adressez-lui : CV, photo et prétentions sous réf. 911 M. Si vous êtes en vacances, n'hésitez pas à nous contacter dès votre retour. ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly sur Seine.

ALPHA-CDI

NOS AFFAIRES MARCHENT : NOUS RENFORÇONS NOTRE DIRECTION FINANCIÈRE

Nous sommes un solide groupe du Bâtiment et Travaux Publics, notre CA est de 2 milliards de F dont 65 % à l'étranger. Nous continuons de nous développer et c'est pourquoi nous entendons renforcer notre Direction Financière par deux responsables de haut niveau :

SERVICE FINANCEMENT EXPORT

Un cadre hautement qualifié dans l'étude, le montage et le financement de projets internationaux.

SERVICE MANAGEMENT DU RISQUE

un cadre maîtrisant parfaitement la prévision et le suivi des risques en matière de contrats internationaux.

Ces emplois clés, pour nos projets présents et à venir, seront confiés à des hommes de valeur, parlant Anglais, disposant d'une formation supérieure et de 5 années minimum d'expérience « internationale » impérativement dans le B.T.P., l'Ingénierie ou l'Industrie lourde. Les candidats retenus seront assurés des meilleures conditions de mise en place et de réelles possibilités d'évolutions.

Ecrivez à l'Agence Meesters, s/réf. A7014, 113 rue de Reuilly 75012 PARIS qui nous transmettra votre candidature.

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA HAUTE-VIENNE

RECHERCHE

SON FUTUR DIRECTEUR DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Pour assurer la responsabilité des services transférés par l'État au département.

PROFIL RECHERCHÉ :

- Un cadre de haut niveau avec
- Une solide formation en administration et gestion.
- Une expérience professionnelle d'environ 10 ans dans les administrations de l'État ou des collectivités publiques.

SON FUTUR DIRECTEUR DES FINANCES DÉPARTEMENTALES

Pour mener dans l'immédiat des études financières et de trésorerie et pour prendre à court terme la Direction du service des finances départementales.

PROFIL RECHERCHÉ :

- Une formation supérieure dans le domaine comptable et financier ;
- Une expérience professionnelle d'au moins 5 ans en ce domaine.

Envoyer avant le 27 juillet lettre de candidature avec C.V. détaillé à MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA HAUTE-VIENNE, 43, avenue de la Liberté, 87031 Limoges Cedex.

Assoc. Rech. Directeur adjoint
Ingénierie Angoulême, Jéret
ou socié.
Tél. : 800-13-41.

Assoc. Rech. Directeur de ven.
hab. 250 km Paris met. socié.
Beyroux. Tél. : 500-13-41.

ANNONCES CLASSEES
TÉLÉPHONÉES

555-91-82

DIRECTEUR DE PRODUCTION AM, ENSI, ou équivalent

Cette Société a une image de marque non usurpée dans sa spécialité : la technicité mise en œuvre, et le fini de ses fabrications (équipements industriels), sont reconnus par l'étranger où s'ouvrent de nouveaux marchés.

Pour y faire face, poursuivre la créativité, maintenir la souplesse et des temps de réponse courts, le PDG désire s'adjointre un Directeur de Production qui ait l'esprit PME, et soit un patron pour les 40 personnes qu'il devra manager.

Un ingénieur de 35 ans au moins ayant des idées, du caractère et des succès à son actif retiendra sûrement notre attention. Ses qualités devront apparaître dans le dossier qu'il constituera : cursus complet, progression des responsabilités, références précises, indications de salaire, (photo) et qu'il adressera s/identification AM 01 (portée sur l'enveloppe) au

LES HORIZONS, 20, rue de Brest, 35000 RENNES

Indiquer au besoin dates et coordonnées de vacances - merci

A 30 minutes de Rennes

DIRECTEUR EXPORT

Rattaché à un groupe multinational, nous avons une vocation naturelle vers l'exportation : leader en France, sur certains de nos produits (parfumerie, hygiène, beauté) nous voulons développer un courant d'affaires que nous avons déjà engagé avec des pays européens et africains. Nous recherchons un cadre export confirmé (ESC, bilingue fr/ang. + expérience positive à l'export), capable de prendre en charge les ventes et le marketing en vue du choix des pays-cibles et des actions promotionnelles à mener, les négociations de contrats et le suivi clientèle. Nous offrons un salaire fixe + un intéressement motivant en fonction des objectifs.

Envoyer C.V., photo et salaire actuel s/réf. 84033 M à notre Conseil :

Sonia Lipogoy
HAY Managers

13 rue Alphonse de Neuville 75017 PARIS

Société industrielle, filiale d'un groupe international recherche :

DIRECTEUR DU PERSONNEL

OISE

250 000 +

Rattaché au Directeur Général de la filiale, il est responsable de l'ensemble de la fonction pour les 750 personnes de l'unité de production et du siège : études de postes, évaluations, formation, paie, bilan social, relations avec les partenaires sociaux.

Pour réussir à ce poste et développer une gestion moderne des ressources humaines, il faut une formation supérieure universitaire ou Grande Ecole et une expérience de la fonction en milieu industriel.

Merci d'écrire, en joignant C.V. détaillé, sous réf. 510 M à Denis JOUSSET

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS

Conseils en ressources humaines.

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

ARABIE SAOUDITE (COUVRANTS FAIBLES)

Société Saoudienne, opérant dans la MAINTENANCE de sites administratifs, villes recherche, pour son service COURANTS FAIBLES :

**ELECTRONICIENS
INFORMATIENS
TECHNICIENS en téléphonie**

- Techniciens Radio - TV - Son - Vidéo. Expérience SAV grand public appréciée.
- Techniciens CCIV ayant parfaite connaissance dépannage et maintenance caméra vidéo.
- Techniciens détection incendie - alarmes - gestion centralisée - connaissance dépannage matériel en logique câblée et programmée, périphériques mini et micro - Si possible connaissance matériel DEF - LANDIS et GYR - SIMPLEX. Niveau DUT avec 1^{ère} expérience si possible.
- Dépanneur - Vérificateur sur autocommutateurs électroniques. Spécialisé ou Polyvalent dans les marques et types suivants : Siemens ESK3000/ ESK400/ EMS12000/ EMS601. Thomson P 10/ P 20/ P 40. Télec Alcatel 2505. Ericson Suede ASB 100/ ASB 900. Monteurs câbleurs en téléphonie d'abonné.

Pour tous ces postes, il est nécessaire de comprendre et de se faire comprendre en Arabe. Les départs sont en célibataire. Nous étudierons avec beaucoup d'intérêt les candidatures de débutants avec formation dans notre domaine. Ces postes sont à pourvoir d'urgence. Adresser références professionnelles, photo à Média-System, 104 rue Réaumur, sous référence 8453.

**INGÉNIEUR
ÉLECTRONICIEN**

Minimum 3 ans expérience pour poste. ASSISTANT MANAGER dans petite société (maintenance et services) en expansion. Langues anglaise, française, arabe souhaitées.

Envoyer C.V., r.f., lettre manuscrite, références et photo à : NTS - Post Office Box 6711, ABU-DHABI, UAE. Téléphone : 971-2-332 148.

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures au 555-91-82

SAGA TRANSPORT

Spécialisé dans la prestation de services aux transports, nous sommes un groupe français de dimension internationale. Nous proposons à un jeune cadre d'environ 35 ans de rejoindre notre équipe pour assurer les fonctions de

CHEF COMPTABLE

de l'une de nos filiales en Afrique Occidentale.

Ce poste s'adresse à un candidat responsable, entrepreneur pouvant justifier d'une solide formation (DECS ou équivalent) consolidée par une expérience réussie d'au moins 10 ans si possible en Afrique. La maîtrise de la langue anglaise sera appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) à : SAGA TRANSPORT - Service Personnel Expatrié - Tour Atlantique - 92080 Paris la Défense Cedex 06.

**Cabinet de conseil
on ressources humaines**

recherche pour une mission de 18 mois en Afrique

**UN EXPERT EN GESTION
DU PERSONNEL
DES SERVICES PUBLICS**

Disponible immédiatement. Il doit avoir une bonne connaissance des systèmes informatiques P.D. et secteur public. Il sera rémunéré sur la base d'un salaire d'un conseiller technique principal des N.U.

Adresser C.V. et photo à : OMBGA, 10, rue Vandrezanne, 75013 Paris. Téléphone : 345-04-52.

**SOCIÉTÉ D'ÉTUDES POUR LE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

(Groupe Caisse des Dépôts Développement)

recherche pour son Département Développement Économique

ECONOMISTE

De formation supérieure : Grande École avec formation éco-complémentaire, Doctorat Sciences-Eco, ENSAE ou équivalent. Expérience requise : 6 ans minimum, dans domaines macro-économique, finances publiques pour études et missions Outre-Mer. Anglais, Espagnol souhaités.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à : A.P.E. 3 à SÈDES - 15, rue Blaise 75009 Paris.

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

**directeur des
recherches immunologiques**

appliquées au diagnostic comme à la thérapeutique, pour un groupe français. Animant une équipe de recherche, vous définissez les programmes et suivez leur réalisation dans le domaine de l'immunologie appliquée principalement à la bactériologie, la sérologie et la virologie. Vous êtes de formation médicale, pharmaceutique, vétérinaire ou issue d'une grande école. Parlez couramment l'anglais, vous assurez nos contacts scientifiques internationaux. Mme M.C. TESSIER lit avec la plus grande discrétion la candidature que vous avez l'obligeance de lui envoyer (réf. 882 LM) ou reçoit volontiers votre appel téléphonique (1/260.32.22).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTIC

Banque Populaire DEL'ALLIER ET DE ROANNE

offre un poste de

**DIRECTEUR
DE GROUPE
D'AGENCES DE MOULINS**

Ce groupe compte :
- 5 agences et bureaux
- 38 personnes.

MISSION PRINCIPALE :
- développer le fonds de commerce dans le cadre des plans annuels et à moyen terme ;
- animer et promouvoir les hommes ;
- représenter la banque au plan de la conception ;
- assurer la Direction de la Succursale de MOULINS.

Ce poste convient à un cadre fortement motivé par le développement, ayant :
- une expérience bancaire confirmée ;
- exercé de réels pouvoirs en matière d'engagements et d'animation des hommes ;
- du goût pour les relations professionnelles et publiques.

La classification et la rémunération seront fonction de l'expérience.

Merci d'adresser votre CANDIDATURE MANUSCRITE avec C.V. et PHOTO à : M. MERCIER - Directeur des Relations de Travail et des Moyens - B.P.A.R. - B.P. N° 100 - 03101 - MONTLUÇON CEDEX.

**Direction
des Ventes France**

Chimie Nord

Un important groupe industriel français, très performant au plan mondial, recherche le patron de ses ventes, bras droit du Directeur Commercial France. Agé d'environ 35 ans, de formation supérieure, c'est avant tout un homme de terrain et un animateur. Commercial par tempérament son expérience a été acquise dans la chimie, chez un fournisseur de l'industrie alimentaire ou dans l'industrie papetière. Il animera le réseau français, sera présent en clientèle pour mener des négociations importantes, assurera une gestion commerciale rigoureuse. De bonnes capacités de réflexion en matière de stratégie commerciale sont indispensables. Siège Nord de la France. Écrire sous réf. 1104 aux consultants chargés de cette recherche, en précisant vos dates de vacances. PLEIN CADRE 350, rue de Valenciennes 75015 Paris.

GROUPE PUBLIC recherche pour RÉGION RHONE-ALPES (SAVOIE) un cadre supérieur

**DIRECTEUR
DE L'ORGANISATION
ET
DE L'INFORMATIQUE**

Compétences en organisation et informatique. Responsable des études et de l'exploitation. Budget de 5 à 10 millions de francs annuel. Service de 10 à 15 personnes. Formation grande école. Expérience confirmée dans la fonction. Salaire : 250.000 F à débiter selon profil et expérience.

Adresser C.V. et photo sous réf. 8.090 Le Monde Publicité, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

emplois régionaux

**JEUNES INGENIEURS
DEVENEZ EXPERTS
EN RISQUES D'ENTREPRISE**

Les entreprises industrielles ou commerciales sont exposées à de nombreux risques (incendie, perte d'exploitation, bris de machines...), qui doivent être identifiés et analysés en vue d'une prise en compte préventive. L'importance des risques couverts nécessite une étude préliminaire qui nous vous soumettons après une solide formation interne aux techniques d'expertise. Celle-ci vous permettra rapidement d'établir à la fois un diagnostic technique et une évaluation financière des affaires. Vous deviendrez également un spécialiste et un conseil en prévention et protection auprès des Directions de notre clientèle.

Pour renforcer notre position forte sur un marché en plein développement, nous recherchons de jeunes ingénieurs (ENSI, ENSAM, INSA, option Chimie appréciée), géographiquement disponibles et désirant exprimer toute leur personnalité pour donner la pleine mesure de leurs compétences et ambitions.

Nous vous remercions de nous écrire pour un prochain rendez-vous sous référence 7427 à PRESERVATRICE FONCIÈRE - Emplois et Carrières, 18, rue de Londres 75487 Paris Cedex 08.

Préservatrice Foncière

Nous sommes une Banque Coopérative et Régionale de 900 personnes. Nous venons de créer un GIE Informatique avec 2 autres Banques Populaires. Nous développons notre Service Organisation qui compte déjà 8 personnes en créant un nouveau poste.

ORGANISATEUR

Il pilote l'analyse préalable et participe à la réalisation des "Chantiers d'organisation" dont il a la responsabilité. Il est l'interface entre les utilisateurs et les informaticiens. Il établit les plans d'actions (procédures, formation...), quantifie les moyens à mettre en œuvre et contrôle les résultats.

Nous recherchons une "personnalité" de formation supérieure ayant acquis des connaissances approfondies en organisation lors d'une expérience de plusieurs années d'organisation en milieu bancaire.

Merci d'envoyer votre CV à : Patrick BRUNET - B.P.B.A. Cedex 3, 44040 NANTES CEDEX.

**Banque Populaire
Bretagne Atlantique**
La banque coopérative régionale

**LE CRÉDIT AGRICOLE
DES HAUTES-ALPES**

recherche

UN RESPONSABLE D'EXPLOITATION

Si vous avez une formation supérieure, une expérience certaine de l'exploitation (si possible sur DES 8), des capacités à organiser, animer et encadrer une équipe, venez exercer le métier qui vous plaît dans une ville bénéficiant de 300 jours de soleil, avec des pistes de ski à 15 min !

Envoyez C.V. et photo et références à : C.R.C.A.M., B.P. 74, 05003 GAP.

**LE CRÉDIT AGRICOLE
DES HAUTES-ALPES**

recherche

**2 ANALYSTES-PROGRAMMEURS
CONFIRMÉS**

Si vous avez une formation supérieure, une expérience de l'informatique bancaire de quelques années (si possible sur DES 8), venez exercer le métier qui vous plaît, dans une ville qui a 300 jours de soleil et des pistes de ski à 15 min !

Envoyez C.V. et photo et références à : C.R.C.A.M., B.P. 74, 05003 GAP.

emplois régionaux

**Chef de production
vidéo**

recherche pour une mission de 18 mois en Afrique

**GRANDE BANQUE
HAUTE-SAVOIE**

**ORGANISATEUR
JANNEY**

**CREDIT AGRICOLE
MUTUEL DE LA BOCAL**

JEUNES DIPLOMÉS

emplois internationaux

ARABIE SAOUDITE

**TECHNICIEN
ELECTRICIEN**

HYDROGEOLOGUE

WALTER INTI

مكتبة



emplois régionaux - emplois régionaux - emplois régionaux - emplois régionaux



CHAPPELLE DARBLAY

1984 : Une année décisive pour la Chapelle Darblay, premier producteur national de papier journal. Avec un nouvel opérateur industriel et le savoir-faire des meilleurs spécialistes européens, l'entreprise lance un très ambitieux programme : renouvellement de son outil industriel, optimisation de ses conditions d'exploitation - tant sur le plan technique que dans le domaine social - Le plan d'investissement de plus de 3 milliards de francs amènera dans les années à venir cette entreprise industrielle moderne à un niveau de compétitivité internationale. Pour ses deux usines de la région nantaise elle recherche les hommes à la hauteur de ce défi :

- **Ingenieurs de production** - Ingénieurs E.F.P. ou de formation polyvalente, disposant idéalement d'une expérience de la production et des automatismes industriels, capables de participer aux actions d'optimisation du matériel et de prendre la responsabilité entière d'un atelier de 70 à 80 personnes. Réf. A/2537M.
- **Ingenieurs technologie** - De formation E.F.P. ou généraliste, débroués ou ayant une première expérience de la production et des automatismes industriels, capables de participer aux actions d'optimisation du matériel et de prendre la responsabilité de production. Réf. A/2539M.
- **Ingenieurs chefs de centrale chaufferie** - Electriciens, A.M. ou équivalent, Marine Marchande, et si possible formation complémentaire de thermicien (IPE), ayant une expérience confirmée dans l'exploitation d'une centrale thermique haute pression et capables, à terme, de gérer l'ensemble des problèmes liés à l'énergie. Réf. A/2540M.
- **Ingenieur entretien électrique/automatismes** - E.S.E. ou équivalent, disposant de plusieurs années d'expérience dans les Automatismes et la Régulation, capable, à terme, de prendre la responsabilité du Service Entretien - Electricité - Instrumentation. Réf. A/2541M.
- **Ingenieur chef entretien mécanique** - Arts et Métiers ou équivalent, possédant une réelle expérience de la maintenance dans une industrie lourde et capable d'assurer la responsabilité d'un Service de 80 personnes. Réf. A/2542M.
- **Animateur sécurité** - Ingenieur ou Technicien Supérieur, ayant une expérience confirmée des conditions de travail dans une industrie à feu continu, très motivé par la fonction Sécurité et capable d'initier et de conduire les actions dans ce domaine. Réf. A/2543M.
- **Ingenieur chef laboratoire/contrôle qualité** - Ingenieur ou Technicien chimiste, débroué ou ayant une première expérience, capable d'animer un Service de 7 personnes, d'assurer le Contrôle/Qualité et de participer au développement de nouveaux produits et matières premières. Réf. A/2544M.
- **Responsable de formation** - Excellent animateur et bon négociateur, capable d'assurer l'organisation d'un très important plan de formation lié à la mise en œuvre de nouvelles technologies de pointe. Réf. A/2545M.

Merci d'adresser votre curriculum-vitae en précisant la référence. Les candidats sélectionnés découvriront la nouvelle société Chapelle Darblay et son management, sur le site, pendant une journée permettant de faire mutuellement connaissance.



3, rue des Graviers - 92280 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Membre du groupe CIC, notre vocation est étroitement liée au développement des régions Nord et Picardie. Notre autonomie nous permet d'accroître les prises de décisions et de "coller" aux réalités du terrain pour être toujours plus proche de nos clients. Nous sommes aujourd'hui 2.600, répartis entre le siège et nos 160 agences. La gestion des carrières est une de nos priorités et nous souhaitons associer à notre expansion de

jeunes diplômés de l'enseignement supérieur économique et commercial

100 000 +

Nous vous proposons une période de formation de 12 mois qui vous permettra de connaître l'ensemble de nos activités. Nous pourrions alors vous confier des responsabilités croissantes en agence ou dans nos services administratifs, tenant compte de vos aptitudes, de vos aspirations et de nos besoins. Commerce, Finance, Gestion... de nombreux postes seront à pourvoir dans les 5 départements des régions Nord et Picardie. La carrière évolutive ainsi offerte implique une totale mobilité géographique. Rencontrez-nous, nous en discuterons plus en détail.

Georges DEPOST vous remercie de lui adresser votre curriculum-vitae, C.V. et photo sous référence M 37 au Service Recrutement - Direction du Personnel - 36, rue de l'Hôpital Militaire - 59000 LILLE.

BANQUE SCALBERT DUPONT

Le conseil en plus.

PETITEAU SCACCHI ET ASSOCIES

AUDIT et CONSEIL

Le développement rapide de notre bureau de Nantes nous amène à recruter deux jeunes collaborateurs ayant 2 à 3 ans d'expérience en cabinet. Nous souhaitons qu'ils soient issus d'une grande école et possèdent le DECS plus un certificat supérieur. Ils collaboreront à des dossiers d'audit et de conseil d'un très bon niveau et pourront enrichir leur expérience professionnelle dans la perspective de leur diplôme d'expert-comptable. Postes très évolutifs.

Auditeurs Nantes

Merci d'adresser sous Réf. 41124G votre CV à notre Conseil Gérard POINT 15 Rue du Louvre PARIS 1^{er} chargé de cette recherche dans la plus totale discrétion.

nervet pont conseil

IRAM, un institut franco-allemand pour la radioastronomie en ondes millimétriques, basé à Grenoble, cherche un

INGENIEUR en ELECTRONIQUE DIGITALE

avec expérience pratique en conception et mise au point de circuits ou logiques câblés ECL/TTL à grande vitesse et en techniques d'interfaçage avec les ordinateurs. Bonnes connaissances mathématiques (algèbre, traitement du signal (échantillonnage, analyse de Fourier, corrélation...), et un peu de programmation en Fortran nécessaire.

Bonne connaissance de la langue anglaise indispensable.

Age : 25/35 ans.

Niveau : diplôme d'ingénieur ou équivalent.

Salaire : selon diplôme et expérience, avec un minimum de 140.000 F par an + prime d'engagement.

Les candidats qualifiés adresseront au s.r. à : Monsieur l'administrateur IRAM, rue 18, domaine universitaire, 38406 Saint-Martin-d'Hères Cedex.

CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIEL



THOMSON

CHOLET

La Société THOMSON CSF se situe parmi les premières compagnies mondiales en électronique professionnelle. Elle crée pour l'unité de production choletaise (1700 p) de sa division télécommunications un poste de jeune contrôleur de gestion. En position d'adjoint au responsable du service comptabilité, contrôle de gestion. Il aura pour objectif de mettre en place une méthode d'analyse des prix de revient, sous pour autres tâches l'élaboration des budgets et le suivi des activités des ateliers de production.

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (école supérieure de commerce ou équivalent, homme de terrain et de contact, à la fois rigoureux et créatif, et pouvant justifier d'une première expérience du contrôle de gestion acquise dans le secteur industriel, et si possible au niveau d'une unité de production. Des connaissances en informatique constitueraient un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 17/1123 A à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE

15, rue Charles Monod - 44000 Nantes

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERISA ROMA GENEVE DORF LONDON MADRID MONTREAL

egor



Dans le cadre de sa politique de développement, L'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE ROUEN recrute des Professeurs (H.F.) en :

- Gestion du Personnel
- Finance d'entreprise
- Méthodes quantitatives appliquées à la Gestion
- Affaires Internationales

Les candidats correspondront au profil suivant :

- Niveau Doctorat 3^e cycle minimum
- Pratique d'entreprise et expérience pédagogique
- Réels talents d'animateurs
- Capacité de s'intégrer au sein d'une équipe jeune et fortement soudée.

Il leur sera demandé d'entrer en fonction dès Octobre 1984, à temps partiel pour :

- Assurer des cours et des animations tant en formation initiale qu'en formation continue
- Réaliser des interventions d'assistance - conseil auprès d'entreprises
- Encadrer des équipes de recherche et participer à la vie de l'Ecole avec enthousiasme et humour.

Les candidatures seront adressées à :

E.S.C. ROUEN
Henri Jolles - Directeur des Etudes - BP. 34 - St André Bleghet - 76130 Mont-Saint-Aignan



leader français du mobilier contemporain de haut de gamme, recherche un

Responsable de secteur commercial

pour la région située au SUD de la ligne BORDEAUX-GRENOBLE

JEUNE DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT COMMERCIAL SUPERIEUR OU VENDEUR EXPERIMENTE, il devra posséder les qualités d'homme de terrain et la culture lui permettant d'assurer une large mission d'animation du réseau rigoureux et dynamique, tant en ce qui concerne les actions commerciales qu'au niveau de la mise en valeur esthétique de la collection. Une expérience de la vente, en particulier si elle a été acquise dans le cadre d'une politique de marque et une personnalité vigoureuse tournée vers l'action sont indispensables pour assurer ce poste autonome au sein d'une société particulièrement performante. Références souhaitées dans le périmètre MONTPELLIER-AVIGNON-TOULON. Ecrire au CABINET GATIER, 32 Rue Baudouin 69006 LYON, sous réf. JES M.

Cabinet Gatier



SASSENAGE (Grenoble) recherche

CHEF DU DOMAINE DES APPLICATIONS DES GAZ DANS L'INDUSTRIE PAPETERIE

FUNCTION : en deux étapes - il apporte les idées venant de son expérience, explore le champ des possibilités et trouve des perspectives de développement. - il apporte son assistance technique aux commerciaux.

- il anime une équipe de recherche et de développement, organise l'assistance technique pour le développement de l'action commerciale.

PROFIL : Centrale - Mines - Ecole de Chimie de Paris - ENSI - Ecole de Papeterie ou équivalent, option chimie.

Anglais courant, si possible connaissance de la langue allemande.

Expérience impérative 5 ans minimum en industrie du papier.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à CONSILIA

5, rue de Lincoln - 75008 Paris (4ème étage)

Consilia

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

emplois régionaux

Responsable méthodes comptables

250.000 F

La Société THOMSON CSF se situe parmi les premières compagnies mondiales en électronique professionnelle. Elle crée pour l'unité de production choletaise (1700 p) de sa division télécommunications un poste de jeune contrôleur de gestion. En position d'adjoint au responsable du service comptabilité, contrôle de gestion. Il aura pour objectif de mettre en place une méthode d'analyse des prix de revient, sous pour autres tâches l'élaboration des budgets et le suivi des activités des ateliers de production.

PA

INGENIEUR INFORMATIQUE PRATICIEN DE L'ETAT

La Société THOMSON CSF se situe parmi les premières compagnies mondiales en électronique professionnelle. Elle crée pour l'unité de production choletaise (1700 p) de sa division télécommunications un poste de jeune contrôleur de gestion. En position d'adjoint au responsable du service comptabilité, contrôle de gestion. Il aura pour objectif de mettre en place une méthode d'analyse des prix de revient, sous pour autres tâches l'élaboration des budgets et le suivi des activités des ateliers de production.

Jeunes ingénieurs grandes écoles

Nous vous proposons une période de formation de 12 mois qui vous permettra de connaître l'ensemble de nos activités. Nous pourrions alors vous confier des responsabilités croissantes en agence ou dans nos services administratifs, tenant compte de vos aptitudes, de vos aspirations et de nos besoins. Commerce, Finance, Gestion... de nombreux postes seront à pourvoir dans les 5 départements des régions Nord et Picardie. La carrière évolutive ainsi offerte implique une totale mobilité géographique. Rencontrez-nous, nous en discuterons plus en détail.

Georges DEPOST vous remercie de lui adresser votre curriculum-vitae, C.V. et photo sous référence M 37 au Service Recrutement - Direction du Personnel - 36, rue de l'Hôpital Militaire - 59000 LILLE.

BANQUE SCALBERT DUPONT

Le conseil en plus.

PETITEAU SCACCHI ET ASSOCIES

AUDIT et CONSEIL

Le développement rapide de notre bureau de Nantes nous amène à recruter deux jeunes collaborateurs ayant 2 à 3 ans d'expérience en cabinet. Nous souhaitons qu'ils soient issus d'une grande école et possèdent le DECS plus un certificat supérieur. Ils collaboreront à des dossiers d'audit et de conseil d'un très bon niveau et pourront enrichir leur expérience professionnelle dans la perspective de leur diplôme d'expert-comptable. Postes très évolutifs.

Auditeurs Nantes

Merci d'adresser sous Réf. 41124G votre CV à notre Conseil Gérard POINT 15 Rue du Louvre PARIS 1^{er} chargé de cette recherche dans la plus totale discrétion.

nervet pont conseil

IRAM, un institut franco-allemand pour la radioastronomie en ondes millimétriques, basé à Grenoble, cherche un

INGENIEUR en ELECTRONIQUE DIGITALE

avec expérience pratique en conception et mise au point de circuits ou logiques câblés ECL/TTL à grande vitesse et en techniques d'interfaçage avec les ordinateurs. Bonnes connaissances mathématiques (algèbre, traitement du signal (échantillonnage, analyse de Fourier, corrélation...), et un peu de programmation en Fortran nécessaire.

Bonne connaissance de la langue anglaise indispensable.

Age : 25/35 ans.

Niveau : diplôme d'ingénieur ou équivalent.

Salaire : selon diplôme et expérience, avec un minimum de 140.000 F par an + prime d'engagement.

Les candidats qualifiés adresseront au s.r. à : Monsieur l'administrateur IRAM, rue 18, domaine universitaire, 38406 Saint-Martin-d'Hères Cedex.

THOMSON

CHOLET

La Société THOMSON CSF se situe parmi les premières compagnies mondiales en électronique professionnelle. Elle crée pour l'unité de production choletaise (1700 p) de sa division télécommunications un poste de jeune contrôleur de gestion. En position d'adjoint au responsable du service comptabilité, contrôle de gestion. Il aura pour objectif de mettre en place une méthode d'analyse des prix de revient, sous pour autres tâches l'élaboration des budgets et le suivi des activités des ateliers de production.

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (école supérieure de commerce ou équivalent, homme de terrain et de contact, à la fois rigoureux et créatif, et pouvant justifier d'une première expérience du contrôle de gestion acquise dans le secteur industriel, et si possible au niveau d'une unité de production. Des connaissances en informatique constitueraient un atout supplémentaire.

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Responsable méthodes comptables

250.000 F

Ce groupe financier est un leader français du crédit et du financement. Sa direction financière recherche son responsable des méthodes et de l'organisation comptables. Animant trois cadres et en collaboration avec les services opérationnels de la comptabilité, il mettra en œuvre de nouvelles procédures comptables et interviendra auprès des directions régionales et des filiales dans un esprit de coordination, de pédagogie et de contrôle. Ce poste élargit son champ à un candidat âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure (grande école commerciale ou expertise comptable) ayant déjà obtenu une expérience de plusieurs années en tant que responsable comptable d'une grande entreprise du secteur financier. La rémunération annuelle fonction de l'expérience pourra atteindre 250.000 francs auxquels il faut ajouter certains avantages. Ce poste est basé en banlieue Est. Ecrire à R. COU-LANGE en précisant la référence A/2546M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

INGENIEUR INFORMATICIEN
ou
PRATICIEN DE L'E.A.O.

Vous voulez vous réaliser dans le domaine passionnant de l'ENSEIGNEMENT ASSISTÉ PAR ORDINATEUR et de l'Information Interactive (VIDEOTEK) ? Rejoignez notre équipe Lyonnaise. Nous sommes une société de conseil, d'études, de réalisations et de formation, filiale d'un grand Groupe. Pour tous renseignements, tél. de 14h à 18h au 16 (7) 833.97.11 poste 135.

Jeunes ingénieurs grandes écoles

Après une période de formation aux techniques et aux procédures de la Société, ils se verront confier progressivement la prise en charge complète de projets tant en France qu'à l'étranger. Les ingénieurs recherchés, débutants ou ayant une première expérience industrielle (2-3 ans), devront avoir un réel potentiel de manager. Ils sont assurés de trouver une structure favorable à un développement de leurs capacités. La connaissance de l'anglais est indispensable. Les postes à pourvoir se situent dans la métropole Nord. Les candidatures adressées sous la référence 2180/LM seront examinées confidentiellement par Daniel LANDEAU.

HAY Manager

50, bd de Paris
59100 ROUBAIX
T. (20) 73.71.70

IMPORTANTE ENTREPRISE
DE LYON RECHERCHE :

1 PUPIPREUR (H./F.)

Une année d'expérience requise sur matériel 4841 (synthèse DOS/VSE) utilisé dans un contexte « base de données » et « traitement ». ainsi que la connaissance de JCL, serait appréciée. La rémunération sera brute à l'embauche de 74.696 F.

Les lettres de candid., c.v., photos et copies des diplômes sont à adresser s/m 3172 à l'AGENCE Pierre LICHOU S.A. 12, rue du Président Carnot, 69002 Lyon qui transmettra.

Service de Prévention spécialisée recherche

TRAVAILLEUR SOCIAL, titulaire d'un diplôme de CAPASE, DEFA, D.E. d'assistant social, D.E. de médiateur social, D.E. de médiateur de la loi du 3 janvier 1984, pour son institut de rééducation et de psychopédagogie (100 enfants de 5 à 16 ans) en gestionnaire à compter du 1^{er} sept. 1984. Rémunération cadre selon convention, collect. du 31-10-81.

Pour la région Rhône-Alpes le service social

UNE(E) ADJOINT(E) au gérant

DÉLÉGUÉ RÉGIONAL

Diplôme d'assistant social et 10 ans minimum d'expérience professionnelle exigée. Lieu de travail : LYON. Env. c.v. : direction S.E.A.E. 72, rue Regnaud, 78013 Paris.

IMPORTANT ORGANISME D'AMÉNAGEMENT

recherche pour programmes d'acquisition départ. Nord-Pas-de-Calais

1 AGENT ou INSPECTEUR FONCIER

Formation licence en droit du maître. Exp. de cette fonction abs. Ecrire sous le n° T 066.748 M. RÉGIE-PRESSÉ 7, rue de Montcaumon, Paris-7.

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS EN GÉNIE ÉLECTRIQUE

recherche

INGÉNIEURS DE LABORATOIRE

ÉLECTRONIQUE AUTOMATIQUE INFORMATIQUE ÉLECTRONIQUE S.P. 1012, 55, rue de la République 76014 ROUEN.

Entreprise de distribution de matériel électrique et électronique recherche un

TECHNICO-CIAL

ayant des qualités de négociateur, pour développer des secteurs industriels dans la région SAVOIE, HAUTE-SAVOIE. Lieu de travail : ANNECY. Indiquer rémunération souhaitée. S'adresser : Ets REAL, Z.I. 74570 PRÉVÉLY.

SOCIÉTÉ EN PROVENCE

recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Pour études logiques et matériel. Connaissance PASCAL impérative. Connaissance micros 16 bits nécessaire. Envoyer c.v. + photo + références à S.A. 125 "Études électroniques et informatiques" Centre commercial LE BEL-ORNEAU, avenue J.-P. Costa, 13100 AUBERVAULT.

Un cab. d'expertise comptable, situé à ANNECY, recherche un

COLLABORATEUR EXPÉRIMENTÉ (H./F.)

ayant au minimum le DECS. Il devra être capable de travailler d'une façon autonome pour être entièrement responsable de dossiers importants. Env. avec c.v., photo et prêt. s/m 1012, 55, rue de la République, 76014 ROUEN.

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION EN MATÉRIEL DE LAVÉRIE

recherche agent technico-commercial pour prospection, vente et service après-vente. Poste à créer dans région parisienne. Expérience souhaitée. Envoyer c.v. + photo à L'AVANTAGE FRANCE, 15, rue de la Concorde, 14000 CAEN.

Organisme d'étude MARSEILLE recherche chargé d'études

ECONOMISTE

gestion prévisionnelle d'OHLM, planification logement, études d'opérations. Env. s/m 8.124 le Monde Pub. service AGENCES CLASSES 5, rue des Bains, 75009 Paris.

Cette entreprise de maintenance industrielle sur le secteur de la pétrochimie est de dimension nationale. Entreprise de services, un de ses soucis est de s'adapter en permanence aux besoins de sa clientèle pour mieux y répondre. Cette politique l'amène à restructurer 3 de ses secteurs en plein développement et elle recherche 3 nouveaux cadres.

Chef du secteur «arrêt unités»

Réf. 120 LM

Il entamera et mènera à terme la reorganisation de ce service. Nouveaux, il proposera à sa direction les réformes à effectuer, les nouvelles procédures et modifications à mettre en place. Homme de dialogue mais aussi de caractère, il est en mesure de faire accepter et appliquer ses décisions au personnel en place. Parallèlement, en contact avec les clients, il est chargé de la gestion des chantiers : calcul des prix de revient des arrêts d'unités de raffineries et pétrochimie, planification, organisation et supervision de ces chantiers. Ce poste conviendrait à un ingénieur mécanicien possédant plusieurs années d'expérience sur le terrain en production ou maintenance (raffinerie, pétrochimie ou industrie lourde). Anglais souhaité.

Chef d'exploitation «nettoyage chimique»

Réf. 121 LM

Ce secteur vient d'être créé et connaît déjà un véritable succès auprès des responsables entretiens de raffineries centrales thermiques et entreprises diverses. Le Chef d'exploitation, adjoint du Chef de secteur, spécialiste de la chimie, est chargé des problèmes de terrain. Responsable des hommes et du matériel, il organise et suit les opérations de nettoyage. Ses interlocuteurs sont essentiellement des techniciens de haut niveau. Il doit donc posséder lui-même un bagage technique sans faille (au minimum D.I.U.T. + 7 à 10 ans d'expérience du terrain en production, maintenance ou exploitation en chimie).

Ingénieur d'affaires service organisation méthodes

Réf. 122 LM

Diplômé d'une école d'ingénieurs à tendance mécanique et parfaitement bilingue anglais, vous avez à 32 ans environ, plusieurs années d'expérience à un poste où vous avez assumé des responsabilités de gestion de projets dans les secteurs offshore, BTP, entretien, ingénierie. Vous serez chargé de la gestion d'opérations (jusqu'à 10 MF chacune) depuis les négociations commerciales au bilan des chantiers en passant par l'étude des projets, leur mise en œuvre et leur suivi. Pour certains chantiers importants, vous serez assisté par des superviseurs à qui vous déléguerez une partie de vos responsabilités.

GPME

Ces 3 postes, passionnants par la diversité des relations et contacts qu'ils impliquent, nécessitent une très importante disponibilité, un dynamisme à toute épreuve, une grande adaptabilité technique et bien sûr du caractère, le sens de l'initiative et l'esprit de synthèse. Charlotte VOUTRIEZ vous remercie d'envoyer votre candidature (LM + CV + photo) en précisant la référence du poste choisi, à GPME «Le Mercure A» ZI d'Abe-en-Provence, 13763 Les Milles Cédex. Les candidats seront reçus à Paris et Marseille.

Informaticiens

Pour notre usine de Brives (Sud-Ouest) appartenant à un important ensemble industriel nous recherchons, afin de renforcer notre département informatique :

1 - sur IBM 43-31 environnement DOS/VSE - CICS - DL1 (réf. A)

CHEF DE PROJET Ingénieur Grande Ecole

- Expérience en techniques de gestion de production

- La connaissance de COBOL serait un atout.

HOMME SYSTEME (réf. B)

- Expérience de plusieurs années indispensable.

2 - sur DIGITAL DUT INFORMATIQUE (réf. C)

- Pour étude et réalisation de projets en informatique technique et industrielle.

Pratique FORTRAN et ASSEMBLEUR indispensables.

Dérogés OM - Anglais indispensable. Envoyer CV manuscrit, photo et références à : HYPERLEEC.

Secrétariat du Département du Personnel, avenue Roger Bonnier, 19106 Brives en précisant la réf. du poste choisi.

GERER LES RESSOURCES HUMAINES DES ANNEES 80

Fermelement décidée à réussir la mutation philosophique des années 80 en matière de valorisation des ressources humaines, IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE, leader français dans sa branche d'activité, recherche un

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

RATTACHE AU DIRECTEUR EUROPEEN.

Il aura pour mission :

- recrutement des cadres

- suivi des carrières

- plan de succession

- appréciation des performances

- suivi des rémunérations ETAM, assimilés et cadres.

La réussite dans ce poste nécessite que le candidat partage notre volonté de développer et d'accroître la productivité par une véritable participation de chaque collaborateur en se tenant résolument à l'écoute des besoins et des attentes du personnel.

Diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une première expérience dans la fonction d'au moins 3 à 5 ans, il sera capable de négocier au plus haut niveau tant dans les unités françaises qu'à l'étranger, de concevoir et d'appliquer une politique de Ressources Humaines compatible avec les grands objectifs de la Direction Européenne.

Un bon niveau de la langue anglaise est indispensable. La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat.

Lieu de travail : PICARDIE. Si vous êtes intéressé, adressez en toute confidentialité votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous référence 3981 à PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Data General

grandes opportunités internationales bureautique

DATA GENERAL, un des leaders mondiaux de la fabrication de mini-ordinateurs, a été fondé il y a 16 ans et fait partie des "FORTUNE 500", avec un CA de plus de 800 millions de dollars : la compagnie emploie plus de 15.000 personnes dans le monde entier et 120.000 de nos systèmes fonctionnent déjà dans 57 pays : 10 % de son chiffre d'affaires sont consacrés à la recherche et au développement.

Nous sommes leader sur les marchés de la bureautique, des télécommunications et des traitements de l'information, et nous comptons parmi nos clients 83 des 100 plus grandes entreprises mondiales.

Notre division "European Information Systems Marketing Group" définit la stratégie marketing pour les marchés de la bureautique, des télécommunications et du traitement de l'information.

Elle est située au quartier général européen de DATA GENERAL à la Défense, et est constituée de professionnels chargés de mettre en place notre programme de Marketing en Europe Occidentale, en Afrique et au Moyen-Orient.

En vue d'assurer la continuité de notre expansion, nous recherchons

responsable de marketing

BUREAUTIQUE

Au sein de la division, vous serez le support produit pour le système de bureautique intégré CEO dans notre politique de commercialisation auprès des grandes sociétés en Europe, en liaison avec les filiales et distributeurs. De formation informatique, vous avez au moins 5 ans d'expérience dans la bureautique. Parfaitement bilingue français/anglais, vous avez le sens de la communication. Une expérience similaire auprès d'un constructeur informatique ou bureautique sera un atout supplémentaire. Un candidat de valeur trouvera chez nous de multiples opportunités pour compléter cette expérience sur l'un des marchés les plus porteurs dans un environnement international.

responsable de marketing junior

BUREAUTIQUE

Jeune diplômé en informatique ou Marketing, vous souhaitez acquérir une première expérience internationale dans un secteur de pointe. Après une formation à nos produits vous vous spécialisez dans la bureautique avec l'appui d'une équipe de professionnels, et vous serez le support produit auprès de nos clients pour nos équipes commerciales en Europe. Vous êtes bilingue français/anglais.

Adressez votre C.V. en anglais au Département du Personnel

DATA GENERAL EUROPE - Tour Manhattan 5/6 place de l'Île

92085 PARIS LA DEFENSE II CEDEX 21

Data General
a Generation ahead.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

INGÉNIEURS : ÉLECTRONICIENS INFORMATIENS

Nous sommes l'un des leaders mondiaux dans l'étude et la réalisation de simulateurs, c'est-à-dire de produits passionnants :

- simulateurs de systèmes (avions, centrales, sous-marins, radars...) ou d'ensembles tactiques complexes (combats aériens ou terrestres),
- systèmes de visualisation aux applications multiples.

Pour les concevoir nous utilisons des techniques de pointe : électronique rapide, informatique temps réel, vidéo, synthèse d'image, optique...

Au sein d'un champ d'activité en pleine croissance, nous proposons à des Ingénieurs Électroniciens et Informaticiens Grandes Ecoles (débutants et 2 à 5 ans d'expérience) d'acquies un solide savoir-faire et d'élargir leur responsabilité dans le domaine des études suivantes :

- électronique rapide, numérique et analogique, pour applications vidéo ;
- équipements de visualisation d'images, électronique d'amplification et de contrôle ;
- conception de systèmes de synthèse d'images en temps réel et coordination des projets ;
- génie logiciel : spécification de techniques et création d'outils.

Pour ces postes à pourvoir à TRAPPES (78) ou CERGY (95), merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération souhaitée sous réf. JC.84.9.M à

THOMSON-CSF - Division Simulateurs

E. GAUDICHON
B.P. 116
78192 TRAPPES CEDEX

A. de BEJARRY
B.P. 226
95523 CERGY-PONTOISE CEDEX

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

BRED

BANQUE RÉGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DÉPÔTS

Première Banque régionale française - 3000 établissements, 178 agences

LA DIRECTION COMMERCIALE
recherche pour son secteur PME/PMI

RESPONSABLES ET FUTURS RESPONSABLES D'UN PORTEFEUILLE DE PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES MF

Mission : Appelés à devenir les interlocuteurs privilégiés de leurs clients par une bonne aptitude à la négociation, ils devront développer les portefeuilles d'entreprises qui leur seront confiés.

Expériences : Diplômés de l'enseignement supérieur - ITS, CESS - ils devront bénéficier d'une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans la fonction.

Atteintes : Dynamiques, disponibles, ayant une bonne approche du risque bancaire ainsi que le sens des responsabilités, ils seront amenés à animer une équipe de bon niveau.

Merci d'adresser vos C.V., photo et rémunération à :
Direction commerciale
Service GREGAN
18, Quai de la Rapée
75012 Paris.



EUROSOFT SYSTEMES

- 14 ans d'expérience du Service et de l'Ingénierie Informatique
- Taux de croissance annuel de 30%
- Filiale d'un groupe aux activités internationales, centrées sur les techniques de pointe.

Pour renforcer nos équipes, nous recherchons des

Ingénieurs informaticiens

• CONFIRMES

Vous participerez ou dirigerez d'importants projets en :
- génie logiciel - traitement du signal
- conduite de processus industriels - réseaux

• DÉBUTANTS

De formation grande école ou universitaire

Le dynamisme de nos structures est le gage d'un réel enrichissement de votre potentiel tant sur le plan technique que sur le plan de l'accroissement des responsabilités.

Pour prendre contact écrire sous réf. R3 à Marie - France BURQ - EUROSOFT - 38, Bd Henri Sellier - 92150 SURESNES.

INGÉNIEURS INFORMATIENS

GRANDES ÉCOLES, DOCTORAT, DEA, MAÎTRISE, (0 à 5 ans d'expérience)

Sociétés de services d'ingénierie informatique (740 personnes, C.A. 280 M.F.) partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, offre dans le cadre de sa stratégie d'expansion, des postes d'ingénieurs informaticiens, en leur proposant d'exercer leur activité dans les domaines suivants :

- SYSTÈMES TEMPS RÉEL - INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE - SYSTÈMES DE GESTION
- SYSTÈMES DE COMMUNICATION
- SYSTÈMES DE GESTION DE BASES DE DONNÉES

GROUPE SYSECA



Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération sous réf. 8080 à GROUPE SYSECA
Service du Personnel - 618, Bureau de la Colline
92213 SAINT-CLOUD CEDEX - Tél. 602.70.47

AMPEX

LEADER PRESTIGIEUX DU MAGNÉTIQUE

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Intelligents, de formation électronique, parlant anglais et ayant une vocation commerciale affirmée.

Pour devenir
après formation interne :

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Chargé de suivre une clientèle industrielle sur le plan technique et commercial en liaison avec les départements marketing produits aux États-Unis.

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Ayant le sens des relations humaines pour promouvoir les contacts industriels de bon niveau dans le cadre de la commercialisation de produits de technologie très enrichissante.

Envoyer C.V., détaille, photo et prétentions à AMPEX
Courcelles 1-2, rue Camonety, 75017 PARIS.

Belgique, Scandinavie, RFA..., vous exploitez !
USA, Canada, Japon..., vous développez !

Export manager

Nous sommes un groupe industriel français : un grand parmi les grands. Un de nos départements 250 MF de CA dont 20 % à l'export recherche son responsable exportation.

Il devra d'une part consolider les actions entreprises sur les marchés européens et d'autre part, il sera investi d'une très importante mission : accroître rapidement nos parts de marché en Amérique du Nord et au Japon.

Il est évident que nous ne confierons cette mission qu'à un candidat de formation commerciale supérieure ayant déjà réussi dans le développement de produits de grande consommation (habillement/chaussures de préférence).

Une parfaite connaissance de l'anglais est nécessaire, une seconde langue sera très appréciée.

Ce qui nous importera avant tout, c'est votre esprit entrepreneur et gagnier.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 5065 à nos cabinets - 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS.

2 AUDITEURS INTERNES

EUREST

Nous sommes UN GROUPE INTERNATIONAL DE RESTAURATION (2 Milliards C.A. en 1983 - 12.000 personnes - 22 % de croissance par an).

Nous recherchons pour notre siège Paris Saint-Lazare 2 AUDITEURS INTERNES

Vous serez à assurer des missions de révision comptable, de contrôle de l'application des procédures du groupe, d'évaluation de la fiabilité des informations de la Direction Générale ou d'Audits opérationnels.

Vous êtes diplômés d'une Ecole de Commerce (Sup. de Co, Maîtrise Dauphine, Droit + IAE), débutants ou avec une première expérience de l'audit.
Vous parlez couramment l'allemand ou l'anglais et vous êtes disponibles pour de nombreux déplacements d'une à trois semaines, en France et à l'étranger.

Après un passage de 3 à 4 ans en audit interne, vous serez susceptibles d'évoluer vers des postes opérationnels à l'intérieur du groupe.

Veuillez adresser CV + photo au Service Recrutement EUREST - 14, rue d'Athènes - 75009 PARIS.

Unités Industrielles appartenant à un groupe de dimension internationale
Secteur d'activité en forte expansion.

Gestion budgétaire et informatique

Vous serez à développer un contrôle budgétaire en analysant les résultats, interprétant les écarts et préconisant de nouvelles procédures.
Il vous appartiendra de gérer les données et d'assurer la cohérence de toutes les applications informatiques.

matiques utilisant ou non des micro-ordinateurs.
L'exercice de cette fonction nécessite une bonne maîtrise des systèmes informatiques et la connaissance de tous les rouages d'une entreprise industrielle.

Faites-nous part de vos intérêts et motivations en envoyant CV et prétentions sous réf. 3520 à



claudes debray conseil
192 boulevard Saint-Germain - 75007 Paris.

TELECOMMUNICATIONS

Centre National d'Etudes des Télécommunications

MINISTÈRE des POSTES, des TELECOMMUNICATIONS et de la TELEDIFFUSION à LANNION

recherche un

ingénieur chercheur

(diplômé Grande Ecole ou thèse universitaire)

pour lancer et diriger des études nouvelles en architecture de machines parallèles destinées au traitement de langages symboliques.
Le candidat devra posséder une expérience en conception et réalisation de machines.
Lieu de travail : LANNION - Côtes-du-Nord.

cnet

Ecrire au Service du Personnel - Division PCG - CNET LANNION A
B.P. 40 - 22301 LANNION CEDEX

هنا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
pour développer son équipe
recherche

REVISEURS CONFIRMES

certificat supérieur juridique et fiscal

ASSISTANTS REVISEURS

débattants ou ayant obtenu une première expérience, DECS complet.
Ces postes impliquent d'être diplômés
de l'Enseignement Supérieur.

- Vous pourrez vous intégrer dans une structure très souple et particulièrement évolutive.
- Votre activité sera axée sur la Région Parisienne.
- La variété de vos missions, vous fera bénéficier d'une formation diversifiée préparant au diplôme d'Expertise Comptable.

Adresser vos candidatures à
JACQUES GRILLON - TUILLET ET ASSOCIÉS
22, rue de la Banque - 75002 PARIS



L'INFORMATIQUE EN RENAULT

La dimension et la localisation de nos usines de production impliquent des centres de traitement de l'information décentralisés, dotés d'hommes et de moyens de premier plan. La performance de notre réseau, sa cohérence et son intégration dans la politique de gestion du Groupe, est vitale pour l'entreprise. Nous recherchons aujourd'hui à renforcer nos équipes en accueillant des femmes et des hommes prêts à prendre rapidement la responsabilité de projets de grande envergure en région parisienne ou en province. Diplômés de l'enseignement supérieur (grandes écoles d'ingénieurs ou de gestion - Universités), nous leur proposons l'un des postes suivants:

1/ ANALYSTES PREMIERE EXPERIENCE

Chargés au sein d'une équipe de concevoir et réaliser des projets de gestion industrielle en relation avec les utilisateurs dans nos centres de BILLANCOURT et DOULAI.

2/ RESPONSABLE DE L'ANALYSE, PROGRAMMATION SUR SYSTEME I.B.M.

Quelques années d'expérience lui permettant de prendre directement l'animation d'une dizaine de programmeurs et techniciens, de suivre les programmes de réalisation et d'assurer la liaison entre utilisateurs, exploitation et système. Ce poste est à pourvoir à FLINS.

3/ CHEFS DE PROJETS CONFIRMES

Capables d'encadrer directement des équipes de réalisation en gestion de production et/ou gestion administrative. Une bonne connaissance du matériel I.B.M. est indispensable pour ces postes localisés à BILLANCOURT, DOULAI ou BATILLY (près de METZ).

4/ ORGANISATEUR CHEF DE PROJET

Il a pour mission de définir et mettre en œuvre un système informatique en temps réel, gérant toute l'information véhiculée du lancement en fabrication jusqu'à la mise à disposition du réseau commercial. Son expérience lui permet d'animer une équipe de six à huit personnes, organisateurs, analystes et techniciens. Ce poste est à pourvoir à SANDOUILLE, près du HAVRE.

5/ RESPONSABLE METHODES ETUDES

Ayant une première expérience et une connaissance des systèmes, appuyée par une équipe de deux analystes programmeurs, il a pour mission permanente de définir et faire appliquer les méthodes de travail et les outils de suivi par les différentes équipes de développement informatique de notre usine de SANDOUILLE (près du HAVRE).

6/ ANALYSTE EN INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Ce jeune ingénieur doit, si possible, connaître le langage ASSEMBLEUR et les matériels PHILIPS, H.P. MAXIME. Responsable de l'ensemble des systèmes informatiques liés au temps réel au processus de fabrication des véhicules, il en coordonne la maintenance et définit une politique générale pour le choix des matériels et systèmes de l'usine. Ce poste est à pourvoir à SANDOUILLE (près du HAVRE).

7/ INGENIEUR SYSTEME CONFIRME

Spécialisé dans les logiciels de base, DOS, MVS, CICS, LU6.1, VSAM, VOLLE, LIBRARIEN, TSO, il est chargé du support technique au secteur d'assistance à l'exploitation. Ce poste est à pourvoir dans nos services centraux à BILLANCOURT.

8/ INGENIEUR RESEAU

Avec, de préférence, une expérience de trois à quatre ans, il participe à l'étude et la mise en place des réseaux internes à l'entreprise et intervient comme conseil auprès des établissements industriels. Ce poste est à pourvoir dans nos services centraux à BILLANCOURT. La circulation des informations passe par la mobilité des hommes. De larges possibilités d'évolution fonctionnelles et géographiques sont offertes dans le Groupe, en FRANCE ou à l'étranger. Les candidatures sont à envoyer à: REGIE NATIONALE DES USINES RENAULT, Direction Centrale du Personnel et des Relations Sociales, Service Ingénieurs à Cadres, 12 place Bir Hakeim 92100 BOULOGNE en précisant le numéro du poste.

RENAULT

des gens qui font circuler leurs idées.

THOMSON-CGR BRANCHE DES EQUIPEMENTS MEDICAUX

recherche pour sa ligne de produits RADIOLOGIE CONVENTIONNELLE ET NUMERIQUE

SON RESPONSABLE des ARCHITECTURES SYSTEMES et du LOGICIEL

Il sera chargé de:
• Définir l'architecture des nouveaux systèmes de radiologie.
• Définir les cahiers des charges et les structures des logiciels de ces produits.
• Coordonner et contrôler la réalisation et l'intégration de ces logiciels.

De formation grande école, il aura conduit avec succès l'étude de plusieurs projets importants à forte composante informatique temps réel (matériel et logiciel) et aura acquis une réelle expérience dans les domaines suivants:

- Informatique temps réel.
- Méthodologies du logiciel.
- Traitement d'image.
- Réseaux.
- VAX, PDP, 68000, VMS, RSX, VERSA DOS, UNIX.

Des déplacements sont à prévoir en particulier aux USA.

Adresser CV, photo et prétentions à THOMSON-CGR, Service du Personnel, 3, rue d'Amiens, 93240 STAINS.

THOMSON

BRANCHE EQUIPEMENTS MEDICAUX

Emballage Beauvais

- Sous l'autorité du Directeur Général assurer la gestion de l'entreprise sur les plans administratif, financier, comptable, personnel, fiscal et juridique.
- Participer à l'élaboration du budget et contrôler son application.
- Mettre en place une comptabilité analytique et améliorer l'outil de gestion, est la mission que nous voulons confier à notre futur.

Responsable administratif et financier H/F

Vous devez au moins 32 ans, une formation supérieure comptable et vous justifiez d'une expérience significative dans un poste similaire, incluant le contrôle de gestion informatique dans une entreprise industrielle. Alors envoyez-nous votre CV manuscrit + rémunération actuelle en précisant la référence 037/A au 20 avenue Franklin Roosevelt, 75008 Paris.

CANEVA

La Chambre Syndicale des Banques Populaires recherche un

Informaticien confirmé

De formation supérieure, vous avez acquis à travers une expérience de 3 ans minimum, une bonne connaissance des divers aspects de l'informatique (analyse, programmation, système, exploitation, télétraitement, bases de données...).

Nous vous proposons aujourd'hui, d'élargir votre champ d'action et vos responsabilités en venant rejoindre notre équipe

Audit informatique.

Votre mission consistera à développer les méthodes d'audit et à assister les inspecteurs de la Chambre Syndicale dans leur appréciation (sécurité, fiabilité, efficacité) des 29 centres informatiques du Groupe.

Ce poste implique de fréquents déplacements en province et nécessite de bonnes qualités relationnelles.

Nous vous remercions d'envoyer C.V., photo et indication de la rémunération actuelle, sous référence HM à Madame NOE.

Banque Populaire

Chambre Syndicale des Banques Populaires
131, avenue de Wagram
75017 PARIS CEDEX 17

Soyez bien!

Tout simplement comme les femmes et les hommes passionnés par l'informatique et qui intègrent Digital, le deuxième groupe informatique mondial.

Ils sont bien parce qu'ils trouvent chez Digital une communication facile, le goût du dialogue, le sens de l'efficacité et une prise en compte de leurs aspirations...

Ils sont bien parce qu'ils travaillent dans un environnement professionnel ouvert, sur des gammes de produits performants (plus de 11 % du C.A. est consacré à la Recherche et au Développement) et parce qu'ils prennent part à des projets d'entreprise particulièrement dynamiques.

Ingénieurs Commerciaux Expérimentés.

Soyez bien : vous possédez une formation commerciale ou technique supérieure, 3 à 5 ans d'expérience commerciale en informatique, la volonté de participer à notre développement sur toute la France et la capacité de prendre rapidement des responsabilités.

Dans le cadre de grands groupes ou de secteurs économiques, vous dialoguez avec "ceux qui décident", vous participez à leurs plans informatiques et vous leur proposez une véritable solution.

Soyez bien : faites votre choix entre Strasbourg, Lille, Bordeaux, Nantes, Lyon, Marseille.

Parlez et prenez tout simplement contact avec le Département des Ressources Humaines et Développement sous réf. M105

2, rue Gaston Crémieux B.P. 136 - 91004 Evry Cedex

N°2 mondial de l'informatique

digital

Importante société d'ingénierie à vocation internationale - 5300 personnes recherche pour ses

DIVISION INFORMATIQUE

Responsable d'études

Chargé du domaine de la gestion des documents, il aura notamment à concevoir et réaliser le nouveau système de gestion des documents techniques, à travers l'animation d'une équipe de plusieurs chefs de projets et d'analystes.

Chef de projet

Chargé de la conception, du pilotage de la réalisation et de la mise en place de logiciels de gestion dans le domaine comptabilité générale et analytique, systèmes parti-comptables et contrôle de gestion. Après avoir pris connaissance des systèmes d'informations existants, il développera de nouveaux logiciels.

Ces ingénieurs auront de bonnes connaissances méthodologiques et techniques - ENVIRONNEMENT IBM (MVS/CICS/VM-CMS) ET DEC (VAX/VMS) - avec une expérience d'au moins 5 ans dans la conduite de projets ayant nécessité la maîtrise de problèmes liés au télétraitement et aux bases de données. Une expérience d'informatique répétée serait appréciée.

Pour plus d'informations
téléphonez tous les jours de 7h00 à 22h00 au
722.24.24.
Nous prendrons rendez-vous ensemble.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



La Banque de France

organise un
concours spécial
de **REDACTEUR** (premier grade du personnel d'encadrement)
pour le recrutement d'
ANALYSTES
dans ses
services informatiques

Ce concours est ouvert aux candidats (hommes ou femmes) âgés de moins de 28 ans (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1er Janvier 1984, libérés OU NON des obligations militaires et titulaires d'une **MAÎTRISE D'INFORMATIQUE APPLIQUÉE À LA GESTION (MIAGE)** ou au moins d'un diplôme national sanctionnant un premier cycle d'études supérieures (DUT, DEUG, BTS...) ou du diplôme d'une école de niveau équivalent. Les candidats reçus seront affectés à PARIS; ils participeront aux activités informatiques de la Banque de France et, en particulier, à la mise en place d'un nouveau plan d'équipement, à la gestion des grandes banques de données d'intérêt national et à des travaux d'ordre économique ou monétaire. Ils seront à même, à la mesure de leurs capacités, d'accéder rapidement à des fonctions de responsabilité et bénéficieront de possibilités de promotion interne.

Les épreuves écrites auront lieu les 15 et 16 Septembre 1984. Les inscriptions sont reçues jusqu'au 25 Juillet 1984.

Renseignements et documentation :
BANQUE DE FRANCE - Direction Générale du Personnel
Service du Recrutement et des Concours - 39, rue Croix-des-Petits-Champs
75049 PARIS CEDEX 01 - Téléphone : 261.56.72 postes 35-43 et 35-44.

A un diplômé d'école de commerce nous offrons une polyvalence immédiate en comptabilité

L'UCB, société du Groupe Compagnie Bancaire, recherche pour sa direction financière et comptable un diplômé d'école de commerce option Finance/Comptabilité bénéficiant du certificat d'études juridiques du DECS.

Vous êtes débutant ou possédez une première expérience dans un service comptable. Nous vous offrons une position stratégique vous permettant d'assurer des études ponctuelles sur les aspects comptables et fiscaux d'opérations financières. Vous serez amené également à participer au sein de l'équipe à des travaux de comptabilité générale.

Ce poste formateur car très polyvalent vous permettra d'évoluer à terme vers un poste fonctionnel plus large ou opérationnel plus autonome.

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre - CV s/réf. 948M à Sophie Guénat,
Service Orientation Recrutement - 5 avenue Kléber - 75791 Paris Cedex 16



compagnie bancaire

UFB/LOCABAIL • UCB • CETELEM • CORICA • CARDIF • SINUM • SIS

Le bon sens dans votre carrière...

DIRIGER, directement ou en second, c'est la fonction que nous vous offrons dans l'une de nos agences de Paris ou région parisienne.

CONSEILLER une clientèle diversifiée, ce qui implique des aptitudes commerciales, certaines revêtues au cours d'une expérience antérieure.

ANIMER une équipe bancaire avec un sens aigu de l'harmonie dans les relations humaines.

GERER les différentes tâches administratives de l'agence avec rigueur et responsabilité.

Ces postes, susceptibles d'évolution dans le Groupe, vous concernent si vous avez déjà une expérience bancaire dans une fonction à responsabilité, le goût de l'autonomie et du travail en équipe.

Si ce profil ressemble au vôtre, écrivez-nous, en nous précisant si vous postulez pour le poste de Chef d'Agence (ref. CA1) ou d'Adjoint (ref. CA2).
Service du Recrutement Crédit Agricole Ile de France
28 Quai de la Rapée 75012 PARIS.



Le bon sens près de chez vous.

Ingénieur d'Affaires Internationales Débutant

CENTRALE - A.M. - etc...

MARCHE VERRIER - Filiale d'un groupe international, notre Société très performante réalise plus de 700 Millions de CA dont 80% à l'exportation. Les biens d'équipement que nous fabriquons et commercialisons dans le monde entier, ont fortement contribué au développement de l'industrie verrière par l'abaissement de ses prix de revient. Après une période d'adaptation et de formation au sein de notre Usine d'Avignon, nous confierons à ce Jeune Ingénieur la responsabilité de développer un produit nouveau de haute technicité, destiné à des applications industrielles précises, au sein de notre clientèle traditionnelle européenne. Par la connaissance approfondie des besoins de celle-ci, il sera l'interlocuteur privilégié de notre laboratoire. Compte tenu du haut niveau (Direction d'Entreprise et d'Usine, Ingénieur en Chef...) auquel s'établissent les contacts, nous offrons ce poste à un candidat diplômé d'une Grande École d'Ingénieur, parlant couramment l'anglais et/ou l'allemand, autonome et diplomate, disposé à se déplacer fréquemment. D'intéressantes perspectives de carrière sont offertes dans notre Groupe à un candidat de valeur. Le poste (après formation) est situé à Paris La Défense.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 437 302 M.

35 rue du Rocher 75008 Paris



Homme et l'entreprise

Responsable comptable et administratif

200.000 F

Orléans - La filiale française d'un groupe chimique international, spécialisée dans le traitement et la désinfection des sols, recherche son responsable administratif et comptable. Basé près d'Orléans, il sera placé sous l'autorité immédiate du directeur général de la société française, et sera en relation fonctionnelle avec le financier controller du groupe. Assisté d'une équipe de 3 personnes, il sera responsable de tous les aspects administratifs, financiers et comptables de cette filiale (chiffre d'affaires de l'ordre de 30 millions de francs, 30 personnes). Il sera notamment chargé de l'établissement des bilans et comptes d'exploitation, des budgets, du reporting et de l'administration générale. Ce poste s'adresse à un jeune cadre âgé de 28 ans minimum, de formation supérieure (type ESC + DECS) ou équivalent, parlant couramment l'anglais, et possédant une expérience similaire de plusieurs années acquise, de préférence, au sein d'une entreprise de taille comparable. La rémunération annuelle brute, de l'ordre de 200.000 francs, sera négociée en fonction des compétences présentées. Écrire à J.P. ROUGHER en précisant la référence A/R067M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

TÉLÉCOMMUNICATIONS - L'INDUSTRIE A L'ÉCOUTE

Afin de pouvoir servir ses clients directement, une société publique anglaise, fabriquant des systèmes d'information et de gestion téléphoniques, envisage son implantation en France, dans la région parisienne.

Le matériel, de haute technologie, poursuit une extension rapide sur les marchés européens. La direction, vigoureuse et dynamique, désire s'adjointre :

1. - UN ATTACHE COMMERCIAL

Il sera responsable du lancement commercial initial des produits sur le marché français. Il y a de réelles possibilités d'avenir en rapport avec les efforts personnels.

Une expérience d'au moins 5 ans en requise, soit dans la vente de matériel informatique, soit dans le domaine de l'électronique industrielle.

Il sera perspicace, capable d'auto-motivation, en mesure d'établir un planning de vente, et sera routiné aux négociations de haut niveau. En outre, il doit également pouvoir établir des offres et en assurer le suivi.

REF. TEL. 111

2. - UN INGENIEUR

Une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine de la télécommunication est indispensable. Ses principales responsabilités comprendront la démonstration et l'installation des systèmes et en assurer l'entretien par la suite.

Il doit être communicatif, car une partie de son travail sera consacrée à des programmes de formation. Au fur et à mesure que la société prendra de l'extension, il deviendra responsable du personnel de sa division.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

REF. TEL. 220

La rémunération est attractive et une prime de fonction sera fournie pour les deux postes.

Veuillez adresser votre C.V. détaillé, photo, prétentions et numéro de téléphone à :

M. S. HALLIK

100, rue Lafayette, 75010 PARIS.

La CASDEN - BP

recrute pour son service COMMUNICATION

UN REDACTEUR-CONCEPTEUR

FONCTION :

Il sera chargé de la rédaction des différents documents techniques, d'information, de publicité internes et externes.

Il participera également à la conception et au suivi de la fabrication des différents documents et brochures.

PROFIL :

Agé de 25 ans et plus. Il possèdera une bonne formation générale et un bon esprit de synthèse. Des connaissances bancaires et journalistiques seront appréciées.

LIEU DE TRAVAIL

Marne La Vallée (77)

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions au Service du Personnel - CASDEN - BP 87, rue Notre Dame des Champs 75272 Paris cedex 06

Bank Populaire

ROCHE

PRODUITS « ROCHE » S.A.
recherche pour une mission d'un an à plein temps

médecin HF

Il sera chargé d'études cliniques en phase IV dans le domaine de l'antibiothérapie et participera à la conception de l'information médicale.

Ce poste conviendrait à un médecin ayant nécessairement acquis une expérience de la fonction au sein d'un laboratoire pharmaceutique.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt. au Département du Personnel
Produits ROCHE S.A., 52, Bd du Parc 92521 NEUILLY SUR SEINE CEDEX.

ROCHE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

مركز التوظيف

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

UAP
L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

Jeunes diplômés ayant une formation universitaire niveau Maîtrise de Mathématiques et une formation complémentaire en Statistiques (RUP, ENSAE...)

Un poste de niveau cadre vous est proposé en qualité de
CHARGE D'ETUDES
Au secteur études et statistiques

A terme, il deviendra responsable d'études statistiques de tout genre : interprétation de résultats, élaboration d'outils de mesure ou de contrôle, simulation, dépouillement d'enquêtes, projections... Ce poste exige la maîtrise du langage APL (dont la formation peut être assurée par la Société).

Vous êtes intéressé(e) ? Envoyez votre candidature (CV détaillé, lettre mentionnant vos prétentions et photographies) à Monsieur Le Fillette, Conseiller d'Orientation, Sous-Secteur Emploi - 24 Faubourg - 92088 Paris-La Défense - Cedex 14.

multiconsult

CABINET CONSEIL INTERNATIONAL
Membre de Deloitte Haskins and Sells International
recherche

un Chef de Produit pour la mise en place d'un progiciel comptable en entreprise

Le(s) candidat(e) retenu(e) encadrera une équipe de 6 consultants junior, disposera d'une formation supérieure en gestion (Grande Ecole de Commerce + D.E.C.S. Impératif ou Expertise Comptable) et d'une expérience confirmée en entreprise de 5 à 10 ans minimum, ayant impliquée de réelles responsabilités opérationnelles dans le domaine comptable.

Ce poste requiert une bonne pratique de l'informatique, un sens commercial affirmé et une forte implication personnelle.

Basé à Paris (quartier Etoile), au sein d'un groupe jeune et international, ce poste implique des déplacements en Province dans le cadre de missions très variées, nécessite une bonne connaissance de l'anglais et pourra déboucher sur des possibilités d'évolution rapide.

Il implique un goût affirmé des contacts humains et du travail en équipe, des qualités de rigueur et de méthode, un bon esprit d'analyse et de synthèse ainsi que de fortes capacités d'adaptation.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo sous référence 8471 à Frédérique CHEMARIN
MULTICONSULT RECRUTEMENT
83, avenue Marceau - 75116 PARIS

multiconsult

CABINET CONSEIL INTERNATIONAL
Membre de Deloitte Haskins and Sells International
recherche

des Consultants en Management Junior

Les candidat(e)s retenue(s), diplômés de l'enseignement supérieur et possédant 2 à 3 ans d'expérience en entreprise, participeront à des missions variées telles que :

- diagnostic, reorganisation, mise en place de systèmes d'information de gestion (gestion commerciale, facturation, stock, etc...)
- audit opérationnel d'entreprises
- étude d'acquisition et analyse financière

Une expérience pratique de l'informatique sera appréciée.

Ces postes, basés à Paris (quartier Etoile), au sein d'un groupe jeune et international impliquent des déplacements en Province dans le cadre de missions très variées, nécessitent une bonne connaissance de l'anglais et pourront déboucher sur des possibilités d'évolution rapide.

Ils impliquent un goût affirmé des contacts humains et du travail en équipe, des qualités de rigueur et de méthode, un bon esprit d'analyse et de synthèse ainsi que de fortes capacités d'adaptation.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo sous référence 8472 à Frédérique CHEMARIN
MULTICONSULT RECRUTEMENT
83, avenue Marceau - 75116 PARIS

ENTREPRISE NATIONALISÉE
recherche

INGÉNIEUR ou UNIVERSITAIRE SCIENTIFIQUE

DÉBUTANT OU AYANT 1 à 2 ANS D'EXPÉRIENCE, pour occuper la fonction de Traducteur Documentaliste :

- Très bonne connaissance de l'anglais et de l'allemand exigée pour traductions techniques orales ou écrites ;
- Participation à diverses activités documentaires réalisées avec le concours de moyens informatiques : bibliothèque, photocopie, microfilm, etc.

Evolution vers d'autres fonctions techniques ultérieurement.

Lieu de travail : région parisienne, banlieue Nord.

Envoyez votre candidature avec C.V. et photo sous n° 291.446 M
REGIS-PRESSE, 7, rue de Montesson, Paris-7.

BRED

BANQUE RÉGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DÉPÔTS
Première Banque populaire française - 3000 collaborateurs, 170 agences

Nous disposons d'un Centre Informatique équipé de deux systèmes IBM 30XX sous MVS et d'un réseau de 1 000 terminaux sous CICS-DL 1 dont 800 terminaux 36XX répartis dans nos agences.

Pour participer à la réalisation de nos développements informatiques et pour mettre en œuvre nos ambitions dans ce domaine, nous recherchons :

- UN INGENIEUR SYSTEME**
(débutant à 2 ans d'expérience)
Diplômé d'une Ecole d'ingénieur ou d'une Maîtrise, vous aurez pour mission au sein de notre équipe système de :
- faire évoluer les systèmes,
- contribuer au développement de nos réseaux,
- assurer un rôle de conseil auprès des utilisateurs.
- UN INGENIEUR D'EXPLOITATION**
(3 à 5 ans d'expérience)
Diplômé d'une Ecole d'ingénieur ou d'un I.M.E.G., vous aurez pour mission au sein du centre d'exploitation lui-même de :
- participer à la définition des configurations de nos équipements,
- assurer, en liaison avec le Système et le Développement, la qualité optimum de notre exploitation.
- DES RESPONSABLES D'APPLICATIONS**
(débutants à 2 ans d'expérience)
Titulaires d'une Maîtrise ou au minimum d'un D.U.T. Informatique, vous aurez pour mission au sein de nos équipes de Développement de :
- participer à la conception et à la mise en place d'importantes applications bancaires,
- prendre rapidement des responsabilités concernant la conduite de projets (moyens de paiement - valeurs mobilières-comptabilité, etc...). Réf. (8040)

Les candidatures doivent être adressées par lettre manuscrite avec C.V. et photo en précisant la référence choisie à :

BRED
Direction de l'Informatique et de l'Organisation
93-95 avenue du Général de Gaulle
94018 Créteil Cedex

COMSIP ENTREPRISE
Conduite et supervision de processus industriels, régulation, instrumentation et électrotechnique (ingénierie, systèmes, travaux et services internationaux).

CGEE ALSTHOM
Division systèmes d'informatique industrielle orientée principalement vers les marchés pétrole, gaz, chimie, pétrochimie, cimentaire, recherche.

INGENIEURS GRANDES ECOLES
(Centrale, Mines, Supélec, IEG...)

- ayant une expérience en informatique temps réel
- pratiquant couramment anglais.

Pour des postes :

INGENIEUR D'AFFAIRES A L'EXPORTATION
nécessitant des déplacements de courte durée.

Lieu de travail : RUEIL MALMAISON.

Merci d'adresser dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) s/réf. 96548 à COMSIP ENTREPRISE Service du Personnel et des Relations Sociales BP 305 - 92508 RUEIL MALMAISON

Moët-Hennessy
Crée au niveau de sa Société Holding un poste de

Fiscaliste International

Jeune praticien, vous avez 3 - 5 ans d'expérience acquise dans l'Administration, en Cabinet ou en Entreprise internationale, vous pratiquez un bon anglais et voulez faire profiter de votre expertise, nos responsables opérationnels en France et à l'étranger.

Si vous êtes intéressé(e), nous vous remercions d'écrire en précisant votre souhait de rémunération, sous réf. 1562 à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre candidature avec soin et discrétion avant de vous répondre.

Ernst & Whinney Conseil

L'USINE NOUVELLE

Avec plus de 882.000 lecteurs cadres dans les entreprises industrielles et plus de 5000 pages de Publicité par an, nous sommes le premier journal industriel français. Notre Directeur de la Publicité recherche pour son équipe commerciale de jeunes professionnels de la vente de services - et de préférence de la vente d'espace. Ils assureront la pleine et entière responsabilité de leurs marchés, tant vis-à-vis des annonceurs que des agences de publicité. Des candidats de formation commerciale supérieure trouveront un épanouissement et une évolution au sein de l'Usine Nouvelle ou du Groupe CEP.

Chef de Publicité Paris

Interlocuteur d'une clientèle industrielle spécialisée dans un secteur d'activité défini (sidérurgie, chimie ou tertiaire), il réalise un CA de 8 millions de francs. Dépendant d'un Chef de Groupe, il s'intègre dans une équipe soudée qui attend un candidat entreprenant et animé par la volonté de réussir.

Chef de Publicité Strasbourg

Responsable de l'image et du développement commercial de l'Usine Nouvelle dans l'Est (Alsace, Lorraine et Vosges) représentant un CA de 6 millions, sa connaissance de la région et de la langue allemande lui permettent de conquérir de nouveaux marchés. Autonome, organisé, il bénéficie d'une large délégation de la part de son Chef de Groupe.

ORION vous garantit une absolue discrétion et vous remercie d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération actuelle) sous référence 406301/M

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION
l'homme et l'entreprise

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Un Jeune Cadre Financier

pour notre
Contrôle de Gestion

Grande Banque Française à vocation internationale

La progression rapide de nos filiales et succursales à l'étranger nous amène à renforcer l'équipe chargée de leur suivi comptable.

Le poste proposé : dans un premier temps, le candidat retenu contribuera largement à l'amélioration du système d'information comptable du groupe (conception et mise en place de nouveaux outils de gestion, développement d'un manuel comptable de groupe).

Il se verra confier ensuite la responsabilité du suivi de l'ensemble des filiales et succursales et notamment :

- les travaux de consolidation semestriels.
- la centralisation du reporting et les analyses périodiques de gestion.
- l'assistance comptable aux filiales.

Le profil recherché : diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, vous possédez le DECS. Une expérience d'environ 3 ans, acquise dans un cabinet d'audit anglo-saxon ou au sein de la Direction Financière d'un Groupe International, vous a sensibilisé au fonctionnement et au contrôle financier des systèmes d'information de groupe.

Vous possédez une bonne maîtrise de la langue anglaise, un sens concret de l'organisation et de réelles qualités d'ouverture.

Pour un élément de valeur, ce poste, à pourvoir à Paris, présente d'intéressantes perspectives d'évolution liées au dynamisme et à l'esprit d'entreprise de la banque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions (et éventuellement le n° de téléphone où il est possible de vous joindre) sous référence 5066 à nos collègues - 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra. Discretion assurée.

4 ESC DEBUTANTS

pour une activité de conseil et d'assistance
au sein de notre réseau commercial

Vous êtes jeune diplômé de l'enseignement supérieur de gestion et une activité pluridisciplinaire vous attire.

Après une formation de 2 ans au siège, en alternance avec des missions sur le terrain, nous vous proposons de former, d'assister et d'animer sous tous leurs aspects nos agences en province.

Vos fonctions porteront tant sur le plan commercial (activité de conseil, développement du réseau, mise en place de nouvelles techniques de ventes...) que sur la gestion des agences.

La dimension du Groupe et sa place sur le marché de l'assurance peuvent assurer de réels développements de carrière tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence LM07 - 96516 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.



Société de Services et d'Ingénierie
en Informatique de haut niveau recherche

ingénieurs analystes programmeurs

Grandes Ecoles, MAGE, DUT,
spécialistes
IMS, DL / 1.

REMUNERATION MOTIVANTE.

Christine LAURENT vous prie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions) qui sera traité confidentiellement.

G.T.I. - 17-19, rue de la Croix Nivert 75015 PARIS.

NOTRE MÉTIER, C'EST L'INGÉNIERIE DE GRANDS SYSTÈMES INFORMATIQUES

SES, 550 millions de C.A. consolidé, 850 personnes en France
dont 65 % d'ingénieurs et cadres informatiques, se place au
1^{er} rang de sa branche d'activité avec des références
internationales : Réseau Transpac, Annuaire Electronique...

Nous recherchons des professionnels

• DU RECRUTEMENT ET DE LA DYNAMIQUE DE CARRIÈRE,

• DES ÉTUDES ET RECHERCHES HUMAINES.

Ces fonctions s'intègrent dans la mise en place d'un système efficace de ressources humaines, facteur essentiel du développement de l'entreprise.

Elles concernent :

- l'évaluation des performances et des comportements professionnels,
- la sélection et l'accueil dans l'entreprise,
- des études de mobilité pour s'adapter aux évolutions des individus et de l'environnement,
- des analyses des besoins et des résultats pour des prévisions à moyen terme.

Dans cet esprit, merci de nous communiquer votre expérience et votre projet professionnel.

Ecrire sous référence ISLM
à l'attention de :
Annie LEBRUN
Direction des Affaires Sociales
SES
30, Quai de Dion-Bouton
92806 PUTEAUX CEDEX



Constructeur américain d'informatique
implanté à Paris Ouest, recherche

Ingénieurs logiciel UNIX, langage C

Il prendra en charge les relations techniques avant et après-vente auprès de nos clients.

2 à 3 années d'expérience sont souhaitées.

Adressez C.V., photo et prétentions sous réf. 1682M à

SONIC

16 rue J.J. Rousseau - 75001 Paris, qui transmettra.

INSTITUT D'ÉTUDES QUALITATIVES MARKETING

cherche

2 CHARGÉS(ÉES) D'ÉTUDES

(Minimum 3 ans d'expérience en marketing)

- Diplômé(e) en psychologie + très bonnes connaissances en marketing.
- Bilingue français-anglais (français et/ou allemand apprécié).

Ad. C.V., diplôme + photo à :

RÉGIE PRESSE

8, rue de Montesson, 75007 Paris.

Importante Organisation

INFORMATIQUE

recherche

un ou une

ATTACHÉ(E)

DE DIRECTION

De formation supérieure (Sciences Po, Droit...), le candidat retenu participera directement à l'étude des grands problèmes d'ordre économique, social et juridique du monde de l'informatique.

CE POSTE EXIGE :

- une première expérience dans des fonctions similaires ;
- des compétences en Droit des sociétés, Droit du travail ;
- une facilité à traiter des sujets très diversifiés ;
- des aptitudes à l'expression écrite et orale ;
- une habitude des contacts et négociations avec les différents départements.

LIEU DE TRAVAIL : PARIS-O.

Merci d'adresser C.V. +

références sous réf. 277 à

DICA SELECTION

89, rue Lecourbe, 75006 PARIS.



ARJOMARI

l'un des premiers
GROUPES PAPETERIERS FRANÇAIS
recherche

pour l'une de ses FILIALES de DISTRIBUTION (CA 500 MF)

jeune chef de comptabilité

Rattaché au Directeur Administratif et Financier et assisté d'une équipe d'une dizaine de personnes, il aura autorité sur la comptabilité générale et analytique et sera personnellement responsable de l'établissement du Bilan. Son action s'inscrira dans un système informatique et de reporting mensuel. En relation étroite avec le Groupe, il sera responsable de la TRÉSORERIE.

Ce poste évolutif - s'inscrivant dans une équipe jeune, mettant en place des méthodes modernes de Gestion - conduira à DIPLÔME type ESC, et/ou DECS, ayant acquis son expérience dans un Cabinet d'Audit ou une Entreprise pratiquant des méthodes Anglo-Saxonnes et se ce fait habitué à suivre des procédures et à tenir des délais.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2853 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Une formation supérieure, un esprit commercial et surtout... des qualités de pédagogue

Votre formation (ESC, BAC + 4...) et votre première expérience dans un poste commercial ou de gestion ont confirmé vos goûts des contacts.

Intégrant notre équipe de formateurs à MARLY LE ROI (78), nous vous proposons de participer à la formation initiale et continue de nos commerciaux : agents généraux et inspecteurs commerciaux.

Si vous savez faire preuve de votre efficacité, la dimension et le dynamisme de notre Groupe sont pour vous la garantie d'une réelle évolution de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence M 207 à Patrice de Villiers -

Service Recrutement - GROUPE DROUOT - 1, place Victorien Sardou -

78161 MARLY LE ROI CEDEX.

RESPONSABLE D'UNE RADIO LIBRE

80 km Ouest de Paris. Devra

animer l'équipe, établir grille de

programmation, assurer la bonne

écoute de la radio.

Reçu sous le n° 29 1.266 M.

réf. 1682M à

SONIC

16 rue J.J. Rousseau - 75001 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE

recherche pour l'une de ses Agences Parisiennes

RESPONSABLE CLIENTELE PRIVEE

LE CANDIDAT RECHERCHÉ :

C'est un Exploitant confirmé.

Il a de bonnes connaissances en

matière de placements.

Il est diplômé de l'enseignement

supérieur et/ou ITB.

Ce poste peut déboucher à terme pour un candidat de valeur sur

des fonctions plus larges au sein de la Banque.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur curriculum vitae sous

réf. 96362 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra,

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

LE POSTE POURVOIR :

Ce poste comporte notamment :

• la gestion et le développement

d'une clientèle particulière de bon

niveau

• la surveillance des opérations de

guichet.

INGENIEUR L'AVENIR DEVANT SOI

Malgré une conjoncture morose, les perspectives de recrutement pour les ingénieurs demeurent favorables en ce début d'année 1984.

Face à une stabilisation du nombre d'ingénieurs diplômés par les Grandes Ecoles, qui plafonne depuis 2 ans à 10.500 par an, de nouveaux modes de recrutement ne vont-ils pas apparaître ? Quelle est la part prise par l'approche directe ?

Quels sont les postes de direction d'entreprises industrielles détenus par les ingénieurs ?

Les entreprises du "tertiaire" s'ouvrent aujourd'hui davantage aux ingénieurs, mais quelles autres structures et autres fonctions vont s'offrir plus largement à eux ?

Une enquête réalisée par Régie-Presse le Monde apporte un éclairage nouveau sur l'ensemble de ces questions. Destinée aux Ingénieurs, Responsables d'entreprises, Responsables du Personnel et de Recrutement elle fait le point sur ce métier et son avenir.



regie presse
Le Monde

Pour recevoir ce dossier, nous vous remercions de nous adresser votre carte de visite, de préférence professionnelle accompagnée d'un chèque de 50 Francs, à l'ordre de Régie-Presse, 1, rue Montesson, Cedex 75382 PARIS Cedex 07.

PRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

Bailey

1ère ENTREPRISE FRANÇAISE DE SVT

PROCESS-CONTROL

Département Commercial

INGENIEURS

TECHNICO-COMM

PROCEDES INDUSTRIELS

Société de SVT, 1 rue de la Paix, 75002 Paris

Recherche Ingénieurs et Techniciens

pour le développement de nos activités

en France et à l'étranger

Langue anglaise obligatoire

Département Ingénierie

INGENIEUR

RESPONSABLE SYSTEME

Formation informatique spécialisée

Poste à responsabilité

Assurer la mise en œuvre des programmes

de SVT et de la maintenance des équipements

de SVT et de la maintenance des équipements

Accessibilité : 1, rue de la Paix, 75002 Paris

Chiffre d'affaires : 100 millions de Francs

5, avenue de la République, 75011 Paris

Seconder le Président...

Département Commercial

ATTACHE DE DIRECTION

1, rue de la Paix, 75002 Paris

Recherche Ingénieurs et Techniciens

pour le développement de nos activités

en France et à l'étranger

Langue anglaise obligatoire

Département Ingénierie

INGENIEUR

RESPONSABLE SYSTEME

Formation informatique spécialisée

Poste à responsabilité

Assurer la mise en œuvre des programmes

de SVT et de la maintenance des équipements

de SVT et de la maintenance des équipements

Accessibilité : 1, rue de la Paix, 75002 Paris

Chiffre d'affaires : 100 millions de Francs

5, avenue de la République, 75011 Paris

Importance : 100 millions de Francs

5, avenue de la République, 75011 Paris

Importance : 100 millions de Francs

5, avenue de la République, 75011 Paris

Importance : 100 millions de Francs

5, avenue de la République, 75011 Paris

Importance : 100 millions de Francs

5, avenue de la République, 75011 Paris

Importance : 100 millions de Francs

5, avenue de la République, 75011 Paris

Importance : 100 millions de Francs

5, avenue de la République, 75011 Paris

Importance : 100 millions de Francs

5, avenue de la République, 75011 Paris

Importance : 100 millions de Francs

5, avenue de la République, 75011 Paris

Importance : 100 millions de Francs

5, avenue de la République, 75011 Paris

Importance : 100 millions de Francs

5, avenue de la République, 75011 Paris

Importance : 100 millions de Francs

5, avenue de la République, 75011 Paris

Importance : 100 millions de Francs

5, avenue de la République, 75011 Paris

Importance : 100 millions de Francs

5, avenue de la République, 75011 Paris

Importance : 100 millions de Francs

5, avenue de la République, 75011 Paris

Importance : 100 millions de Francs

5, avenue de la République, 75011 Paris

Importance : 100 millions de Francs

5, avenue de la République, 75011 Paris

Importance : 100 millions de Francs

5, avenue de la République, 75011 Paris

Importance : 100 millions de Francs

5, avenue de la République, 75011 Paris

Importance : 100 millions de Francs

5, avenue de la République, 75011 Paris

Importance : 100 millions de Francs

5, avenue de la République, 75011 Paris

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Contrôle Bailey GROUPE CSEE-ALSTHOM

1ère ENTREPRISE FRANÇAISE DE SYSTEMES DE PROCESS-CONTROL

Département Commercial

INGENIEURS

TECHNICO-COMMERCIAUX

PROCES INDUSTRIELS réf. 11 CF 52

Spécialisés en Process-Control (fabricants ou sociétés d'ingénierie) bien introduits dans la clientèle utilisateurs et/ou sociétés d'ingénierie dans les domaines suivants : chimie - pétrole - pétrochimie - agro-alimentaire.

Langue anglaise demandée.

Département Ingénierie

INGENIEUR

RESPONSABLE SYSTEME CAO réf. 72 BE 2

Formation informatique soignée.

Placé sous l'autorité du responsable développement CAO, il assurera :

- l'analyse et la mise en oeuvre des logiciels d'applications
- l'exploitation du système
- la maintenance logicielle

Connaissances VAX et CAO souhaitées.

Adresser CV et prétentions en précisant la référence du poste choisi au Service du Personnel 5, avenue Newton - 92142 CLAMART Cedex.

GROUPE SYSECA

STE D'INGENIERIE EN INFORMATIQUE (740 personnes - C.A. 280 M.F.)

partenaire d'un groupe industriel de taille internationale dans le cadre de l'expansion de son activité

SYSTEMES DE COMMUNICATION

ingénieurs

informaticiens

débutants ou ayant quelques années d'expérience.

POSTES A POURVOIR :

- développement de logiciel
- conduite de projets

DOMAINES :

- TELECOMMUNICATIONS
- TELEPHONIE
- RESEAUX DE DONNEES
- TELEMATIQUE
- MICROINFORMATIQUE

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 2051 à GROUPE SYSECA - Service du Personnel 315, Bureau de la Colline 92213 SAINT CLOUD Cedex

THOMSON ANSWARE

Une des premières Sociétés d'Ingénierie Informatique française en forte expansion (+ 40 % en 1983). Pour participer à son développement, sa division

INFORMATIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE

recherche plusieurs

INGENIEURS LOGICIEL

DEBUTANTS (ENSI/UNIVERSITAIRES option Informatique)

INGENIEURS

CONFIRMES (expérience MINIS/MICROS)

Merci d'adresser votre candidature et date de disponibilité à THOMSON ANSWARE (a. réf. I.CA/30) 135, rue de la Pompe 75116 PARIS

THOMSON SYSTEMS

Société de Services Internationale recherche pour renforcer son équipe de vente

DELEGUES COMMERCIAUX

Homme - femme, même débutants(es)

Il ou elles seront chargés(es) :

- de développer et optimiser les ventes dans un marché dynamique.
- de développer et optimiser les ventes dans un marché dynamique.
- auront une solide formation commerciale, le goût des contacts, l'esprit d'équipe.
- ils ou elles auront négocié à tous les niveaux et seront disponibles rapidement.
- ils ou elles entront au sein d'une société solide et balisée qui leur offrira un relais appuyé un entraînement à leurs résultats ainsi qu'une évolution.
- Postes à pourvoir sur toute la France

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions, sous référence 8521 (mentionnée sur l'enveloppe) à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Seconder le Président...

Une fédération nationale industrielle à Paris recherche un

ATTACHE DE DIRECTION

(80 Fo + Droit, Economie)

Il prendra en charge les dossiers sociaux et économiques (droit du travail, réglementation des prix...) et sera amené à suivre les contacts avec les pouvoirs publics, les organisations patronales, les adhérents. Cette fonction évolutive, ouvrant de belles perspectives de carrière, implique une première expérience professionnelle de deux années minimum, le goût de l'étude et le sens des contacts au plus haut niveau.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 406 280 M (à mentionner sur l'enveloppe)

BK C BERNARD KRIEF CONSULTANTS 115, rue du Bac - 75007 PARIS.

PREMIER CONSTRUCTEUR FRANCAIS DE MACHINES AGRICOLES

recherche

2 ASSISTANTS DE GESTION

- âgés de 25 à 30 ans,

- de formation supérieure,

- aptes à la négociation, esprit d'analyse et fermes.

Ils auront pour mission la visite régulière des concessionnaires :

- analyse des bilans, comptes d'exploitation,
- établissement des comptes provisionnels,
- déblocage des commandes,
- négociation pour paiement des arriérés.

Anglais souhaités pour développement ultérieur.

Envoyer candidature, C.V. et prétentions à Madame MANGANI, Avenue Blaise Pascal B.P. 307 - 60026 BRAUVAIS Cedex

SICOMI

D'excellent renom, de taille humaine en pleine expansion, recherche un Collaborateur qui sera RESPONSABLE de la

GESTION

ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

«CONTRATS CREDIT-BAIL IMMOBILIER»

150/180.000 Francs/an

Il apportera aussi une assistance aux autres Directions de la Société, en particulier à celle de la GESTION LOCALE.

De formation juridique supérieure, le candidat retenu aura acquis une solide expérience pratique d'au moins 4/5 ans de la gestion d'opérations immobilières similaires (actes juridiques, notariés, contentieux, protocoles...), de préférence dans une SICOMI, une Banque ou un Etablissement Financier.

Esprit d'initiative et de décision, autonomie, sens critique et des responsabilités sont les qualités requises pour bien réussir dans ce poste évolutif, au sein d'une équipe dynamique.

Ecrire avec CV détaillé sous réf. AJM/RS à notre Conseil, R. BATHOUER, 39 Av. des Champs Elysées, 75008 Paris qui vous garantira une totale discrétion.

Important laboratoire pharmaceutique

800 personnes, 650 MF recherche

INGENIEUR

AM ou équivalent

En liaison étroite avec le Directeur Technique, vous participerez aux études de matériel, à la définition des cahiers des charges et au suivi technique de la réalisation des équipements de production.

Vous serez également chargé de suivre les procédés de conditionnement, dans une optique d'amélioration des techniques et produits utilisés.

Vous travaillerez en collaboration étroite avec le service Achats et l'usine qui fabrique la plupart des formes pharmaceutiques. Basé à Paris, vous ferez de fréquents mais brefs (une journée) déplacements sur le lieu de production situé à environ 800 km de la capitale.

Ingénieur généraliste de formation (avec une option mécanique et/ou électrique), vous devez acquies une première expérience industrielle et possible dans l'industrie pharmaceutique, ou dans un domaine similaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) réf. 96763 à CONTEXTE PUBLITE 30, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

responsable financier

Banque Ouest 180.000 F

Monsieur client, filiale d'une société publique, distributrice en France des produits fabriqués à partir de fil métalliques (pièces de fixation, chaînes, câbles, etc.), nous recherchons pour lui un :

RESPONSABLE FINANCIER

qui sera chargé de la comptabilité générale, de l'apport mensuel à la trésorerie-mère et de la gestion de trésorerie. Il devra mettre en place un tableau de bord et un contrôle budgétaire.

Le candidat recruté aura une formation supérieure en gestion et comptabilité et une première expérience de deux à trois ans. Il parlera l'anglais.

Veuillez envoyer votre candidature vite sous réf. 44-471, en indiquant si possible un numéro de téléphone à L.G.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK

PME de 50 personnes, nous fabriquons des appareils de mesure destinés à la mécanique de précision (automobile, aéronautique, armement). Notre croissance nous amène à rechercher des

ingénieurs électroniciens

Chargés de développer de nouveaux matériels faisant appel à l'analogique et au numérique. Diplômés d'une grande école, de préférence après une première expérience industrielle réussie, vous souhaitez rapidement prendre la responsabilité complète d'un projet, depuis la définition des besoins-clients jusqu'à sa mise au point finale. Au sein d'une équipe jeune et très motivée, vous serez un "maître d'œuvre" autonome, qui soit communicatif et s'adapte à un secteur en évolution.

Nous examinerons avec intérêt votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et rémunération souhaitée) adressée sous réf. MO à EAM - ZAC des Godels - 6, rue des Petits Ruisseaux - 91370 VERRIERES-LE-BUISSON

ém

BTS comptabilité

Département financier

Importante Banque du secteur non nationalisé, recherche pour son département financier situé à Paris-2° des collaborateurs diplômés.

Vous avez un BTS de comptabilité ou bien le BP de Banque.

Nous vous confierons la gestion administrative et comptable de sociétés financières (SICAV, SCPI, fonds commun de placement...).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence 3063/LM à MEDIA P.A. - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

habitat

recherche

assistant (e) en organisation

Jeune diplômée (E.S.C., maîtrise de gestion...) fortement motivée par la formation et les systèmes informatiques de gestion.

Dépendant directement du Chef de Service, il sera chargé de l'assistance dans :

- la formation des utilisateurs aux procédures et aux systèmes décentralisés de gestion,
- la mise en place des nouvelles procédures et des nouvelles applications,
- l'implantation des terminaux points de vente et du réseau interne de télécommunications en collaboration étroite avec les services informatiques.

La réussite dans ce poste nécessite un sens aigu de la pédagogie.

Après une période de formation, ce poste exigera de nombreux déplacements dans nos magasins en FRANCE et en BELGIQUE.

Lieu de travail : ORGEVAL.

Adresser C.V. et prétentions à : HABITAT - RN 13 - 78530 ORGEVAL

banque centrale des coopératives et des mutuelles

Nous recherchons pour notre département OBJECTIFS ET DEVELOPEMENT un

contrôleur de gestion

M/F

Autonome et acceptant les challenges

- si vous êtes de formation supérieure (ESC, DECS ou équivalent...)
- si vous avez une première expérience réussie dans la fonction.

Adresser votre dossier de candidature sous référence M/C G à Mr BRUSSIER Service du Personnel BCCM 12 place de la Bourse 75002 - PARIS

Importante Société spécialisée en AUDIT et CONSEIL située à Paris recrute

Deux Auditeurs Chefs de mission

Expérience : au minimum 3 ans dans un cabinet de dimension internationale.

Formation : diplômé de l'enseignement supérieur + certificat(s) supérieur(s) de l'expertise comptable.

Disponibilité souhaitée : 1er Octobre 1984.

Niveau de rémunération important. Large développement de carrière.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite C.V. et photo sous référence 2768/M à

ID IMPACT DEVELOPMENT Monceau Commercial Building 38 rue de Lièbonne 75008 PARIS

Instrumentiste de Haut niveau

Responsable de nos affaires

systèmes de régulation de chaudières

Groupe multinational de premier plan, nous réalisons des systèmes de contrôle industriel et nous recherchons le Responsable de nos activités Chaudières.

Ingénieur diplômé, il dispose nécessairement d'une expérience du contrôle régulation des chaudières industrielles. Il animera une équipe de 6 personnes, interviendra en support au service commercial et suivra les affaires jusqu'à l'après-vente.

Sans être nécessairement un spécialiste des systèmes numériques, il saura participer à leur développement, en proposant de nouvelles stratégies. De réelles possibilités d'évolution de carrière sont possibles après réussite dans la fonction.

Siège : Banlieue Parisienne.

Ecrire sous réf. 1105 aux consultants chargés de cette recherche, PLEIN CADRE - 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

UN INGENIEUR AUTOMATICIEN

responsable de la conception et de la réalisation de systèmes automatisés appliqués à la maintenance.

- FONCTIONS :**
- suivi de la constitution des dossiers d'exécution et de conception à partir de matériel électronique (contacteurs, relais, etc...).
 - définition du fonctionnement et élaboration de l'analyse fonctionnelle.
 - utilisation et mise en œuvre d'automates programmables (système à gestion des flux de charges, suivis, comptages, etc...).
 - respect d'un budget.
 - contacts clients.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
SIETAM
42/48, avenue du Pdt Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON

BANQUE PRIVEE - PARIS 8ème recherche ADMINISTRATIF TITRES Position GRADE(E)

pour assurer le back-office de son équipe de gestion de fortune.

Expérience Titres acquise dans une Banque ou chez un Agent de Change souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :
55 réf. 7203 M à OCBF, 66, rue de la Chaussée d'Antin 75009 PARIS.

Société chimique Paris-7^e recherche

INGÉNIEUR

Formation génie chimique
2 à 3 ans d'expérience.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et prétentions sous n° T 066.745 M
Régio-Presse, 7, rue de Montessuy, PARIS-7^e.

ETABLISSEMENT FINANCIER DE DIMENSION INTERNATIONALE recherche pour son siège à Paris 7ème, un

ORGANISATEUR INFORMATICIEN

Il participera à la conduite et à la coordination d'importants projets d'organisation et d'informatisation d'un réseau de collecte d'épargne recourant aux techniques de pointe.

Les candidats recherchés auront une formation supérieure de gestion, une connaissance du secteur bancaire et une expérience des relations avec les SSCI.

Il aura développé, à l'occasion d'une première expérience (1 à 4 ans), une bonne capacité de synthèse et des qualités de contact.

Adresser C.V. détaillé, en précisant votre rémunération actuelle sous référence DE 46 à :

CGS CARRIERES
55 Bd Gouvion-Saint-Cyr 75017 PARIS

IMPORTANTE ECOLE DE GESTION Professeurs

- Compabilité générale approfondie et des Sociétés.
- Contrôle de gestion.
- Economie d'entreprise.
- Droit du crédit et des Comptes des entreprises.
- Informatique.
- Expérience pédagogique, en disp. et d'entreprises souh.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
Arma, 47, rue de Liège, Paris-8^e.

GRUPE FINANCIER recherche

CADRES SUPERIEURS

Formation ESSEC - SCIENCES PO - ayant une dizaine d'années d'expérience dans les secteurs d'activité suivants :
CONSTRUCTION, TRANSPORT, SERVICES, négociations de premier ordre, ils pourront devenir des partenaires et participeront au montage des opérations.

Adresser C.V., photo et prétentions à M. 4624
PUBLIQUES REUNIES, 112, Bd Voltaire
75011 PARIS, qui transmettra.

ERIN

recherche pour réalisation de logiciels :
- Informatique
- Industrielle
- Logicielle de base micro.

DES INGENIEURS GRANDES ECOLES UNIVERSITAIRES

Option : Informatique, automatique, électronique, Débutants à 3 ans d'expérience.

Les candidats reusés seront convoqués dans les 15 jours.

Entre avec C.V., photo et prétentions à :
AJAX Publications, 27, rue Tolbiac, 75009 PARIS, qui transmettra.

DOARS DES HAUTS-DE-SEINE Agence Nord ASE

18-20, bd. Charles-de-Gaulle 92280 Villepinte-Garene

Tél. : 789-19-50.

Cherchez l'Education Spécialisée

Option DE

Postes vacants au 1^{er} sept. 1984.

Pour travail en milieu ouvert.

Suivi de placement.

ADJOINT AU DIRECTEUR DU FUND RAISING

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à :
C. DAMEBIN, 68, bd Saint-Marcel, 75005 PARIS.

IMPORTANTE BANQUE FRANCAISE PARIS 8ème recherche le second de sa direction informatique

Agé de 25 ans au moins, ayant une expérience probante dans l'informatique bancaire, il possède la pratique de l'IBM 38 et est, en outre, familiarisé avec la culture informatique. Il a la maîtrise des applications informatiques.

Le poste implique une banque reconnue comme étant l'une des premières dans la recherche de nouvelles applications en informatique et télématique.

Le candidat sera en charge de la gestion des applications existantes et de la mise en place de nouveaux développements sur IBM 38. Il participera à la définition de la stratégie informatique de la banque.

Le candidat sera, par ailleurs, le sens et le goût des contacts qu'il aura à mettre en œuvre, tant avec les réalisateurs des applications qu'avec leurs utilisateurs.

Adresser votre candidature sous référence :
France Cadres
22, rue St Augustin 75002 Paris
qui vous garantira le plus strict anonymat.

F.F.F. Groupe Immobilier S.A. d'I.L.M. 1200 personnes cherche pour son siège à PARIS

UN RESPONSABLE DE PROGRAMMES

chargé de la maîtrise d'ouvrages, d'opérations locatives et en accession.
Sa mission s'étendra de la recherche foncière à la livraison des logements.

Les candidats diplômés de l'enseignement supérieur auront acquis pendant plusieurs années une expérience effective de la maîtrise d'ouvrages dans tous ses aspects juridiques, financiers et techniques.

Envoyer C.V. détaillé au F.F.F.

GRUPE FFF 158, rue Nationale
75640 PARIS
Cédex 13

PARIS-8^e RECHERCHONS POUR DIRECTION COMPTABLE UN CADRE DE FORMATION SUPERIEURE

Jeune diplômé d'école supérieure de commerce ou universitaire (DECS + maîtrise de droit)

POUR TRAVAUX : comptables, secrétariat de société (conseils et assemblées).
D'ORGANISATION : (comptabilité, relations avec l'informatique). Conventions collectives et avantages sociaux.

Envoyer curriculum vitae manuscrit + photo et prétentions sous n° T 66.758 M, RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

GRUPE BANCAIRE PARIS 8e spécialisé dans le secteur immobilier recherche pour son activité BANQUE DE DEPOTS

Chargé de clientèle HF CLASSE V - VI

- en vue de renforcer son équipe commerciale.
- Formation supérieure.
- Expérience d'exploitant commercial de 2 à 3 ans.
- Connaissance du milieu des professionnels de l'immobilier souhaitable mais non exigée.

Adresser CV, photo et prét. à n° 32784
COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT CABINET COMMISSARIAT AUX COMPTES ET AUDIT

recherche candidats de formation supérieure (Ecole de commerce appréciée) pour postes :

- AUDITEUR confirmé : 3 à 5 ans d'expérience dont 2 au minimum en cabinet de révision.
- REVISEURS : 2 à 3 ans d'expérience en cabinet.
- ASSISTANTS DEBUTANTS.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
CABINET PAYER - 16, avenue Hoche, 75008 PARIS.

BANQUE INTERNATIONALE QUARTIER CHAMPS-ÉLYSÉES recherche

UN CAMBISTE

- 25 ans environ.
- 2 à 4 ans d'expérience.
- Bilingue français/anglais.
- Libre 1^{er} septembre 1984.
- Salaire selon tarif en vigueur sur le marché.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : RÉGIE-PRESSE, sous n° T 66.712 M, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Duquesne Purina S.A. C.A. 1 MILLIARD DE F. FILIALE N°1 MONDIAL EN ALIMENTATION ANIMALE recherche

conseiller de gestion

pour une affectation dans l'Ouest de la France.

Après une formation de quelques mois, il aura pour mission d'assister les concessionnaires de la Marque en Gestion Financière, et d'assurer le suivi des Crédits Clients.

Ce poste convient à un candidat de 27 ans minimum, de formation ESC ou équivalent, avec une expérience de 2 à 3 ans.

Intéressantes possibilités d'évolution dans le Groupe.

Merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. V 170 à :

PAJ CONSEIL
8 avenue de Camoëns
75010 PARIS

Emplois Cadres

ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOI

CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans le Monde, plus une sélection d'annonces du Herald Tribune.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Nombre d'exemplaires _____ x 7 F (frais de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro
5, rue des Italiens 75427-PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

OFFRES D'EMPLOI

CONSULTA

Cabinet Derieux

RESPONSABLE ADM COMPTABLE ET FI

PROFESSEUR

TRADUCTRICE TEMPS PARTIEL

secrétaires

SECRETAIRE de son Directeur Général

IAE M.I.S.S.I.L. (S)

مكاتب التوظيف

ÉTÉ

Histoire d'Amour par kony

J'AVAIS TRÈS ENVIE D'AIMER ...



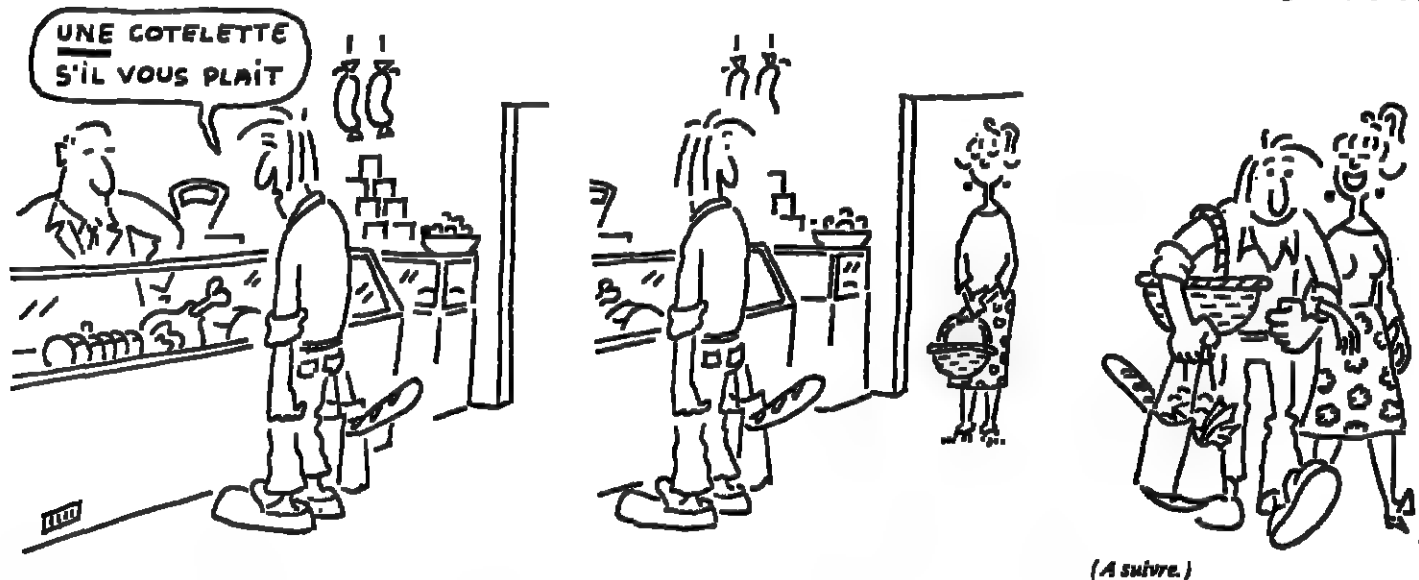
.. MAIS JE NE TROUVAIS PERSONNE.



J'ÉTAIS EN TRAIN DE ME RÉSIGNER...

.. QUAND JE L'AI RENCONTRÉE.

J'AI TOUT DE SUITE ÉTÉ AMOUREUX D'ELLE.



(A suivre.)

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 2 juillet à 0 heure et le mardi 3 juillet à 24 heures.

Les orages s'éloignent assez rapidement vers l'Est. Les hautes pressions du proche Atlantique vont à nouveau protéger la France des débordements du mauvais temps. Mais le vent du nord va pousser sur le pays de l'air frais.

Mardi matin, encore quelques résidus orageux sur les Alpes, des nuages et quelques ondées au nord-est de la Seine. Sur toutes les autres régions le ciel sera dégagé, il y aura seulement des bancs de brume locaux.

Les températures au lever du jour : 10 à 12 degrés dans l'ensemble avec seulement 7 à 8 degrés dans le Nord-Est et plus de 15 degrés près de la Méditerranée.

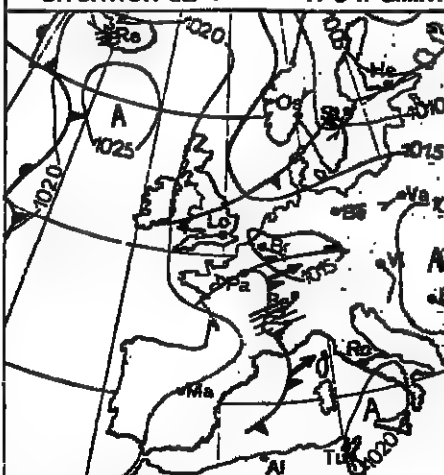
An cours de la journée, amélioration avec de belles éclaircies des Alpes aux Vosges, sur toutes les autres régions beau temps bien ensoleillé.

Les températures évolueront entre 17 degrés près de la Manche, 20 degrés dans l'intérieur du pays, 22 degrés dans le Sud-Ouest et 27 degrés près de la Méditerranée.

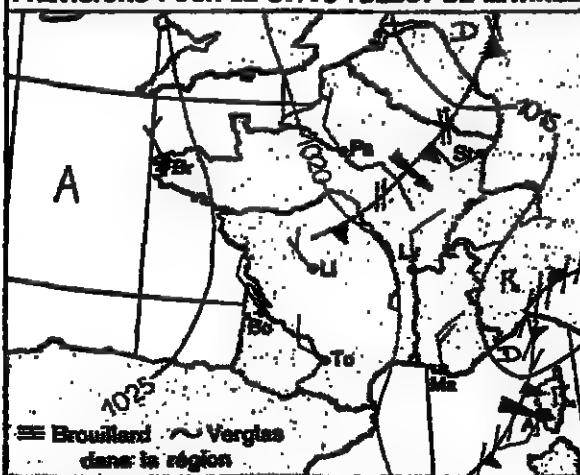
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 2 juillet à 8 heures, de 1016,6 millibars, soit 762,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1^{er} juillet; le second, le minimum de la nuit du 1^{er} juillet au 2 juillet): Ajaccio, 30 et 18 degrés; Biarritz, 22 et 14; Bordeaux, 24 et 15; Bourges, 27 et 14; Brest, 20 et 9; Caen, 20 et 10; Cherbourg, 17 et 10;

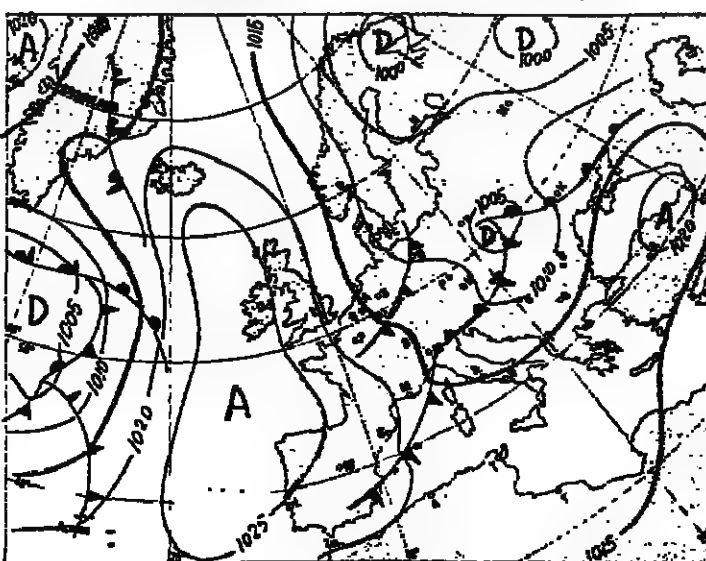
SITUATION LE 2.7.84 A 0h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 3.7.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 3 JUILLET A 0 HEURE (GMT)



Clermont-Ferrand, 29 et 15; Dijon, 26 et 13; Grenoble-St-M-H., 30 et 17; Grenoble-St-Genois, 27 et 15; Lille, 20 et 12; Lyon, 28 et 16; Marseille-Margiane, 27 et 16; Nancy, 23 et 14; Nantes, 19 et 13; Nice-Côte d'Azur, 24 et 18; Paris-Montsouris, 21 et 14; Paris-Orly, 20 et 13; Pau, 26 et 15; Perpignan, 27 et 18; Rennes, 19 et 9; Strasbourg, 23 et 15; Tours, 23 et 13; Toulouse, 27 et 15.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 29 et 19 degrés; Amsterdam, 18 et 12; Athènes, 35 et 20; Berlin, 16 et 8; Bonn, 20 et 10; Bruxelles, 8 et 9; Le Caire, 36 et 22; Les Canaries, 25 et 19; Copenhague, 17 et 10; Dakar, 28 et 25; Djakarta, 31 et 17; Genève, 28 et 15; Istanbul, 28 et 21; Jérusalem, 29 et 18; Lisbonne, 23 et 14; Londres, 22 et 11; Luxembourg, 21 et 11; Madrid, 28 et 11; Moscou, 19 et 10; Nairobi, 24 et 13; New-York, 20 et 16; Palma-de-Majorque, 27 et 20; Rome, 27 et 18; Stockholm, 19 et 9; Tōken, 40 et 24; Tunis, 35 et 20.

cadeaux d'entreprise?

CATALOGUE COULEURS GRATUIT DEMAIN SUR VOTRE BUREAU EN APPELANT ETMOCEL 131633/1922

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RÉTROMANIE

Le prix du souvenir

Tout homme court après ses souvenirs. Et lorsqu'il n'en a pas, il se les invente en y mettant le prix. Le domaine de l'antiquité s'éclaircit sans cesse à de nouveaux objets, mais en lumière par l'actualité et dont la télévision amplifie et perpétue l'éphémère bréviaire.

La célébration du quarantième anniversaire du débarquement et de la Libération (que les Allemands appellent « invasion ») provoque une demande accrue de vestiges mémorables. La Normandie est sillonnée de Jeeps où paraded des jeunes gens en uniformes américains pour d'illusoires batailles.

Les Jeeps de 25 000 F à 40 000 F et les Dodge 4x4, 15 000 F à 20 000 F selon l'état. Et tant pis si ces solides mécaniques consomment plus de 30 litres au 100.

Un ensemble complet de débarquement, casque avec fillet, blouson M 41, chemise, pantalon moutarde, poche à pansement, gourde, bouée gonflable, etc. se négocie de 2 500 F à 3 000 F. Plus recherchées, les uniformes allemands peuvent valoir 8 000 F et plus.

D'autres se contentent d'une paire de guêtres à 70 F, d'un ceinturon à 100 F ou d'un blouson à 250 F. Pour être valables, ces vêtements doivent être débris et estampillés « US Army ». Les lampes électriques, les lanternes, les postes-radio, les jumelles ou les boîtes de ration sont accessibles de 150 F à 800 F. Les casques américains valent plus que les anglais ou les français mais moins que les allemands : de 300 F à 500 F.

Les fanatiques des armes dépensent sans compter pour s'approprier un pistolet automatique à 1 800 F, un colt à 2 500 F, une carabine ou un fusil de 1 000 F à 3 000 F. Les armes à feu allemandes sont encore plus rares et plus chères. Mais la prime de fanatisme va aux casques d'officier de la Kriegsmarine ou de la Luftwaffe, qui se payent de 2 500 F à 4 000 F. Les poignards hitlériens, qui font vibrer les nazillons frustrés sont en baisse depuis que des faux

innombrables ont déferlé sur le marché.

A l'occasion des cérémonies commémoratives, M^{re} François Dupuy, commissaire-priseur, avait organisé, le 10 juin dernier à Hortic, une vente avec catalogue « Spécial D. Day », préparée par l'expert en armes anciennes et modernes M. J.-C. Day.

Au total, plus de quatre-vingt lots d'armes, équipements, souvenirs de la deuxième guerre mondiale, avec en supplément quelques témoignages évocateurs de la première, tels que baïonnettes allemandes et Rosses de tranchée bradées à quelques centaines de francs. Brownings, fusils d'infanterie, carabines d'entraînement, mousquet de cavalerie ont trouvé preneurs de 1 000 F à 1 500 F. Une carabine US M1 a atteint 4 300 F. Pour un fusil-mitrailleur Bar, qui monte péniblement à 1 600 F, le commissaire-priseur insiste : « Il a été enterré... c'est une arme pleine d'histoire... cela vaut mieux que ça ». Adjugé 1 800 F, avec regrets. La plupart des armes sont, ou doivent être, démontées par l'introduction, dans le canon, d'une balle d'acier forcée à chouer.

D'autres objets plus pacifiques, comme un périscope de tranchée, un compas allemand pour Zepelin, un télescope d'artillerie, relèvent les enchères jusqu'à 1 000 F. Une colossale paire de sur-bottes de sentinelle sur le front de l'Est atteint 250 F, et une trousse de toilette US 1944, avec rasoir, biniou, crème à raser, brosse à dents, ne dépasse pas 240 F.

Ainsi, s'égrènent les vestiges banalisés des jours de gloire... qui voudront sans doute dix fois plus pour le cinquantenaire anniversaire.

F. GERSAINT.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 4 JUILLET

« La Sainte-Chapelle », 14 h 30, entrée, M^{re} Dubouche.

« Les quartiers de la Défense », 15 heures, hall RER, M^{re} Allaz.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M^{re} Bouquet des Chaux.

« Berges de la Seine », 15 heures, pont Saint-Louis, côté square Notre-Dame, M^{re} Legrégois (Caisse nationale des monuments historiques).

« La Montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, devant le Panthéon (Académie).

« La franc-maçonnerie », 15 heures, 16, rue Cadet (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Saint-Germain-des-Prés », 15 heures, façade Saint-Germain, M^{re} Hager.

« Saint-Roch », 15 heures, 236, rue Saint-Honoré (Paris et son histoire).

« La Conciergerie », 14 h 45, 1, quai de l'Horloge (Tourisme culturel).

Vous rêvez de piloter un avion ? Vous pouvez voler seul dans... 3 mois !

Ne vous privez plus de ce plaisir extraordinaire. Commencez par un vol d'initiation. Après, si le cœur vous en dit, inscrivez-vous à l'école de pilotage. Puis montez à bord de l'avion-restaurant pour déjeuner. Une idée originale pour un samedi ou un dimanche, à 48 km de Paris, au milieu de la verdure et des fleurs.

Renseignements : Aéroclub de Fontenay-Tréigny 77610. - Tél. 425-91-45

GUIDE POUR LES PERSONNES A MOBILITÉ RÉDUITE

A l'intention des sept millions de personnes à mobilité réduite, le ministère des transports édite un guide des transports destiné à mieux les informer sur les facilités qui leur sont accordées : les usages et les aéroports accessibles aux fauteuils roulants, les tarifs préférentiels pour les accompagnants, les réductions tarifaires pour les handicapés. Taxis, trains, avions, bateaux, autobus : tous les modes de transport peuvent être interrogés sur ces aménagements, grâce aux nombreux numéros de téléphone qui figurent dans le guide.

* Guide des transports à l'usage des personnes à mobilité réduite, 28 pages. Expédié sur simple demande au service de presse et d'information du ministère des transports, 246, boulevard Saint-Germain, 75700 Paris. Tél. : (1) 544-39-93.

L'OTO	
14	16
20	32
33	47
35	
PROCHAINES TRAVAILLES : DIMANCHE 4 JUILLET 1984	
VALABLES : 1. AEROSPACE 2. AEROSPACE 3. AEROSPACE 4. AEROSPACE	
SUPPORT PAR CHIFFRE	
1	2
3	4
5	6
7	8
9	10
11	12
13	14
15	16
17	18
19	20
21	22
23	24
25	26
27	28
29	30
31	32
33	34
35	36
37	38
39	40
41	42
43	44
45	46
47	48
49	50
51	52
53	54
55	56
57	58
59	60
61	62
63	64
65	66
67	68
69	70
71	72
73	74
75	76
77	78
79	80
81	82
83	84
85	86
87	88
89	90
91	92
93	94
95	96
97	98
99	100

LANGUAGE STUDIES

PARIS - LONDRES - BERKELEY - NEW YORK

COURS D'ANGLAIS INTENSIFS POUR HOMMES D'AFFAIRES

COURS INDIVIDUELS POUR PETITS GROUPES

Pour tous renseignements, veuillez nous téléphoner au 260-53-70, ou nous renvoyer ce bon à l'adresse ci-dessous.

LANGUAGE STUDIES, 350, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS

Tél. : 260-53-70

1x513.535 LSP PAR.

Nom, prénom

Age, profession, téléphone

Adresse

désire recevoir une documentation sur les cours

مكتبة النجف

PROBLÈME N° 3744

HORIZONTALMENT

AFFAIRES

«Creusot-Loire est l'illustration cruelle d'une carence patronale»

déclare le porte-parole du gouvernement

Dans une allocution prononcée à Clamecy (Nièvre), le 30 juin, le président de la République a fait allusion à l'affaire Creusot-Loire en s'étonnant que «les intérêts privés ayant été garantis, on demande à l'Etat de payer les pertes». Parlant des difficultés de certaines entreprises, M. Mitterrand a constaté une «incurie, une certaine façon d'oublier ses devoirs, de condamner une entreprise par la faute de ceux qui n'ont pas compris qu'ils devaient assumer la modernisation pour affronter la concurrence».

Le gouvernement s'est fixé «pour l'instant la tâche de rechercher des solutions sur les plans industriel, financier et social aux problèmes posés par la mise en règlement judiciaire de Creusot-Loire», a indiqué, pour sa part, M. Roland Dumas, porte-parole du gouvernement. Dans sa déclaration, M. Dumas affirme que «les tribunaux apprécieront, le moment venu, la responsabilité de ceux qui ont eu la charge de l'entreprise, notamment pour les opérations de cession qu'ils ont pu effectuer dans le passé».

«Creusot-Loire est une illustration particulièrement cruelle d'une carence patronale», a ajouté le porte-parole du gouvernement. «Dans un système politique inspiré du libéralisme, cette carence aurait conduit à la disparition de ce groupe industriel et ceci, sans égard pour les personnels et les sous-traitants. Le gouvernement n'accepte pas cette philosophie».

L'ORDINATEUR PERSONNEL

Au sommaire du N° 7
• Coupe 84, huit banes d'essai comparatifs
IBM / Hewlett-Packard-Epson / Leonard Digital / Zenith / Goupi / Tandy
• Les micro-ordinateurs s'infiltrent dans les grandes sociétés.
Chez votre marchand de journaux

lae
aix-en-provence
PROGRAMME DOCTORAL
sciences de gestion

OBJECTIFS : Former des professeurs, chercheurs, et consultants de haut niveau.
ORGANISATION : 1^{re} année DEA 360 heures de séminaires années suivantes préparation d'une thèse en gestion.
OPTION : Finance, Marketing, Stratégie, Personnel et Modèles Mathématiques.
ADMISSION : Maîtrise ou diplôme de grande école, 3 commissions (Mai, Juillet, Septembre).

RENSEIGNEMENT :
I.A.E. (programme Doctoral) Clos Guil
Boulevard des Comus 13540 Puyricard
Téléphone : (42) 92.10.50 - (42) 92.04.97

L'Ecole des Cadres
du commerce et des affaires économiques
30 ans d'expérience au service des entreprises
et de la réussite professionnelle
L'Ecole de l'Entreprise

• Des Diplômés entrepreneurs : les élèves de l'E.D.C. allient à une connaissance théorique et technique de haut niveau, la capacité de réagir à toutes les situations. Des qualités reconnues depuis trente ans, irremplaçables dans une économie en crise, et qui ont fait de l'E.D.C., l'école de l'entreprise.

• Pas de temps perdu à l'Ecole des Cadres : les étudiants sont formés en trois ans à partir du niveau du baccalauréat, au lieu de quatre ou cinq ans ailleurs. Et ils sont opérationnels dès l'obtention de leur diplôme grâce aux spécialisations de troisième année : Gestion Financière et Budgétaire - Marketing - Informatique - Gestion des Ressources Humaines - Gestion des Petites et Moyennes Entreprises - Préparation au Diplôme d'Etudes Comptables Supérieures.

Concours d'entrée : 17-18 juillet
Ecole des Cadres
70, Galerie des Dames, La Défense N° 1, 92300 Courbevoie. Tél. 77.363.41 - 77.06.40
Etablissement privé d'enseignement supérieur mûri reconnu par l'Etat.

Le tribunal de commerce de Nanterre
devrait annoncer le démantèlement d'AMREPBouygues reprendrait l'essentiel
du groupe parapétrolier

Le tribunal de commerce de Nanterre devrait se prononcer dans les jours qui viennent - et peut-être dès ce lundi 2 juillet - sur la reprise par des industriels français des activités d'AMREP, principale entreprise parapétrolière française et troisième mondiale, mise en règlement judiciaire le 30 mai. Une chose est sûre : la société sera démantelée puisque aucun repreneur global ne s'est présenté.

Bouygues, qui n'a pas renoncé à sa stratégie de diversification pour compenser le ralentissement attendu dans le bâtiment et les travaux publics, a fait l'offre la plus importante. La société reprendrait l'essentiel de l'Union Industrielle d'Entreprise, principale filiale d'AMREP. A Cherbourg, elle y aurait cependant une petite centaine de suppressions d'emplois. La reprise de travail sur ce chantier - dont le principe a été adopté par les syndicats - devrait permettre dès le début de cette semaine le départ d'une «jacket» (armature de plate-forme) baptisée «Heinkel» et destinée à ELF-Norvège.

La volonté des syndicats d'empêcher, depuis un mois, cette construction de sortir de Cherbourg était ressentie par les pouvoirs publics, ainsi que par ELF, comme de nature à affecter la crédibilité commerciale d'AMREP et donc à lui fermer des marchés.

Si Bouygues est prêt, d'autre part, à reprendre le siège social et le bureau d'études d'AMREP, près de 70 % des effectifs pourraient voir leur emploi affecté.

En revanche, ne serait repris ni l'usine de Montpellier ni les Ateliers de Bordeaux (sous-ensemble de chaudronnerie, constructions métalliques et métallurgiques pour bar-

Une mise au point
des commissaires
aux comptes

Nous avons reçu de MM. Levasseur et Charrier la demande de droit de réponse suivante.

Le journal *Le Monde*, dans son numéro du mercredi 20 juin, sous le titre «Le PDG d'AMREP, M. Miller, est inculpé», a mis en cause MM. Pierre Levasseur et Henry L. Charrier pour avoir attesté, dans la note d'information de septembre 1983, de la sincérité des comptes de la société AMREP et de sa filiale UIE.

Ni M. Levasseur ni M. Charrier ne sont commissaires aux comptes d'UIE. Ils n'ont donc pas eu à certifier les comptes de cette société.

En qualité de commissaires aux comptes d'AMREP, MM. Levasseur et Charrier, de même que la commission des opérations de Bourse, ont pris connaissance du projet de «note d'information succincte». Ils ont précisé à cette occasion que «les situations au 30 juin de la société et du groupe ne font pas l'objet d'une certification».

[MM. Pierre Levasseur et Henry L. Charrier, commissaires aux comptes d'AMREP, ont été inculpés, le 18 juin, par M. Jean-Pierre Michon, premier juge d'instruction à Paris, de «contrefaçon d'informations mensongères» dans ce qui est le plus grand scandale financier depuis la fin des années 50. *Le Monde* n'a rien dit d'autre les concernant.]

rages), qui n'ont pas trouvé demandeur par ailleurs.

Bouygues est aussi sur les rangs avec les meilleures chances de l'emporter (contre SPIE Batignolles et GTM Entrepose) pour prendre le contrôle d'une autre filiale d'AMREP, Technigaz, Société d'ingénierie spécialisée dans la cryogénie, le stockage et le transport de gaz liquéfiés. On sait (*Le Monde* du 21 juin) que cette filiale a obtenu en septembre 1982 - conjointement avec l'UIE - un contrat d'un milliard de francs pour l'ingénierie, les équipements et la supervision de la construction des installations de réception, de stockage et de vaporisation du terminal de gaz naturel liquéfié de Pyong-Taeg, en Corée du Sud. Le ministre d'AMREP inquiete fort les autorités sud-coréennes, qui craignent que ce terminal ne soit pas achevé dans les délais. Les autorités françaises n'en sont pas moins préoccupées car, si tel était le cas, c'est toute l'industrie française qui risquerait de se voir fermer l'accès de ce pays en développement rapide.

La participation de 36 % d'AMREP dans DORIS (Compagnie générale pour les développements opérationnels des richesses sous-marines) suscite aussi bien des convoitises. Bouygues, qui avait cherché vainement en 1981 à s'imposer comme chef de file du groupe possédant cette société (qui est l'un des principaux constructeurs de plates-formes offshore de France) est sur les rangs en compagnie d'ELF-Aquitaine.

De nombreuses activités de services - notamment d'entretien de plates-formes - ont aussi fait l'objet de propositions de reprise de la part de petites sociétés parapétrolières ou de STP. En dehors de Montpellier et de Bordeaux, seule une partie des activités de Marseille pourrait peut-être trouver preneur et devrait être fermée.

Le démantèlement d'AMREP n'en est pas moins un mauvais coup pour le secteur parapétrolier et pour l'industrie française en général. N. Noguère, le ministre de l'énergie soulignait que l'industrie parapétrolière était l'un des secteurs encore créateur d'emplois. Il est vrai que, sur un chiffre d'affaires de 60 milliards de francs, ce secteur en avait exporté en 1982 80 % et avait dégagé un excédent commercial de 45 milliards, soit deux fois plus que l'automobile.

Le démantèlement d'AMREP, la mise en règlement judiciaire de Creusot-Loire, dont certaines activités de la division énergie sont liées à ce secteur, les graves difficultés financières de Technigaz, ne laissent pas d'inquiéter. Après le déclin de l'automobile comme source de devises, la branche parapétrolière pourrait bien suivre ce mauvais exemple.

S.D.

PRÉCISION. - La commande du car-ferri pour la Compagnie marocaine de navigation a été attribuée au groupe Alstom-Atlantique, et non pas à sa filiale Chantiers Dubigeon, comme nous l'avons indiqué dans *Le Monde* du 28 juin.

Par ailleurs, M. Alain Grill, directeur général de la division constructions navales d'Alstom-Atlantique, vient d'être renouvelé dans ses fonctions de président-directeur général des Chantiers Dubigeon.

CONJONCTURE

LES HAUSSES DE JUILLET

Augmentation de différents produits et services

• Tarifs postaux : la lettre à 2,10 F

Depuis lundi 2 juillet, l'affranchissement des lettres est passé à 2,10 F et celui du pli non urgent à 1,70 F. Le taux d'augmentation moyen est d'environ 5,5 %.

Pour le régime international, le tarif préférentiel appliqué aux let-

tres jusqu'à 20 grammes et aux cartes postales à destination de la Grande-Bretagne, de la Grèce, de l'Irlande, de la Chine et du Liechtenstein sera étendu à l'Australie.

La dernière majoration remonte au 1^{er} juin 1983 et n'avait pas affecté le tarif du pli non urgent.

• Assurance automobile : bonus diminué

La réforme du régime du bonus-malus en assurance automobile, décidée en septembre 1983 et applicable au 1^{er} juillet 1984, ne devrait pas entraîner d'augmentation supplémentaire des primes, dont la hausse globale doit être en principe, d'environ 6,5 % pour 1984. Simplement, la réduction de 50 % sur le tarif de base, accordée aux bons conducteurs, ne pourra, désormais, être acquise qu'au bout de treize ans, au lieu de sept ans précédemment. Néanmoins, pour les primes payées avant le 1^{er} juillet et couvrant une période s'étendant au-delà de cette date, un rappel sera demandé, puisque le rabais accordé est désormais moins important annuellement (au cas où l'assuré n'a pas encore les 50 % de bonus).

• Prix des médicaments : + 1 % à + 2,5 % le 1^{er} août

Les firmes pharmaceutiques ont obtenu des pouvoirs publics l'autorisation d'augmenter les prix des médicaments remboursés par la Sécurité sociale de 1 % à compter du 1^{er} août. Les entreprises réalisant moins de 50 millions de francs de chiffre d'affaires auront le droit d'appliquer une majoration supplémentaire de 1,5 %, ce qui porte à 2,5 % le relèvement des prix de leurs produits. Ces ajustements sont accordés dans le cadre des hausses programmées bi-annuelles. Le 1^{er} février dernier, les firmes pharmaceutiques avaient été autorisées à relever leurs tarifs de 2 %.

FAITS
ET CHIFFRES

• Contrat IBM-Philips. - IBM vient de conclure un important contrat d'une valeur de 100 millions de francs avec le groupe néerlandais Philips pour la fourniture d'écrans couleur haute définition.

• 1,5 milliard de francs de pertes pour ENSIDESA. - La société espagnole d'Etat, ENSIDESA qui regroupe les activités sidérurgiques de l'Institut national de l'Industrie (INI), a perdu 27,7 milliards de pesetas en 1983 (soit près de 1,5 milliard de francs). La société a produit en 1983, 3,8 millions de tonnes d'acier, soit 15,5 % de moins qu'en 1982, pour un chiffre d'affaires de 150 milliards de pesetas (+ 7 %) et des exportations qui dépassent 50 milliards de pesetas en hausse de 25 %. L'INI doit investir de 1984 à 1987 plus de 700 millions de dollars (6 milliards de francs), dans ENSIDESA. - (AFP.)

• Réduction de la production de lait : plus de 9 000 dossiers de suppression en une semaine. - Du 21 au 27 juin, 9 183 demandes d'aides à la cessation d'activités sont parvenues dans les directions départementales de l'agriculture. Ce qui correspond à un volume de 320 000 tonnes de lait, potentiellement «libérées». Selon les pouvoirs publics, l'objectif total de 1,2 million à 1,3 million de tonnes, correspondant à la cessation d'activité ou à la reconversion de 30 000 à 35 000 éleveurs, pourra être atteint. L'ONILAIT a affecté aux différents départements les crédits destinés à financer ces aides, qui s'élèvent à 605 millions de francs pour 1984. Le point le plus délicat sera la répartition des quotas de production entre les laitières, a indiqué l'Office. La FNSEA et le CNJA refusent de participer à cette répartition mais les professionnels laitières, membres du conseil de l'Office, se sont résignés à rechercher les solutions «les moins mauvaises possibles».

• Les agriculteurs méridionaux mécontentement. - Les producteurs de fruits et les viticulteurs du midi de la France ont organisé samedi 30 juin et dimanche 1^{er} juillet plusieurs démonstrations. Près de Perpignan (Pyrénées-Orientales) deux camions espagnols chargés de fruits ont été interceptés et vidés de leur contenu. A Montpellier (Drôme) et à Montpellier (Hérault), les agriculteurs ont organisé des «opérations soufre», en distribuant aux estivants des carottes et du vin, afin de les sensibiliser à leurs difficultés.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

3^e CYCLE
MANAGEMENT
AVANCE

9 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise
L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement : 29 juin 1984

Nom : _____
Age : _____
Diplôme : _____
Adresse : _____

souhaite recevoir une brochure détaillée du 3^e cycle Management Avancé

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
Etablissement privé d'enseignement supérieur



IGS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COLAS EMPRUNT DE 100.000.000 F

par émission de 100.000 obligations
de 1.000 F nominal
avec bons de souscription d'actions

- Prix d'émission : 1.000 F.
- Intérêt annuel : 11,5 %.
- Durée : 10 ans.
- Jouissance et règlement : 31 Juillet 1984.
- Souscription des obligations :
 - Droit de priorité des actionnaires : la souscription sera réservée par priorité aux actionnaires du 2 au 13 Juillet 1984 à raison d'une obligation pour dix actions possédées.
 - Délai de souscription : du 16 Juillet au 27 Juillet 1984.
- Amortissement normal : en totalité le 31 Juillet 1994 par remboursement au pair.
- Amortissement anticipé : uniquement par rachats en Bourse effectués par la société.
- Souscription d'actions de 100 F nominal par utilisation des bons de souscription d'actions selon les conditions suivantes, à compter du 31 Juillet 1984 et jusqu'à :
 - 01.01.1988, pour le bon n° 1 au prix de 265 F.
 - 01.01.1989, pour le bon n° 2 au prix de 280 F.
 - 01.01.1990, pour le bon n° 3 au prix de 300 F.
- Taux de rendement actuariel brut en cas de non exercice des bons de souscription : 11,5 %.
- Lieux de souscription :
 - BANQUE WORMS - BANQUE NATIONALE DE PARIS - CREDIT LYONNAIS - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - BANQUE INDOSUEZ.



Une note d'information qui a reçu le visa n° 84 175 en date du 19 Juin 1984 de la Commission des Opérations de Bourse est mise à la disposition du public. (B.A.L.O. du 2 Juillet 1984).



MONECIC
Société d'investissement à capital variable

L'Assemblée générale des actionnaires de MONECIC, réunie le 28 juin 1984 sur deuxième convocation, sous la présidence de M. Renaud Segalen, président-directeur général, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 mars 1984 ainsi que les résolutions qui lui ont été soumises.

Elle a décidé la mise en paiement d'un dividende de 6523,70 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 169,80 F, ce qui porte le revenu global à 6693,50 F. Ce dividende sera payable à partir du 11 juillet 1984, à 12 heures, aux guichets du Crédit Industriel et Commercial de Paris et des autres banques du groupe CIC.

INFORMATION SICAV

Information spéciale

Unijapon

Le Conseil d'Administration de la sicav UNIJAPON ayant constaté que le nombre d'actions en circulation est revenu en deça du plafond d'émission fixé par le Ministère des Finances, informe le public de sa décision d'accepter à nouveau les souscriptions à compter du 3 juillet 1984.

L'interruption des souscriptions pourra intervenir sans préavis dès que le nombre d'actions autorisé aura été atteint.

Un nouveau communiqué sera publié si nécessaire.



BANQUE INDOSUEZ
tout un monde d'opportunités

Direction des Particuliers :
96, bd Haussmann 75008 Paris.
Tél. : 561.29.61

INFORMATION SICAV

Communiqués

Unijapon

L'Assemblée Générale Annuelle, réunie le 25 Juin 1984 sous la présidence de M. Bruno GEORGES-PICOT a approuvé les comptes de l'exercice.

La progression de la valeur de l'action entre le début et la fin de l'exercice, si l'on tient compte de la distribution du dividende global de F. 22,24 au mois de Juillet 1983 a été de 66,6 %.

L'Assemblée a décidé la distribution d'un dividende global de F. 27,56 composé d'un dividende net de F. 25,72 et d'un crédit d'impôt de F. 1,84.

Le règlement du dividende sera effectué à partir du 2 Juillet 1984 pour toutes les actions existant à cette date contre remise du coupon n° 18.

Amérique-Gestion

L'Assemblée Générale Annuelle, réunie le 26 Juin 1984 sous la présidence de M. Henri PARENT a approuvé les comptes de l'exercice.

La progression de la valeur de l'action entre le début et la fin de l'exercice, si l'on tient compte de la distribution du dividende global de F. 16,16 au mois de Juillet 1983, a été de 7,9 %.

L'Assemblée a décidé la distribution d'un dividende global de F. 16,68 composé d'un dividende net de F. 15,88 et d'un crédit d'impôt de F. 0,80.

Le règlement du dividende sera effectué à partir du 2 Juillet 1984 pour toutes les actions existant à cette date contre remise du coupon n° 9.

SICAVIMMO

L'Assemblée Générale Annuelle, réunie le 27 Juin 1984 sous la présidence de M. René BARTHOLONI a approuvé les comptes de l'exercice.

La progression de la valeur de l'action entre le début et la fin de l'exercice, si l'on tient compte de la distribution du dividende global de F. 26,89 au mois de Juillet 1983 a été de 30,4 %.

L'Assemblée a décidé la distribution d'un dividende global de F. 27,70 composé d'un dividende net de F. 26,50 et d'un crédit d'impôt de F. 1,20.

Le règlement du dividende sera effectué à partir du 2 Juillet 1984 pour toutes les actions existant à cette date contre remise du coupon n° 29.

Les actionnaires de ces trois sicav ont la faculté d'affecter le montant des dividendes encaissés à la souscription d'actions nouvelles en franchise de droit d'entrée ; cette faculté leur est ouverte jusqu'au 2 Août en ce qui concerne Amérique-Gestion et jusqu'au 2 Octobre pour Unijapon et Sicavimmo.



BANQUE INDOSUEZ

tout un monde d'opportunités

Direction des Particuliers :
96, bd Haussmann 75008 Paris.
Tél. : 561.29.61

SOCIÉTÉ NAVALE CHARGEURS DELMAS-VIELJEUX

L'Assemblée générale ordinaire de la Société navale Chargeurs Delmas-Vieljeux, tenue à Paris le 27 juin 1984, sous la présidence de M. Tristan Vieljeux, a approuvé les comptes de l'exercice 1983.

Le bénéfice de l'exercice s'élève à 56 879 499,13 F.

Le revenu global par action a été fixé à 27 F, constitué par un dividende distribué de 16 F (contre 16,50 F au titre de l'exercice 1982) et un avoir fiscal de 9 F.

L'Assemblée a nommé en qualité de nouvel administrateur M. Christian Dadvissard, en remplacement de M. Mary-Ange Jan, qui avait atteint la limite d'âge statutaire pour l'exercice des fonctions d'administrateur, et renouvelé le mandat de M. Dominique Boyer.

CGP PRIMAGAZ

Le Mgr effritement des tonnages distribués conjugué avec des majorations de marges inférieures à la dérive monétaire et, surtout avec l'absence des plus-values exceptionnelles enregistrées en 1982, a entraîné un recul du bénéfice net qui s'est établi à 5 105 721 F contre 7 781 218 F en 1982.

Les ventes, en volume, à fin mai, sont pratiquement égales à celles de la même période de 1983 et dépassent légèrement les prévisions. La société place des espoirs complémentaires dans le lancement sur le marché d'une bouteille de butane à indicateur de niveau, ainsi que dans l'achèvement de la bicarburant des automobiles, qui devrait favoriser les ventes de gaz carburant.

L'Assemblée a décidé à l'unanimité le maintien d'un coupon global de 14,25 F qui sera en paiement le 19 juillet 1984 ; elle a renouvelé les mandats de MM. Jean-Charles Inglesi et Albert Barraud.



L'Assemblée générale ordinaire, réunie le 27 juin 1984, sous la présidence de M. René Sautier, a approuvé les comptes de l'exercice 1983 et décidé la mise en paiement, à compter du 12 juillet, d'un dividende net de 14 francs par action, contre 13,45 francs au titre de 1982, mais devant s'appliquer à un nombre d'actions accrues de 18 % à la suite principalement de l'augmentation de capital en monnaie réalisée à la fin de l'année 1983.

Pour le groupe, l'exercice 1983 s'est soldé par un bénéfice net consolidé de 295 millions de francs contre 238 millions de francs l'année précédente (+24 %), le chiffre d'affaires ayant atteint 9,27 milliards de francs (+18,8 %) par rapport à 1982.

Le bénéfice net de la société Sanofi s'est élevé à 146 millions de francs contre 141 millions en 1982.

L'Assemblée générale a renouvelé le mandat d'administrateur de MM. Jean-François Dehecq, Jean Fouchier, Antoine Midy, Bruno Roger, René Sautier et de la Société nationale Elf Aquitaine, actionnaire majoritaire.

Le conseil d'administration, réuni à l'issue de l'Assemblée, a reconduit MM. René Sautier et Jean-François Dehecq dans leurs fonctions respectives de président-directeur général et vice-président-directeur général.

Dans l'allocution qu'il a prononcée au cours de l'Assemblée, M. Sautier a notamment signalé que le chiffre d'affaires des cinq premiers mois de l'exercice était en progression de 21 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent (16 % à structure comparable si l'on tient compte notamment de l'intégration de Choisy). Le développement le plus important ayant été constaté dans le secteur des parfums et produits de beauté (+28 %).

L'effort de rationalisation a été poursuivi, principalement pour celles des activités ou filiales qui ont connu des difficultés en 1983 : secteur médical-hospitalier, Institut Pasteur Production, Choisy, secteur des armées, secteur santé animale aux États-Unis.

M. Sautier a en outre déclaré : « Parallèlement aux efforts déployés pour améliorer la qualité de sa gestion et renforcer sa compétitivité, notre entreprise a pris des initiatives propres à assurer son avenir. »

Ces initiatives ont notamment pour objet d'accroître, grâce à des moyens nouveaux de recherche et développement, notre poids dans les activités auxquelles les biotechnologies vont apporter un élément de croissance très important.

Le centre de Labège, auquel nous participons pour 50 % aux côtés d'Elf Aquitaine, est dès à présent opérationnel et contribue de façon active au développement de nos travaux dans les domaines de la pharmacie, de l'industrie des armées et produits pour l'industrie alimentaire.

Nous avons décidé d'accroître nos moyens industriels dans ce secteur et notre implantation commerciale sur les principaux marchés internationaux ; tel est le sens de l'acquisition par notre groupe (80 % du capital) avec Elf Bio-Industries (19,7 %) de la société Dairyland Food Laboratories. Cette société, localisée à Milwaukee (Wisconsin), a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires de 14 millions de dollars (et un profit de

850 000 dollars) basé sur les arômes et additifs techniques pour l'industrie fromagère et laitière. Elle occupe une position majeure sur certains secteurs de ce marché.

Bénéficiant de l'appui de notre recherche et de nos moyens commerciaux hors des États-Unis, elle devra connaître un développement important.

Nos efforts dans ce domaine des biotechnologies doivent aboutir à la mise au point de produits de haute technologie appelés à participer à des marchés prometteurs pour le futur.

Dans le secteur pharmaceutique, le début de l'année a vu se poursuivre les travaux destinés à la mise au point de nos nouvelles molécules. Le nombre très important des produits entrant en phase clinique de probation va exiger des efforts soutenus dans les années à venir, tant au plan international qu'en France. La difficulté et la durée des travaux sont, comme il est normal, à la mesure de l'ambition thérapeutique que ces produits présentent pour les larges marchés que nous visons.

Je soulignerai l'intérêt pour le futur de deux anticholinergiques d'effets différents, de deux antiparkinsoniens, d'un antidiabétique, d'une série d'anti-inflammatoires à mécanisme d'action original, d'un anti-asthmatisant.

La très récente présentation à la Food and Drug Administration de notre amiodarone (anti-arythmique) nous incite à penser que ce produit majeur de forces chances d'être lancé très prochainement aux États-Unis, sans qu'il soit évidemment possible de préjuger de la décision finale de l'administration.

Sanofi Pharmaceuticaux, notre filiale à 51 % avec le groupe American Home Products, disposera ainsi de son premier produit, dont il faut rappeler qu'il a réalisé en 1983 dans les cinquante pays où il est commercialisé un chiffre d'affaires de 230 millions de francs.

Au Japon, la société Daiichi, filialement de la tielapidine, anti-agrégant plaquettaire, va obtenir des autorités locales une importante extension d'indication pour ce produit qui couvrira dans ce pays aussi bien le domaine de l'artère que celui des troubles thrombotiques de la circulation cérébrale.

Le chiffre d'affaires de la tielapidine, produit commercialisé dans plus de vingt pays, a atteint 660 millions de francs en 1983, dont seulement 15 % ont été réalisés en France.

Les expérimentations destinées à obtenir l'enregistrement du produit aux États-Unis et dans d'autres pays importants se poursuivent activement et impliquent plusieurs milliers de patients.

Nous vous rappelons enfin qu'un accord a été conclu, avec l'appui de Sanofi, entre l'Institut Pasteur Production et Taiwan pour la fourniture d'un million de doses de vaccin antipneumococcique B et pour l'édification d'une unité de production locale de ce vaccin.

La croissance de notre chiffre d'affaires dans nos différents secteurs d'activité, la mise en œuvre, déjà très avancée, de mesures correctives nécessaires, l'orientation de nos efforts de recherche vers des techniques nouvelles, l'élargissement des zones de diffusion de nos grands produits, sont autant de facteurs qui permettent d'envisager avec confiance l'avenir de votre groupe.

EMPRUNT D'ÉTAT JUILLET 1984

VOUS POUVEZ CHOISIR ENTRE 2 FORMULES :

12,80 %
DURÉE 8 ANS
prorogeable
de 4 ans à 2 reprises

12,30 % révisable
à option d'échange
DURÉE 12 ANS

POUR LES 2 FORMULES :

ÉMISSION AU PAIR.
VERSEMENT DES INTÉRÊTS
CHAQUE ANNÉE LE 17 JUILLET.
REMBOURSEMENT AU PAIR.
COUPURES : 2.000 F.
TITRES COTÉS EN BOURSE.

Dans la formule « prorogeable » les porteurs ont la possibilité, aux termes de 8 ans et de 12 ans, de demander le remboursement au pair de leurs titres. Au cas où ils ne souhaiteraient pas bénéficier de cette disposition, le taux d'intérêt qui leur serait servi serait fixé, par périodes de 4 ans, sur la base des taux de rendement en bourse des emprunts d'État. Dans la formule « révisable à option d'échange », les porteurs bénéficieraient d'un intérêt de 12,30 % la première année, puis, par la suite, d'un intérêt révisable chaque année sur la base des taux de rendement en bourse des emprunts d'État. Ils pourront, au terme des 2 ans, échanger leurs titres contre des obligations à 12,80 % prorogables décrites ci-dessus.

Souscrivez dans les établissements bancaires et financiers et auprès des comptables du Trésor et des PTT, ou auprès de vos autres guichets habituels.

MARCHÉS

LE MONDE

EST

UN ACTUEL

مكتبة المجلد

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. Lettres au Monde à propos de la querelle scolaire et des élections européennes.

ÉTRANGER

3-4. EUROPE

ITALIE : un entretien avec M. Toni Negri.

PORTUGAL : un « parti du président Enxos » est en cours de formation.

4. DIPLOMATIE

La réponse de l'URSS aux propositions américaines sur la « guerre des étoiles ».

4. PROCHE-ORIENT

LIBAN : plus de deux mille personnes portées disparues.

5. AMÉRIQUES

CANADA : M. John Turner a formé une équipe restreinte fondée sur la continuité.

6. AFRIQUE

ANGOLA : le retrait des troupes africaines marque le pas.

POLITIQUE

7. La réunion du comité directeur du PS.

8. Le débat interne du PCF.

9. La fin de la visite de M. Mauroy au Vatican.

SOCIÉTÉ

10. La France veut rendre plus cohérente son aide sanitaire au tiers-monde.

11. La marine nationale commandera trois navires de débarquement pour la force d'action rapide.

SPORTS

12. Le tournoi de tennis de Wimbledon. La Tour de France cycliste.

13. Les championnats de France d'athlétisme.

CULTURE

14. MUSIQUE : Festival de Ville-d'Avray.

15. COMMUNICATION : les difficultés de la presse parisienne. La pari du Marin.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

17. Conventions collectives : une lente évolution vers un régime contractuel des rapports sociaux ?

18. Renault à Taiwan : un succès de anoblie.

19. Le rapport Ménéral : les conditions d'un retour à la croissance et à l'augmentation du pouvoir d'achat.

20. Conjoncture : les perspectives de l'économie française.

ÉCONOMIE

36. AFFAIRES : le tribunal de commerce de Nanterre devrait annoncer le démantèlement d'AMREP.

38-37. CONJONCTURE : un rapport du CERC sur le revenu des Français de 1980 à 1983.

SOCIAL : l'emploi a été au centre des débats de la 70^e Conférence internationale du travail.

RADIO-TÉLÉVISION (16)

ÉTÉ (34-35) : Retransmission : Troisième âge ; Métréologie ; Mots croisés ; Loto.

Amusements classés (21 à 33) ; Carnet ; Programme des spectacles (15) ; Marchés financiers (39).

Le numéro de « Monde » daté 30 juin 1984 a été tiré à 414 617 exemplaires.

META conseil
GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
Organisation - Audit Social - Ateliers de Communication et de Motivation - Recherche et Sélection de Cadres - Etudes Graphologiques

BILAN de CARRIÈRE
Vous souhaitez avec juste raison vous situer personnellement et professionnellement, appelez-nous -

Tél. : 233.62.00
META CONSEIL
15, rue du Louvre
75001 PARIS

Avignon - Bordeaux - Caen
Le Havre - Lyon - Montpellier

Discretion assurée.

A B C D E F G

Au Guatemala

LES ÉLECTIONS A LA CONSTITUANTE

A Patzun les Indiens ont d'abord voté pour leur sécurité

Les Guatémaltèques étaient appelés à désigner les quatre-vingt-huit membres d'une nouvelle Assemblée constituante, le dimanche 1^{er} juillet. Le scrutin s'est déroulé dans le calme, mais les autorités redoutent un fort taux d'abstention, malgré leurs efforts pour motiver les électeurs.

A Patzun, une bourgade très touchée par la violence, à 70 kilomètres de la capitale, les Indiens, majoritaires dans la population, ont voté dans l'ordre et en masse, mais sans trop savoir pourquoi. Ils pensent d'abord à leur sécurité.

Patzun (AFP). — Dès les premières heures de l'aube, dimanche, les Indiens ont commencé à se concentrer sur la place de l'église, près de laquelle ont été installés les bureaux de vote, à Patzun, une bourgade de quatre mille habitants, à 70 kilomètres à l'ouest de la capitale. Ici, la population est à plus de 80 % indienne et la petite place, sur laquelle un monument rappelle que le tremblement de terre de 1916 a fait cent soixante-deux morts, explosa de courroux.

Le début des opérations a un peu tardé. Les Indiens sont pourtant arrivés tôt : les premiers étaient à 3 heures du matin. Les responsables des bureaux de vote sont également venus à l'heure. Mais l'organisation du scrutin a été difficile. 80 % des Indiens étant analphabètes et ne parlant même pas espagnol. Quand on leur demande s'ils savent pourquoi ils vont voter, ceux qui comprennent répondent en un espagnol hésitant : « Pour le président », « Pour le gouvernement », « Pour avoir de nouvelles routes et des écoles » et surtout, dans leur grande majorité, « Par obligation ».

On leur a dit qu'il fallait inscrire sur les listes électorales,

puis qu'il fallait voter : ils le font. Mais l'élaboration d'une Constitution leur est aussi lointaine que les exploits de la navette spatiale.

Ils retiennent pourtant religieusement de petites pochettes en plastique le certificat d'inscription sur les listes électorales qui leur a été remis, puis cherchent des yeux quelqu'un qui puisse les aider.

Face à leurs deux bulletins de vote, l'un bleu ciel pour les députés élus à l'échelon national, l'autre blanc pour les députés départementaux, qui auront les mêmes pouvoirs au sein de la nouvelle Constituante, les Indiens ont bien du mal à s'y retrouver entre les symboles des dix-sept partis.

« Ils sont venus voter, car ils s'y sentent obligés, pour leur propre sécurité », indique un prêtre qui habite la région depuis dix-huit ans, en rappelant que la répression y a été terrible : « Cette élection ne représente rien par rapport à leurs traditions, c'est avant tout une histoire de Blancs qu'ils ne comprennent pas trop bien, mais ils font ce qu'ils ont demandé, pour ne pas avoir de problèmes. »

On leur a dit qu'il fallait inscrire sur les listes électorales,

puis qu'il fallait voter : ils le font. Mais l'élaboration d'une Constitution leur est aussi lointaine que les exploits de la navette spatiale.

Ils retiennent pourtant religieusement de petites pochettes en plastique le certificat d'inscription sur les listes électorales qui leur a été remis, puis cherchent des yeux quelqu'un qui puisse les aider.

Face à leurs deux bulletins de vote, l'un bleu ciel pour les députés élus à l'échelon national, l'autre blanc pour les députés départementaux, qui auront les mêmes pouvoirs au sein de la nouvelle Constituante, les Indiens ont bien du mal à s'y retrouver entre les symboles des dix-sept partis.

« Ils sont venus voter, car ils s'y sentent obligés, pour leur propre sécurité », indique un prêtre qui habite la région depuis dix-huit ans, en rappelant que la répression y a été terrible : « Cette élection ne représente rien par rapport à leurs traditions, c'est avant tout une histoire de Blancs qu'ils ne comprennent pas trop bien, mais ils font ce qu'ils ont demandé, pour ne pas avoir de problèmes. »

On leur a dit qu'il fallait inscrire sur les listes électorales,

puis qu'il fallait voter : ils le font. Mais l'élaboration d'une Constitution leur est aussi lointaine que les exploits de la navette spatiale.

Ils retiennent pourtant religieusement de petites pochettes en plastique le certificat d'inscription sur les listes électorales qui leur a été remis, puis cherchent des yeux quelqu'un qui puisse les aider.

Face à leurs deux bulletins de vote, l'un bleu ciel pour les députés élus à l'échelon national, l'autre blanc pour les députés départementaux, qui auront les mêmes pouvoirs au sein de la nouvelle Constituante, les Indiens ont bien du mal à s'y retrouver entre les symboles des dix-sept partis.

« Ils sont venus voter, car ils s'y sentent obligés, pour leur propre sécurité », indique un prêtre qui habite la région depuis dix-huit ans, en rappelant que la répression y a été terrible : « Cette élection ne représente rien par rapport à leurs traditions, c'est avant tout une histoire de Blancs qu'ils ne comprennent pas trop bien, mais ils font ce qu'ils ont demandé, pour ne pas avoir de problèmes. »

On leur a dit qu'il fallait inscrire sur les listes électorales,

puis qu'il fallait voter : ils le font. Mais l'élaboration d'une Constitution leur est aussi lointaine que les exploits de la navette spatiale.

Ils retiennent pourtant religieusement de petites pochettes en plastique le certificat d'inscription sur les listes électorales qui leur a été remis, puis cherchent des yeux quelqu'un qui puisse les aider.

Face à leurs deux bulletins de vote, l'un bleu ciel pour les députés élus à l'échelon national, l'autre blanc pour les députés départementaux, qui auront les mêmes pouvoirs au sein de la nouvelle Constituante, les Indiens ont bien du mal à s'y retrouver entre les symboles des dix-sept partis.

« Ils sont venus voter, car ils s'y sentent obligés, pour leur propre sécurité », indique un prêtre qui habite la région depuis dix-huit ans, en rappelant que la répression y a été terrible : « Cette élection ne représente rien par rapport à leurs traditions, c'est avant tout une histoire de Blancs qu'ils ne comprennent pas trop bien, mais ils font ce qu'ils ont demandé, pour ne pas avoir de problèmes. »

On leur a dit qu'il fallait inscrire sur les listes électorales,

puis qu'il fallait voter : ils le font. Mais l'élaboration d'une Constitution leur est aussi lointaine que les exploits de la navette spatiale.

Ils retiennent pourtant religieusement de petites pochettes en plastique le certificat d'inscription sur les listes électorales qui leur a été remis, puis cherchent des yeux quelqu'un qui puisse les aider.

Face à leurs deux bulletins de vote, l'un bleu ciel pour les députés élus à l'échelon national, l'autre blanc pour les députés départementaux, qui auront les mêmes pouvoirs au sein de la nouvelle Constituante, les Indiens ont bien du mal à s'y retrouver entre les symboles des dix-sept partis.

« Ils sont venus voter, car ils s'y sentent obligés, pour leur propre sécurité », indique un prêtre qui habite la région depuis dix-huit ans, en rappelant que la répression y a été terrible : « Cette élection ne représente rien par rapport à leurs traditions, c'est avant tout une histoire de Blancs qu'ils ne comprennent pas trop bien, mais ils font ce qu'ils ont demandé, pour ne pas avoir de problèmes. »

On leur a dit qu'il fallait inscrire sur les listes électorales,

puis qu'il fallait voter : ils le font. Mais l'élaboration d'une Constitution leur est aussi lointaine que les exploits de la navette spatiale.

Ils retiennent pourtant religieusement de petites pochettes en plastique le certificat d'inscription sur les listes électorales qui leur a été remis, puis cherchent des yeux quelqu'un qui puisse les aider.

Face à leurs deux bulletins de vote, l'un bleu ciel pour les députés élus à l'échelon national, l'autre blanc pour les députés départementaux, qui auront les mêmes pouvoirs au sein de la nouvelle Constituante, les Indiens ont bien du mal à s'y retrouver entre les symboles des dix-sept partis.

« Ils sont venus voter, car ils s'y sentent obligés, pour leur propre sécurité », indique un prêtre qui habite la région depuis dix-huit ans, en rappelant que la répression y a été terrible : « Cette élection ne représente rien par rapport à leurs traditions, c'est avant tout une histoire de Blancs qu'ils ne comprennent pas trop bien, mais ils font ce qu'ils ont demandé, pour ne pas avoir de problèmes. »

On leur a dit qu'il fallait inscrire sur les listes électorales,

puis qu'il fallait voter : ils le font. Mais l'élaboration d'une Constitution leur est aussi lointaine que les exploits de la navette spatiale.

Ils retiennent pourtant religieusement de petites pochettes en plastique le certificat d'inscription sur les listes électorales qui leur a été remis, puis cherchent des yeux quelqu'un qui puisse les aider.

Face à leurs deux bulletins de vote, l'un bleu ciel pour les députés élus à l'échelon national, l'autre blanc pour les députés départementaux, qui auront les mêmes pouvoirs au sein de la nouvelle Constituante, les Indiens ont bien du mal à s'y retrouver entre les symboles des dix-sept partis.

« Ils sont venus voter, car ils s'y sentent obligés, pour leur propre sécurité », indique un prêtre qui habite la région depuis dix-huit ans, en rappelant que la répression y a été terrible : « Cette élection ne représente rien par rapport à leurs traditions, c'est avant tout une histoire de Blancs qu'ils ne comprennent pas trop bien, mais ils font ce qu'ils ont demandé, pour ne pas avoir de problèmes. »

On leur a dit qu'il fallait inscrire sur les listes électorales,

puis qu'il fallait voter : ils le font. Mais l'élaboration d'une Constitution leur est aussi lointaine que les exploits de la navette spatiale.

Ils retiennent pourtant religieusement de petites pochettes en plastique le certificat d'inscription sur les listes électorales qui leur a été remis, puis cherchent des yeux quelqu'un qui puisse les aider.

Face à leurs deux bulletins de vote, l'un bleu ciel pour les députés élus à l'échelon national, l'autre blanc pour les députés départementaux, qui auront les mêmes pouvoirs au sein de la nouvelle Constituante, les Indiens ont bien du mal à s'y retrouver entre les symboles des dix-sept partis.

« Ils sont venus voter, car ils s'y sentent obligés, pour leur propre sécurité », indique un prêtre qui habite la région depuis dix-huit ans, en rappelant que la répression y a été terrible : « Cette élection ne représente rien par rapport à leurs traditions, c'est avant tout une histoire de Blancs qu'ils ne comprennent pas trop bien, mais ils font ce qu'ils ont demandé, pour ne pas avoir de problèmes. »

On leur a dit qu'il fallait inscrire sur les listes électorales,

puis qu'il fallait voter : ils le font. Mais l'élaboration d'une Constitution leur est aussi lointaine que les exploits de la navette spatiale.

Ils retiennent pourtant religieusement de petites pochettes en plastique le certificat d'inscription sur les listes électorales qui leur a été remis, puis cherchent des yeux quelqu'un qui puisse les aider.

Face à leurs deux bulletins de vote, l'un bleu ciel pour les députés élus à l'échelon national, l'autre blanc pour les députés départementaux, qui auront les mêmes pouvoirs au sein de la nouvelle Constituante, les Indiens ont bien du mal à s'y retrouver entre les symboles des dix-sept partis.

« Ils sont venus voter, car ils s'y sentent obligés, pour leur propre sécurité », indique un prêtre qui habite la région depuis dix-huit ans, en rappelant que la répression y a été terrible : « Cette élection ne représente rien par rapport à leurs traditions, c'est avant tout une histoire de Blancs qu'ils ne comprennent pas trop bien, mais ils font ce qu'ils ont demandé, pour ne pas avoir de problèmes. »

On leur a dit qu'il fallait inscrire sur les listes électorales,

puis qu'il fallait voter : ils le font. Mais l'élaboration d'une Constitution leur est aussi lointaine que les exploits de la navette spatiale.

Ils retiennent pourtant religieusement de petites pochettes en plastique le certificat d'inscription sur les listes électorales qui leur a été remis, puis cherchent des yeux quelqu'un qui puisse les aider.

Face à leurs deux bulletins de vote, l'un bleu ciel pour les députés élus à l'échelon national, l'autre blanc pour les députés départementaux, qui auront les mêmes pouvoirs au sein de la nouvelle Constituante, les Indiens ont bien du mal à s'y retrouver entre les symboles des dix-sept partis.

« Ils sont venus voter, car ils s'y sentent obligés, pour leur propre sécurité », indique un prêtre qui habite la région depuis dix-huit ans, en rappelant que la répression y a été terrible : « Cette élection ne représente rien par rapport à leurs traditions, c'est avant tout une histoire de Blancs qu'ils ne comprennent pas trop bien, mais ils font ce qu'ils ont demandé, pour ne pas avoir de problèmes. »

On leur a dit qu'il fallait inscrire sur les listes électorales,

puis qu'il fallait voter : ils le font. Mais l'élaboration d'une Constitution leur est aussi lointaine que les exploits de la navette spatiale.

Ils retiennent pourtant religieusement de petites pochettes en plastique le certificat d'inscription sur les listes électorales qui leur a été remis, puis cherchent des yeux quelqu'un qui puisse les aider.

Face à leurs deux bulletins de vote, l'un bleu ciel pour les députés élus à l'échelon national, l'autre blanc pour les députés départementaux, qui auront les mêmes pouvoirs au sein de la nouvelle Constituante, les Indiens ont bien du mal à s'y retrouver entre les symboles des dix-sept partis.

« Ils sont venus voter, car ils s'y sentent obligés, pour leur propre sécurité », indique un prêtre qui habite la région depuis dix-huit ans, en rappelant que la répression y a été terrible : « Cette élection ne représente rien par rapport à leurs traditions, c'est avant tout une histoire de Blancs qu'ils ne comprennent pas trop bien, mais ils font ce qu'ils ont demandé, pour ne pas avoir de problèmes. »

On leur a dit qu'il fallait inscrire sur les listes électorales,

M. KATZIR, ANCIEN PRÉSIDENT D'ISRAËL, ARRÊTÉ A LENINGRAD

Tel-Aviv (AFP). — L'ancien président d'Israël, le professeur Ephraïm Katzir, a été arrêté, dimanche 1^{er} juillet, à Leningrad en même temps qu'un groupe d'activistes juifs, au domicile de M^{me} Tatiana Zuchnein, a annoncé la radio israélienne lundi. On ignore à l'heure actuelle si le professeur Katzir a été libéré.

Le mari de Tatiana Zuchnein, M. Zakhar Zuchnein, a été condamné à la fin de la semaine dernière à trois ans de prison par un tribunal pour avoir manifesté en faveur de l'émigration vers Israël.

On note qu'aucune information n'a été publiée en Israël sur le voyage en URSS du professeur Katzir. Celui-ci n'exerçant aucune activité politique depuis la fin de son mandat présidentiel en 1978.

DOLLAR FERME : 8,58 F

Le dollar s'est montré ferme, lundi 2 juillet, passant, à Paris, de 8,55 F à 8,58 F, et à Francfort, de 2,785 DM à 2,797 DM. Les taux d'intérêt continuent à monter lentement, l'eurodollar à six mois s'établissant à 12 3/4 %.

UN MÉDECIN SUSPENDU POUR AVORTEMENT ILLÉGAL

(De notre correspondant.)

Milieu. — Le docteur Pierre Roubaud, inculpé d'avortement illégal (le Monde du 12 juin), a été condamné, le 29 juin, par le tribunal de Millau (Aveyron) à 10 000 F d'amende et une suspension d'exercice pendant six mois. Il devra en outre payer 20 000 F de dommages-intérêts à sa patiente, M^{me} Maria Testa, qui s'était portée partie civile en cours d'audience, ainsi que à 1 franc symbolique à l'ordre des médecins de l'Aveyron. M^{me} Maria Testa a été relaxée. Son beau-père, M. Berte, inculpé de complicité d'avortement, a été condamné à 2 000 F avec sursis.

AVEC UNE IMPORTANTE COMMANDE D'UNE COMPAGNIE AMÉRICAINE

Nouveau succès pour le réacteur d'avion CFM-56 de la SNECMA

La Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion (SNECMA) vient d'obtenir un nouveau contrat, d'une compagnie aérienne américaine, pour l'achat de réacteurs CFM-56 d'avions civils qu'elle coproduit avec General Electric. A ce jour, sans cette dernière commande, la société française et son partenaire américain ont placé mille trois cent trente-six réacteurs auprès de plusieurs clients nationaux et étrangers.

C'est la société américaine Boeing qui a annoncé le dernier contrat en date : la compagnie aérienne américaine Air California a passé commande, pour 300 millions de dollars, de deux moyen-courriers biréacteurs Boeing 737-300 équipés de moteurs CFM-56 (dans la version 3) choisis parce qu'ils sont les plus silencieux et les plus économiques en carburant de leur catégorie. A cette commande ferme, Air California a ajouté une prise d'options portant sur onze appareils supplémentaires.

Selon Boeing, la commande d'Air California, qui exploite déjà des Boeing 737 plus anciens, est la plus importante jamais passée par cette compagnie. Ce contrat porte à cent trois le nombre des 737-300 commandés ferme par douze compagnies différentes et à soixante-huit le nombre des prises d'option.

Le Boeing 737 est doté de réacteurs CFM-56 (version 3) conçus par la SNECMA et par General Electric. Pour le constructeur français de moteurs d'avion, la commande d'Air California est un nouveau succès d'un programme de réacteurs (dans la gamme des 10 à 12 tonnes de poussée) lancé, à l'origine, par le précédent PDG de la SNECMA, M. René Ravaut, contre l'avis, à l'époque, de nombreux spécialistes.

En Uruguay, grève de la faim.

— L'une des neuf personnes détenues sans jugement depuis plus de dix ans en Uruguay en raison de leur participation aux activités du mouvement Tupamaro, M. Adolfo Wasen, a entrepris, le dimanche 1^{er} juillet, une grève de la faim en vue d'obtenir la libération de tous les prisonniers politiques (environ huit cents) et le retour au pays des exilés. M. Wasen, qui souffre d'un cancer, est interné à l'hôpital militaire de Montevideo, apprend-on ce lundi 2 juillet à Paris.

Sur le vif

Super-mémés

Je vous écris des Etats-Unis. Je serai de retour à la fin de la semaine. Ce pays, je le connais bien, j'y ai vécu, j'y reviens une ou deux fois par an. Pourtant, là, à l'aller, dans un avion de la TWA, il y a un truc qui m'a sidéré : l'âge des hôtes de l'air. Il fallait voir ces filles, ces gars, comme on les appelle tout au long de leur vie. Elles avaient dans les soixante, soixante-dix ans. Des fortes filles au derrière épais serré dans des pantalons trop petits, des filles aux cheveux tranquillement étalés sur le col de leur chemisier, des filles aux cheveux blancs, des filles aux cheveux teints, des filles au dos et au ventre rond.

Terminé, la femme-objet outre-Atlantique, le woman's lib lui a fait le peau. La super-nana, la femme-fleur, la femme-chaus aux longs ongles laqués, aujourd'hui c'est direction Taiwan, Séoul ou Bangkok qu'il faut aller la chercher, dans les travées de la TAI ou de la KAL. A l'Ouest, de ce côté là, il y a du nouveau. C'est le règne de la super-mémé. Moi, j'aime assez. Elle rassure, elle sécurise. Elle est efficace, expéditive et bien rodée. Et elle a son franc parler.

Au début ça surprend. Très vite, on s'y fait. D'autant qu'à l'arrivée, on ne voit que ça derrière tous les comptoirs, dans les magasins, les banques, et les bars : des seniors citoyens, des panthères grises qui ont réussi à forcer de guerrier à repousser et même à supprimer l'âge de la retraite obligatoire. L'âge butoir maintenant, c'est soixante-dix ans. Avec tous les accoutrements possibles et imaginables.

Là-bas, les personnes âgées, on les estime, on les considère un peu comme des pionniers. Ce sont les premiers, en effet, à explorer toutes les possibilités offertes à l'aube du troisième millénaire, par la médecine, la diététique, la gym et surtout le mort des tabous, aux soixante-quatre vingt-dix ans. Et plus. Songez qu'au Japon, il y a une dame qui va allègrement sur ses cent quatre-vingt ans.

Alors que faire de vingt, trente, quarante ans de reb ? Exactement ce que vous faisiez avant. Si ça vous chante, naturellement. Produire. Et encore produire. Et toujours produire. C'est bon pour le moral. Donc c'est bon pour la santé. Et tant qu'on a la santé, on maintient son taux de productivité. On peut même l'augmenter. Résultat : les grosses boîtes qui avaient vidé leurs vieux salariés, les réembauchent à tour de bras. De toutes façons, les Américains n'ont plus le choix. Ils ont de moins en moins d'enfants et de plus en plus de parents. On doit faire avec ça qu'on a.

Un seul problème, surtout pour les familles de l'espèce — j'espère que cette expression ne vous choque pas, elle est courante dans les pays anglo-saxons — un seul point noir : à partir d'un certain âge, les partenaires se font rares. On essaye bien d'augmenter l'espérance de vie des mâles, mais ça n'est pas encore au point. En attendant, les marnies-hôtesse en sont réduites à draguer en classe touriste des mines soixante ans. Ça ressemble à quoi ?

CLAUDE SARRAUTE.

Ce mois-ci, Grand Concours !
Gagnez un "Optimist" le petit bateau qui a la pêche...

MIKADO

LE MAGAZINE DES ENFANTS DE 8 A 12 ANS
En vente chez votre marchand de journaux



tout le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui n'a pas inventé la poudre. Et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se tuer à la tâche, que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième à peine de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enroûtons dans nos tabous,

nos habitudes de pensée désuètes, nos complexes aberrants, notre manque de confiance en nous.

Alors, qui que vous soyez, homme ou femme, si vous avez assez de faire du surplace, si vous voulez savoir comment acquérir la maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste et pénétrant, une volonté robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et un ascendant irrésistible sur ceux ou celles qui vous entourent, demandez à recevoir le petit livre de Borg : « Les Lois Éternelles des Succès ».

Absolument gratuit, il est envoyé à qui en fait la demande et constitue une remarquable introduction à la méthode mise au point par le célèbre psychologue W.R. Borg dans le but d'aider les milliers de personnes de tout âge et de toute condition qui recherchent le moyen de se réaliser et de parvenir au bonheur.

Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 465, 6, place St-Pierre, 84038 Arles Cedex.

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules, en donnant votre adresse permanente, et à retourner à : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 465 - 6, place Saint-Pierre, 84038 Arles Cedex, pour recevoir, sans engagement de votre part et sous pli fermé, « Les Lois Éternelles des Succès ».

NOM _____ PRENOM _____
N° _____ RUE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
AGE _____ PROFESSION _____
Aucun démarcheur ne vous rendra visite.

LATREILLE
SPÉCIALISTE DU TRAVAIL EN VENTE

soldes d'été
QUALITÉS IRREPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS

62 rue St André-des-Arts 6^e
Tél. : 329.44.10
PARKING ATTENDANT À NOS MAGASINS

مكتبة التحصيل